

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

É T U D E
SUR
LE DROIT DES GENS MARIÉS
D'APRÈS
LES COUTUMES DE BRETAGNE

PAR
G. JAMONT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 27 Février 1901, à 2 h. 1/2.

Président : M. LEFEBVRE, professeur

Suffragants } MM. CHÉNON }
 } GARÇON } *professeurs*



PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT, 16

1901

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

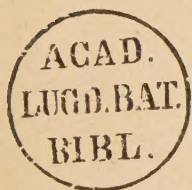
ÉTUDE
SUR
LE DROIT DES GENS MARIÉS

D'APRÈS
LES COUTUMES DE BRETAGNE

PAR
G. JAMONT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 27 Février 1901 à 2 h. 1/2



Président : M. LEFEBVRE, professeur

Suffragants { MM. CHÉNON
GARÇON } *professeurs*



PARIS
V. GIARD & E. BRIERE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT, 16

—
1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Archives de la Loire-Inférieure, de l'Ille-et-Vilaine, du Finistère, de la Manche.

D'ARGENTRÉ. — « Commentarii in consuetudines Ducatus Britanniae », suivis de l'Aitiologie sur la coutume réformée en 1580 ; 3^e édition, Paris, 1621. — Histoire de Bretagne. Paris, 1618, 3^e édition.

BEAUMANOIR. — Coutumes de Beauvaisis, publiées par Salmon, Paris, 1899-1900.

BEAUTEUPS-BEAUPRÉ. — Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine, antérieures au xvi^e siècle, Paris, 1879.

BOURDOT DE RICHEBOURG. — Coutumier général, Paris, 1724.

Cartulaire de l'abbaye de Redon en Bretagne, publié par A. de Courson, Paris, 1863.

ESMEIN. — Cours élémentaire de l'histoire du droit français, Paris, 1895. — Etudes sur l'histoire du droit canonique privé. — Le mariage en droit canonique, Paris, 1891.

HÉVIN. — Consultations et observations sur la coutume de Bretagne, Rennes, 1734.

LEFEBVRE. — Leçons d'introduction générale à l'histoire du droit matrimonial français, Paris, 1900.

DOM LOBINEAU. — Histoire de Bretagne, Paris, 1707.

LOUET ET BRODEAU. — Recueil de plusieurs arrêts notables de tous parlements et Cours souveraines de France, édition revue par du Rousseau de la Combe, Paris, 1742.

Monumenta Germaniæ historiæ. Hanovre, 1875-1889.

DOM MORICE. — Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne, Paris, 1750.

Jamont.

PLANIOL. — La Très ancienne coutume de Bretagne avec les assises, constitutions de Parlement et ordonnances duciales suivies d'un recueil de textes divers antérieurs à 1491. Edition critique, Rennes, 1896.

POTHIER. — Traité de la puissance du mari sur la personne et les biens de la femme, édition de 1770.

POULLAIN DU PARC. — Coutumes générales du Païs et duché de Bretagne, Rennes, 1745.

RAMBAUD. — Histoire de la civilisation française, Paris, 1888.

SALEILLES. — De la situation de la femme dans le mariage. Cours de doctorat professé à Paris, 1899-1900. Inédit.

SCHÆLL. — Corpus juris civilis (Novellæ), publication achevée par Kroll, Berlin, 1895.

VIOLLET. — Histoire du droit civil français, Paris, 1893. — Les établissements de Saint-Louis, Paris, 1884-1886.

ÉTUDE
SUR
LE DROIT DES GENS MARIÉS
D'APRÈS LES COUTUMES DE BRETAGNE

INTRODUCTION

Le système de la communauté de biens adopté par le Code civil comme régime légal rencontre de nos jours des adversaires décidés. Le nouveau Code civil allemand admet à la place un régime dit d'*unité d'administration*, qui ressemble fort au système décrit par notre Code civil sous le nom de régime sans communauté.

Même avant la Révolution, le régime de communauté de biens était loin de s'étendre à toutes les provinces de la France; celles du Midi et la Normandie le repoussaient. C'est pourtant l'un des mieux adaptés à la nature du mariage qui impose aux époux de réunir leurs efforts pour lutter en-

semble dans la vie. Si ce régime n'était pas universellement admis dans l'ancienne France, du moins gouvernait-il la majeure partie des provinces et au nombre de celles-ci étaient l'Ile-de-France et l'Orléanais. Les coutumes de Paris et d'Orléans étaient le type de celles qui admettaient la communauté de biens : nulle d'entre elles n'a présenté un exposé plus complet des principes et des règles de ce régime. A une exception près, toutes autres étaient muettes sur quelques points importants ou admettaient quelque pratique qui en était une corruption.

A l'extrémité occidentale de la France il y avait une province qui ne fut que tardivement annexée au royaume : c'était la Bretagne, jadis nommée l'Armorique.

Presque entourée par la mer, elle ne subissait que faiblement l'influence des provinces voisines et l'esprit du centre de la France n'avait point d'influence sur elle.

Rudes et obstinés, les Bretons avaient mieux conservé pendant la *paix romaine* le langage et les traits principaux de la race celtique. Apre et lointaine, la Bretagne n'avait été atteinte que tardivement et faiblement par l'invasion franque ; persévérante, énergique et fière elle défendit plus longtemps son indépendance contre la royauté française qu'aucune autre province.

Mais dans ce pays si peu semblable au centre du royaume, parmi ces populations plus froides, d'esprit plus lent et plus attachées aux anciens usages que celles de l'Ile-de-France, de l'Orléanais, du Beauvaisis et soustraites presque complètement aux causes qui avaient influé sur la formation des coutumes de Paris et d'Orléans, le régime de communauté de biens s'était établi depuis aussi longtemps que dans ces derniers pays et y avait été porté à un point de perfection aussi avancé !

Quelle influence avait donc poussé la coutume bretonne à adopter les mêmes formes que les coutumes du centre ? Certes, ce n'était pas le voisinage de la Normandie, tout opposée à la communauté de biens et se construisant un régime dotal, distinct de ceux des pays du Midi, mais au moins aussi rigoureux. Ce n'était pas non plus l'invasion, ou plutôt l'infiltration, des Angles, chassés de Grande Bretagne par les Saxons vers 460 et qui furent cause du changement de nom de l'Armorique : ces peuples étaient Celtiques et avaient des mœurs analogues à celles des autochtones ; ils ne pouvaient leur apporter des usages nouveaux.

Le droit Romain ne nous offre que le régime dotal et d'ailleurs nous avons vu qu'il eut moins de prise en Bretagne qu'en aucune autre région de la Gaule.

Faut-il voir dans le régime de communauté un

usage matrimonial des Gaulois qui s'est développé et a été renforcé au lieu d'être détruit par l'arrivée des Angles, et a continué à prospérer à l'abri d'influences étrangères au milieu celtique ? Etant donné ce que nous avons dit de l'histoire de la Bretagne cette hypothèse serait séduisante ; mais ce n'est qu'une hypothèse : nous ne connaissons presque rien des usages celtiques, nous n'en retrouvons rien ni dans les ouvrages juridiques écrits pendant la conquête romaine, ni dans les lois que les Germains envahisseurs firent pour leurs sujets Gallo-Romains. Puis comment expliquer que cette coutume, considérée comme purement celtique, soit si analogue aux coutumes des provinces du centre de la France qui ont subi plus profondément l'action des Romains, puis des Germains ?

N'y a-t-il donc eu aucune influence commune aux régions parisiennes et aux pays bretons, qui ait pu diriger dans le même sens les coutumes de peuples différents ?

Une même religion unissait ces peuples : les Bretons, comme les habitants de l'Ile-de-France, étaient profondément chrétiens ; même ils sont demeurés tels de nos jours.

N'est-ce pas dans l'unité de direction donnée par les enseignements de l'Eglise et le pouvoir immense que celle-ci a exercé pendant le Moyen Age, en par-

ticulier sur le mariage et ses effets, qu'il faut chercher le secret de cette similitude d'usages matrimoniaux qui nous étonne? Non que les décrétales des Papes ou les canons des conciles aient jamais posé des règles pour régir les coutumes matrimoniales pécuniaires. Mais, en prêchant l'union, l'amour et l'égalité des époux dans la société conjugale, malgré la suprématie accordée par elle au mari, en encourageant les usages qui lui semblaient conformes à son idéal et en aidant à l'affaiblissement de ceux qui étaient contraires à ses principes, l'Eglise n'a-t-elle pas guidé les peuples dans l'élaboration du régime de communauté de biens? Un de nos maîtres a déjà montré cette action puissante de l'Eglise sur la formation des coutumes matrimoniales de la France.

Voyons s'il nous serait possible de la retrouver dans l'étude du régime matrimonial breton.

Nous étudierons, pour cette recherche, les textes législatifs particuliers à la Bretagne et les documents privés qu'a épargnés la Révolution.

Les textes coutumiers bretons relatifs aux effets pécuniaires du mariage sont de deux sortes : les rédactions de la coutume de Bretagne et les ordonnances des ducs.

La coutume de Bretagne a été rédigée trois fois. La plus ancienne de ces rédactions, qui porte le nom de *Très ancienne coutume* de Bretagne, n'avait pas

été ordonnée par les ducs ; c'était un document privé. Mais dès son apparition elle fut reçue avec la plus grande faveur, citée dans les procès, et les ordonnances ducales s'y réfèrent comme à un texte officiel.

Dans une savante édition critique donnée récemment, la date probable de la Très ancienne coutume est établie par de solides arguments (1). Cette date devait se placer entre l'an 1312 et l'an 1325.

Une première refonte, officielle celle-là, fut faite en 1539 en exécution de l'ordonnance royale de Villers-Cotterets rendue la même année par François I^{er}. C'est *l'Ancienne coutume*.

Enfin une deuxième et dernière *réformation*, la « Nouvelle coutume », eut lieu en 1580, en vertu d'une ordonnance de Henri III de 1575.

Nous avons sur l'Ancienne coutume des commentaires de Bertrand d'Argentré et sur la Nouvelle l'Aitiologie du même ainsi que des notes d'Hévin, de Poullain du Parc et d'autres commentateurs.

Des deux ordonnances des ducs qui peuvent nous intéresser, une est authentique et fut rendue par le

(1) *La Très ancienne coutume de Bretagne*, par Marcel Planiol, professeur à la Faculté de Droit de Paris — Rennes, Plihon et Hervé, 1896 (Introduction, pages 1 et suiv.). Cet ouvrage nous a été particulièrement utile, ainsi que les œuvres et les enseignements de notre maître, M. Lefebvre, et aussi ceux de MM. Saleilles et Esmein.

duc Jean V à Vannes le 8 octobre 1420 ; l'autre, qu'on attribuait à Jean II dès le xiv^e siècle, est apocryphe et n'est qu'une compilation de textes empruntés aux coutumes d'Anjou (1).

Quant aux documents privés, ils ont été puisés aux archives des départements de l'Ille-et-Vilaine, du Finistère, de la Loire-Inférieure, et même, pour quelques-uns qui concernent des Bretons, de la Manche.

Beaucoup faisaient partie d'un recueil des chartes ducales, qui, par extraordinaire, a échappé presque en entier à la destruction révolutionnaire (2).

Nous examinerons d'abord dans les coutumes les 4 grandes institutions auxquelles peut se ramener le régime de communauté dans l'ancien droit ; c'est-

(1) Voir *La Très ancienne coutume* de M. Planiol, page 469.

(2) Monsieur Maître, Archiviste Paléographe de la Loire-Inférieure, a écrit que ces chartes étaient enfermées, quand éclata la Révolution, dans une des tours du château de Nantes. La Convention ordonna de s'en emparer pour la fabrication des cartouches ; mais quand on vint les prendre, on s'aperçut que pour entrer dans les salles où elles étaient entassées il fallait déplacer un grand nombre de futailles extrêmement pesantes, étant remplies de sous démontés destinés à être fondus. On remit alors ce travail à plus tard ; puis, par bonheur, on oublia ces archives bretonnes jusqu'à la fin de la Révolution.

C'est à l'obligeance de M. Dolbet, archiviste paléographe du département de la Manche, et de M. Maître, que nous avons dû de pouvoir utiliser les documents privés bretons.

à-dire l'autorité maritale, la société de meubles et conquêts, le douaire, le don mutuel (élément accessoire mais très important du régime de communauté de biens et nommé en Bretagne *donne commune*). Puis nous étudierons la dissolution et la liquidation de la communauté.

Souvent on restreint le sens du mot *communauté* à la société de biens meubles et conquêts existant entre époux en Bretagne comme en nos autres anciennes provinces de droit coutumier. D'autre part, on peut aussi comprendre sous ce nom l'ensemble des institutions matrimoniales pécuniaires, le douaire et le don mutuel inclus, à côté de l'autorité maritale et de la société de biens communs dont nous venons de parler : c'est alors tout *l'accompagnement du mariage* dont parle maintes fois Beaumanoir.

C'est en ce dernier sens que nous prendrons le mot général de *communauté* en ce travail, sauf au chapitre où nous traiterons de la société de meubles et conquêts qui porte ce nom de *communauté de biens* au sens strict.

Il convient de remarquer d'ailleurs que les effets du douaire et du don mutuel se font sentir surtout au moment de la dissolution de la communauté et rentrent en fait, au point de vue de la pratique, dans les liquidations générales de communauté.

CHAPITRE PREMIER

AUTORITÉ MARITALE

Sa nature dans la tradition bretonne primitive.

Comme dans tous les pays de droit coutumier, la coutume de Bretagne consacrait l'autorité maritale, c'est-à-dire le large pouvoir d'administration appartenant au mari sur les biens de la femme et la nécessité pour cette dernière, afin d'accomplir la plupart des actes influant sur le patrimoine, d'obtenir le concours du mari.

Mais à l'origine, la condition de la femme, par rapport à l'autorité maritale, était bien plutôt celle d'une associée soumise à la direction du mari dans l'intérêt du ménage, afin d'assurer l'unité d'administration, que celle d'une sorte de pupille frappée d'une incapacité par le mariage et tenue d'obtenir l'autorisation de son mari à cause du respect qu'elle lui devait.

Il en était ainsi, au moins, dans la tradition bretonne primitive, représentée par la Très ancienne coutume du

xiv^e siècle, et encore dans l'Ancienne coutume de 1539, que les jurisconsultes n'avaient pu réussir à façonner complètement selon les principes que leur inspirait l'étude du droit romain. Même la Nouvelle coutume a conservé quelques traces de l'ancien esprit breton et s'est toujours différenciée, en certains points, du droit commun coutumier de la France.

C'est cette tendance que va nous révéler l'étude des textes des trois rédactions de la coutume, qui traitent de l'exercice de l'autorité maritale sur les biens et les actes de la femme.

Commençons par les biens.

Section I. — Biens.

Le pouvoir du mari était, comme aujourd'hui, plus étendu sur les meubles et l'argent apportés par la femme et sur les biens acquis de cet argent tombant en communauté, que sur les biens réservés propres à la femme.

Sur les meubles et les fruits des propres, le mari avait, pendant la durée de la communauté, presque un droit de propriété ; le droit de la femme était paralysé par le sien pendant ce temps.

§ 1. — *Service féodal et administration des immeubles.*

Sur les propres de la femme le droit du mari se restreignait à celui d'un administrateur ordinaire, comme de nos jours.

Seulement, le régime féodal, pour assurer le service militaire et l'assistance à ses conseils dus au suzerain et que la femme n'était pas jugée capable de fournir, donnait au mari le droit et lui imposait le devoir de desservir les fiefs de la femme. Cette disposition est reproduite dans les trois rédactions de la coutume de Bretagne.

Très ancienne coutume, chapitre CCXXXIII :

« Pour ce que il ne appartient pas à la femme, aler en ost ne en chevauchiée où il auroit fait d'armes, quar son poair n'est rien, ne ne doit aler a plez ne en jugement comme droit dit et ainssi le seigneur seroit deceu de la recepvre, car il auroit poay de consseil et de aide de le, et il le pout avoir de son mari... »

Ancienne coutume, art. 339 :

« Après que l'homme a épousé sa femme, il doit faire la foi et hommage pour les terres de sa dite femme. »

Nouvelle coutume, art. 351.

Identique à l'art. 339 Ancienne coutume, sauf qu'elle ajoute « encore que la femme l'aurait faite pour les mêmes choses ».

Les coutumes sont laconiques sur le droit d'adminis-

tration du mari sur les propres de la femme, qui n'étaient, le plus ordinairement, que les immeubles qu'elle possédait lors du mariage ou qui lui advenaient ensuite par succession ou donation.

La Très ancienne coutume, au chapitre XL, se contente de déclarer « que le mari est administratour sa femme », et les deux rédactions suivantes ont reproduit la même formule ; Ancienne coutume, art. 410 : « le mari est administrateur des biens (propres sous-entendus) de sa femme ».

Malgré d'Argentré (commentaire sous art. 429, Nouvelle coutume), qui proposait une rédaction plus étendue, les réformateurs laissèrent, dans la Nouvelle coutume, l'article comme il était dans l'Ancienne (N. C. art. 429), prétextant que les articles 448 et 449 N. C., qui traitent des actes de la femme, donnent des détails suffisants.

Les commentateurs remarquent que la loi, établissant ainsi le mari sans autre institution, cela le dispense de fournir caution ou de rendre compte. Selon eux, il n'y a point d'hypothèque tacite sur les biens du mari au profit de la femme pour les faits de mauvaise administration, parce qu'il n'y a point obligation de rendre compte. L'hypothèque ne naîtrait que par le fait et du jour de l'aliénation qui est défendue au mari, simple administrateur ; et encore seulement de l'instant où la femme a consenti à l'aliénation, car, sans

cela, elle serait nulle et la femme aurait l'action en revendication qui ne pourrait se prescrire durant la communauté (mais seulement après la séparation de biens).

§ 2. — *Pouvoir sur les meubles.*

Le pouvoir du mari était bien plus considérable sur les fruits des propres de la femme, les meubles apportés par celle-ci en mariage ou à elle échus par succession. C'était un droit absolu qu'avait dessus le mari ; il pouvait les aliéner de toutes manières, les donner, et cependant son droit était limité par l'obligation d'entretenir la femme convenablement, par rapport à ses ressources, pendant le mariage.

La Très ancienne coutume, investissant le mari de son droit, ne manque jamais d'y apporter cette restriction ; d'abord au chap. LXXXII : « Les biens moubles sont par coustume au mari atribuez et en pout faire sa volenté, faisant providence à sa famme avenaument durant le mariage entr'oulx jusques à tant que le mari maluse de ses chouses ».

Puis au chapitre CCXV *in fine* : « et auxi comme dit est aillours, le mari est seigneur des moubles faisant suffisante pourvéance à sa famme. »

L'Ancienne coutume s'exprime presque identiquement dans l'art. 408 : « Les meubles sont en la disposition du mari, et en peut faire sa volenté, faisant provi-

sion compétente à la femme durant le mariage d'entre eux, jusqu'à ce que le mari soit trouvé malusant de ces biens ».

Et après elle, la Nouvelle coutume, art. 424 : « et néanmoins les meubles sont en la disposition du mari et en peut faire sa volenté, entretenant sa femme honnêtement durant le mariage d'entre eulx, jusqu'à ce que le mari soit trouvé mal usant de ses biens ».

La première restriction et aussi la dernière, — car si le mari use mal de l'administration qui lui a été confiée, elle peut lui être retirée pour être rendue à la femme — témoignent de l'esprit de justice et de douceur qui inspire la coutume de Bretagne. Nulle autre coutume ne s'est exprimée si positivement à ce sujet. Selon Beaumanoir en sa coutume de Beauvaisis, n° 930 : « Et parce appert il que tuit li mueble sont à l'homme le mariage durant... » ; et 931 : « ...c'est pour ce qu'au baron appartient tuit li mueble et toutes les levées de leur eritages tant comme ils vivent... » Il ne demande ce qui est nécessaire à l'entretien de la femme que « pour cause de pitié », par faveur et non comme un droit, « se la fame qui est sans coupe demeure en tel point et ele n'a pas amis qui ne li puissent ou ne li veuillent aministrer son vivre... Li seigneurs li doivent donner soustenance de vivre et de vestir », et cela au seul cas de confiscation pour méfait du mari, alors qu'au même cas la Très ancienne

coutume de Bretagne le répète et l'accorde encore comme un droit.

La deuxième limitation pour le cas où « le mari est trouvé malusant », se retrouve, il est vrai, exprimée en quelques autres coutumes, par exemple celle de Bayonne, t. IX, art. 29 : « Si ce n'est que le mari fût prodigue notoire » ; et celle du Berry, t. I, art. 19 : « S'il apparaissait les dispositions et aliénations faites par le mari des dits meubles et conquêts avoir été faites pour frauder la femme du droit de sa communauté, ne doivent sortir aucun effet au préjudice de la femme ».

Section II. — Actes.

PREMIÈREMENT : Actes licites.

La direction du mari sur le ménage apparaît aussi dans l'impossibilité où est la femme de faire valablement les actes qui intéressent son patrimoine sans l'assistance de son mari.

§ 1. — *Le concours primitif devient, dans la suite, une autorisation formaliste destinée à relever la femme d'une incapacité.*

La Très ancienne coutume exprime ainsi ce principe au chapitre ccv : « Nul n'est tenu de répondre par coutume de nul contrat que sa femme face ne que l'en face

o le depuis qu'elle est espousée, si le contrat n'avoit esté fait paravant les espousailles et l'otray du mariage » ; et au chapitre XL : « Car aussi ne pout la femme alienner ne contrater nulles de ses chouses sans l'assentement de son mari... »

On voit qu'aucun des termes employés par la Très ancienne coutume ne permet de croire qu'il s'agisse d'une autorisation formaliste analogue à l'*auctoritas* du tuteur romain envers le pupille auquel les plus récents des auteurs coutumiers aimaient à comparer la femme.

La plupart des documents bretons privés, antérieurs à la Très ancienne coutume, marquent ce concours du mari et de la femme, sans autorisation formaliste du premier. On le voit dans l'acte suivant extrait du cartulaire de Redon, folio 170, verso, et daté de 1132 : « Ego Guehenocus Anciniensis (1) dominus et uxor mea Mabilis, volentes locum sancte Marie de Cellario restaurare dedimus ei de terra nostra que circa vallem Jumet est, libere, sine ullo servicio, sicuti eam a Deo habeamus, quantum uni carruce opus fuerit... »

Dans un acte antérieur du même cartulaire (année 871) une dame noble, nommée Godildis, vend un immeuble elle-même au monastère, en constatant seulement que son mari y consent (2).

(1) Ancenis (Loire-Inférieure).

(2) Il ne faudrait pas croire d'ailleurs qu'on ne trouve au Moyen

Pas d'autorisation formaliste non plus dans les actes qui suivent la rédaction de la Très ancienne coutume.

C'est ainsi qu'au contrat de mariage d'Alain de Rohan et de Marguerite, sœur du duc de Bretagne Jean V, du 13 novembre 1407 (1), le vicomte de Rohan et sa femme Béatrix de Cliczon s'expriment ainsi : «... Nous les dits vicomte et vicomtesse o l'autorité de notre dit seigneur (le duc de Bretagne) avons donné à notre requeste

Age, en Bretagne, aucun exemple d'autorisation expresse et spéciale.

En voici un fort remarquable qui date de 1151. C'est un acte de donation faite par la duchesse Marguerite, auquel est annexée une autorisation du duc Conan. — Extrait de l'acte de donation : « Margarita... ducissa Britanniae... episcopis... salutem. Notum sit vobis omnibus me dedisse... in puram et perpetuam elemosinam pro salute animi Conani domini mei et pro salute anime mee et antecessorum nostrorum dimidiam partem molendinorum meorum juxta Ruppem fortem (Rochefort) manencium et eorum qui sunt subtus villam Post ecclesie sancte crucis propter Wingamp et canonicis ibidem Deo deservientibus (aux chanoines de Sainte-Croix de Guingamp).

« Quare volo... (Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 81, cahier n° 3).

Le duc Conan s'exprime ainsi qu'il suit :

« Conanus Dux Britaniac... episcopis... salutem.

« Notum vobis sit omnibus me concessisse et hoc mea carta confirmasse donacionem Margarete sponse mee comitissem quam dedit ecclesia sancte crucis, etc. » (Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 81, cahier n° 4).

Mais au moins il n'y a pas trace de la formule sacramentelle : «...le mari déclare autoriser...» qu'exigeront plus tard les auteurs bretons, comme le fera aussi Pothier en son traité de la Communauté.

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 26, f° 2.

quant au contenu en cestes lettres fourme tenir et accomplir (la quelle autorité nous le dit vicomte avons donné et donnons à notre dite compagne) suymes confessans et cognessans avoir promis et promettons et nous obligeons pour nous et nos hoirs faire, etc... »

Et plus loin : « A cestes choses et chacune nous les dits vicomte et vicomtesse avons promis et nous sommes obligez, etc... »

L'idée qui se dégage des textes de l'Ancienne coutume de 1539 est encore toute conforme à l'inspiration de la Très ancienne coutume qui semblait considérer la femme comme capable d'agir seule tout en l'empêchant d'obliger ainsi le ménage et le mari sans l'assentiment de ce dernier. L'art. 424 de l'Ancienne coutume reproduit presque textuellement le passage du chap. ccv de la Très ancienne coutume.

Ancienne coutume, art. 424 : « l'homme n'est tenu de répondre des contrats que sa femme fasse ne qu'on fasse avec elle depuis qu'elle est épousée... »

Et l'art. 427 de la même coutume reproduit de même la fin du chap. ccv de la Très ancienne coutume ainsi qu'il suit : « Et si elle demandait ou deffendait son héritage ou le plégeoit contre son seigneur et contre tous autres qui le lui voudraient empêcher, ou en contracter, ou négocier, elle est tenue de requérir son mari de lui donner autorité ».

Ce n'est que dans la rédaction de 1580, dans la Nou-

velle coutume art. 449, que l'incapacité juridique de la femme est pleinement et nettement consacrée, à l'encontre de la tradition première, par une formule très précise et générale.

Art. 449 N. C. « La femme est tenue de requérir l'autorité de son mari : soit qu'elle veuille contracter, ester en jugement ou accepter succession tant en demande qu'en défense pour la conservation de ses droits... »

C'était la consécration de l'idée que d'Argentré avait déjà soutenue dans son commentaire de l'art. 424 de l'Ancienne coutume. Comme la femme, selon lui, passe dans le moment du mariage sous la puissance du mari, elle devient incapable d'agir, de contracter et d'être convenue sans son autorité : ceux qui prétendent que la nullité n'est pas absolue et que l'acte ne laisse pas d'être valable, l'intérêt du mari mis à part (c'était là tout à fait la tradition de la Très ancienne coutume) soutiennent une erreur rejetée par nos principes, car outre l'entière incapacité résultante de la pleine puissance du mari, ce serait une source de fraudes et d'avantages indirects (la grande crainte des auteurs coutumiers de son temps et des postérieurs à lui) puisqu'on pourrait engager ou aliéner le bien de la femme sous le nom de personnes interposées sans que le mari fût tenu de la récompense.

Cette idée n'entra dans la coutume qu'à la suite d'un

long et constant effort des auteurs et de la jurisprudence.

De même si la Nouvelle coutume, dans la suite de l'art. 449, établit que :... « où il (le mari) ne voudrait l'autoriser, le juge ordinaire la peut autoriser » il serait impossible de relever trace de l'obligation pour la femme de requérir l'autorité du juge à défaut de celle du mari dans l'Ancienne coutume ni *a fortiori* dans la Très ancienne coutume.

L'Ancienne coutume art. 428 dit explicitement. « Et où le mari ne s'en voudroit entremettre, ne rien en poursuivre il suffirait la requeste sans son autorité. »

Ce sont les termes mêmes de la Très ancienne coutume, chapitre ccv *in fine*, mais modernisés : « ou cas que son seigneur ne s'en voudroit entremettre ne rien en pourssieudre, suffirait le requerre sanz auctorité ».

§ 2. — *Exception, même dans la Nouvelle coutume, pour la femme commerçante.*

Il est vrai qu'aux exigences de la Nouvelle coutume subsista même après 1580, comme elle subsiste encore dans notre code de commerce, une exception en faveur de la femme marchande publique. Il suffit toujours qu'elle exerçât son commerce au vu et au su de son mari pour s'engager valablement elle-même en l'engageant aussi lui avec la communauté.

C'est le contenu de l'art. 448 N. C. : « à femme mar-

chande compète action de denrées et marchandises qu'elle a bailliées ou achetées sans son mari et sans son autorité. Et si le mari la souffrait marchander le contrat qu'elle ferait de la négociation et entremise de la dite marchandise serait bon et valable et en doit son mari répondre et serait la dette exécutée sur les biens communs du mariage ».

L'art. 426 de l'Ancienne coutume s'exprimait dans les mêmes termes.

Mais combien la Très ancienne coutume donne à la femme marchande des droits plus considérables puisque, selon le chap. ccv « à famme marchande siet respons des denrées que ele a bailliées ou achatées sanz son seigneur et sanz son auctorité », c'est-à-dire qu'elle peut agir en justice sans l'assentissement du mari.

§ 3. — *Droit de la femme d'agir seule en justice en certains cas dans la Très ancienne coutume.*

Même, selon ce chapitre, la femme avait alors le droit exorbitant, dont il n'est déjà plus question dans l'Ancienne coutume, d'agir en justice sans son mari au sujet « de la vilainie que l'en li fait ou que l'en li dit en auction civil ou criminel, ou qui crimeroit son cousin germain ou sa cousine ou dedanz ou qui les auroit mutriz (1) ».

(1) Par parenthèse, ce droit pour la femme de soutenir ses pa-

Le droit de la femme d'agir seule pour son commerce ou contre celui qui l'a injuriée se trouve reproduit dans le fragment coutumier des Notas datant du xv^e siècle, n° 35 (1) : « Nota que nulle dame coustumière n'a réponse en court laye, puyque elle est mariée, sans l'autorité de son seigneur, si ce n'est de folie de son corps, mais qui lui auroit dit injure ou l'auroit battue, elle en auroit response sans son seigneur et aussi si elle estait marchande aurait elle response sans son seigneur de ses marchandises baillées ».

Quant au rôle de la femme comme ménagère, aucun texte n'en fait mention dans l'une quelconque des trois rédactions de la coutume de Bretagne : la Jurisprudence bretonne admit, à défaut de texte, le système de la Jurisprudence générale faisant de la femme, sur ce point, la mandataire du mari.

§ 4. — *Testament de la femme.*

Il y a un acte très intime et généralement secret que la femme pouvait faire sans autorisation, semble-t-il, sous l'empire de la Très ancienne coutume. Le cha-

rents en justice ne semble-t-il pas venir de l'ancien devoir de secours entre les membres d'une même famille qui a été une des principales caractéristiques de cette institution en Germanie et qui a laissé quelques faibles traces même en notre droit moderne, telle que, par exemple, le conseil de famille ?

(1) Edition critique de la *Très ancienne coutume*, par M. Planiol, page 508.

pitre cccviii parle incidemment du testament que peuvent faire le mari et la femme. Puis, dans la donation mutuelle du duc Jean IV de Bretagne à la duchesse Jeanne de Navarre en 1391, les époux se réservent la faculté de tester sur une partie des meubles et il n'est point dit que la duchesse devra être autorisée de son mari.

Cette liberté subsista sous l'Ancienne coutume, mais la Nouvelle coutume déclara, en son article 619, que « femme ne peut faire testament sans l'autorité de son mari » et toutefois les pieuses traditions de la Bretagne ne permettant pas que la femme pût être contrariée dans l'accomplissement de ce qu'elle pensait être son devoir religieux par une inquisition défavorable ou un refus d'autorisation, la Nouvelle coutume ajoute : « ... si ce n'était pour aumônes, amendemens ou récompense de service à elle faits ».

SECONDEMENT : Délits.

Si nous n'avons aucun texte dans les coutumes de Bretagne qui règle la situation de la femme comme ménagère, et très peu à propos de son testament, nous en avons, au contraire, de nombreux et précis au sujet de ses délits.

Selon la Très ancienne coutume, le mari est civilement responsable des délits de la femme en sa qualité de chef qui doit châtier, et les condamnations s'exécuteront sur la communauté comme au cas où la femme

est marchande publique. C'est ce que dit le chapitre ccv : « Mès au cas que son seigneur la soufferoit marchander... seroit la debte exécutée sur leurs biens communs du mariage. Et du tort fait aussi que ele feroit ou diroit ainsi que le seigneur ne devrait pour ce estre crimé des chouses qui chiéent en crime se il n'en est savant ou consentant mès il en devoit choirs en tout autre perill, car il est tenu à chastier sa femme ».

L'Ancienne coutume ne change rien à cette tradition en ses articles 425 et 612. Article 425. — « Le mari ne doit être repris ni accusé des choses que sa femme fait qui chéent en crime s'il n'en est scavant et consentant ». Article 612. — « Et a pareil est tenu le mari réparer civilement le forfait que sa femme ferait, sur les biens de leur communauté ».

Ce système était contraire à la jurisprudence et aux doctrines des plus récents auteurs coutumiers, préoccupés de préserver les droits du mari sur les biens communs qu'ils tendaient à assimiler à la dot romaine (selon Pothier, dans les pays de coutumes on tient pour maxime que « tous les biens de la femme sont réputés dotaux (1) ») au point de méconnaître le rôle d'associée à la femme durant la communauté.

Cependant la jurisprudence bretonne était forcée de plier devant le texte précis de la Nouvelle coutume qui,

(1) *Traité de la puissance du mari sur la personne et les biens de la femme*, seconde partie, n° 84, édition de 1770.

en son article 657, consacrait exactement les principes traditionnels de la Très ancienne coutume. Article 657, Nouvelle coutume. « Le mari ne doit être repris ni accusé des choses que sa femme fait qui chéent en crime s'il n'en est scavant et consentant; mais est tenu de réparer civilement le forfait que sa femme ferait sur les biens de leur communauté. »

Ne pouvant restreindre à la nu-propriété des propres de la femme bretonne le dommage causé à la communauté par le délit de cette dernière, la jurisprudence et les auteurs durent se contenter de le réduire à la part de la femme en la communauté. Selon d'Argentré, sous l'article 612, Ancienne coutume : Les biens communs sont les meubles et les acquêts. Le mari ne doit donc pas payer du sien et la femme ne peut, par délit, engager que sa part de la communauté dont elle n'est pas la maîtresse, à la différence du mari qui en a la pleine et entière disposition.

Section III. — Homme et femme mineurs.

Il nous reste, pour en finir avec l'autorité maritale, à voir en quoi ces principes étaient modifiés dans les coutumes de Bretagne quand le mari ou la femme étaient mineurs ou atteints d'une incapacité générale.

§ 1. — *Epoux mineurs tous deux.*

Si tous deux sont mineurs il va de soi qu'ils auront l'un et l'autre un curateur, puisque le mariage les émancipe de la tutelle ou de l'autorité paternelle. C'est ce que dit la Très ancienne coutume au chapitre LXXXI *in principio* : « Homme et femme qui sont mariez ensemble et qui sont mineurs, ne sont pas hors de garde jusques à tant que ils ont leur aage. C'est assavoir que autretant dure l'aage de l'homme comme de la femme quant au négociement de leurs biens, non obstant que ils sont mariez... » et *in fine* : « Et se ils sont minours ils auront l'un et l'autre curatour ou négociement ». Tel est aussi le sens des art. 472, Ancienne coutume, et 499, Nouvelle coutume.

§ 2. — *Femme mineure.*

Si le mari était majeur, il était curateur de sa femme : Très ancienne coutume, même chapitre LXXXI = « et si le homme est en aage, il est curatour sa femme se il ne voulait contracter de le héritage sa femme ». Mais comme le fait remarquer la glôse de l'Anonyme (sous le chap. LXXXI, Très ancienne coutume) : « combien que le mari majeur soit *ipso jure* curateur de sa femme mineure, supple : *ad negocia, tamen ad judicia*, il fault création ». Pour que le mari pût demander et défendre

en qualité de curateur aux procès de sa femme mineure, il lui fallait une institution telle la suivante donnée en des lettres patentes du 13 août 1442 par Charles VII, roi de France, à Prégent de Coëtiivy, époux de Marie, fille de feu Gilles de Retz, pour celle-ci = « Charles par la grâce de Dieu roi de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut : Humble supplicacion de notre amée... cousine... Catherine de Thouars, mère de notre amée cousine Marie de Retz... contenant que la dite Marie a naguère... esté conjointe par mariage avecque notre amé et féal conseiller et chambellan Prégent, seigneur de Coëtiivy, admiral de France.

« Laquelle Marie... a plusieurs notables terres et seigneuries tant en Bretagne que ailleurs et à cause des quelles elle a et est en voye d'avoir plusieurs plaitz et procès tant en matières petitoires ou propriétaires que autrement, lesquels... la dite Marie, obstant son jeune âge... ne son dit mari pour elle ne pourrait bonnement conduire selon les usages et coutumes du pays où ses dites terres... sont assises.

« Et pour ce nous ont les dits supplians fait requérir que à la dite Marie, nous plaise... lui pourveoir de curateur d'aucune personne ydoine...

« Savoir faisons que... appelez et convoqués par devant nous plusieurs des parents et amis de la dite Marie, lesquels nous ont affermé le dit admiral mari de la dite

Marie estre ydoine pour estre curateur d'icelle Marie par l'avis et délibération de plusieurs seigneurs de notre sang et aussi des gens de notre grant conseil et aussi des dits parents et amis d'icelle Marie, y celui notre conseiller et admiral de France...

« Avons créé et ordonné... par ces présentes curateur à la dite Marie sa femme et à ses biens et lui avons baillé le gouvernement et administration, poursuite et deffence des droitz, biens, procès, besoignes et négoces de la dite Marie sa femme.

« Ce 13 aougst l'an de grâce 1442 et de notre règne le vintièsme.

« Ainsi signé par le roy en son conseil. »

Suit le vidimus de la cour de Nantes du 26 juin 1448 (1).

L'Ancienne coutume et la Nouvelle coutume ont conservé la décision de la Très ancienne coutume au sujet du mari mineur, dans les art. 483 Ancienne coutume et 510 Nouvelle coutume qui reproduit presque textuellement l'art. de l'Ancienne coutume et qui est transcrit ci après. Art. 510 Nouvelle coutume. = « Si l'homme est en âge, il est curateur de sa femme mineure sans autre création : et s'il voulait contracter de l'héritage de sa femme, faire le pourrait, en gardant la solennité du droit et de la coutume. »

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 249.

Hévin remarque sous l'art. 510 que le dernier membre de phrase « et s'il voulait contracter... » ne peut se rapporter qu'à la disposition de l'art. 508 Nouvelle coutume permettant la vente des héritages du mineur pour payer ses dettes, car en tout autre cas la femme « ne peut consentir, étant mineure, et sans son consentement il ne peut y avoir d'aliénation ».

La curatelle de la femme prodigue ou faible d'esprit « mal usante de ses biens » était réglée comme celle de la femme mineure.

§ 3. — *Mari prodigue.*

Mais si c'était le mari qui vînt à « maluser » de ses biens, la Très ancienne coutume ordonne de déférer la curatelle à la femme en première ligne si on l'en trouve capable, tandis qu'elle n'est jamais curatrice du mari mineur. Très ancienne coutume, chap. LXXXIII : « Et verra la justice o le conseil des amis à ceul malusant son fait, assavoir mon si la femme est prouffitable ; lors li baidera l'en la administracion de lui et de ses biens ou cas que la administracion li sera entredite... »

Cette disposition a été maintenue par l'Ancienne coutume art. 495 « et aura la femme du dit prodigue le dit gouvernement et administration si elle se trouve profitable pour administrer les dits biens » et on la retrouve même dans la Nouvelle coutume, art. 523, qui s'exprime en des termes à peu près identiques.

De ce que nous avons vu jusqu'ici on peut conclure, ce semble, que l'idée première de la coutume de Bretagne était de soumettre la femme, pour l'avantage du ménage, à la direction de son mari mais non point de la frapper d'une incapacité par le mariage. C'est plus tard que les auteurs et la jurisprudence, sous l'influence des idées romaines, s'efforcèrent de modifier la coutume en ce sens et y réussirent en partie.

CHAPITRE II

SOCIÉTÉS DE MEUBLES ET CONQUÊTS

Section I. — Préliminaires.

Avec l'autorité maritale organisée comme il a été dit précédemment, la coutume de Bretagne admettait comme régime des biens dans le mariage, et à l'exemple des autres pays de droit coutumier, une société de meubles et conquêts que l'on nomme et que nous nommerons nous-même en ce chapitre « communauté de biens », au sens strict du mot. Nulle autre coutume ne l'a mieux organisée et précisée.

§ 1. — *An et jour.*

Mais d'abord la coutume de Bretagne présentait une importante particularité sur le début de cette communauté de biens.

Dans la plupart des pays coutumiers la communauté commençait du jour du mariage même.

Il en était ainsi, par exemple, dans la coutume de

Beauvaisis, comme nous l'atteste Beaumanoir au chapitre XXI (n° 622 de l'édition Salmon), «... si tost comme mariages est fes, li bien de l'un et de l'autre sont commun par la vertu du mariage » ; aussi dans la coutume de Paris, art. 220 : « Hommes et femmes conjoints ensemble par mariage sont communs en biens meubles et conquêts immeubles faits durant et constant le dit mariage. Et commence la communauté du jour « des épousailles et bénédiction nuptiale ». La deuxième phrase n'existait pas dans la coutume ancienne, art. 110 : aussi la communauté ne commençait-elle qu'au coucher. Idem dans la coutume d'Orléans, etc. Dans quelques coutumes, au contraire, la communauté ne commençait qu'un an et un jour après le mariage. Telle était la coutume de Chartres : art. 57 : « Homme et femme conjoints par mariage en premières noces, s'ils ont été et demeuré an et jour ensemble en mariage, ils sont communs en biens... » ; telles les coutumes d'Anjou, art. 511, de Dreux, art. 48, etc.

La Bretagne fut toujours au nombre de ces dernières. Selon la Très ancienne coutume, chap. CCVII « et si aussi est que le homme et la femme ne aient esté par an et par jour en mariage ensemble, de quelque condition que ils soient la femme aura ce qu'elle y apporta ou ses hoirs et plus non se il n'est donné ou aumosné et encore devroit elle paier sa part des coustages des noces et de la pourvéance du temps qu'elle aurait été o son mari ».

Cela se trouve consacré dans l'Ancienne coutume, art. 443 et 444. Enfin la Nouvelle coutume le répète en deux endroits, dans l'art. 469 général qui reproduit à peu près textuellement les articles 443 et 444 de l'Ancienne coutume et dans l'article 586 pour les gens du tiers état : « après l'an et jour du mariage des bourgeois et autres du tiers état les meubles et acquêts seront communs... »

Seulement en fait après 1580 on trouve en aussi grand nombre que ceux qui la respectent des contrats de mariage dérogeant à la règle traditionnelle pour fixer en général le départ de la communauté au jour de la bénédiction nuptiale selon le droit commun coutumier de la France ou même à une autre époque déterminée (Contrats de mariage de François de Romilly (1) en 1637, de Gilles le Duc (2)

(1) Le contrat de mariage dressé à Fougères (Ille-et-Vilaine), le 26 avril 1637 de François de Romilly, chevalier de l'ordre du roy, gentilhomme ordinaire de sa chambre et lieutenant au régiment des gardes du roy, fils aîné et héritier principal et noble de deffunct haut et puissant Messire Cesar de Romilly, vivant chevalier seigneur des dictes seigneuries et de dame Françoise d'Orglande, l'une des dames d'honneur de la royne.. avec demoiselle Charlotte de Poilley., fait commencer « la communauté du mariage futur.. du jour des espousailles » (Archives de la Manche, série E, famille de Bourblanc).

(2) Le contrat de mariage de Gilles Le Duc seigneur du Rouvray, fils aîné héritier principal et noble de deffunct messire Luc Le Duc, seigneur du Petit-Boys, en son vivant conseiller du roy en sa cour

en 1663, de Jean Jamont (1) en 1688, etc., etc., etc.

§ 2. — *Composition active et passive de la communauté.*

Ayant constaté la date à laquelle la coutume de Bretagne a toujours fait commencer la communauté de biens, nous devons maintenant étudier la composition de cette communauté.

Elle comprenait dans son actif les meubles apportés par les époux ainsi que ceux leur advenant par donation ou succession, les fruits des immeubles propres et enfin les conquêts, c'est-à-dire les immeubles acquis pendant le mariage.

de Parlement de Bretagne et dame Anne de Rouvray... avec demoiselle Anne de Trémigon..., fait commencer « la communauté d'entre les dits futurs mariés... du jour de la bénédiction nuptiale ». (Ce contrat en date à Rennes du 4 août 1663 est aux Archives d'Ille-et-Vilaine).

(1) Le contrat de mariage de Jean Jamont, sieur de Blanchenoë, avocat et nottaire royal au siège présidial de Rennes, fils de defunct Maître Pierre Jamont, vivant sieur du Tertre aussi avocat et, sénéchal de juridiction et de demoiselle Andrée Talligot, avec demoiselle Marie Lemée, a été dressé par Becherel et Lehongre, notaires à Rennes, le 30 août 1688. Comme le futur était veuf d'un précédent mariage dont les intérêts n'étaient pas encore liquidés, il fut stipulé au contrat « que chacun d'eux paiera ses debtes passives sans que les biens de l'un puissent être discutés pour les debtes de l'autre. Jusqu'à l'entière exécution de quoy il n'y aura aucune communauté entre eux, parce que aussi passé de l'entier et parfait payement des debtes consenties avant leur mariage les dits futurs mariés deviendront communs en biens. Lors de quoy en sera rapporté acte (padiers de famille).

Cela ressort des textes de la Très ancienne coutume ainsi que de l'Ancienne coutume, et la Nouvelle coutume le dit nettement aux art. 424 : « l'homme et la femme conjoints par mariage sont communs en meubles et acquêts... » et 428 : « Les fruits de la terre de la femme sont au mari depuis les espousailles ».

Le passif de la communauté était composé des dettes des époux lors du mariage ainsi que de celles des successions leur advenant pendant le mariage, des arrérages et intérêts de leurs dettes personnelles, des dettes contractées pendant le mariage par le mari ou la femme autorisée de son mari ainsi que de celles provenant des délits du mari, enfin des dettes provenant des délits de la femme. Nous trouvons cela pour la femme dans la Très ancienne coutume au chap. XL : « car aussi ne pout la femme aliéner ne contracter nulle de ses chouses sans l'assentiment de son mari » ; au chap. CCV : « nul n'est tenu respondre par coutume de nul contrat que sa femme face ne que l'en face o le depuis qu'elle est espousée, si le contrat n'avait esté fait paravant les espousailles et l'otray du mariage » et la suite déjà citée concernant la femme marchande et les délits de la femme. Nous le trouvons pour le mari dans les chap. LXXXII et CCXVII dont nous aurons à nous occuper plus loin à un autre point de vue. Enfin au chap. CCXV *in fine* : « Pour ce ne aurait le (la femme) ne ses hoirs fors en tant comme ils en trouveront au descens de l'un de

ceulx doux, et ne doit l'en faire ne oïr compte que le mari ait fait des biens par avant le leit de sa mort ».

L'Ancienne coutume à l'article 408 et la Nouvelle en l'article 424 répètent à peu près la même chose ; nous reverrons ces articles. Et pour le reste, c'est-à-dire les arrérages des dettes personnelles des époux, c'était un principe dans notre ancien droit que ces dettes personnelles étaient une charge de l'universalité des meubles de l'individu ; donc elles tombaient en communauté avec les meubles.

Un fait important se manifeste quand on considère les textes relatifs à la composition de la communauté selon la coutume de Bretagne. Primitivement les deux sortes de biens que nous avons vues y figurer, c'est-à-dire les meubles, avec eux les fruits des propres des époux, et les immeubles conquêts étaient soumis à un régime très différent ; la Très ancienne coutume l'atteste. Même ce système a laissé quelques traces à travers la rédaction de 1539 et jusque dans la Nouvelle coutume de 1580, malgré les progrès de l'autorité maritale qui tendaient à faire disparaître cette dissimilitude.

Section II. — Meubles.

§ 1. — *Meubles sont la propriété du mari sauf
« pourvéance ».*

Ainsi les meubles étaient, dans la Très ancienne coutume, la pleine propriété du mari tout seul pendant le mariage. Ils le demeurèrent toujours, ainsi qu'on le voit dans l'Ancienne coutume et la Nouvelle coutume parce que c'était bien dans le sens du mouvement judiciaire et doctrinal qui tendait à rendre absolu le pouvoir du mari. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans la Très ancienne coutume, chap. LXXXII : « Les biens moubles sont par coustume ou mari attribuez et en pout faire sa volenté... durant le mariage entr'oulx » ; chap. ccxv *in fine* : « et auxi comme dit est aillours le mari est seigneur des moubles... ». L'Ancienne coutume, art. 408, répète « les meubles sont à la disposition du mari et en peut faire sa volenté... durant le mariage » ; et après elle la Nouvelle coutume s'exprime dans les mêmes termes (art. 424).

Il est vrai qu'il y a partout la restriction déjà rencontrée par nous : « faisant suffisante pourvéance à sa femme... entretenant sa femme honnêtement... », mais cela ne porte que sur une faible part des meubles bien variable et difficile à déterminer, car « ne doit l'en faire

ne oïr compte... par avant le leit de sa mort ». Il est vrai aussi que ce droit de propriété ne subsiste « que jusques à tant que le mari maluse de ses chouses ». Mais ceci vise uniquement le mari « hors de son sens » (Nouvelle coutume, art. 518) ou si notoirement prodigue et incapable de gérer qu'on puisse demander à la justice son interdiction et sa mise en curatelle, ainsi qu'il est réglé dans la Très ancienne coutume, chap. LXXXIII : « Quant à prouver homme ou femme malusenz de leurs biens, il convient que ils soient appelez par adjournement... A donc jugera l'en ce que doit estre... » et l'Ancienne coutume, art. 491, répétée en ces termes par la Nouvelle coutume, art. 519 : « Nul ne peut être déclaré prodigue et ne peut on interdire l'administration des biens à aucun fors qu'à l'instance et à la requeste de sa femme... »

§ 2. — *Confiscation pour cause de délit.*

Ainsi le mari n'ayant pas à rendre compte, peut aliéner et dissiper les meubles de la femme avec les siens, inclus les fruits des propres de la femme. Mais en cas de délit commis par lui et emportant confiscation de biens, tous les meubles de la communauté étaient-ils confisqués ou seulement moitié ?

A ce sujet, Beaumanoir disait nettement, en la coutume de Beauvaisis, que le délit de la femme faisait confisquer moitié des meubles, mais celui du mari,

tous les meubles ; chapitre xxx, n° 930 : « ...se la fame qui est mariée mesfet tant que ses cors perde la vie, li sires pour son mesfet n'emporte pas sa part des muebles, mes... tuit li aultre meuble demeurent au baron. Mes se li baron mesfet son cors... nul des muebles ne demeurent à la fame », et il répète au n° 931, pour les délits, ce qu'il vient de dire pour les crimes au n° 930.

Malgré que la Très ancienne coutume donne la propriété des meubles au mari, son système au sujet des peines emportant confiscation de biens paraîtrait, à première vue, n'avoir pas été si absolu que celui de la coutume de Beauvaisis. Il pourrait sembler ressortir du chapitre cxviii, accompagné d'une note de l'Anonyme, que le crime du mari, pas plus que celui de la femme, ne faisaient primitivement confisquer la totalité des meubles.

La part de celui qui avait commis le délit serait-elle seule tombée sous la main de justice ?

Voici ce qu'on lit au chap. cxviii de la Très ancienne coutume : « Et auxi ne doivent rien perdre... la fame pour le fait du mari ne le mari pour le fait de la fame autrement que il est dit aillours. Et pour ce si aucun ou aucune a desservi mort... pour ce qu'il pourrait faire sa volonté de ses meubles se il mourait comme prouhomme seront-ils à la justice à la fin de la desdomagier... »

Et sous ce chap. cxviii, la note de l'Anonyme contient

ce qui suit : « Nota verbum prudomme. Intellige secundum quosdam de medietate bonorum mobilium si in matrimonio steterit per annum et diem adeo quod bona sunt communia inter ipsos. Et hoc si sunt nobiles. Si sunt ignobiles intellige de tertia parte secundum quod bona dividuntur ».

Malgré le doute que peuvent faire naître ce texte et cette note, les coutumes de 1539 et de 1580, formelles dans le sens de la confiscation de tous les meubles, par suite du délit du mari, et, de plus, le chapitre ccxxxv de la Très ancienne coutume écrit au sujet des fruits des propres, mais qui s'étend naturellement à tous les autres meubles, montrent bien que, de tout temps, le délit du mari fit confisquer tous les meubles. Voici ce qu'on lit au chap. ccxxxv, Très ancienne coutume : « Nul ne pout perdre la terre sa femme pour faire forffait si la femme ne s'i consent, fors les fruz la vie d'eulx deux, fesant la pourvéance à le femme sur sa terre et sur la terre son mari, et la doit avoir la femme non obstant la obligation, jugié ou autre chouse où le mari soit tenu sanz le. »

La rédaction de 1539 est plus précise encore. Le délit du mari commis après l'an et jour, fait confisquer tous les meubles, sauf comme cela a été signalé plus haut, la provision nécessaire à la subsistance de la femme. Ce n'est que s'il n'y a pas encore communauté, c'est-à-dire avant l'écoulement du délai de un an et un jour, qu'elle

reprend ses apports indemnes. C'est ce que dit l'art. 423, Ancienne coutume : « Quand le délit serait tel que le mari devrait perdre ses meubles, néanmoins, en ce cas (si la femme a été par an et jour en mariage et partant y ait communauté entre eux), la dite femme aura provision raisonnable pour elle et ses enfants sur les meubles... ou il n'y aurait communauté elle prendrait ce qu'elle aurait apporté tant en meubles qu'autres choses quelconques si elle n'était participante du délit ».

Et la Nouvelle coutume répète à peu près, dans les mêmes termes, en son article 446 : « Si le forfait du mari est tel que ses meubles doivent être confisqués, en ce cas (si la femme a été par an et par jour en mariage, etc.), la femme aura provision raisonnable à l'arbitrage du juge... sur les meubles de la communauté et fruits des héritages du mari ».

§ 3. — *Clause de réalisation même dans les contrats de mariage contemporains de la Très ancienne coutume.*

Aucune coutume ancienne, pas plus celle de Beauvaisis que la Très ancienne coutume de Bretagne, n'a prévu qu'on pût déroger à ses prescriptions, ce qui donne tout lieu de croire qu'elles étaient impératives.

Toutefois il n'en est pas ainsi pour les textes de la Très ancienne coutume, qui font tomber tous les meubles apportés par les époux en communauté et sous la pro-

priété du mari ; ils ont été souvent écartés, au moins, par les nobles, dès le xiv^e siècle, époque de sa rédaction.

Auparavant même, à la fin du xiii^e siècle, on rencontre des contrats de mariage présentant des traits opposés à la coutume qui devait certainement être formée depuis longtemps déjà dans le sens où nous la voyons rédigée.

Il est vrai qu'ils concernent les plus puissants seigneurs du pays. Tel le contrat de mariage du comte de Saint-Pol avec Marie, fille du duc de Bretagne, Jean II, du 22 juillet 1292 (1).

Le duc de Bretagne y promet de donner à sa fille, en dot, une somme d'argent, mais à condition qu'une partie de cette somme sera employée en immeubles : « ...Item nous duc de Bretagne, donnons à notre fille en mariage quinze mille livres de tournois, desquelz il est ainsi ordrené que nous, duc de Bretagne, paieront au dit Gui, cinc mille livres tournois à cest Noël prochain et au Noël ensuivant poerons et mettrons au Temple, cinc mille libvre et au Noël après ensuivant, poerons et mettrons au Temple cinc mille libvre. Et seront ces dix mile libvre qui seront mises au Temple, en la main Notre Dame la Royne de France (2) et en la

(1) Archives départementales de la Loire-Inférieure, série E, liasse 7 du catalogue.

(2) Jeanne de Navarre mariée, en 1285, à Philippe IV le Bel, roi de France.

main du duc de Bourgoigne (1), pour employer par leurs mains ou plus tôt qu'il l'en pourra en héritage pour la demoiselle et pour ses hoirs ».

Postérieurement à la rédaction de la Très ancienne coutume, qui a sûrement précédé 1341, si nous trouvons des contrats de mariage qui semblent fidèles à ses préceptes, il en est aussi qui s'en écartent.

Parmi les premiers on peut citer celui du comte de Montfort, fils aîné du duc de Bretagne Jean IV, avec Béatrix, fille du comte d'Armagnac, du 19 avril 1391 : « Et en outre paiera le dit comte (d'Armagnac) aux diz enffanz la somme de cinquante mille francs d'or du coing royal de France avant les espousailles (2). »

Cette somme tombait naturellement en communauté et, comme meuble, devenait, durant le mariage, la propriété du mari.

Parmi ceux qui dérogent à la coutume, nous trouvons le contrat de mariage du comte de Perche avec Marie de Bretagne, du 26 janvier 1396 (3) : « Et pour meubles nos ditz cousin et cousine de Bretaigne ont donné et donnent à leur ditte fille, notre cousine, pour mariage la somme de 100 000 livres tournoys franc

(1) Robert II, duc de Bourgogne (1272 à 1305), père de Marguerite, mariée à Louis X le Hutin, roi de France.

(2) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 8.

(3) Mêmes archives E, 236, folios 60 et 53, registre chartrier.

Marie de Bretagne, fille du duc Jean IV.

pour vingt soulds, à une foiz paier dont il sera employé 60 000 en héritage pour ou nom et en la ligne de leur dite fille, et 40 000 en seront emploiez en la volonté et ordonnance de notre dit filz sans en faire aucune restitution quoyque aveingne de la dissolution possible du dit mariage... Et au cas que la dite fille décéderait sans hoir de son corps ou les hoirs d'elle... les héritages qui seront acquis des dictes 60 000 livres ou l'argent au cas qu'il n'aurait été employé en héritage retourneront à mon dit cousin de Bretagne ou à ses hoirs prochains de sa dite fille. »

Après la rédaction de la Nouvelle coutume en 1580, la tendance à soustraire au mari une partie des meubles, qui s'était toujours manifestée de temps à autre dans les contrats de mariage des grands, se fortifia, et la clause de réalisation devint de style dans tous les contrats de mariage.

Tel, par exemple, le contrat de mariage de François de Romilley (1), seigneur de la Chesnelaye, avec Charlotte de Poilley (justiciables de la cour de Fougères en Bretagne) du 24 avril 1637, où on lit : « Et outre en faveur du mesme mariage lequel austrement n'aurait esté, les dits seigneur et dame de Poilley ont par les présentes faict don à leur dicte fille par donation perpétuelle et irrévocable entre vifs, de la somme de

(1) Contrat de mariage déjà cité. Archives de la Manche.

dix mil livres tournois qu'ils ont présentement payée et délivrée au dit seigneur de la Chesnelaye... laquelle somme est expressément accordée entre la dite future espouze et le dit seigneur futur espoux qu'elle n'entrera en communauté, ains tiendra lieu de propre à la dicte future espouze. »

Tel encore le contrat de mariage (1) de Jacques Philippe Le Court, sieur de Petiteville, et de Françoise Danguy, non daté, mais fait à Nantes avant le 14 janvier 1693. On y lit que Jacques Danguy, sieur de la Faveletière, et Catherine, sa femme, père et mère de la future épouse « promettent de donner à la dite demoiselle future épouse... la somme de 35 000 livres... De la quelle somme celle de 20 000 livres tiendra lieu de propre à la dite demoiselle future épouse et aux siens... et 5 000 livres seulement entreront comme meubles en la communauté des dits futurs mariez... »

Tel enfin (pour ne citer que ces trois entre beaucoup d'autres) le contrat de mariage (2) de François Jamont, avocat au Parlement de Bretagne, fils de Gilles Noël Jamont, procureur au même parlement, et de Jeanne Poirier, avec demoiselle Perrine Lachaup, reçu par Fourny et Lamy, notaires royaux à Nantes, le 8 juillet 1756. A ce contrat de mariage de leur fils, ses père et

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 782.

(2) Papiers de famille.

mère furent, en vertu de procuration authentique, représentés par un mandataire, M. Jary, leur cousin « lequel dit sieur Jary au dit nom declare donner (au futur) la somme de 15 000 livres... de laquelle il entrera celle de 1 000 livres en la future communauté et le surplus tiendra nature de propre au dit futur (la clause est ici en faveur du mari)... Et convenu aussi que des sommes ci-devant données à la dite future il y aura celle de 1 000 livres qui entrera dans la future communauté ». (Clause d'apport, équivalant pour la future à la réalisation de toute la portion de la donation susdite qu'elle ne déclare pas apporter).

§ 4. — *Mari tenu des dettes mobilières.*

Par une juste compensation au régime d'absolue propriété des meubles pour le mari, maintenu constamment par les coutumes bretonnes en leurs trois rédactions, à l'encontre de la tendance de plus en plus manifeste des contrats de mariage d'y soustraire une partie de ces biens, le mari, ainsi que nous l'avons déjà constaté plus haut, devait supporter, sur l'ensemble des meubles mis à sa disposition, toutes les dettes, même celles émanées légalement de sa femme avant comme pendant le mariage.

Sans cette disposition le régime breton eut été intolérable : d'ailleurs, elle était conforme à la maxime

reçue en tout notre ancien droit selon laquelle « qui épouse le corps épouse les dettes ».

Mais il était bien dur de faire supporter au mari, lorsqu'on lui enlevait une partie souvent considérable des meubles apportés par la femme, le poids des dettes antérieures au mariage dont il n'avait pu vérifier l'utilité et dont il ne pouvait connaître la quantité que par les déclarations, dénuées de contrôle, des parents de sa femme. Aussi, dans la plupart des contrats de mariage contenant une clause de réalisation, trouvons-nous une clause de séparation de dettes antérieures au mariage. Toutefois, cette clause ne paraît que dans les contrats postérieurs à la rédaction de 1580, de même que toutes les modifications au régime coutumier écrit permises seulement à partir de cette époque : il n'y eut pas de tendance assez puissante pour la faire admettre comme la clause de réalisation dès le xiv^e siècle, au moins dans les contrats de mariage des seigneurs.

Nous avons ainsi examiné le régime de propriété absolue des meubles de la communauté donnée au mari par la coutume rédigée, combattue d'ailleurs dès l'origine par une tendance à réduire l'objet de cette propriété dans les contrats de mariage.

Section III. — Conquêts.

Il faut maintenant étudier les dispositions des coutumes bretonnes au sujet des conquêts, c'est-à-dire des immeubles acquis en général à titre onéreux pendant le mariage. Je dis « en général » parce que si les immeubles recueillis par voie de succession et ceux reçus en donation des parents durant le mariage demeurent la propriété personnelle de l'époux héritier ou donataire ; au contraire, ceux donnés par un étranger sans clause contraire expresse tombaient en communauté en qualité d'acquêts, Nouvelle coutume, art. 441. « Donation faite à l'un des mariés par le parent en contemplation du sang et parenté ne sera réputée acquêt communicable : et n'y aura la femme que son douaire. Et si la donation est faite par autre personne étrange, sera estimé acquêt commun : sinon que le donateur faisant la donation, eût expressément déclaré ne vouloir donner qu'à l'un des dits mariés et héritiers du donataire. »

§ 1. — *Femme « aussi grande que le mari » sur eux.*

Tandis que le rôle d'associée de la femme disparaissait pendant le mariage par rapport aux meubles, même dans la Très ancienne coutume, et ne se manifestait à nouveau qu'à la dissolution et au partage de

la communauté, comme nous le verrons plus loin, ce rôle, au moins primitivement, ne cessait à aucun moment du mariage en ce qui concerne les conquêts.

Ce rôle d'associée pour les conquêts, sous la direction du mari, aucune coutume française ne l'établit plus nettement et ne l'a plus fermement voulu que la Très ancienne coutume de Bretagne.

Beaumanoir n'en parlait pas directement et disait seulement que le mari ne pouvait vendre son propre héritage (donc *a fortiori* les conquêts) sans le consentement de la femme ; mais il donnait comme raison qu'il fallait que sa femme renonçât à son douaire : chap. xxi, n° 622. « ... Mes voirs est que ne puet li maris vendre se ce n'est de l'otroi et de la volenté de sa fame... le sien (héritage) meisme se ele ne renonce à son douaire... »

La Très ancienne coutume, en deux chapitres, se sert d'une expression pleine de force et d'originalité pour faire comprendre le droit qu'elle donne à la femme sur les conquêts. C'est d'abord au chap. ccxi : « ... quar la famme est aussi grande par coustume en ce que son mari acquiert durant le mariage entre eulx comme est le mari... » Ensuite, au chap. ccxvii : « Nul homme ne pout achater terres, mesons, rentes ne autres héritages, le mariage durant de li et sa famme que ils ne saient aussi granz ès conquestz les uns comme les autres et eulx et leurs hoirs comme dit est aillours par coustume. »

Conséquences. — La Très ancienne coutume a elle-même dégagé plusieurs des conséquences que devait entraîner cet important principe.

Le mari ne peut forfaire que sa part. — Et d'abord le chap. ccxxxv établit que le mari ne peut forfaire que sa part de conquêts : « Nul ne pout forfaire la terre sa famme pour faire forffait si la famme ne s'i consent fors les fruz la vie d'eulx deux, fesant la pourvéance à la famme sur sa terre et sur la terre son mari, et la doit avoir la famme non obstant la obligacion jugié ou autre chouse où le mari soit tenu sanz le. »

Le mari ne peut vendre seul les conquêts. — Le chapitre XL contient l'énoncé d'une autre conséquence fort sérieuse du droit de propriété actuel de la femme sur la moitié indivise des conquêts : « ou cas que homme et famme sont conjoinz ensemble par mariage... le mari ne pout vendre ni aliénner le droit à sa famme... car de reson nul ne pout vendre ne alienner la saisine d'autrui... sans l'assentement de celui ou de ceule à qui ils sont. Et la famme a la saisine des chouses qui mouvent devers le et la moitié des conqueuz que le mari fait le mariage durant d'entreulx. »

Donc le mari, dans la tradition bretonne primitive, ne pouvait aliéner seul les conquêts ; la femme devait « y parler ».

Le mari ne peut doter seul en conquêts. — Il en était ainsi même au cas où il s'agissait de doter des enfants

de leur mariage avec des conquêts. Ce point qui aurait pu occasionner des doutes, tant il était favorable, est précisé par la Très ancienne coutume au chap. ccxi comme il suit :

« Le père pout faire l'assiete du mariage ses filles en ses conquestz et ou cas que le père mourrait ainz que la mère, le hoir principal au père est tenu à resconpassionner la famme au père de ce que li en pourrait appartenir, quar la famme est aussi grande par coutume en ce que son mari acquiert durant le mariage entr'eulx comme est le mari pour tant que ils aient esté an et jour ensemble par mariage ».

Aussi afin d'éviter ce règlement de compte et cette récompense après la dissolution de leur mariage, les père et mère avaient-ils coutume d'agir ensemble pour doter leurs enfants.

Cette coutume apparaît dans les contrats de mariage tant des nobles que des roturiers.

Au contrat de mariage plus haut cité de Marie de Bretagne et du comte du Perche (1396) on lit : «... ont été accordées les chouses qui s'ensuivent : c'est assavoir que nos dits cousin et cousine ont donné et donnent en nom et à cause de mariage leur dite fille... — Et pour meubles nos dits cousin et cousine de Bretagne ont donné... Pour l'accomplissement desquelles choses nos ditz cousin et cousine de Bretagne nous ont baillé lettres obligations... »

Et malgré la victoire remportée dès la rédaction de 1539 par les partisans de la maîtrise du mari sur les conquêts comme sur les meubles, ce concours du mari et de la femme, pour doter les enfants, resta de style dans les contrats de mariage. On le peut voir au contrat de mariage déjà énoncé (1637) de François de Romilley et de Charlotte de Poilley : «... Le dit seigneur et comte et dame de Poilley... se sont devant nous notaires royaux de la cour de Foulgères soussignés représentez... lesquels ont assemblément... donné et transporté... à la dite demoiselle leur fille... la terre et seigneurie de... etc.. »

Et la clause persiste dans les actes même après 1580, témoin le contrat de mariage (1) de Guillaume Charrault, seigneur de Merionet, conseiller du roi, maître ordinaire en la chambré des comptes de Bretagne et de Placide Fourcade (3 juillet 1751) où on lit que « ...Les père et mère de la future lui donnent... », et plus loin « s'obligent les parties et les dits sieur et dame Fourcade ».

§ 2. — *Changement de dispositions plus tard.*

Malgré cette pratique notariale persistante, la coutume écrite avait changé depuis 1539 pour la dot des filles en conquêts. C'est l'art. 404 de l'Ancienne cou-

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 1331.

tume ainsi conçu : « Le père peut faire assiette du mariage de ses filles en ses conquêts sans le consentement de sa femme, et sans qu'elle en puisse demander récompense, si les filles sont du mariage d'eux deux. »

Naturellement, cette disposition est reproduite dans la Nouvelle coutume (1); aussi bien la doctrine et la jurisprudence étaient parvenues, dès 1539, à donner au mari la pleine disposition des conquêts comme il avait déjà auparavant celle des meubles. C'est ce changement que constate l'art. 421 Ancienne coutume répété par l'art. 444 de la Nouvelle coutume dans les mêmes termes que voici : « Et au regard des conquêts non appropriés, le mari en pourra disposer comme de meubles sans qu'il soit requis avoir consentement de sa femme ».

Si forte cependant était la tradition primitive qui exigeait que la femme associée concourût à l'aliénation pour la priver définitivement de tous droits au conquêt aliéné, qu'un article de la coutume de 1539 qui a passé à peu près tel quel en celle de 1580, pourrait faire naître *a contrario* un doute. C'est l'art. 443, Nouvelle coutume (2) : « Si la femme se consent à l'aliénation que fera le mari des conquêts appropriés (3) faits du-

(1) Les trois coutumes n'ont parlé que des filles, mais, comme le fait observer Hevin, la règle est générale pour tous les enfants.

(2) L'art. 420, Ancienne coutume commençait par : « Et si... » et ne contenait pas le mot « appropriés ».

(3) Cette distinction entre les conquêts « appropriés » et non

rant la communauté de leur mariage, elle n'en aura, ne pourra prétendre aucune récompense ».

A contrario ce texte semblerait dire, conformément à la Très ancienne coutume, que si la femme ne consent pas, elle a droit à une récompense. Cependant il n'en était plus ainsi ; les termes, non la pensée, avaient été conservés.

Cependant d'Argentré ne s'en était pas aperçu ; il se contente d'un renvoi : « *et in casu*, art. 422, *etiamsi non consentiat* ».

Mais Hévin s'élève avec force contre la forme de cet article ainsi qu'il suit : « Cet article, en disposant que la femme consentant à l'aliénation des acquêts n'en aura récompense, suppose a contrario que si elle n'y consent

appropriés est bizarre, l'« appropriation par bannie » étant un moyen d'avertir les étrangers du transfert de propriété. Poullain du Parc l'avait remarqué et s'en explique ainsi sous l'article 443 : « Rien n'est plus bizarre que la distinction des acquêts appropriés et non appropriés par deux raisons. La première que l'appropriement n'étant que par rapport aux étrangers, cela ne devrait rien changer entre les supôts de la communauté. La seconde que la communauté mobilière étant censée grossie par le prix des acquêts vendus, pourquoi donner une récompense puisque la femme est récompensée par les meubles ? D'ailleurs cette disposition est un moyen assuré pour faire des avantages indirects. Un mari aura par exemple pour 10 000 livres d'acquêts dans la communauté et pour 10 000 livres de meubles, il vendra pour 5 000 livres d'acquêts appropriés. Cela portera les meubles à 15 000 livres ; la femme aura 7 500 livres en meubles et 2 500 livres pour la moitié des acquêts restants et son mari lui devra de plus 2 500 livres pour la moitié des acquêts vendus : n'est-ce pas donner lieu à une donation effective ? »

pas, elle en aura récompense ; ce qui est une bévue et une contrariété insupportable. Car si elle renonce à la communauté, elle ne peut rien prétendre aux acquêts, art. 433 *supra*, et si elle prend part à la communauté, elle n'a part qu'en ce qui se trouve lors du décès par l'art. 424. Ainsi en aucun cas on ne peut trouver d'espèce où la récompense ait lieu. La cause de cette erreur est que, par la Très ancienne coutume, chap. XL et CCCXIV (1), la femme renonçante aux meubles ne laissait pas de prendre aux acquêts. C'est sur ce fondement qu'a été fait cet article 443. Mais par ordonnance de 1420 il fut dit que la femme renonçante n'aurait rien aux acquêts dont on a fait l'article 433. Et quoiqu'en conséquence il fallut ôter le 443 on l'y a laissé par méprise grossière. Ainsi nous avons dans cette coutume le droit abrogeant et le droit abrogé et, ce qui est merveilleux, c'est que M. d'Argentré ne s'en est pas aperçu ; *imo impingit supra in nota ad art. 422 novæ consuetudinis.* »

En cette note Hévin fait allusion à une règle qui se perpétua plus longtemps en Bretagne que dans tout autre pays de droit coutumier et que nous devons étudier plus tard, d'une façon approfondie, avec la dissolution et la liquidation de la communauté ; il s'agit de la renonciation aux meubles et acquêts.

La Très ancienne coutume décidait que la femme pou-

(1) Chapitre CCCXV de l'édition de M. Planiol.

vait, en renonçant aux meubles, s'exempter des dettes et conserver sa part des conquêts. Dans les deux rédactions qui suivirent, le changement de mœurs qui rendait cette clause trop dure força d'imposer à la femme de renoncer aux acquêts aussi pour n'être point tenue des dettes. Seulement, en dépit du changement survenu en fait, le nom de « renonciation aux meubles et aux dettes » fut conservé même dans la Nouvelle coutume, tant était vivace la tradition qui donnait à la femme, à tout instant, droit sur la moitié des conquêts.

**Résumé sur la société de meubles et conquêts en
Bretagne.**

De ce que nous avons vu jusqu'ici, au sujet de l'autorité maritale, des meubles et des conquêts, il semble bien ressortir que la Très ancienne coutume concevait la communauté comme une vraie société où la femme et le mari avaient des droits égaux et une action parallèle, sauf toutefois un pouvoir de direction donné au mari pour unifier la marche des affaires communes.

Le seul élément disparate de cette conception d'associés égaux, sauf le pouvoir d'un directeur, était la propriété absolue que le mari a toujours eue sur les meubles durant le mariage.

Comme contrepoids aux pouvoirs du mari sur ses

actes et sur les meubles, la femme avait le système des récompenses que la Très ancienne coutume commença de créer à peu près uniquement pour elle. Elles avaient leur effet au jour de la dissolution de la communauté et c'est avec celle-ci que nous en parlerons.

Mais dans le courant du xv^e siècle, cette conception de société se modifia sous l'influence principale de la renaissance des études du droit romain en France. Les auteurs virent, dans les apports de la femme, une dot à protéger ; dans les récompenses qu'ils étendirent au mari, un moyen d'empêcher les libéralités indirectes ; dans la direction du mari, un pouvoir quasi absolu sur les biens communs et un droit d'autorisation des actes de la femme qui devait se manifester par une formule sacramentelle à peine de nullité complète. Ils étendirent le plus qu'ils purent aux conquêts le droit de propriété du mari sur les meubles. Ils introduisirent en la coutume l'hypothèque légale ; même ils tentèrent d'empêcher la femme de s'engager avec son mari : mais cela était tellement contraire à l'esprit de communauté que, sur ce point, leurs efforts furent vains. Nous étudierons cette tentative avec l'hypothèque légale et les récompenses, dans la partie consacrée à la dissolution de communauté. Enfin ils introduisirent dans la coutume des causes de déchéance du douaire et lui firent déclarer que la femme ne pouvait le cumuler avec les

dons du mari. Mais avant de voir en détail quelles modifications les auteurs et la jurisprudence firent subir à ces institutions du douaire et du don mutuel, il nous faut étudier leur structure première d'après les anciennes traditions bretonnes.

La plus importante des deux institutions étant le douaire, élément nécessaire de la grande communauté qu'était le régime matrimonial breton, tandis que le don mutuel n'était qu'un élément accidentel, nous devons commencer par le douaire.

CHAPITRE III

LE DOUAIRE

Section 1. — Historique.

Le douaire est une des plus anciennes institutions matrimoniales du droit français.

Il a préexisté au régime en communauté et continua longtemps de subsister comme élément de ce régime une fois formé.

Il avait son origine en Germanie, dans la *dos ex marito*, le don que le mari remettait à la femme en propriété et qui était d'usage constant parmi les barbares. On le trouve ensuite dans toutes les coutumes, aussi bien celles qui excluent la communauté, comme la coutume de Normandie, où il conserve son nom, et celles des pays de droit écrit où il prend le nom d'« augment de dot », que dans celles des pays de droit coutumier.

Dès le temps des invasions barbares, l'Eglise le fortifia de son adhésion, ordonnant au prêtre de refuser

la bénédiction nuptiale à qui ne voulait pas le promettre. Postérieurement la loi des Francs Ripuaires, dont la date se place d'ordinaire entre 534 et 550, le rendit légal, au n° 2 de son titre 37° : « Si autem per seriem scripturarum ei nihil contulerit, si mulier virum supervixerit, 50 solidos in dotem recipiat, et tertiam partem de omni re, quam simul collaboraverant, sibi studeat evendicare; et quidquid ei in morgangeba traditum fuerat, similiter faciat ».

Ainsi le douaire se trouvait fixé au tiers des acquisitions faites pendant l'union.

Peut-être cette disposition impérative tomba-t-elle en désuétude au Moyen Age, bien que le douaire continuât d'être promis dans les mariages. Toujours est-il que, selon Beaumanoir, c'est Philippe-Auguste (1180-1223), qui, le premier, rendit le douaire légal pour le royaume de France et le fixa à la moitié des immeubles (Beaumanoir, chap. XIII, n° 445).

Le douaire ne subsista pas comme la communauté; il n'a point passé dans le code civil parce qu'il était devenu inutile et avait été attaqué aux derniers siècles de l'ancien droit. La moitié de la communauté revenant à la femme après la dissolution du mariage paraissait suffisante pour les besoins de celle-ci et l'inaliénabilité de fait dont le douaire frappait partie des propres du mari semblait funeste. L'hypothèque légale introduite dans le droit après la réformation des cou-

tumes faisait double emploi avec lui sur ce dernier point. Le douaire était encore utile, alors que les filles devaient, le plus souvent, renoncer à la succession de leurs parents, dans le contrat de mariage, pour être dotées : il a perdu toute utilité dans un droit qui prohibe cette renonciation à succession future, comme notre droit civil actuel.

Section II. — Le douaire en Bretagne.

En Bretagne le douaire semble avoir existé depuis un temps immémorial. Nous le trouvons tout formé dans la Très ancienne coutume, au ^{xiv}^e siècle.

§ 1. — *Acquisition.*

C'est par la consommation du mariage ou mieux du moment où naissait une présomption de consommation que la femme acquérait le droit de recevoir son douaire pour le cas où elle deviendrait veuve. Et la présomption n'admettait la preuve contraire que pour des motifs et en des cas soigneusement délimités. Il en était ainsi dans la Très ancienne coutume et la règle a continué à subsister dans les deux rédactions suivantes. Voici comme s'exprime la Très ancienne coutume en son chapitre xxxii : « L'en doit présumer tous et toutes bons et loyalx tant que il appierge du contraire, et famme

gagne par coustume son douaire à mettre le pié ou lit, puisqu'elle est espousée à son seigneur tout n'eust ja son seigneur que faire de le, se ils ne sont despartis par sentence définitive de juge ordinaire et compectant et ou cas qu'elle ne se mefferoit ou forferoit durant le mariage d'entr'eulx ».

Comme on le voit, l'acquisition du droit de douaire était indépendante de la date d'établissement de la communauté qui n'avait lieu légalement qu'après l'an et jour du mariage. D'ailleurs, si le début de la communauté a été déplacé parfois dans les contrats postérieurs à 1580, il n'y a pas d'exemple qu'une convention ait fixé, autrement que les textes, le moment où le douaire était acquis. Les textes qui règlent ce point étaient impératifs et le sont demeurés jusqu'à la fin de l'ancien droit.

§ 2. — *Perte.*

Une fois le droit à son douaire acquis, la femme ne pouvait le perdre que pour des motifs particulièrement graves, au nombre de trois primitivement : soit parce que la présomption légale avait été attaquée et détruite pour cause d'impuissance de l'un ou de l'autre des conjoints (le seul cas où elle admît la preuve contraire) ; soit parce que la présomption subsistant toujours, la femme perdait son douaire par sa faute en raison de son inconduite survenue postérieurement au mariage

et constatée sur la plainte du mari ; soit enfin parce qu'elle avait abandonné son mari et n'était pas près de lui à sa mort.

Le chap. xxxii de la Très ancienne coutume, et l'article 429 de l'Ancienne coutume qui le reproduit exactement, sauf le préambule, n'indiquent le premier motif que d'une façon assez vague.

Mais la Nouvelle coutume, en son article 450, nous fournit dessus des renseignements précis. Art. 450 Nouvelle coutume : « Femme gagne son douaire... encore qu'il (le mari) n'ait jamais eu affaire avec elle, pourvu que la faute n'en advienne par impuissance naturelle et perpétuelle de l'un ou de l'autre des mariés, dont plainte ait été faite durant le mariage par l'un des dits mariés : et pour cette cause le mariage ait été déclaré nul par juge compétent, soit du vivant des dits mariés ou après. Auquel cas ou que la femme se forferait en sa personne, dont le mari durant le mariage en aurait fait plainte, elle *perdra son douaire*, donation et autres avantages provenant de son mari ».

1^{re} CAUSE DE PERTE : *Impuissance d'un des époux*. — La consommation du mariage était nécessaire pour faire naître le douaire. Même il n'y en a point, à moins de convention spéciale, en cas de mariage « in articulo mortis », dit Hévin.

Cependant, dans le contrat de mariage déjà cité du comte de Perche avec Marie de Bretagne (1396) on

trouve une stipulation contraire à cette règle quasi absolue; la voici: « Et aura la dite fille acquis son douaire incontinent après les espousailles et qu'elle ait été au lit avec notre filz, nonobstant qu'ilz n'aient pas aage compétent pour accomplissement et consommation du mariage. » Mais tout porte à croire que c'est un cas à peu près unique dans les contrats de mariage.

Le commerce illicite ayant précédé le mariage ne peut, selon Poullain du Parc, faire naître le douaire: mais par humanité on donnait une pension alimentaire à la femme sur les biens du mari.

Le douaire ne pouvait être refusé sous prétexte d'impuissance du mari si la femme ne s'en était plainte ni pendant ni après le mariage (Lamoignon, arrêté 27 sur le douaire). Le cas de perte du douaire dont nous traitons était logique parce que l'impuissance était une cause de nullité absolue du mariage; avec l'union doivent tomber toutes les conventions et dispositions pécuniaires qui en sont les accessoires.

Les motifs de perte de douaire pour adultère et pour abandon sont indiqués par la Très ancienne coutume tant dans le chap. xxxii *in fine* que dans le chap. xxxiii. Nous avons déjà cité le chap. xxxii en entier; quant à la première partie du chap. xxxiii, elle est ainsi conçue: « Fomme qui lesse son mari et s'en vait o un autre et n'est pas o son mari ou temps de la mort; et ainsi se el le lesse el ne fait pas son devoir de le garder

et ne le pout faire au cas que son mari ne la refuseroit : el ne devoit pas estre endoairée. Et pousé qu'elle s'en fust alée par fornication, le mari n'est pas tenu de la raquieudre si ce n'est de la volonté du mari ». Les art. 430 et 431 Ancienne coutume et les art. 451 et 452 Nouvelle coutume reproduisent sinon les termes mêmes, du moins l'idée du chap. XXXIII.

2° CAUSE DE PERTE : *adultère de la femme*. — La plus grave des deux susdites causes de déchéance du douaire, l'adultère, faisait perdre sous la Nouvelle coutume non seulement le douaire mais encore les dons et avantages consentis par le mari.

La Très ancienne coutume se contentait d'enlever le droit au douaire. Le mari seul pouvait introduire l'accusation d'adultère ; mais s'il était mort l'action pendante, ses héritiers pouvaient la continuer. On refusait en général au Ministère public le droit d'agir, à moins que le mari ne contribuât à la prostitution de sa femme et alors il fallait accuser le mari d'abord. D'Argentré eut voulu priver de son douaire la femme qui avait une mauvaise conduite ; mais l'usage ne le permettait pas comme celui de Clermont-en-Argonne (Meuse) par exemple.

3° CAUSE DE PERTE : *abandon du mari par la femme*. — L'autre cause, moins grave, consistait dans l'abandon du mari par la femme : il fallait naturellement un abandon volontaire, durable, injustifié. Il n'eut pas

suffi que la femme fût près de son mari à son dernier soupir : il fallait qu'elle l'eût soigné dans sa dernière maladie. Mais la simple absence ne suffisait pas pour faire perdre le douaire ; la femme avait pu aller au loin chercher la santé ou régler quelque affaire : il fallait fournir de justes motifs pour cette absence.

Si l'absence provenait du fait du mari (mauvais traitements, coups, etc.), le douaire restait à la femme. Même il lui restait encore si son absence provenait de la faute de tous deux, tant d'elle que de son mari.

Il faut remarquer ici que, selon certains auteurs coutumiers, le mari qui ne donnait pas à sa femme les soins dûs perdait lui-même ses avantages ; mais Poullain du Parc s'élève contre cette opinion en la déclarant contre tout usage. Une coutume, mais non la coutume de Bretagne, consacrait explicitement cette équitable solution, celle de la Gorgue, près d'Hazebrouck, maintenant dans le département du Nord.

Si le mari avait de graves causes pour refuser de recevoir sa femme, il pouvait, en les inscrivant dans son testament, transmettre à son héritier le droit de les alléguer.

On vit des arrêts qui, par extension de l'idée de déchéance pour cause d'abandon du mari, privèrent la femme de son douaire parce qu'elle n'avait pas poursuivi l'assassin du mari ; tel un arrêt du parlement de Rennes en date du 15 décembre 1655 rendu contre la cliente d'Hévin lui-même.

Du temps de la Très ancienne coutume les trois causes de déchéance qui seules existaient alors (impuissance, inconduite de la femme, abandon) étaient de la compétence des officialités. Les mots « départis et séparés » employés par les trois coutumes, et notamment par la Nouvelle en l'art. 450, signifient ici qu'il y a eu annulation de mariage et ne visent que le cas d'impuissance, car la séparation de corps n'était pas toujours une cause de perte du douaire (par exemple, si elle était demandée à cause de mauvais traitements du mari) et l'abandon ou l'adultère de la femme n'étaient pas, dans l'ancien droit, des causes de rupture du lien du mariage.

Au cas où la femme avait quitté son mari par incontinence, elle pouvait être relevée de la déchéance du douaire par lui. C'est ce que dit la Très ancienne coutume dans la fin du chap. xxxiii dont les premières phrases ont été transcrites plus haut : « Et se il la racueilloit de sa volenté, elle devroit estre endoairée après le descens du mari, quelque fol qu'ele fust paravant, pour tant qu'elle face son devoir de le garder et de le servir comme dit est qu'elle doit faire après ».

L'Ancienne coutume art. 442 et la Nouvelle coutume art. 453 répètent cette disposition. Certains manuscrits de la Très ancienne coutume ajoutaient après « de sa volenté » les mots « ou par sentence, pour ce que aucune faulte eust esté ainsi faicte de son mary par quoy com-

pansacion eust été faicte ainsi ». L'Ancienne coutume et la Nouvelle coutume ont reproduit seulement les mots « ou par sentence » et d'Argentré les commente en disant que la femme peut obliger son mari de la reprendre, s'il ne prouve les causes de son refus.

Les arrêts qui condamnaient la femme à être recluse en un monastère pour cause d'adultère fixaient un délai de deux ans pendant lequel le mari pouvait la reprendre ; si non elle était rasée et recluse à perpétuité. S'il n'y avait eu qu'abandon sans adultère, aucun délai n'était fixé. D'ailleurs il suffisait que le mari laissât sa femme revenir sans se plaindre, pour être censé la reprendre ; même le moindre signe de réconciliation suffisait, tel qu'un legs même fort mince ou le choix en son testament, par le mari, de la femme comme tutrice de leurs enfants, etc.

4° CAUSE DE PERTE : 2^{es} *noces de la femme avec son domestique*. — Les trois cas déjà signalés sont les seuls cas de déchéance connus par la Très ancienne coutume ; même elle n'indique l'impuissance qu'implicitement. La Nouvelle coutume en a ajouté un autre par son art. 454 *in principio* : « femme veuve qui se remarie avec son domestique perd son douaire ». D'Argentré rappelle sous cet article la déchéance des femmes qui épousaient leurs propres serfs.

5° CAUSE DE PERTE : 2^{es} *Noces de la veuve ayant des enfants avec un individu de basse condition*. — Enfin l'or-

donnance de 1629 (1) en son article 145 ajouta une autre cause de déchéance analogue à celle de l'art. 454 de la Nouvelle coutume et qui, promulguée pour toute la France, s'étendait par conséquent à la province de Bretagne. En voici le texte : « Ajoutant au 182. article de l'ordonnance de Blois, voulons que les femmes veuves ayant enfants, qui se remarieront contre et au préjudice de la dite ordonnance, soient privées du douaire à elles acquis par leurs premiers mariages ».

Nous retrouverons cette ordonnance et celle de Blois en traitant des dons mutuels.

Maintenant que nous avons examiné la manière dont le droit au douaire s'acquerrait et pouvait se perdre, il convient d'étudier la quotité, la durée et l'assiette de ce douaire. Mais auparavant deux remarques s'imposent.

§ 3. — *A quel moment le douaire est payé.*

D'abord si nous avons vu que la femme acquerrait le droit au douaire dès la consommation du mariage, il ne faudrait pas en conclure que ce soit un droit qui atteigne immédiatement son objet. Ce droit est suspendu jusqu'à l'arrivée d'un événement futur certain, d'un terme qui est la mort du mari. « Jamais mari ne paya douaire », dit Loysel. Si la « dos » germanique

(1) Règne de Louis XIII.

pouvait primitivement être donnée aussitôt à la femme. lorsque cette institution se fixa définitivement et se transforma en douaire, la femme n'en acquit jamais la possession que du jour de son veuvage, car le douaire a pour but d'empêcher la misère d'atteindre la veuve. C'est ce que nous dit Beaumanoir au chap. XIII de la coutume de Beauvaisis, n° 429 : « Bon est... qu'après que cil qui sont en mariage... sont trespasé de cest siècle, il est mestiers que leurs fames qui demeurent esbahies et desconfortées soient gardées que force ne leur soit fete en ce qu'eles ont aquis par la reson du mariage après le décès de leurs maris... ». Ce sont aussi les premiers mots de la Très ancienne coutume au sujet du douaire, chap. xxx : « Douayre est acquis à toute femme veuve..... »

§ 4. — *Douaire général à toutes classes.*

Notre deuxième remarque sera que les textes des coutumes de Bretagne ne faisant aucune distinction, l'institution du douaire était générale à toutes les classes de la Société, tant aux seigneurs qu'aux « gens de poesté », c'est-à-dire aux roturiers.

Il n'y a pas de distinction non plus à ce sujet dans Beaumanoir et l'on n'en pourrait trouver non plus dans les lois barbares.

§ 5. — *Quotité du douaire.*

Abordons maintenant l'examen des textes qui fixent la quotité du douaire en Bretagne.

Voici ce qu'on lit au chap. xxx de la Très ancienne coutume dont nous avons déjà cité le début : « Douayre est acquis à toute femme veuve qui se porta léaument en son mariage en la terre son seigneur et en doit avoir le tierz de la où il a eu sesine ou droiture durant le mariage par raison de son doayre, si elle n'y a renoncé par autre vaie ».

Ainsi, en Bretagne, le douaire légal était, au xiv^e siècle, du tiers tout comme celui que la loi Ripuaire avait fixé pour la première fois au temps des invasions. Je dis le « douaire légal » car on pouvait convenir, nous le verrons, d'un douaire supérieur ou inférieur. Comment se peut-il que la Bretagne, si prévoyante pour la femme, si en avance des autres coutumes sur certains points, par exemple le système des récompenses, et toujours au moins égale à ces coutumes sur tous autres chapitres, se soit laissée distancer ici et comment en est-elle restée à la quotité en usage aux temps barbares ? Ce qu'a dit Beaumanoir en sa coutume de Beauvaisis au chapitre xiii, n^o 445, dont nous avons déjà dit un mot, va nous l'expliquer. Il nous dit : « La général coustume des douaires de ce que la fame en porte la moitié de ce que li hons a au jour qu'il l'espouse,

si comme j'ai dit dessus, si commença par l'establisement le bon roi Phelippe, roi de France, liqueus regnait en l'an de grâce MCC et XIII. Et c'est establisement commanda il à tenir par tout le roiaume de France essieutée (1) la couronne et plusieurs baronies tenues du roiaume, lesquels ne se partissent pas à moitié pour le douaire, ne n'en portent les dames en douaire fors ce qui leur est convenancié en fesant le mariage ».

Mais le Duché de Bretagne formait un Etat indépendant au temps de Philippe-Auguste. Il ne faisait pas partie du « roiaume de France » ; son duc Pierre de Dreux, dit Mauclerc (2), époux d'Alix de Bretagne, ne le « tenait pas du roi de France ». Les ordonnances du roi de France n'avaient donc aucune autorité en Bretagne et celle dont parle Beaumanoir n'a pu fixer la quotité du douaire dans ce pays. La coutume non écrite continua à donner à la femme le tiers des biens du mari en douaire, suivant l'impulsion venue jadis de la

(1) Excepté.

(2) Pierre de Dreux était cousin (neveu à la mode de Bretagne) du roi Philippe-Auguste, petit-fils du roi Louis le Gros dont lui, Pierre de Dreux, était l'arrière petit-fils. En ce temps la Bretagne commençait à être disputée entre les Plantagenets et les Capétiens. Après le meurtre du jeune Arthur de Bretagne par Jean Sans Terre son oncle, Philippe-Auguste profita de l'indignation des Bretons pour établir la maison Capétienne en Bretagne en mariant son cousin Pierre de Dreux à la duchesse Alix, sœur d'Arthur assassiné (1213).

loi Ripuaire et la Très ancienne coutume est le premier document écrit qui enregistre cette quotité.

L' « Assise au comte Geffroy » ne parle pas du douaire; la pseudo-ordonnance de Jean II ne traite pas de la quotité de celui-ci. D'ailleurs nous avons une constitution de douaire, antérieure à la Très ancienne coutume, qui montre l'existence d'un douaire coutumier du tiers à côté du douaire conventionnel. Ce sont les lettres (1) du douaire constitué à la duchesse Blanche de Champagne par son mari le duc Jean I^{er} de Bretagne (2), en juillet 1263, qui s'expriment ainsi qu'il suit : « Nous Jahan, duc de Bretagne, faisons assavoir... que come nous eussions doé notre chièrre fame Blanche, file de noble prince Thébault par la grâce de Deu noble roi de Navarre, de Brie et de Champainge, comte palatin, *de toute la tierce partie de toute la duchée de Bretagne, laquelle chose nous poons fere az uz e az coustumes de la devant dite duchée* : Nous en leu e en eschange de la tierce partie dou devant dit duchée de Bretagne de la volenté et à la requeste nos fiz Jahan (3) et Perre li donnons et la avons donné... tout ce que nous avons en l'évêqué de Cornoailles... et quan que nous avons en l'évêqué de Vannes... excepté l'ile de Reuiz. Et li don-

(1) Archives de Nantes, série E, liasse 17.

(2) Jean I, dit le Roux, fils de Pierre de Dreux, dit Mauclerc, fut duc de Bretagne de 1237 à 1286.

(3) Plus tard le duc Jean II, 1286 à 1305.

nons... Et toutes ces chosez devant dites ele tendra en peis et posserra par reison de doierre tant come el vivra. Et se la devant dite Blanche nostre fâme volait meios avoir par reison de doaierre toute la tierce partie de la duchée de Bretange que toutes ces choses devant dites et nommées, en sa volenté est qu'ele aura lequel qu'ele vodra... »

Une fois le douaire du tiers admis par la Très ancienne coutume, on le vit figurer comme douaire légal dans tous les actes relatant des conventions pécuniaires accessoires au mariage : on pourrait en donner cent exemples : il suffit d'en citer un qui a le double mérite d'être peu postérieur sans doute à la diffusion des manuscrits de la Très ancienne coutume et d'avoir trait à la veuve de l'un des plus grands hommes qui soient nés en Bretagne et qui aient servi la France. C'est une transaction (1) de l'année 1384, ainsi conçue :

« Sur certains débatz qui estaient meuz et entenduz à mouvoir en la court de Parlement et ailleurs entre noble dame Johanne de Laval, comtesse de Longueville, dame de Tinteniach, veuve de noble et puissant seigneur Messire Bertran du Guesclin (2) naguère connestable de France, que Dieu absoille...

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 222.

(2) Ainsi écrit suivant l'orthographe communément adoptée par les historiens bretons d'Argentré, dom Lobineau, dom Morice.

Un fils naturel du connétable, Michel du Guesclin, partagea sa succession avec son frère Olivier.

» Et noble homme Messire Olivier du Guesclin, comte de Longueville, et sire de la Rochetesson, frère et héritier principal du dit Messire Bertran.

» Sur ce que la dite dame disait avoir droit de prendre et avoir *par nom et titre de douaire la tierce partie de tous et chascuns les héritages* que tenait le dit Messire Bertran ou temps de leurs espousailles tant en Bretagne qu'en Normandie, en France, en Poitou, en Aragon, en Espagne et ailleurs...

» En la parfin... est traicte entre les dites parties... en la manière qui s'en suit.... » (suivent les conditions de la transaction). Nous aurons d'ailleurs occasion de reparler de cet acte.

La quotité du douaire légal, consacrée par la Très ancienne coutume et une pratique notariale immémoriale, fut maintenue dans les rédactions de la coutume qui suivirent, quoique la Bretagne eût été réunie avant 1539 (1) au royaume de France où le droit commun était différent. C'est ce qu'on voit aux articles 433 Ancienne coutume et 455 Nouvelle coutume.

(1) Mariage d'Anne de Bretagne avec Charles VIII en 1491, puis avec Louis XII en 1499. Sous le règne de François I^{er}, qui épousa (1514) Claude, fille d'Anne de Bretagne et de Louis XII, la réunion solennelle de la Bretagne à la France fut proclamée en 1532.

§ 6. — *Durée du douaire et sa nature.*

Le douaire, qu'il fût coutumier ou fût conventionnel, était viager. Tandis qu'à l'origine la « dos » germanique était acquise à la femme en pleine propriété, le douaire n'a jamais été qu'un droit d'usufruit. C'était logique, puisque cette institution existait dans le but principal de préserver la femme du besoin après la mort de son mari. Il suffisait pour cela qu'elle recueillît chaque année, pour sa subsistance, les fruits et les revenus du tiers des biens auquel elle avait droit, qu'elle reçût le logement pour elle et ses serviteurs et conservât les hardes à son usage ainsi que le mobilier indispensable, tel que son lit, sa vie durant.

La Très ancienne coutume parle toujours du douaire aux chapitres où il s'agit de ceux qui « tiennent à viage » et d'ailleurs, au chap. XL, elle dit nettement : « et la femme a... le tierz de la terre ou mari, le cours de sa vie... » ce qui indique bien qu'il s'agit d'un usufruit.

L'Ancienne coutume et la Nouvelle coutume s'expriment d'une façon analogue, spécialement aux articles 444 Ancienne coutume et 471 Nouvelle coutume. Nous trouvons dans les actes relatifs aux conventions matrimoniales pécuniaires la preuve que le douaire a toujours été un usufruit en Bretagne et est demeuré tel

jusqu'à sa disparition de même que dans les autres provinces françaises. Ce sont les lettres de douaire de la duchesse Blanche, de 1263, lettres déjà citées précédemment, où l'on trouve répété par trois fois : « ...Et toutes ces chosez devant dites elle tendra en peis et posserra par raison de doaierre tout cum ele vivra ».

C'est encore le contrat de mariage du comte de Perche avec Marie de Bretagne en 1396, où les parents du comte déclarent : « ...nous velons... et octroions à la dite fille... tout le dit douaire ou temps du décès de notre dit fils... la vie de la dite fille durant... » Ce sont aussi les lettres de douaire constitué à Isabelle de Bretagne par son époux le comte de Laval en 1430 où il est répété à chaque instant que « en cas qu'il décéderait avant ma dite dame Isabel, elle ait et se joysse pour son droit de doaire de... » ; que de tels biens « elle joyra sa vie durant », etc.

Le douaire, qu'il soit coutumier ou conventionnel, étant un usufruit, la stipulation d'une somme comme douaire, sans autre détail donné par le contrat de mariage, s'entendait d'une somme payable annuellement pendant la survie de la douairière, d'une rente viagère.

Certaines coutumes étendaient par exception le douaire aux enfants, telle celle de Paris, et alors il portait en propriété sur ce que la mère avait en usufruit. Aucun texte ni aucun acte ne permettent de croire qu'il en fût jamais ainsi en Bretagne.

§ 7. — *Douaire conventionnel.*

Nous avons déjà dit que si le douaire était du tiers légalement quand aucune autre stipulation n'avait été faite, cependant on pouvait convenir par contrat de mariage d'un douaire moins ou plus élevé qui restait quand même un usufruit. Le douaire conventionnel a même précédé le douaire légal que la loi Ripuaire n'accordait à la femme que « si autem per seriem scripturarum ei nihil contulerit ».

Le douaire conventionnel pouvait être moindre que le douaire coutumier, mais il pouvait aussi être supérieur.

La Nouvelle coutume fixe comme maximum que la convention ne peut dépasser la moitié de l'usufruit des biens du mari. Ce sont les termes de l'art. 455 *in fine* : «... s'il n'y a convention du contraire, sous et jusqu'à la moitié de l'usufruit ».

On ne trouve aucune limitation de ce genre dans la Très ancienne coutume ni dans l'Ancienne coutume.

Possibilité d'option stipulée d'ordinaire. — L'habitude générale était, dans la province de Bretagne, de fixer un douaire conventionnel tout en laissant le choix à la veuve entre lui et le douaire coutumier. L'avis dominant dans la doctrine et la jurisprudence était que la femme qui s'était prononcée pour l'un des deux douaires, au décès de son mari, ne pouvait revenir sur son choix ;

et cela même si elle était mineure, comme le décida un arrêt du Parlement en date du 31 mars 1637.

On voit partout dans les contrats des traces de cette coutume de laisser l'option à la femme.

Nous l'avons vu avant la rédaction de la Très ancienne coutume, dans les lettres de douaire déjà citées de la duchesse Blanche en 1263 ; dans le contrat de mariage également mentionné du comte de Saint-Pol et de Marie de Bretagne en 1292 : « *Item* nous, comte de Blois (il représentait le futur)... promettons à pourchacier vers le devant dit Gui, notre frère, qu'il donnera en doière à la dite demoiselle Marie, fille du dit duc de Bretagne, un manoir... sauf à la dite damoisele son droit à avoir doaire en toutes eschéances qui avendraient au dit Gui, selon la coustume du païs ou li héritage sera ».

Nous retrouvons la même habitude au xv^e siècle après la Très ancienne coutume dans les lettres de douaire d'Isabelle de Bretagne en 1430 (1) : « Sachent tous que par notre cour de Rennes... s'est comparu... Monseigneur Gui, comte de Laval, sire de Vitré, de la Roche et du Gavre... lequel... a voulu et esté d'assentement dès à présent que en cas qu'il décéderait avant ma dite dame Isabel, que elle ait et se joysse pour son droit de douaire du nombre de 5 000 livres de rentes... assignées

(1) Isabelle, fille de Jean V duc de Bretagne, de 1399 à 1442.

en (telles terres)... Et en cas que elle voudroit choisir le... douaire coutumier elle demourra saisie des dits emplacements jusques ad ce qu'elle ait la possession du dit douaire coustumier, là où ils lui appartiennent comme il est dit ».

Cette habitude persiste au xvii^e siècle après la rédaction de l'Ancienne coutume et de la Nouvelle coutume, qui datent du xvi^e, dans le contrat de mariage (1) de Jean de Rosnyvinen, conseiller au Parlement de Bretagne, et de Marguerite Despinoze du 16 novembre 1643 : « avenant le décès du dit futur espoux, aura la dite future espouze quinze cent livres de rente de douaire conventionnel dont lui sera fait asiepte... si mieux elle n'aimé prendre le douaire coustumier... »

De même, jusqu'à la fin du xviii^e siècle. Dans le contrat de mariage (2) de François-Bertrand-Michel Denouïal et d'Anne-Joseph Dubois, du 5 juillet 1749 : « En cas de décès du sieur futur époux, la dite demoiselle future epouze aura de douaire préfix (c'est-à-dire conventionnel), la somme de... si mieux elle n'aime le douaire coutumier, ce qui sera à son option. »

De même dans le contrat de mariage déjà cité, de François Jamont et de Perrine Lachaup (Nantes, 8 juillet 1756) : « En cas de prédécès du futur, la future

(1) Archives d'Ille-et-Vilaine, E 228 provisoire, fond de Piré.

(2) Archives d'Ille-et-Vilaine.

mariée aura la somme de.... livres de douaire préfix et conventionnel, si mieux elle n'aime s'arrêter au douaire coutumier ».

Il n'y avait point, en Bretagne, de délai péremptoire pour faire l'option. Seulement, si la femme demandait son douaire dans l'an du décès, l'héritier du mari défunt devait s'exécuter sans délai, comme le voulait la Très ancienne coutume, chap. cxcii : « Et auxi quant femme demande à estre endoairée en la terre son seigneur, dont il est mort en l'année, son doaire li doit estre fait, si l'en ne trouve raisons efficaces pour quoy ce ne daye estre, puis que la partie à quis à vairs. Et pousé qu'elle ne queist pas à vairs (1), si ne doit il estre recepu à dilacion, si ce n'est à dilacion de terme de parler ou de exoine (2), comme il est dit aillours, que le doayre ne li soit fait en la saisine et droiture dou mari dou temps de sa mort. »

Si la femme tardait davantage que l'année du décès, elle perdait son droit à refuser tout délai à l'héritier, aussi elle avait intérêt à opter et demander le douaire choisi par elle, le plus tôt possible.

(1) Querrer à vairs : demander la « monstre » des terres.

(2) Exoine : excuse dispensant une partie de paraître en justice.

§ 8. — *Assiette du douaire.*

Sur les immeubles propres seulement du mari. — Le douaire, qu'il fût coutumier ou conventionnel, était, en Bretagne comme dans le royaume de France et partout où il a été admis, constitué en immeubles ou rentes assises sur des immeubles, ce qui était la même chose. Cela tenait à la haute valeur des immeubles au Moyen Age, celle des meubles étant peu de chose en comparaison, selon l'antique maxime, *res mobilis, res vilis*.

Les premiers *libelli dotis* constituaient encore le douaire, tant en meubles qu'en immeubles ; mais cette habitude avait disparu bien avant la rédaction de la Très ancienne coutume. Au XIII^e siècle, il n'en était plus ainsi, comme nous pouvons le voir aux lettres de douaire, déjà citées, de la duchesse Blanche, où le duc Jean assigne à sa femme, « en eschange de la tierce partie dou devant dit duchié de Bretange.... tout ce que nous avons en l'évêqué de Cornoaille, en chasteaus et en villes, en terres, en èves et en fié....e en l'évêqué de Vannes.... excepté l'île de Reuiz. Et... en Guerande... en sorte que nous donnons.... toute li rente que nous avons en l'eschequier de Roan, en Normandie, et toute la rente de notre soel de demi-marc.... en queuque leu que il soit.... Et.... toutez les terres et toutez les rentes que nous avons à Pacy ».

De même, en 1292, dans le contrat de mariage du comte de Saint-Pol : « ...le devant dit Gui... donnera en doiere à la dite demoisele... un manoir quel qu'ele vourra en la terre donnée au dit Gui, après Saint-Pol et Lucheu et quatre mile livres à tournoiz de rente par an, au royaume de France ou plus près de celi manoir.... sauf (le droit d'option pour le douaire coutumier du tiers des immeubles).... »

De même, les textes de la pseudo-ordonnance de Jean II, sans doute antérieure à la Très ancienne coutume, qui traitent du douaire, ne parlent que d'immeubles, tel le n^o 4 *in fine* : « ...non obstant que le heritage que elle demande en douaire, soit en son fié ».

Enfin, la Très ancienne coutume ne peut laisser aucun doute sur la nature des biens qui sont constamment l'objet du droit de douaire : partout où elle traite de cette institution, c'est pour déclarer qu'elle a pour objet des immeubles. Au chap. xxx : « Douayre est acquis à toute famme vouve... en la terre son seigneur.... » ; au chap. XL : « et la famme a... le tierz de la terre ou mari.... » ; au chap. cxcii : « Et auxi quant famme demande à estre endoairiée en la terre son seigneur.... » ; au chap. ccx : « Et puis doivent les jouvaignours.... apporter sur le grant de la terre les eschaites.... des douairières ou douairière » ; au chap. ccxix : « ...après la mort de celui qui tendroit le heritage par vertu de donnaison ou douaire.... »

De même, tous les douaires constitués dans les contrats de mariage ou actes spéciaux, sont en immeubles, tant après la rédaction de la Très ancienne coutume, qu'après celles de l'Ancienne coutume et de la Nouvelle coutume, jusqu'à la fin de l'ancien droit. Ces deux dernières rédactions confirment d'ailleurs, en tous les articles où elles traitent de l'institution, les dispositions de la Très ancienne coutume, quant à la nature immobilière de l'objet du droit de douaire.

Tous les immeubles n'étaient pas frappés par le douaire de la femme. Les propres du mari, au moment du mariage, ainsi que les acquêts qu'il avait faits auparavant et les propres lui advenant pendant l'union, par succession ou donation, étaient seuls soumis au droit de douaire, en tous cas suivant la Nouvelle coutume; au moins quand la femme acceptait la communauté d'après la Très ancienne coutume et l'Ancienne coutume.

L'art. 465 de la Nouvelle coutume qui défend à la femme en tous cas, qu'elle accepte ou renonce à la communauté, de faire porter son douaire sur les acquêts faits en mariage, était de droit nouveau en Bretagne et c'est un des 13 articles introduits dans la coutume par les réformateurs de 1580 que blâme d'Argentré, car « quod etiam in casu renunciationis adimit doarium multis absurdum videbatur ». Sur les propres du mari, le douaire était diminué par les rentes constituées et les hypothèques antérieures au mariage ainsi que par

L'éviction qui pouvait se produire même si elle avait lieu après le décès du mari au temps de la possession de la femme.

La jurisprudence des derniers siècles avant la Révolution avait décidé que le douaire pouvait même s'étendre sur les sommes que le mari s'était réservées propres en les immobilisant par contrat de mariage. Il en fut décidé de même pour les offices qui faisaient doute jusque-là.

Un article de droit nouveau, l'art. 466 de la Nouvelle coutume, décida, mettant fin à une controverse, que : « L'usufruit des héritages desquels le mari aura la propriété durant le mariage étant fini et retourné à la propriété, le douaire de la douairière en sera augmenté ». Il l'était aussi par les deshérences et autres événements de même ordre qui se produisaient pendant son cours, comme Dumoulin l'enseigna à juste raison.

Par contre, ainsi que le disait déjà la Très ancienne coutume en son chapitre ccxix : « Toutes les chouses escreus et exues et annexiées en le héritage de la nature de la terre et qui tendront o la terre après la mort de celui qui tendroit le héritage par vertu de... douaire doivent demourer à le héritage. Et auxi celui (celle) qui le tendroit se il (elle) y fesait édifices sanz ce que ceul (celle) qui serait héritier ne s'en fust obligié à lui (elle)... Il (elle) les perdrait ». Cette disposition a été reproduite par l'Ancienne coutume, art. 537 et 538, et par la Nouvelle coutume, art. 604 et 605.

Quasi-inaliénabilité des propres frappés par le douaire.

— Le droit au douaire étant acquis à la femme dès la consommation du mariage et, portant sur des immeubles, les frappait d'une sorte d'inaliénabilité : le mari ne pouvait disposer de ses propres sans obtenir que la femme renonçât dessus à son douaire. S'il passait outre à l'aliénation en négligeant d'obtenir cette renonciation, la femme pouvait au décès du mari inquiéter l'acquéreur pour obtenir de lui le tiers de l'immeuble aliéné, sauf le recours de ce dernier contre l'héritier du défunt. Le douaire jouait ainsi dans la Très ancienne coutume et dans l'Ancienne coutume, pour conserver à la femme son tiers des immeubles, le rôle que remplit plus tard l'hypothèque légale, pour toutes les reprises de la femme, hypothèque qui n'est mentionnée qu'une fois en la Nouvelle coutume, car la jurisprudence et la doctrine commençaient seulement alors, en 1580, à la faire pénétrer dans le droit. C'est aussi ce double emploi partiel, avec l'hypothèque légale alors admise et étendue, qui fit vivement critiquer le douaire dans les derniers siècles du droit coutumier. Cette garantie du douaire est une des causes pour lesquelles on voit dans les actes même antérieurs à la rédaction de la Nouvelle coutume, la femme s'obliger avec son mari.

Le rôle susdit du douaire est indiqué dans deux passages de la Très ancienne coutume, d'abord au chapitre xxx : « Douayre est acquis à toute femme vouve... en la terre

son seigneur et en doit avoir le tierz... durant le mariage par raison de son douaire *si elle n'y a renoncé par autre voie* ». Puis au chapitre XL : « et famme a... le tierz de la terre ou mari, le cours de sa vie *si ele ne le pert de son assentement* ou par son fait, come il est dit aillours. »

Aussi ce qu'objecte Olivier du Guesclin, dans la transaction précitée de 1384, aux prétentions de sa belle-sœur Jeanne de Laval d'avoir son douaire sur la « tierce partie de touz et chascun les héritages que tenait le dit messire Bertran au temps de leurs espousailles, tant en Bretagne que en Normandie, en France, en Poitou, en Arragon, en Espagne », ce n'est pas que Bertrand les ayant aliénés pendant le mariage, sans le consentement de Jeanne, celle-ci n'y eut plus de droits, mais bien « que n'en devait elle faire contre lui (Olivier, l'héritier) aucune poursuite ne demande, mais contre les détenteurs ». Cela prouve que Jeanne de Laval avait conservé son droit de douaire sur les terres aliénées par son mari sans son consentement et pouvait les suivre en quelques mains qu'elles fussent passées.

L'Ancienne coutume, art. 444, et même la Nouvelle coutume, art. 471 et autres, malgré l'apparition de l'hypothèque légale en 1580 maintinrent la particularité du douaire de frapper d'une inaliénabilité de fait les biens propres du mari : même la doctrine et la jurisprudence transformèrent ce caractère en une hypo-

thèque légale, de sorte que le patrimoine du mari, grevé déjà d'une hypothèque pour l'exécution des conventions matrimoniales et pour les récompenses dues à la femme, l'était encore pour la sauvegarde du douaire : ce sont ces entraves multiples à la libre circulation des biens et l'anéantissement du crédit du mari qui firent violemment attaquer le douaire aux derniers siècles avant la Révolution.

Il est vrai que l'acquéreur conservait la nue propriété et que le bien lui revenait au décès de la femme ; mais qui eut voulu acquérir du mari pour un prix avantageux, sans le consentement de la femme, un bien soumis à une telle éventualité ?

Si la femme était mineure quand elle avait consenti à l'aliénation, elle pouvait être restituée ; c'était de maxime traditionnelle en Bretagne : alors l'inaliénabilité de fait était complète. D'ailleurs aucune prescription qui eut commencé avant la mort du mari ne pouvait faire cesser le droit de la femme. La Très ancienne coutume, au chap. XL : « ... pour ce fust regardé par la coustume que le temps li est réservé après la mort du mari... », l'Ancienne coutume à l'art. 445, la Nouvelle coutume à l'art. 472 déclarent que la prescription ne peut courir contre la femme pendant le mariage (si le fait qui eut donné lieu à la prescription a été occasionné par le mari, s'entend).

D'après la Très ancienne coutume et l'Ancienne coutume il était admis que si, la femme avait consenti à l'aliénation du propre du mari, la portion de douaire qu'elle perdait ainsi sur ce propre lui était fournie au détriment des héritiers du mari sur les propres restant au décès de celui-ci, en plus du droit intact qu'elle avait déjà sur ce reliquat.

Les réformateurs de 1580 ne goûtèrent pas cette pratique conforme pourtant au droit commun coutumier du royaume de France. Ils introduisirent dans la Nouvelle coutume un article 470 la réprouvant et ainsi conçu : « Et au cas que la femme consentirait à l'aliénation du propre du mari elle perdra son douaire sur les choses aliénées sans pouvoir prétendre qu'il lui soit rempli sur les biens qui resteront lors du décès du mari ».

D'Argentré s'était opposé avec énergie à l'avis des commissaires, mais il n'avait pas été écouté : « Hic articulus multum repugnante me scriptus est, et juri romano adeoque et rationi obstitit ». Il le trouvait contraire à la nature de l'hypothèque attachée au douaire qui devait continuer de subsister entière sur le reliquat des biens pour la garantie du douaire entier.

Poullain du Parc trouve la disposition de la Nouvelle coutume fort juste et utile, car : « on a rendu beaucoup plus difficile la dissipation des propres du mari, la femme étant intéressée à ne pas donner son consente-

ment qui est cependant nécessaire à la sûreté de l'acquéreur ; au lieu qu'une femme portée à la dépense qui serait assurée, suivant les autres coutumes, de la récompense de son douaire sur les autres biens de son mari, pourrait être la première à engager son mari dans des aliénations de ses propres et après cela elle dépouillerait les héritiers par l'exercice de son douaire sur les autres biens du mari ».

Oui, mais en incitant la femme à refuser ainsi son consentement à l'aliénation, on écartait complètement les acquéreurs et on anéantissait ainsi du coup tout le crédit du mari, funeste conséquence qui a rendu le douaire odieux au xviii^e siècle.

§ 9. — *Délivrance du douaire.*

Voyons maintenant comment l'héritier du mari devait délivrer à la femme les immeubles sur lesquels était assis le douaire et lesquels d'entre eux. Presque toutes les dispositions sur ce point sont contenues dans le chap. xxx de la Très ancienne coutume qui a été pour ainsi dire divisé en plusieurs articles par l'Ancienne coutume et la Nouvelle coutume, mais dont le sens n'a point varié. Nous allons examiner ces règles une par une.

Selon la première : « Et mettra l'en la terre en trois loz et puis lera le hoir principal et esgaillera l'en les

autres doux loz et ele lera emprès ou cas que ils ne se pourront autrement accorder... »

L'art. 434 Ancienne coutume et l'art. 456 Nouvelle coutume n'ont fait que mettre cette phrase en français plus moderne sans y rien changer : « Sera mise par la dite veuve la terre en trois lots ; et puis choisira l'hoir principal et les deux autres lots égalera et elle choisira après, s'ils ne peuvent autrement accorder ».

D'Argentré voulait ajouter que les frais seraient payés par la femme, mais les réformateurs s'y refusèrent. Il n'était pas absolument nécessaire que les lots fussent faits par la femme quoiqu'en dise la Nouvelle coutume : il y avait avantage à ce qu'ils fussent faits par des gens du métier, experts et priseurs si la veuve refusait ou si l'héritier, par ses chicanes, l'empêchait de les faire. En ce dernier cas, selon Poullain du Parc, les frais retombaient sur l'héritier. Quant l'article dit que « choisira l'hoir principal » cela ne s'entend, suivant Hévin, que de l'aîné noble qui avait la saisine de la totalité de la succession. Les roturiers ayant un droit égal devaient décider de l'attribution des lots à la pluralité des voix ou, s'ils préféraient, élire l'un d'eux à l'unanimité pour faire le choix. Il faut entendre par égalité des lots celle des fruits et revenus, tout en tenant compte aussi de la commodité ou de l'incommodité. Si les terres de la succession ne se pouvaient commodément partager en trois lots, l'héritier était recevable à payer le douaire

en argent : ainsi le jugea, du moins en 1623, le tribunal de Saint-Malo dont le Parlement de Bretagne confirma la décision.

Cette division en trois lots devait comprendre toutes les terres que le mari tenait en propre à son décès, avons-nous dit : cependant il y avait à cela, dans la Très ancienne coutume, une exception qui fut un peu étendue dans ses termes, sinon dans son sens, par la Nouvelle coutume. Cette exception n'avait lieu d'ailleurs qu'en faveur des héritiers nobles ; c'était la suivante : « excepté du fié noble que le principal manoir n'est pas compté ».

La coutume de Beauvaisis semble avoir été dans le même sens, bien que Beaumanoir établisse au n° 453 du chap. XIII une distinction entre les « forterece qui ne sont pas appelées Chastel et celles qui sont appelées Chastel par la reson de ce qu'il sont chief de la conté si comme Clermont ou Creeil... ».

Les deux rédactions suivantes ont reproduit cette disposition (art. 458, A. C. et 457, N. C.) ; mais la Nouvelle coutume l'étend un peu en ajoutant au principal manoir les « Jardin et bois de haute futaye ». Les trois rédactions de la coutume de Bretagne ajoutaient « ... baillant meson avenante à la douairière ». Il s'agit seulement de la douairière noble.

Il y a une sanction à l'obligation de l'héritier : « si elle (la femme) n'estoit herbregée avenaument, elle

devroit estre endouayré oudit « menoir » (Idem A. C. art. 437 et N. C. art. 458). Les dispositions précédentes, y compris le lotissement en 3 lots, ne s'appliquent qu'au douaire préfix ou coutumier.

Logis de la veuve. — La femme roturière, comme la femme noble, a le droit d'exiger une maison suffisante et elle peut rester là où elle logeait avec son mari jusqu'à ce que l'héritier du défunt la lui donne. Dans les coutumes du Maine, art. 322, et de l'Anjou, art. 309, la roturière n'avait droit de rester où elle était que jusqu'à la délivrance de son douaire ; on ne s'enquérât pas si elle était logée convenablement ou non. La Bretagne ici, comme en maints autres chapitres de sa coutume, était plus libérale envers la femme que les autres provinces. C'est ce que déclare la Très ancienne coutume au chap. xxxv : « La femme n'est pas tenue, tant que le hoir li ait baillé meson suffisante, à s'en yssir du lieu où elle et son seigneur estoient au temps de sa mort ». Mais elle donne aussitôt la raison de cette règle ; c'est que la veuve «... ne pout de nul des héritages se saisir jusques à tant que le hoir ou la justice l'ait saisie de son doaire, si ce n'est des chouses qui mouvent devers le (de ses propres). »

Bien que ce début du chap. xxxv n'ait pas été reproduit par l'Ancienne coutume et la Nouvelle coutume, rien ne porte à croire qu'on ne l'observa plus en 1580 ; il exprime une règle trop juste et trop conforme à la raison.

Mais l'héritier du mari ne devait pas être non plus sacrifié à la veuve : « Et n'est pas tenu le hoir du deffunt fors en tant comme y a eu sesine, li faire doaire, si le deffunt ou son hoir ne li avoient fait autre gré, ou que les chouses fussent encombrées par leur fait » (chap. xxx T. A. C. : art. 436, A. C. et 459 N. C. analogues). Cela signifie que si l'héritier ne possède pas, s'il est obligé d'intenter un procès qui peut être douteux, il n'est pas tenu de le faire. Il n'est obligé en ce cas qu'à aider la douairière des actes et titres qu'il possède à peine de répondre de l'événement. Si l'héritier ou la douairière a agi et a obtenu l'immeuble litigieux, ils doivent l'un et l'autre se faire raison des frais et avances au prorata de leur profit. Si l'héritier s'est fait rendre l'héritage et a fait condamner le défendeur à rapporter les fruits, il en doit raison à la veuve au prorata de son douaire et à compter du jour du décès du mari.

Si le mari avait obtenu un jugement portant condamnation de lui céder l'immeuble et que l'héritier, par fraude ou par haine pour la veuve, négligeât d'en poursuivre l'exécution ou y renonçât, il ne pouvait porter préjudice au droit acquis à la veuve.

De même, si l'héritier ne déchargeait pas l'immeuble, sur lequel portait le douaire, d'hypothèques postérieures au mariage; s'il négligeait de faire l'hommage dû pour cet immeuble à son seigneur et donnait ainsi

lieu à une saisie, c'était un événement dont il devait répondre à la veuve.

§ 10. — *Perte de la saisine par abus de jouissance.*

Mais il ne fallait pas que l'intérêt de l'héritier fût sacrifié à celui de la douairière, qu'il fût livré pour ainsi dire pieds et poings liés au caprice de celle-ci. Les usufruitiers sont très portés à tirer du bien qu'ils possèdent à vie tout ce qu'il peut donner jusqu'à l'épuisement et à n'y faire aucune réparation, s'inquiétant peu de rendre à leur mort une terre ruinée au nu propriétaire. Il en était ainsi des douairières, car l'héritier du mari n'était pas toujours le leur, par exemple s'il n'y avait pas eu d'enfants du mariage.

L'intérêt public attaché à la bonne exploitation des terres, autant que l'avantage de l'héritier du mari, nécessitait une sanction aux déprédations de la douairière. La Très ancienne coutume l'a édictée en son chap. xxxiv qui a été fidèlement reproduit par l'art. 442 Ancienne coutume, et l'art 468 Nouvelle coutume : « Et si elle estoit endoairée et l'en li eust baillié terres ou mesons ou bois qui portassent frut, moulins, étangs ou autres chouses et ceule lessast les chouses desprécier ou aucune d'iceules, par quoy le héritage fust malmis et empirié et mains vallant, elle devra être dessesie dou doaire et devroit l'en regarder le damage

qui auroit esté fait et tant cherroit comme le damage pourroit estre présagié et du sourplus le hoir principal li feroit ou feroit faire par sa main son doaire ».

Ainsi pas de moyen préventif : la douairière, pas plus que de nos jours les parents usufruitiers légaux des biens de leurs enfants, n'était tenue de donner caution de sa jouissance; la Très ancienne coutume ni aucune des rédactions suivantes n'en exigeaient, et la jurisprudence était encore en ce sens au XVIII^e siècle, à moins qu'il n'y eût contestation sur le droit de douaire pour une cause légitime ou apparente. Peut-être même une contestation sur la quotité n'eût-elle pas suffi pour donner droit d'exiger la caution.

Mais à défaut du moyen préventif, au moins l'héritier a-t-il le moyen répressif que lui donne le chap. xxxiv. La douairière qui abuse des biens dont elle jouit ou simplement les laisse dépérir peut se les voir retirer. Puis on estimera la moins value des immeubles en raison de sa mauvaise gestion, et l'héritier n'aura qu'à lui servir une rente égale au revenu, diminué par sa faute à elle, des biens objet du douaire.

Mais il faut pour cela que la douairière ait commis des actes ou omissions graves ; aussi bien n'est-elle tenue que des réparations d'entretien. D'abord les biens pouvaient être en mauvais état à son entrée en jouissance et elle ne saurait répondre de cet état s'il avait été constaté par un procès-verbal ou si elle pouvait le

faire établir par témoins. Mais il était de maxime constante en Bretagne qu'après l'an et jour passés sans procès la douairière ne pouvait faire établir par témoins l'état des biens au premier jour de son douaire et était réputée les avoir reçus en bon état.

Comme actes graves pouvant provoquer le dessaisissement de la douairière, on peut citer la coupe des bois de haute futaie, le fait de déraciner les taillis, d'abattre les arbres fruitiers.

A part cela, elle peut continuer l'exploitation des bois comme la faisait son mari défunt. C'est ce que dit le n° 41 de la pseudo-ordonnance de Jean II : « Quelle manière de boays puet une doairière coupper en son douaire? Toute manière de boays revenant sans couper nul boays qui porte fruit ne nul boays ancien. »

Quelles charges la douairière doit supporter. — La douairière, non l'héritier, était tenue des arrérages des rentes grevant les immeubles compris dans son douaire et, durant sa jouissance, des impôts, arrière-ban, aides coutumières et taxes annuelles qui les frappaient, de l'avis de tous les auteurs coutumiers mais contrairement aux arrêtés de Lamoignon. Comme l'usufruitier actuellement, elle ne pouvait changer l'état des lieux, par exemple, transformer en vigne une terre arable.

L'hommage, le serment du capitaine d'un château étaient dus au nu propriétaire, non à la douairière.

Au cas où la douairière est dessaisie pour abus de jouissance, l'héritier ne lui doit les arrérages de sa pension qu'après qu'il a perçu lui-même les récoltes.

Il n'y a pas d'ailleurs d'autres causes de dessaisissement que l'abus de jouissance.

La femme « endoairée » qui se remarie ne perd pas son douaire et en demeure saisie. La généralité des auteurs pense de même pour la veuve qui entre en religion.

§ 11. — *Particularités du douaire pour les nobles.*

La pseudo-ordonnance de Jean II n° 6, répétée en partie par les *Notas* (du xv^e siècle) sous le n° 20 nous révèle encore une règle particulière du douaire au cas où il s'agit de nobles et qu'il n'y a pas d'enfants du mariage : « et si ainxin advenoit que gentil homme eust père et mère ou eoul ou eoulle et il prenist famme et il mourust avant sa famme et ilz n'eussent nul hoir, quant le père ou la mère ou l'eoul ou l'eoulle seroient mortz, elle avroit son douaire (sur les biens de ceux-ci comme disent les *Notas*) ; mais si les eschoittes vendroint de freres ou de suers ou de oncles ou de nepveu ou d'aultres du lignage, elle n'avroit rien, s'ilz n'estoint eschaites paravant la mort du mary. »

Jusqu'ici nous n'avons prévu que le cas où il y a une seule douairière. Mais la Très ancienne coutume règle minutieusement un cas spécial où il peut y avoir con-

flit de douairières. Les règles qu'elle édicte s'appliquent d'ailleurs aux seuls nobles. C'est au chapitre ccxiii pour le cas où la veuve a encore sa belle-mère veuve elle-même et que toutes deux demandent leur douaire ; alors : « la première devroit être endoairée premièrement et l'autre au demourant en ce que devoit appartenir de le héritage au filz dont il auroit eu saisine ou possession ou droiture au temps du mariage. » Ceci a été reproduit par l'Ancienne coutume art. 438 et la Nouvelle coutume art. 464.

Le chapitre ccxiii contient encore d'autres règles relatives au douaire et spéciales aux nobles qui ont été reproduites par l'Ancienne coutume dans les art. 406, 407, 439, 440 ainsi que dans la Nouvelle coutume aux articles 460 à 463 inclusivement. Il suffira de reproduire ici la fin du chap. ccxiii : « Et quant noble homme a marié son filz ainzné, ce filz ainzné doit avoir le tierz de la terre au père, et le père doit avoir le mouble qui est promis à la femme au filz. Et doivent... faire chescun son advenant de la pourvéance es autres enffanz... Et si le filz moroit avant le père, la femme au filz devroit estre endoairée en la tierce partie de la terre au père (cette disposition est analogue à celle n° 6 de la pseudo-ordonnance de Jean II déjà citée) tout n'eust onques eu le mari sesine de la terre ; ainssi que le père ou ses hoirs auroient ce que auroit esté promis de moubles à la dite femme se il n'estoit paié excepté son troussel, c'est en-

tendu son lit, sa huge, ses robes, ses joeaux, qui li demourraient quictes si elle vouloit estre endoairée. »

Quand la coutume parle du « mouble qui est promiz à la fâmmе au filz », il s'agit des meubles ou de l'argent que ses parents lui ont donné en dot. Il paraît que cette disposition avait pour but d'éviter les brouilles entre le père et le nouveau ménage. Le père n'a le « mouble » que si la femme lui demande le douaire. Le fils aîné ne jouissait du tiers du bien du père que jusqu'à la mort de celui-ci. En revanche de cette jouissance du tiers du bien du père le fils aîné devait pourvoir à la subsistance de ses frères dans le besoin. D'Argentré trouvait cela injuste, car le père jouissait de l'argent et des meubles de sa bru.

Au cas déjà prévu par la pseudo-ordonnance de Jean II où le fils aîné meurt avant le père, la Très ancienne coutume décrète que la bru possédera en douaire un neuvième des biens de son beau-père si le fils aîné n'avait pas suffisamment de biens pour assurer ce douaire. C'est alors que le père ou ses héritiers s'emparent définitivement, si la femme veut son douaire dans ces conditions, de tout le mobilier et l'argent apportés en dot par elle, sauf son trousseau, c'est-à-dire les meubles à son usage personnel. Le père était obligé de payer le douaire sa vie durant ; mais ses héritiers n'étaient tenus qu'à proportion de la part qu'aurait eue le fils s'il avait survécu au père.

Toutes ces règles contenues dans un chapitre mal rédigé et dans des articles qui ne le furent guère mieux aux deux rédactions suivantes étaient à peu près complètement tombées en désuétude dans la pratique dès 1580. Les nobles avaient l'habitude de régler tous ces points par contrat de mariage.

Il faut en excepter toutefois l'art. 464 reproduisant le début du chap. CCXIII sur le conflit de douairières que nous avons examiné.

§ 12. — *Compétence en matière de douaire.*

Pour achever notre étude du douaire, il nous reste à exposer les quelques particularités que présentait la compétence des tribunaux à son sujet.

Femme peut élire son juge. — La veuve qui avait un procès au sujet de son douaire jouissait d'un singulier privilège ; elle pouvait choisir son juge. Nous le voyons pour la première fois au n° 4 de la pseudo-ordonnance de Jean II : « Gentil fame puet pledoier de son douaire en la court que elle voudra et est en son choix, ne nul seigneur ne puet avoir retraict de nulle court suseraine non obstant que le héritage que elle demande en douaire soit en son fié ».

La Très ancienne coutume a étendu aux roturiers, en son chap. XXXI, cette règle écrite pour les nobles seuls : « Toute famme vouve pout eslire son juge en cause de

doaire et ne descent pas car il appartient à toute justice garder toutes léaulx fammes vouves et à leur faire avoir leur droit quant à leur doaire ».

Ainsi la femme, pour son douaire, n'était pas assujettie à suivre la hiérarchie judiciaire et pouvait tout de suite s'adresser aux tribunaux supérieurs sans qu'on eût le droit de l'envoyer se pourvoir devant les inférieurs.

Les *Notas* au n° 2 précisent en déclarant que la femme « peut plaider pour son doaire en la court sainte église s'il luy plaist » : la femme pouvait préférer les officialités à tels juges laïques « qui sont pires que les larrons qui guettent les chemins pour rober les gens et ont mieus desservi à être punis que ceux larrons » (Très ancienne coutume, chap. cccxxxiv).

Enfin l'Ancienne coutume a pris des dispositions analogues en ses articles 28 et 441 dont le sens a été reproduit par la Nouvelle coutume en l'art. 467 : « femme peut élire son juge en cause de douaire soit supérieur soit inférieur » et son art. 26 *in fine* :

« Et en cause de douaire... n'y a retrait à cour inférieure... »

Seulement dès avant 1539 la femme n'avait plus le droit de choisir le juge ecclésiastique.

D'abord la femme avait toujours pu choisir l'officialité comme juridiction, ainsi que nous l'avons vu. Ensuite on ne le lui permit que si la cause du douaire était jointe à une affaire de séparation de corps. C'était la

conséquence du mouvement hostile aux juridictions ecclésiastiques se manifestant dans la Très ancienne coutume au chap. cccxxxiv : « Quar il semble à plusieurs que la justice d'Iglise n'y a que voirs sur les seculiers » malgré l'avantage qu'elle présentait à cause de la vénalité des juges laïques et l'avidité de beaucoup de seigneurs.

Mais en 1580 on devait même adresser à la justice séculière les demandes en séparation de corps.

Résumé sur le douaire

Nous en avons ainsi fini avec le douaire dont l'organisation présentait en Bretagne la plus grande analogie avec celle qu'elle avait dans les autres pays coutumiers sur presque tous les points.

Cependant nous avons vu que le douaire légal fut toujours du tiers, non parce que la coutume est moins favorable à la femme que les autres coutumes françaises — le contraire est plus vrai — mais parce que l'ordonnance de Philippe-Auguste, dont parle Beaumanoir, n'eut jamais force de loi en Bretagne.

D'ailleurs on avait pris l'habitude de régler le douaire par contrat de mariage et cela suffisait bien à faire assurer à la femme une part plus ample que le tiers des terres du mari, car ses parents veillaient à la conservation de ses intérêts.

CHAPITRE IV

LE DON MUTUEL ET LES LIBÉRALITÉS ENTRE ÉPOUX OU FUTURS ÉPOUX

La dernière des institutions matrimoniales pécuniaires de la Bretagne dont nous ayons à traiter est le don mutuel.

Appelé « donne commune » par la Très ancienne coutume, ce n'est pas un élément essentiel du régime matrimonial breton, comme le douaire par exemple. Il n'existait pas lorsqu'il n'avait pas été expressément stipulé. Mais c'est au moins un élément accidentel des plus fréquents que l'on trouve dans les contrats de mariage ou dans des actes spéciaux faits pendant la durée de l'union.

Bien qu'il n'existe plus sous sa forme ancienne dans notre droit civil moderne, il présentait des caractères particuliers qui le rendaient peut-être plus moral et préférable aux donations actuellement permises entre époux qui sont toujours révocables.

Mais, pour être logique, il nous faut d'abord étudier

les donations unilatérales ou mutuelles que les futurs époux pouvaient se faire par contrat de mariage et les modifications qui étaient apportées à ce droit en cas de secondes noces.

Section I. — Dons d'un futur à l'autre par contrat de mariage.

La Très ancienne coutume ne paraît pas avoir jamais redouté les donations faites par l'un des futurs époux à l'autre par contrat de mariage. Elle n'apporte pas d'autres limitations à leur quotité que celles qu'elle a décrétées pour les donations d'un individu quelconque à un autre qui n'est pas héritier du donateur. Elle ne parle point du cas où la donation est faite par une veuve ou un veuf ayant des enfants d'un premier lit à la personne avec laquelle il va se remarier, les autorise par son silence et n'y apporte aucune restriction spéciale.

§ 1. — *Un tiers des immeubles et les meubles en propriété et irrévocable.*

« Toute personne, dit la Très ancienne coutume au chap. xli, qui est pourveue de san pout donner le tierz de son héritage à autre personne que à ses hoirs, au cas que ils ne le feroint par fraude contre leurs hoirs et si povent ils leurs moubles..... (et aussi le mari) à la

famme ou la femme au mari..... si la donnaison..... estoit faite par la convenance du mariage... »

On voit que malgré la vague formule « au cas qu'ils ne le feroient par fraude contre leurs hoirs » il n'y a pas pour les dons d'un époux à l'autre d'autre limitation que celle du tiers des immeubles qui est de droit commun et général à tout individu.

D'ailleurs ni la coutume de Beauvaisis ni la presque totalité des autres ne paraissaient plus avancées sur ce point au xiv^e et au xv^e siècles.

Ces donations par contrat de mariage d'un futur époux à l'autre pouvaient être en propriété et étaient toujours irrévocables.

Nous voyons un exemple d'une semblable donation dans les lettres de constitution de douaire (1) d'Isabelle de Bretagne, du 30 septembre 1430, à Redon.

Le comte de Laval, époux d'Isabelle, craint que le douaire conventionnel qu'il lui donne ne soit contesté par ses héritiers parce qu'il excède la « tierce partie des terres que le dit comte tient pour le présent » ; alors il déclare faire à Isabelle donation de ce qui dépassera la valeur du dit tiers, sa vie durant : « Et combien que les dits 5 000 livres de rente qui ainsi sont à ma dite dame Ysabel assignées et assises vaillent plus que la tierce partie des terres que le dit comte tient pour le

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 48.

présent par pure donnaison, en faisant ce mariage, le dit comte a donné l'oultre plus à ma dite dame Ysabel à en joir sa vie durant tant seulement et paisiblement ».

Puis redoutant, malgré les dispositions ci-dessus, que ses héritiers n'empêchent Isabelle de « joir paisiblement » des 5 000 livres de rente, il lui fait donation, sous condition suspensive du trouble que pourraient apporter les héritiers, de la « tierce partie de touz et chacun ses héritages présens et futurs, à en joir pour elle et ses hoirs par héritage... »

Voilà bien une donation perpétuelle et en toute propriété.

Ce droit ne changea point, non plus que dans la plupart des coutumes de France, jusqu'en 1560.

§ 2. — *Cas de secondes noces.*

Il y avait cependant des coutumes qui, sans mettre directement des entraves aux donations en cas de secondes noces, en diminuaient grandement l'inconvénient : d'abord celle de Paris, grâce au douaire accordé aux enfants du premier lit contre leur père survivant, puis quelques rares autres, grâce à l'institution de la dévolution. La « dévolution » était l'ouverture anticipée de la succession du survivant des deux conjoints en faveur de ses enfants : il perdait la propriété de ses propres et n'en conservait que l'usufruit. Une donation ne pouvait ainsi attribuer la nue propriété des propres du veuf ou

de la veuve à son conjoint en secondes noces. Il en fut ainsi longtemps à Orléans, à Lorris, à Montargis, mais cet usage tomba en désuétude dans les premières années du xvi^e siècle.

Aucune de ces deux institutions n'exista jamais en Bretagne et la « dévolution » avait déjà disparu des quelques provinces qui l'admettaient, lors de la rédaction de l'Ancienne coutume de 1539. Celle-ci, en son article 220, se contentait de consacrer la disposition de la Très ancienne coutume au sujet des dons entre époux par contrat de mariage en passant toutefois les meubles sous silence.

Mais entre la rédaction de 1539 et celle de 1580 parut, en 1560, sous le règne de François II, l'édit des secondes noces qui est l'ouvrage du chancelier de l'Hospital.

En un premier chef cet édit défendait aux veuves (non aux veufs) se remariant de donner à leur nouveau conjoint plus d'une part d'enfant le moins prenant de leurs biens personnels. Le second chef s'appliquait aux veufs aussi bien qu'aux veuves et leur ordonnait de réserver aux enfants de leur premier lit les libéralités qu'ils avaient reçues eux-mêmes de leur premier conjoint.

La jurisprudence étendit le premier chef aux veufs, et l'interdiction qu'il prononçait, aux clauses avantageuses de la communauté conventionnelle.

De même elle défendit, en vertu du deuxième chef, l'aliénation, même à titre onéreux, des libéralités reçues en premières noces.

La coutume de Paris, en 1580, ajouta à l'édit l'interdiction pour les veuves de disposer même à titre onéreux des conquêts faits avec leur premier mari et la jurisprudence étendit cette prohibition aux veufs.

La Nouvelle coutume n'a pas suivi la coutume de Paris dans la voie que celle-ci ouvrait. Même, bien que la Bretagne dut se soumettre à l'ordonnance de 1560 obligatoire pour toute la France et qu'il n'y ait pas trace que le Parlement de Bretagne ait refusé pour partie d'enregistrer cette ordonnance, la Nouvelle coutume, en son article 205, n'en mentionne que le premier chef.

Voici cet article, qui est très mal rédigé d'ailleurs, car c'est l'art. 220 de l'Ancienne coutume auquel on n'a fait subir presque aucun changement pour y ajouter le premier chef de l'édit de 1560 : « Homme peut donner à sa futur épouse ou la femme à son futur époux, au traité de leur mariage, faisant leurs fiançailles, et par contrat d'icelles la tierce partie de son héritage ; pour en jouir par les donataires, eux et leurs hoirs, par héritage, pourvu que le donateur n'ait enfant du premier mariage ; au quel cas il ne peut donner plus que se monte la portion de celui des enfans qu'il a lors de la donation et qui est fondé à prendre le moins en la suc-

cession du donateur : et ce pour en jouir le donataire et ses héritiers procréés de lui, soient du dit mariage ou autre ».

Il ressort de cela qu'en Bretagne l'époux survivant, qui se remariait, conserva toujours le droit de disposer des conquêts qu'il avait faits avec le décédé tant à titre gratuit envers son nouveau conjoint qu'à titre onéreux. Seulement la Bretagne avait accepté l'extension faite par la jurisprudence, du premier chef de l'édit aux veufs d'autant plus aisément qu'il lui avait suffi pour cela de ne point toucher au début de l'art. 220 de l'Ancienne coutume.

La part de l'enfant « le moins prenant » était déterminée d'après le nombre d'enfants au moment de la mort du donateur et le conjoint donataire était compté parmi eux, ce qui diminuait la part. C'est sur les biens que laissait le donateur après sa mort que se mesurait cette quotité et non sur ceux qu'il pouvait avoir lors de la donation. Un arrêt de juin 1663 en décida ainsi. 

§ 3. — *Dispositions nouvelles de la Nouvelle coutume.*

Si la Nouvelle coutume n'a pas été aussi loin que la coutume de Paris dans le sens de l'extension de l'édit de 1560, elle contient toutefois diverses autres dispositions de droit nouveau et parfois même contraires à la Très ancienne coutume et à l'Ancienne coutume.

C'est parmi ces dispositions qu'il faut ranger l'art. 207.
« Donation faite, mariage faisant, entre le mari et la femme sera bonne et valable ores qu'elle soit conçue en ces mots (pour en jouir lui ou elle et les enfants du mariage d'eux deux) ou en ces termes (pour lui ou elle et leurs hoirs). »

Cet article avait pour but de faire cesser une controverse qui existait sous l'empire de la Très ancienne coutume et de l'Ancienne coutume. Les uns considéraient la donation formulée de la première manière comme valable pour l'époux donataire et les enfants du mariage ; d'autres la pensaient nulle à l'égard des enfants. C'est en ce dernier sens que s'est décidé la Nouvelle coutume (« entre le mari et la femme sera bonne »).

Sur le point de savoir si une telle donation pouvait s'étendre aux collatéraux héritiers de l'époux donataire, la jurisprudence continua à être divisée.

Voici maintenant un autre article complètement opposé à l'ancienne tradition bretonne ; c'est l'article 208, ainsi conçu : « Et au cas qu'il y aurait donation du tiers par héritage ou de l'usufruit de la moitié du tout, ne se pourront donner les meubles à celui auquel aura été faite la donation des dits tiers et moitié, soit en faveur du mariage ou autrement... »

Le chapitre xli de la Très ancienne coutume permettait nettement à chaque époux de donner à l'autre ses

meubles, en même temps que le tiers de ses immeubles, par contrat de mariage.

L'art. 220 de l'Ancienne coutume passait sous silence les meubles, mais ne décidait pas qu'on ne pût les donner avec le tiers de l'héritage.

Notre article 208 défend, d'une façon formelle, le cumul des deux donations s'il s'agit de donations faites par un seul des époux à l'autre. Mais, par contre, il permet expressément la donation de la moitié de l'usufruit de l'immeuble, au lieu du tiers en propriété, toujours, bien entendu, sans cumul avec une donation des meubles. La Très ancienne coutume ni l'Ancienne coutume ne semblaient permettre de faire une telle donation à d'autres qu'aux héritiers du donateur.

Nous pouvons citer ensuite une certaine quantité de dispositions de droit nouveau, applicables aussi bien aux donations d'un époux à l'autre qu'aux dons mutuels dont nous aurons à parler spécialement plus tard.

C'est d'abord l'art. 206 : « femme ne peut avoir don et douaire ensemble et sera en son option de choisir et prendre le douaire ou donation ».

Cet article nouveau souleva une vive controverse dans la doctrine et la jurisprudence bretonnes sur le point de savoir s'il déclarait incompatible avec le douaire même la donation des meubles, ou s'il fallait le restreindre au seul don du tiers en propriété ou la

moitié en usufruit des immeubles. D'Argentré ne prévoyait pas la controverse qui allait s'élever sur l'article, mais disait : « *Articulus juris innovati : et omnino sic conveniebat et exemplum vicini præbuere : ante quidem hanc reformationem contra obtinebat* ». De l'avis de beaucoup, cette phrase permettait de recourir dans le doute, sur le sens de l'article, aux coutumes auxquelles il avait été emprunté ; celles d'Anjou, du Maine, du Poitou. Toutes, elles restreignaient l'article au cumul du douaire avec une donation d'immeubles. On tirait encore argument de la place de l'art. 206, immédiatement après un article réglant uniquement les dons en immeubles. Enfin, on ajoutait que la jurisprudence qui se forma sitôt après 1580, confirme l'application de l'art. 206 aux seuls dons d'immeubles.

Les partisans du système opposé répondaient que si les réformateurs avaient eu l'intention de transporter intégralement dans le droit breton la règle admise par les coutumes voisines, ils n'eussent certes pas négligé les mots « don d'immeubles », qui existaient dans les articles analogues de toutes ces coutumes, tandis qu'on ne les voyait nulle part figurer en l'article 206. Quant à l'ordre des articles, c'était très faible argument, parce que les réformateurs avaient été très négligents, sur ce point, en une foule d'endroits de la Nouvelle coutume. Un exemple des plus topiques en la circonstance, est celui de l'art. 209, évidemment hors

de la place qu'il devrait occuper, puisque sa disposition devrait faire suite à l'art. 210 ou à l'art. 211. En outre, un texte n'a besoin d'interprétation que s'il est obscur, ce qui n'est pas le cas, et il ne faut pas distinguer quand la loi ne distingue point ; et ici elle parle en général du cumul de tout don, de quelque nature qu'il soit avec le douaire. Les arrêts les plus récents du Parlement de Bretagne à ce sujet, au moment où Poullain du Parc annotait la coutume (1745), étaient de 1681 et 1693 : ils proclamaient la généralité de l'art. 206, défendant ainsi à la femme de cumuler, même une donation mobilière, avec le douaire. Quoiqu'il en soit, l'article 205 montre que le droit nouveau, admis par la Nouvelle coutume en matière de donation entre époux, était souvent empreint d'une rigueur plus grande que la Très ancienne coutume ou l'Ancienne coutume.

Nous avons un autre exemple de cette sévérité accrue dans l'art. 454 Nouvelle coutume, déjà cité au sujet du douaire, mais qui contient une disposition à propos des donations, tant simples que mutuelles. Ce n'est, d'ailleurs, qu'une reproduction de l'art. 182 de l'ordonnance de Blois, au sujet des mariages clandestins, rendue un an avant la réformation, en 1579.

Le second paragraphe de cet article 454 (le premier s'appliquait au douaire seul), dispose ainsi : « Et au cas qu'elle (la veuve) aurait enfans d'autres mariages et se remarierait follement à personne indigne de sa qualité,

seront tenus tous dons et avantages par elle faits à telle personne nuls et de nul effet et valeur et demeurera la dite femme, dès lors de la convention de tel mariage, interdite de tous ses biens. »

L'effet produit est à peu près le même que celui du deuxième chef de l'édit des secondes noces, porté à sa plus grande extension par la coutume de Paris de 1580 ; mais seulement pour la femme donatrice et seulement si le nouvel époux est une personne indigne d'elle.

Section II. — Don mutuel.

Maintenant que nous connaissons les règles du droit breton au sujet des donations que pouvaient se faire les futurs époux par contrat de mariage, voyons quelle a été la conception de la coutume de Bretagne pour les dons que les époux voulaient se faire pendant leur union.

§ 1. — *Historique.*

Ces dons peuvent ne pas être fort libres : l'époux qui les fait a peut-être été forcé de céder aux importunités de l'autre ; ou bien ils peuvent être exagérés, vu la grande affection des époux l'un pour l'autre, et nuire aux enfants ou à la famille.

Les Romains, avec leur mariage si aisé à rompre par le divorce, ne pouvaient admettre des dons entre

vifs irrévocables : ils tolérèrent seulement les legs et ne donnèrent effet, en dehors des testaments, qu'aux donations entre vifs maintenues par la volonté persistante de l'époux donateur jusqu'à sa mort.

Les Germains ne reconnaissaient pas le testament irrévocable ; mais le « Morgengab » est bien, semble-t-il, un don perpétuel et impossible à révoquer.

Chez les Francs, après les invasions, nous trouvons les dons mutuels permis et organisés par les titres 48 et 49 de la loi Ripuaire (1) qui ont la même ancienneté que le titre parlant du douaire du tiers : la quotité est indéterminée ; mais les dons doivent être mutuels entre vifs et ne s'ouvrent en faveur du survivant que s'il n'y a pas d'enfants du mariage ou d'un précédent. Le survivant n'aura le don qu'à « viage », comme dira plus tard la Très ancienne coutume de Bretagne ; mais son droit est plus étendu que celui d'un usufruitier ; il pourra aliéner les biens à titre onéreux pour vivre et ne devra à sa mort aux héritiers du prédécédé que le reliquat.

(1) Loi Ripuaire. — Chap. XLVIII : « De homine qui sine heredibus moritur : Si quis procreationem filiorum vel filiarum non habuerit, omnem facultatem suam in præsentia regis, sive vir mulieri, vel mulier viro... adoptare in hæreditatem vel adfatimi per scripturarum seriem, seu per traditionem et testibus adhibitis secundum legem Ripuarium licentiam habeat ».

Chap. XLIX. — « De adfatimire : quod si adfatimus fuerit inter virum et mulierem post discessum amborum ad legitimos heredes revertatur, nisi tantum qui parem suum supervixerit, in elemosyna vel in sua necessitate expenderit ».

Cette dernière conception a été particulièrement goûtée et elle s'est implantée si profondément dans les mœurs qu'elle a survécu au don mutuel aboli par le Code civil. Naguère encore cette clause d'aliénation à titre onéreux, en cas de besoin, possible pour le donataire ou le légataire en usufruit survivant, se rencontrait fréquemment dans les donations entre époux et les testaments chez les habitants des campagnes de la Loire-Inférieure (Marches de Bretagne). Elle est même toujours employée et on la trouve dans beaucoup d'autres parties de la Bretagne, notamment dans le Morbihan (1).

(1) Nous ne croyons pas que cet usage ait subsisté dans les villes de l'ancienne Bretagne, à Nantes en particulier.

Nous pourrions citer de nombreux exemples de cette faculté donnée au survivant. Qu'il nous suffise d'en mentionner brièvement quelques-uns que le décès des parties intéressées nous a permis de connaître.

1. Du 25 juin 1884, acte de M^e D., notaire à Machecoul (ancien pays de Retz).

Donation par dame J. B. à son mari « de l'usufruit seulement des immeubles dont elle décèdera propriétaire ».

On y lit : « Le donataire, *en cas de besoin*, aura même le droit de vendre les immeubles ».

2. Du 21 avril 1886, acte du même notaire.

Donation par dame A. S. à son mari « de l'usufruit de l'universalité des biens meubles et immeubles ».

On y lit : « *En cas de besoin* le donataire pourra aliéner les immeubles de communauté ».

3. Du 10 février 1895, acte de M^e B., notaire à Machecoul.

Donation par A. G. à sa femme « de l'usufruit de l'universalité des biens meubles et immeubles ».

Les dons mutuels autorisés par la loi Ripuaire et encouragés surtout par l'Eglise persistèrent pendant la

On y lit : « Et au cas où la donataire viendrait à être dans la nécessité, et par suite n'aurait pas de moyens d'existence suffisants, elle pourra vendre à sa volonté tout ou partie des biens dont l'usufruit vient de lui être légué, pour subvenir à ses besoins ».

4. Du 16 août 1860, acte de M^e R., notaire à Saint-Philbert de Grand Lieu (Loire Inférieure).

A. M. lègue à J. G., son mari, « l'usufruit de tous les biens, meubles et immeubles dont elle pourra décéder propriétaire ».

On y lit qu'il aura « droit de vendre tout ou partie des dits biens soit meubles soit immeubles, *s'il a besoin* ».

5. Du 22 avril 1894, acte de M^e P., notaire au même lieu.

J. G. lègue à M. G. sa femme l'usufruit de ses biens. On y lit : « Mais de convention expresse la donataire aura la faculté de vendre tout ou partie des biens de cette succession et les héritiers du donataire ne pourront lui en demander aucun compte ».

6. Du 12 avril 1898, acte de M^e T., notaire au même lieu.

P. B. donne à M. G. son épouse « l'universalité de tous les biens et droits mobiliers et immobiliers qui composeront la succession du donateur... pour la dame B., au dit cas de survie, jouir et disposer des dits biens, mais en usufruit seulement ».

On y lit : « Toutefois la donataire aura le droit de vendre tout ou partie des biens meubles et immeubles du donateur, *mais en cas de besoin seulement* et après qu'elle aura vendu préalablement le sien propre ».

Il n'est pas à notre connaissance que ces clauses, ni leurs conséquences, aient jamais été discutées par des héritiers mêmes réservataires.

L'enregistrement, considérant ces donations comme faites en toute propriété, exige le droit de mutation, lors des décès, sur la totalité des biens, au taux de l'époux survivant. Si les héritiers sont des collatéraux, il prend note de leurs noms, qualités, demeures puis, au décès de l'époux survivant, il réclame la différence du droit de mutation sur ceux des immeubles qui n'ont pas été aliénés.

période qui suivit les invasions barbares (il n'y a pas moins de trois formules de Marculf qui en donnent des modèles et toutes portent en tête des invocations et des passages de l'Ecriture sainte).

Au Moyen Age nous ne voyons en général aucune prohibition.

Pierre de Fontaines (1) ne dit rien.

Les dons entre époux ne figurent pas au chapitre « des dons qui pour reson ne doivent pas être tenus » dans la coutume de Beauvaisis de Beaumanoir.

Par exemple, ni Pierre de Fontaines ni Beaumanoir, ni les autres coutumiers du temps n'autorisent expressément le don mutuel.

§ 2. — *La Très ancienne coutume autorise le don mutuel.*

La Très ancienne coutume de Bretagne fait une exception bien nette à ce silence.

Au chap. xli, en outre des dons par contrat de mariage à propos desquels nous avons cité ce chapitre, elle traite des dons mutuels dans les termes suivants : « Toute personne peut donner le tierz de son héritage... et si povent ils leurs moubles... (et le mari) à la famme ou la famme au mari... se ils s'entrefaisaient donnai-

(1) Bailli de Vermandois (Picardie), en 1255, a écrit : « Le conseil que Pierre de Fontaines donne à son ami ». Saint Louis consulta souvent ce jurisconsulte.

son commune au plus vivant d'eulx doux qui se pourroit estendre sur leurs conquestz, tout valissent ils plus que la tierce partie qui ne devrait tenir que le cours de leur vie ».

Ce texte très peu clair est heureusement expliqué par une note de l'Anonyme : « Nota que donnaison que le mary fait à sa femme ou la femme à son mary durant le mariage ne doit durer que le cours de leur vie si elle n'est faicte au mariage faisant ou si elle n'est mutuelle des meubles, quelle donnaison mutuelle des meubles durera *in perpetuum*... Item durant leur mariage ils s'entrepouvent donner la tierce partie des conquêts au plus vivant qui durera seulement à viage... »

Ainsi d'après le chap. xli et la note de l'Anonyme, les époux peuvent se donner par don mutuel pendant leur mariage : 1° La totalité de leurs meubles à perpétuité ; 2° leurs conquêts à vie seulement, mais même si ces conquêts représentent plus que le tiers de leurs immeubles (l'Anonyme se trompe en disant « le tiers des conquêts » seulement).

Le chapitre ccxviii confirme l'autorisation des dons mutuels donnés par le chap. xli, mais il ne s'exprime pas en termes plus clairs : « Le mari et sa femme s'entrepouvent donner les fruz et levées de leurs conquestz par *donne commune* le cours de leur vie au plus vivant d'iceulx pour ce que il ait héritage qui vauge plus que les conquestz, retournant le héritage es hoirs... Et se il

donnait les conquestz il ne pourrait rien donner des autres héritages, ou cas que ceul à qui la donne aurait esté faite voudrait avoir les conquestz ».

Ce chapitre CCXVIII où se trouve le nom original de « donne commune » que portait en Bretagne l'institution, ne semble parler que des dons de meubles, mais le chap. XLI heureusement éclairci par l'Anonyme, déclare formellement la possibilité de donner des conquêts et il faut s'en tenir à sa disposition.

Nous avons, il est vrai, un illustre exemple d'une donation mutuelle des meubles seuls, de la fin du XIII^e siècle. Elle eut lieu entre le duc Jean IV et la duchesse Jeanne de Navarre à Vannes, le 2 février 1398 (1). « In nomine Domini amen. Universis... officialis Venetensis salutem in Domino sempiternam. Notum facimus... serenissimus princeps Dux Johannes dux Britannie (2)... ex una parte et nobilis et præclara domina domina Johanna filia regis Navarre ejus conjux cui idem dominus dux... auctoritatem præstat... parte ex altera... confessi fuerunt et recognoverunt coram nobis... se mutuo alteri eorumdem conjugum superviventi post obitum premorientis donasse et titulo donationis mutue et equalis concessisse... omnia et singula bona mobilia tam in auro, argento, pecunia numerata, etc., quam in aliis rebus quibuscumque

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 17.

(2) *Sic* : les « æ » sont supprimés et remplacés par des « e ».

consistentibus... et alia quecumque bona et res que pro mobilibus censentur... presentia et futura que ipsi conjuges nunc habent et in posterum habebunt etiam tempore obitus premorientis eorumdem.

« Ad tenendum, habendum, possidendum et perpetuo explettandum hujus modi res et bona sic donata ab altero ipsorum conjugum supervivente et ab ipsius superviventis heredibus... »

Mais nous savons que quelques années avant cette donation, en 1384, Jeanne de Laval, veuve de Bertrand du Guesclin, voulut retenir contre son beau-frère Olivier du Guesclin « la conté de Longueville laquele elle demandoit avoir à vie, par vertu de certaine donnaison mutue que le dit Bertran lui avait faite ou traité de mariage entre eulz ».

Et Olivier du Guesclin ne la conteste que parce que le comté de Longueville étant en Normandie, la dite dame, « selon la coutume de Normandie... ne povait pas joyr de la dite donnaison... » Ainsi cet acte nous prouve que conformément à la Très ancienne coutume on pouvait, en Bretagne, se faire donation mutuelle de l'usufruit d'immeubles. Seule la situation du comté de Longueville le faisant régir par la *coutume de Normandie* s'y opposait.

En Bretagne ce don mutuel était irrévocable. Nulle part la coutume ne dit qu'il puisse être révoqué par l'accord des deux époux comme on le verra plus tard

aux coutumes du Maine et de l'Anjou (1), encore moins qu'il le puisse être par l'un des conjoints à condition de le notifier à l'autre, comme le dira par la suite la coutume du Poitou, le seul des pays coutumiers de France qui, sur ce sujet, se laissa pénétrer des idées romaines.

Ainsi c'est la franchise même. On ne peut voir, ainsi qu'il arrive parfois sous le régime de notre Code civil avec ses dons entre époux toujours révocables, deux conjoints venir en secret l'un de l'autre révoquer chacun le don qu'il a fait, espérant que celui dont il a profité tiendrait toujours ; ruse déplorable qui se produisait certainement aussi avec le système romain.

La renaissance du droit romain a été à peu près sans influence pour faire défendre les dons mutuels irrévocables entre époux dans les pays coutumiers de la France. On ne peut guère citer que la coutume du Poitou, art. 213, qui ait cédé, comme nous l'avons dit plus haut. Seulement l'influence romaine fit exiger quelques conditions de plus.

§ 3. — *Nouvelles conditions exigées en plus des anciennes par la Nouvelle coutume.*

La Bretagne, moins que toute autre province, était disposée à abandonner le système de la « donne com-

(1) Cependant la possibilité d'une telle révocation pouvait être stipulée (Don de Jean IV et de Jeanne de Navarre).

mune ». Aussi les articles 221 de l'Ancienne coutume, 208 et 210 de la Nouvelle coutume n'apportent-ils aucune restriction à la quotité ni à la nature des dons mutuels. Ce sont toujours les conquêts à viage et les meubles en propriété. Selon l'art. 208 Nouvelle coutume : « Au cas qu'il y aurait donation du tiers par héritage ou de l'usufruit de la moitié du tout, ne se pourront (les époux) donner les meubles à celui auquel aura été faite la donation des dits tiers et moitié... Si ce n'était par donation mutuelle des dits meubles que le donateur aura lors du décès ».

Et le texte fondamental, l'art. 210, déclare que « mari et femme s'entrepeuvent faire, constant le mariage, donation mutuelle des meubles au plus vivant d'eux deux : laquelle passera aux héritiers du survivant. Et s'entrepeuvent donner par donation mutuelle et égale leurs conquêts faits durant le mariage ores que ils vaudraient plus que la tierce partie de leurs héritages et ne tiendra cette donation de conquêts que le cours de la vie du survivant et la jouissance de la moitié des dits conquêts retournera aux hoirs du premier décédé. »

La Nouvelle coutume ne semble donc pas, à première vue, exiger en ces deux articles plus de conditions que la Très ancienne coutume. Mais cependant elle contient le mot « égale » ; or, la doctrine et la jurisprudence avaient construit un système d'éléments de validité inconnus, semble-t-il, au Moyen Age, au moins avec cette

rigueur, qui avaient pénétré en certaines coutumes dans les articles mêmes où elles autorisaient le don mutuel et s'imposaient en fait aux donateurs dans toutes les provinces. Même la Nouvelle coutume, outre le mot que nous avons signalé, en porte quelques traces en un autre article qui ne semble pas viser spécialement le don mutuel mais que la doctrine restreignait à lui seul. Il s'agit de l'article 209, et la construction juridique à laquelle nous faisons allusion pourrait porter le nom de « système de l'égalité parfaite ».

Pour qu'un don mutuel fût valable, la doctrine et la jurisprudence exigeaient entre les époux que tous deux eussent une santé à peu près aussi bonne, qu'il n'y eût pas une très grande différence d'âge entre eux, égalité dans la quotité du don, égalité de conditions pour peu qu'un des dons fût conditionnel.

Santé à peu près aussi bonne des deux époux. — Ainsi sera nul le don mutuel entre deux conjoints dont l'un est malade au point d'avoir été condamné par les médecins tandis que l'autre jouit d'une constitution robuste. C'est ce que dit, avec un peu moins de sévérité peut-être, l'art. 209 : « Et ne vaudra la donation faite pendant la maladie de laquelle mourra le donateur ». La même condition se retrouve dans les coutumes de Paris, Troyes, Clermont en Beauvaisis (rédaction officielle faite en 1580, non le recueil de Beaumanoir du xiv^e siècle, qui n'en parle pas).

Mais la Nouvelle coutume de Bretagne n'a mentionné l'égalité que vaguement, sans dispositions expresses ni détaillées qui nous permettent de croire qu'elle exige rigoureusement toutes les égalités, et en particulier celle d'âge, requises par les auteurs, les Parlements et certaines coutumes (Clermont en Argonne (Meuse), Auxerre, etc.)

Ce que la doctrine et la jurisprudence des xvii^e et xviii^e siècles requièrent avec le plus de soin, c'est l'égalité rigoureuse de quotité : s'il y avait excès de part et d'autre, cela dégénérerait en donation simple, en avantage prohibé ; le survivant doit avoir un droit égal à celui du prédécédé dans la chose donnée.

Puis il fallait l'égalité de temps ; c'est-à-dire que les deux dons réciproques fussent faits à la même date. Cette égalité là dut être respectée en fait dès l'origine, car toutes les formules et tous les actes de dons mutuels antérieurs à 1580, même les plus anciens, sont faits dans un seul et même acte.

Enfin, si l'on mettait des conditions à l'une des donations, il fallait en mettre d'analogues, quant à leur effet, à l'autre.

Malgré l'avis de d'Argentré, l'usage en Bretagne se forma dans le sens de la non extension de l'« édit des secondes noces » aux dons mutuels. Mais on admit la révocation possible par l'accord des deux époux, ce qui ne semble pas avoir existé sous l'empire de la Très ancienne coutume.

La Nouvelle coutume impose encore à celui des conjoints qui, survivant à l'autre, bénéficiera de la donation mutuelle, deux sortes de charges que ne prévoyait pas la Très ancienne coutume et qu'on ne peut repousser par stipulation. D'abord le survivant fournira des aliments, s'ils en ont besoin, aux enfants de son mariage avec le donateur ; même aux enfants de celui-ci, puisque l'usage breton ne prohibait pas les dons mutuels en cas de secondes noces. C'est ce qu'on lit dans l'art. 244 de la Nouvelle coutume] : « et aura le donataire les dits biens à la charge qu'il sera tenu de nourrir et entretenir les enfants du donateur si les dits enfants n'ont autres biens, vacation ou moyen d'eux nourrir selon leur état ».

Cette disposition avait d'ailleurs été adoptée déjà en 1539 par l'Ancienne coutume. L'« usement de Nantes » (représeuté et conservé lors de la rédaction de 1580) se montrait moins rigoureux pour le survivant donataire : il ne lui imposait d'entretenir que les enfants nés de son mariage avec le décédé si ceux-ci n'avaient point d'autres biens suffisants que ceux compris dans la donation. Cette obligation cessait si les enfants devenaient en état de gagner leur vie.

La seconde condition est de payer les dettes du défunt : elle n'est d'ailleurs pas spéciale aux dons mutuels mais s'étend à toutes donations de meubles qui n'ont d'effet qu'après la mort du donateur (il ne

s'agit pas des dons de conquêts). Quoiqu'on ne puisse trouver nulle trace de cette exigence exprimée en la Très ancienne coutume, il est à croire que l'usage devait être d'agir ainsi, car c'est une disposition trop conforme à l'idée traditionnelle du Moyen Age que les dettes mobilières sont charge du patrimoine mobilier de l'individu : et d'ailleurs on trouve des exemples de cette clause dans les actes contemporains (1). L'article 214 Nouvelle coutume est d'ailleurs conçu d'une manière très large : « Nul ne peut faire donation de ses meubles, en tout ou en partie, pour avoir lieu après sa mort : sinon à la charge de paier les obsèques, aumônes, legs et dettes pour telle part et portion que se montera la dite donation ». Peut-être pouvait-on, sous la Très ancienne coutume et même l'Ancienne coutume, exclure cette obligation par stipulation expresse : d'Argentré eût voulu qu'il en fût ainsi encore dans la Nouvelle coutume. Son argument était qu'on pouvait donner le tiers des immeubles en plus des meubles et ainsi rejeter les dettes sur les immeubles à concurrence de la valeur du tiers, puisqu'on en pouvait priver l'héritier. Mais les réformateurs ne partagèrent pas ce sentiment, car c'eût été donner indirectement (le spectre des avantages indirects entre époux !) le tiers des immeubles au même conjoint, puisqu'il eût contribué à grossir le don des meubles.

(1) Don mutuel de Jean IV et de Jeanne de Navarre.

En opposition à toutes ces conditions minutieuses, on voit que sur d'autres points la jurisprudence était plus facile en cas de don mutuel que pour tout autre acte d'aliénation : c'est ainsi qu'un arrêt du parlement de Bretagne du 10 février 1620 valida une donation mutuelle, bien que l'un des époux fût mineur au moment de la formation du contrat, « *propter dubium et incertum eventum.* » Cet arrêt n'est pas le seul en ce sens et d'Argentré en a approuvé la décision.

§ 4. — *Cause de déchéance introduite par la
Nouvelle coutume.*

Nous avons vu les causes générales de déchéance des avantages matrimoniaux ; la Nouvelle coutume a introduit une cause particulière de perte de bénéfice de la donation mutuelle en son art. 213 : « faite constant le mariage duquel il y a enfants (cette donation) n'aura lieu au cas que le survivant se remarie ». Et il faut faire inventaire lors du premier décès pour sauvegarder les droits des enfants.

Cette prescription est sûrement inspirée par l'édit de 1560 ; la Très ancienne coutume et l'Ancienne coutume l'ignorèrent complètement.

Des arrêts appliquèrent cet article même aux donations mutuelles antérieures à 1580, date de la réformation, parce que l'édit des secondes noces avait été

rendu en 1560. Mais la jurisprudence ne voulut pas cependant pousser les choses à l'extrême; en forçant le donataire déchu à rapporter les fruits qu'il avait pu dépenser *lautius vivendo* on eût pu le ruiner. Des arrêts le dispensèrent de ce rapport; mais on inclinait à croire que l'époux survivant donataire des meubles par don mutuel, dont la donation pouvait se résoudre par un second mariage, devait fournir caution du rapport si les enfants du premier lit le demandaient. Peut-être même la veuve, en cette situation, devait-elle donner caution de payer les dettes mobilières. L'art. 203 le prescrit à tout donataire des meubles, il est vrai, mais étant commune en biens et obligée à payer par cela même la moitié des dettes, elle ne la devait pas pour cette moitié. La question était controversée.

Le don mutuel, bien qu'un peu gêné par toutes ces exigences nouvelles des lois, des auteurs et de la jurisprudence, continua à être fort en honneur jusqu'à la fin de l'ancien droit.

Voici, par exemple, une telle donation de la fin du xvii^e siècle. Les parties sont Philippe Le Court, écuyer, et Françoise Denguy, sa femme, qui se font donation (1) mutuelle des meubles et conquêts. Ils auraient pu se dispenser de mentionner les « conquêts », l'« usement du comté de Nantes », auquel ils étaient soumis

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 782.

comme demeurant à la Fosse (1), renchérissant sur la coutume de Bretagne jusqu'à donner de plein droit la jouissance de la moitié des conquêts du prédécédé au survivant.

Quoi qu'il en soit, la donation est conforme à toutes les conditions exigées par la Nouvelle coutume et même les énonce ainsi qu'il suit : « Pardevant les notaires du Roi au comté de Nantes ont comparu ... Le Courtécuyer ... et Dame Denguy son épouse... de son mari... bien et dûment autorisée pour l'effet des présentes... Lesquels, pour l'amour qu'ils ont l'un pour l'autre ils se sont, par ces présentes, volontairement fait donation mutuelle, égale et réciproque du moins vivant au plus vivant d'eux deux, de tous et chascuns leurs biens meubles qu'ils ont dès à présent et qu'ils auront lors et au temps du décès du premier décédé... ensemble de tous et chascun les acquêts et conquêts... faits pendant leur mariage pour le survivant et les siens hoirs jouir et disposer à jamais en propriété de tous les dits biens meubles... et d'une moitié de tous les dits acquêts et conquêts... et de l'autre moitié d'iceux... par usufruit sa vie durant... pour après le décès du dernier mourant estre les dits acquêts et conquêts seulement partagés entre ses héritiers et ceux du premier décédé par moitié à la charge au survivant de payer... toutes les debtes

(1) Partie du port de Nantes.

de leur communauté... legs... et dons testamentaires du premier décédé, faire les obsèques, nourrir et entretenir les enfants de leur mariage s'ils n'ont d'autres biens pour vivre. »

Suivent une stipulation de garantie et la réquisition à fin d'insinuation.

Nous terminerons notre étude du don mutuel en citant une telle donation conclue au commencement du règne de Louis XVI, le 14 mars 1775 (1), entre les époux Perricard, en la même ville de Nantes. Ils se contentent de se donner leurs biens meubles, « l'usement de Nantes » donnant au survivant l'usufruit des conquêts du décédé, comme on l'a vu plus haut.

Section III. — Don non mutuel fait pendant le mariage. Testament.

Il ne nous reste plus à examiner, parmi les dons que les époux peuvent se faire, que les donations non mutuelles faites pendant le mariage et les dons testamentaires.

§ 1. — Don.

La Très ancienne coutume, en son chapitre xli, nous dit que la donation de meubles ou d'immeubles faite pendant le mariage par le mari « à la femme ou la

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 4406.

femme au mari ne se tendroit que le cours de sa vie à l'un ou à l'autre... »

C'est aussi le langage de l'Anonyme : « *Nota* que don-
naison que le mary fait à sa femme ou la femme à son
mary durant le mariage ne doit durer que le cours de
leur vie... »

Le résultat était donc un usufruit : mais ces disposi-
tions disparurent bientôt.

L'Ancienne coutume ni la Nouvelle coutume n'en
parlent expressément : mais cette donation était consi-
dérée, dès le xvi^e siècle au moins, comme complètement
nulle.

§ 2. — Testament.

Quant au testament de l'un des époux en faveur de
l'autre, il était permis expressément par le chap. cccviii
de la Très ancienne coutume : « Le mari et sa femme s'en-
trepovent donner les fruz et levées de leurs conquestz par
donne commune le cours de leur vie au plus vivant
d'iceulx ou le premier mourant ou survivant en son
testament... » Et l'Anonyme dit de même en sa note
sous le chap. xli : « *In testamento* ils peuvent faire don-
naison de la tierce partie de leurs héritages à viage
seullement. »

Ainsi l'un des époux pouvait donner à l'autre par tes-
tament ses meubles en propriété et le tiers de ses im-
meubles en usufruit au xiv^e siècle en Bretagne.

Sur ce point la coutume de Beauvaisis paraît plutôt plus large que la Très ancienne coutume de Bretagne ; au chapitre XII, n° 366, Beaumanoir dit : « Il est coustume bien aprouvée que li hons toutes ces choses dessus dites (c'est-à-dire « ses muebles ses conques et le quint de son éritage ») puet lessier à sa fame ou la fame à son seigneur ». Beaumanoir permet de léguer des immeubles en propriété tandis que la Très ancienne coutume de Bretagne ne permettait de faire ce legs que pour l'usufruit, si toutefois on peut se fier à la restriction posée par l'Anonyme. Il est vrai qu'en Beauvaisis la quotité du legs était inférieure à ce qu'elle était en Bretagne : un cinquième des immeubles au lieu d'un tiers.

Certaines coutumes continuèrent toujours à permettre les donations testamentaires d'un époux à l'autre, même après la réformation de 1580, tout en défendant les donations entre vifs d'un époux à l'autre : telles celles de Reims, de Chartres, de Ponthieu (Picardie), etc. Certaines continuèrent à permettre même les dons non mutuels entre vifs : celles de Saintonge, de l'Angoumois, du Maine.

Mais la grande majorité des coutumes réformées en 1580 interdirent à la fois les dons non mutuels entre vifs et les testaments d'un époux en faveur de l'autre ; telles celles de Touraine, d'Orléans, de Clermont, de Paris, etc.

La coutume de Paris s'exprimeait ainsi, en son

art. 282 : « Homme et femme conjoints par mariage constant iceluy ne peuvent advantager l'un l'autre par donations faites entre vifs, par testament ou ordonnance de dernière volonté ne autrement directement ne indirectement en quelque manière que ce soit, sinon par don mutuel. »

La Nouvelle coutume de Bretagne était du nombre de celles qui prohibaient ainsi entre époux le testament comme le don entre vifs non mutuel. Mais c'est dès le début du xvi^e siècle que les usages bretons avaient déjà été modifiés en ce sens et l'art. 215 Nouvelle coutume n'est que la fidèle reproduction de l'art. 223 de l'Ancienne coutume rédigée en 1539 ainsi qu'il suit : « L'homme et femme conjoints par mariage, ne pourront donner l'un à l'autre aucune chose par testament ou autre disposition de dernière volonté. »

Et Hevin regrette qu'on n'y ait pas ajouté « directement et indirectement » comme en la coutume de Paris. Ce droit est plus dur que le droit romain qui permettait au mari et à la femme de s'instituer, l'un ou l'autre, héritiers. D'Argentré le reconnaît.

L'un des époux ne pourrait même en principe créer l'autre son exécuteur testamentaire, puisque la coutume défend aussi bien que tout legs « toute autre disposition de dernière volonté ». Cependant si on stipulait que l'exécuteur aurait à rendre compte ou si on lui donnait des collègues la question était controversée.

Résumé sur les dons entre époux en Bretagne.

L'étude que nous venons d'achever nous montre que si toutes formes de dispositions entre époux furent admises primitivement en Bretagne, celles qui n'étaient pas réciproques tombèrent rapidement sous l'influence de la renaissance du droit romain et de la crainte de voir ses enfants sacrifiés par un époux à l'autre ; mais le don mutuel, inspiré par l'affection raisonnable des époux désirant assurer le sort du survivant, sans lui sacrifier les enfants, et toujours encouragé par l'Eglise, résista à toutes les attaques et a survécu jusqu'à la Révolution.

Peut-être le Code civil eût-il mieux fait de l'adopter que d'admettre le système romain de la donation d'un époux à l'autre, toujours révocable et nulle si elle a été faite par les deux époux réciproquement dans un même acte.

Le système coutumier était plus franc et plus loyal que l'institution actuelle.

CHAPITRE V

LIQUIDATION DE LA COMMUNAUTÉ

Résumé sur les quatre institutions déjà vues.

Avec le don mutuel nous avons fini d'étudier les éléments dont se composait la grande communauté qu'était le régime matrimonial breton.

Comme nous l'avons vu, trois de ces éléments sont essentiels : ce sont l'autorité maritale, la société de meubles et conquêts, le douaire.

Primitivement on ne pouvait toucher à l'existence d'aucun d'eux, et bien plus tard il fut seulement permis à la rigueur de supprimer par convention expresse le système des biens communs.

Le don mutuel, quatrième élément du régime breton était, nous l'avons vu, accidentel quoique très fréquent et il fallait le stipuler expressément pour qu'il existât.

Modes de dissolution de la communauté en Bretagne.

Mais l'existence de ce régime en communauté devait prendre fin par l'arrivée de certains événements. Parmi ceux-ci l'un était inévitable, les autres accidentels. Toujours, en Bretagne, la communauté a cessé, comme le mariage, par la mort naturelle de l'un des époux, sous réserve de ce que nous aurons à dire de la communauté tripartite, les communautés taisibles étant inconnues dans cette province. La mort civile fut aussi, pendant toute la durée du droit breton, une cause de dissolution de la communauté ; mais elle ne donnait pas lieu à l'ouverture du douaire. Quant à la dissolution produite par la séparation de biens seule ou corrélative à la séparation de corps, on ne commença à l'admettre que vers la fin du xvi^e siècle : encore la Nouvelle coutume n'en dit rien expressément, n'y fait peut-être même pas allusion et seules la doctrine et la jurisprudence commencent à élaborer le système. Quant au divorce, on sait qu'il ne fut jamais admis dans le droit français avant la Révolution. Si l'on trouve parfois son nom dans les commentaires de la coutume de Bretagne, c'est que les auteurs s'en servaient alors pour désigner la séparation de corps, à l'exemple des canonistes, *divortium a toro et mensa*.

Sommaire du chapitre V^e.

Ce sont les conséquences pécuniaires de cette dissolution du régime matrimonial breton qu'il nous faut étudier maintenant, c'est-à-dire la liquidation de communauté comprenant l'acceptation suivie du partage ou la renonciation de la femme. Nous ajouterons ensuite quelques mots sur les communautés à plus de deux têtes dont la plus importante, la communauté taissable, semble avoir été inconnue en Bretagne ; sur la séparation de biens judiciaire ; sur les clauses enfin modifiant ou supprimant la communauté.

Section I. — Acceptation et partage.

Occupons-nous d'abord de l'acceptation et du partage.

Quelle que soit la cause qui mette fin à la communauté, la femme ou ses héritiers sont libres aujourd'hui de choisir entre deux partis, accepter ou renoncer.

Bien qu'il n'en ait pas été ainsi de tout temps, dans l'ancien droit, la Très ancienne coutume de Bretagne reconnaissait déjà ces deux solutions possibles, au moins pour les nobles.

§ 1. — *Droit à la femme de subsister sur la communauté, avant de prendre parti.*

Mais avant de prendre parti et jusqu'au moment où les héritiers du mari la mettaient en demeure d'opter, la femme pouvait vivre sur la communauté. Elle y prenait ce dont elle avait besoin pour subvenir à son existence et à celle de ses gens, à condition de ne point augmenter sa domesticité. « Et pout prendre des biens de la despence dou lieu et en user le et ses gienz acoustumez à y demourer sans en vendre ne en faire sourfet, mès tout seulement pour son estovoir jusques à tant que le hoir ou autre pour lui li ait demandé si elle vould riens prendre es meubles et es debtes », lisons-nous dans le chap. xxxv.

Cette disposition a été à peu près textuellement reproduite par l'art. 415 de l'Ancienne coutume. Elle l'a été aussi, en 1580, par l'art. 435 de la Nouvelle coutume, mais avec rappel du délai fatal d'option fixé à cette époque seulement et qui fait cesser ce droit de subsistance sur la communauté, même si l'héritier est demeuré inactif. Il eût semblé dur qu'une veuve, affligée de la mort récente de son mari, fût obligée d'aller chercher sa subsistance hors de la maison.

Si la femme ne faisait qu'user de la communauté pour vivre, ou n'entrait point, dans l'usage, en des es-

timations destinées à diminuer son douaire, elle l'obtenait en entier.

D'Argentré allait jusqu'à lui donner le droit d'échanger, par exemple, du blé contre du vin. Mais l'usage était contraire. Si la femme ne pouvait augmenter son personnel, à plus forte raison elle n'eût pu introduire un second mari dans la maison, sous prétexte que son douaire ne lui avait pas été payé.

Si la femme ou ses héritiers acceptaient, on procédait au partage de la communauté entre elle ou ses héritiers, avec les héritiers du mari ou le mari lui-même, suivant que la cause qui mettait fin à la communauté était la mort naturelle ou civile du mari ou de la femme ou des deux.

Tout ce que nous allons dire de la femme et du mari s'applique à leurs héritiers ; nous ne mentionnerons plus ceux-ci. Nous supposons, bien entendu, le cas le plus fréquent, la communauté dissoute par la mort naturelle d'un des époux.

§ 2. — *Règles de partage communes aux nobles
et aux roturiers.*

Pour le partage de la communauté, la Très ancienne coutume distinguait selon que les époux étaient nobles ou roturiers. Il y avait des règles communes aux deux

classes, mais il y en avait aussi de spéciales à chacune d'elles.

PREMIÈRE RÈGLE : REPRISE DES PROPRES. — Parmi les règles communes, il y avait celle de la reprise des propres : le survivant noble ou roturier retirait avant tout partage ses immeubles propres, et les héritiers du prédécédé, ceux de ce dernier.

DEUXIÈME RÈGLE : RÉCOMPENSES. — Il y avait aussi le paiement des récompenses que les époux se devaient et qui se réglaient le plus souvent à la dissolution de la communauté.

Bien que l'institution fût commune aux nobles et aux roturiers, il y avait entre les récompenses que devait payer chaque classe certaines différences que nous signalerons à leur place dans l'étude suivante.

Le système des récompenses, destiné à compléter le régime en communauté, adopté par la coutume de Bretagne, existait, bien entendu, en 1580, de même qu'il était formé à cette époque dans tous les pays de droit coutumier.

Mais au ^{xiv}^e siècle, époque de la rédaction de la Très ancienne coutume, aucune coutume, pas même les plus importantes et les plus avancées, telles celles de Paris, d'Anjou, etc., ne le connaissait. Beaumanoir n'y a pas fait, en toute sa « coutume de Beauvaisis », une seule allusion.

N° 1. *Les récompenses ont été créées par la très an-*

cienne coutume pour protéger la femme. — Seule, la Très ancienne coutume commençait déjà à en présenter l'ébauche; seulement elle ne concevait pas primitivement les récompenses comme un moyen de maintenir l'égalité entre les patrimoines, tant du mari que de la femme. Toujours préoccupée d'assurer les droits de la femme et de la sauvegarder contre les pouvoirs déjà larges et l'influence dominatrice du mari, la Très ancienne coutume voyait, dans les quelques applications de récompenses qu'elle a admises, un moyen de protection efficace pour la femme.

N° 2. *Récompense due pour la dot en conquêts.* — Nous avons rencontré déjà l'un des plus remarquables cas de récompense admis par la Très ancienne coutume, c'est au chap. ccxi où il est dit que « le père pout faire l'assiète du mariage ses filles en ses conquestz et ou cas que le père mourroit ains que la mère, le hoir principal au père est tenu à resconpassionner la femme au père de ce que li en pourroit appartenir ».

Les coutumes des autres provinces étaient si loin d'admettre cette récompense, que même si la femme avait sacrifié de ses propres pour doter l'enfant commun, elle n'avait légalement droit, au xiv^e siècle, à aucune récompense. Le livre de « Jostice et Plet », sorti sans doute vers la fin du xiii^e siècle des mains d'un professeur de droit coutumier de l'école orléannaise, nous apprend, qu'au cas qui nous occupe, il fallait

convenir sur l'heure et en présence du juge d'un dédommagement nommé par lui « contrepoids », non récompense.

Il est vrai d'ailleurs, comme nous l'avons vu, que l'admission de la récompense au bénéfice de la femme pour le cas où la dot était faite en conquêts, loin de se perpétuer et s'affermir, disparut dès 1539.

N° 3. *Récompense due pour la dot en propres de la femme.* — Mais ce « contrepoids » conventionnel, admis à la rigueur par le livre de « Jostice et plet », la Très ancienne coutume de Bretagne en établissait la nécessité par une disposition légale et impérative. Cette règle est contenue dans les dernières lignes du même chap. ccxi. « Et si le père et la mère mariaient leur fille d'un assentement et la assiete fust faite en la terre à la mère, la mère devrait être resconpassée sur la terre au père ou surplus de ce que il ne pourroit eschairs à la fille par partage. »

Cette fois-ci la disposition de la Très ancienne coutume ne tomba pas en désuétude. L'Ancienne coutume répète à peu près textuellement la fin du chap. ccxi en son art. 405. « Et si le père ou la mère marient leurs filles et d'un commun assentement, l'assiette fût faite en la terre de la mère, la mère devrait être récompensée sur la terre du père du surplus de ce que ne pourrait échoir à la fille par partage en la succession de la mère si elle était échue (1). »

(1) Bien entendu, quoique les trois coutumes disent « filles »,

L'article 423 de la Nouvelle coutume reproduit cet article 405 en ne lui ajoutant qu'un seul mot sans importance (1).

D'Argentré, résumé par Poullain de Belair, disait ici : « Notamment en ce cas il faudrait par l'art. 471 que la mère le consentît. Autrement le sien n'y pourrait pas quelque chose que fit le père seul. » C'est l'évidence même, car à aucune époque de notre droit le mari n'a eu pouvoir d'aliéner seul les biens propres de la femme.

D'après Poullain du Parc, l'opinion générale de la doctrine et de la jurisprudence de son temps donnaient à la mère un droit plus étendu que celui à elle consenti par l'art. 423, Nouvelle coutume, pris à la lettre. L'obligation de doter les enfants était regardée comme commune aux deux parents et devait, par conséquent, porter par moitié sur la succession du père et par moitié sur celle de la mère. La mère aurait eu ainsi sur la succession de son mari une reprise égale à la valeur de la moitié de son propre donné pour la dot. Si la mère mourait, l'enfant devait rapporter le bien pour moitié à sa succession.

Mais Poullain du Parc se prononce dans le sens contraire à l'opinion dominante de son temps, ou plutôt il fait la distinction suivante : « Je crois que cette déci-

ces textes s'appliquent à l'établissement de tous les enfants.

(1) Le mot « comme » entre « de la mère » et « si elle était échue ».

sion ne doit avoir lieu que lorsque cette moitié n'excède point la part de l'enfant dans la succession du père. Car comme la mère a consenti de donner son héritage, il résulte qu'elle a contracté personnellement l'obligation de laisser l'héritage à l'enfant, sauf à exercer la reprise sur la succession du père ; et comme l'action pour cette reprise ne peut affecter les parts des autres enfants, la mère ne peut l'exercer que jusqu'à la concurrence de la part que l'enfant doté peut recueillir dans la succession du père. »

Selon d'Argentré, la cause de cette récompense est qu'il n'y a de légitime, au cas dont nous traitons, que la portion héréditaire ; l'excédent dégénère en aliénation dont il est dû récompense comme nous le verrons tout à l'heure.

N° 4. *Amélioration de propre.* — Auparavant il convient de signaler un autre cas de récompense qui nous semble actuellement le principal de ceux où elle existe en faveur de la communauté contre l'un des époux. C'est celui où le propre de l'un des conjoints a été amélioré avec des deniers provenant de la communauté. Eh bien ! parmi les textes légaux du xiv^e et du xv^e siècle, la Très ancienne coutume de Bretagne est le seul à l'avoir prévu, uniquement d'ailleurs en ce qui concerne les terres roturières, mais ici, et c'est remarquable, en faveur du mari comme de la femme. Nous ne le retrouvons nulle part en Beaumanoir et la compi-

lation célèbre connue sous le nom d'*Etablissements de Saint-Louis* (1), au livre I, chap. XLV, l'exclut expressément à l'occasion de la plantation d'un propre avec des plants achetés de deniers communs.

Voici en quels termes la Très ancienne coutume de Bretagne signale le cas qui nous occupe, au chap. CCXV : « Quand homme fait édifices en son héritage ou en ceul sa femme pour tant que le héritage soit fiable, si le héritage est au mari, les hoirs sa femme y devroient avoir la moitié après la mort de le ou le après la mort de lui, ainsi que les chouses seront prisagées comme pierres en moncel et le boais et l'autre matere comme à emporter du lieu sanz compter façon quar ils ne devroient pas avoir le héritage pour le moublage et ils ne le pourroient que le emporter et celui à qui le héritage serait devroit avoir le moublage par le pris que il pourroit valoir à le emporter, et auxi les hoirs du mary en ce que seroit fait en le héritage de la femme. »

En somme, tout cela signifie que le conjoint, tant le mari que la femme, auquel n'appartenait pas l'immeuble amélioré par la construction faite, a toujours le droit de

(1) Compilation formée de deux ordonnances de Saint-Louis, d'un « usage d'Orléanais » et d'une « coutume de Tourraine-Anjou ». Cette compilation, écrite en 1273 par un jurisconsulte inconnu, fut très populaire au XIV^e siècle et aux siècles suivants, quoique sans caractère officiel (Voir M. Paul Viollet, *Les Etablissements de Saint-Louis*. Paris 1881-1886 4 volumes).

réclamer la moitié du prix des matériaux employés dans l'édifice, mais sans tenir compte des sommes payées aux ouvriers pour leur travail et la façon.

Et l'Ancienne coutume (art. 536) et la Nouvelle coutume (art. 603) ont répété la disposition de la Très ancienne coutume sans en modifier aucunement le sens. Poullain donnait pour raison de cette récompense la crainte des avantages indirects, tout à fait conforme aux tendances de son temps (1).

On ne devait donc, selon l'opinion de la doctrine et de la jurisprudence du ^{xviii}^e siècle, ni l'ouvrage, ni la chaux, ni le sable, ni le travail des pierres et du bois que l'on estimait ce qu'ils valaient à la dissolution de la communauté.

Poullain du Parc observe qu'il y a des cas « où il serait injuste d'obliger le propriétaire du fonds à payer des dépenses qui excèdent sa valeur : par exemple, si l'on a fait un grand édifice dans un fonds de peu de conséquence... » et il pense qu'il convient de laisser à l'époux propriétaire la faculté de mettre en demeure l'époux constructeur du bâtiment de le démolir et d'emporter les matériaux, au lieu que lui, propriétaire, ait à payer.

(1) Cependant d'Argentré, dans le résumé de Poullain de Belair, prétend que la Nouvelle coutume disant en l'art. 601 que « l'homme noble peut bâtir en sa terre noble », par réciprocité l'art. 603 se trouve réformé et ne peut plus s'appliquer qu'aux roturiers.

Enfin Poullain critique la disposition de l'article dont il dit « qu'il est difficile d'en rendre une bonne raison en ce que n'y ayant de répétition que de la valeur des matériaux et non de l'ouvrage qui, d'ordinaire, excède la matière, cela dégénère toujours en donation (toujours la grande crainte des auteurs de son temps!) ». Il avait raison à l'époque où il écrivait, au ^{xviii}^e siècle, et même l'article eût sans doute mérité d'être modifié en cela dès 1580 : mais au ^{xiv}^e siècle, en plein Moyen Age, la main-d'œuvre était à vil prix. N'avons-nous pas encore comme témoins les abondantes et merveilleuses ciselures de pierre des églises ogivales de Quimper, de Saint-Pol-de-Léon, de Tréguier et tant d'autres qui n'ont été payées qu'un prix infime aux « imagiers » et dont la reproduction, dans leur splendeur et leur profusion, nécessiterait de nos jours tant de millions ?

D'ailleurs, il est juste de reconnaître que la valeur en jeu devait être très mince et que les matériaux ne devaient pas être bien coûteux dans la province de Bretagne, à cette époque où de vastes forêts de chênes couvraient un sol partout transpercé d'aiguilles de granit.

Aussi la Très ancienne coutume n'a-t-elle décrété la récompense qu'au sujet des terres roturières, le plus souvent entre les mains des petites gens. Le chapitre ^{ccxvi} exclut expressément les terres nobles de la disposition du chapitre précédent. En voici les termes :

« Gentil homme pout faire en son héritage qui se gouverne noblement, menoirs, moulins et autres édifices ; sa femme ne ses hoirs n'y auront riens par coustume, si ce n'est en tant come son doaire en sera plus valuable. Et si le mari fait faczons ou édifices en le héritage sa femme, pour que ce soit fait en fié noble, n'y prandront rien le mari ne ses hoirs. »

On voit par ce chapitre, surtout par les derniers mots, que les auteurs de la Très ancienne coutume de Bretagne n'étaient pas hantés, comme les jurisconsultes coutumiers plus modernes, par la crainte incessante des libéralités indirectes et le soin constant de les entraver.

Cependant ce chapitre, si opposé aux doctrines juridiques des xvii^e et xviii^e siècles, fut reproduit dans les articles 374 et 375 de l'Ancienne coutume et ceux-ci copiés sans être retouchés autrement qu'en la forme dans les art. 601 et 602 de la Nouvelle coutume.

Hévin le constate et se plaint que la Très ancienne coutume les fondât de même que l'art. 603 sur une mauvaise raison, à savoir que le mari était maître des meubles.

Il se flatte d'en donner une meilleure de la différence entre les deux premiers articles et le second ; c'est, selon lui, que les bâtiments qui se font dans les maisons nobles produisent peu de fruits : « *Sunt impensæ voluptuariæ* ; et si ce sont forteresses elles tendent à la sûreté

des personnes et des biens. *Eadem ratio in estimatione* des manoirs de campagne et des métairies. »

Mais Poullain du Parc fait judicieusement remarquer que « M. Hévin n'a pas fait attention qu'il y a des fonds nobles dans les villes et que les maisons qui y sont bâties produisent un revenu ; qu'au contraire, on peut faire des dépenses inutiles sur des fonds roturiers comme sur les fonds nobles ».

La vérité est que la différence venait de la raison signalée par nous un peu plus haut : dissimilitude de fortune probable des propriétaires des fonds nobles ou des fonds roturiers, les nobles étant, en règle générale au *xiv^e* siècle, plus riches que les vilains.

N^o 5. *Vente pendant le mariage de l'immeuble de la femme.* — C'est maintenant qu'il nous faut nous occuper du cas de récompense auquel nous avons vu d'Argentré faire allusion au numéro cinq du commentaire sous l'article 423 de la Nouvelle coutume : la vente, durant le mariage, de l'immeuble propre de la femme.

La Très ancienne coutume prévoyait ce cas dans le chapitre cccxv *in fine* : « et non obstant que la femme ou ses hoirs aient relenqui es moubles et que ils aient eu leur part des conquestz, si le mari li avoit fait vendre son héritage tout ou partie, le mari et ses hoirs seraient tenus à les desdopmagier le et ses hoirs sur ceul au mari ou à ses hoirs, parsommet ce que la femme ou ses hoirs aient eu leur part des conquestz, appelez ceux qui

sont à appeler deument devant justice à qui la connoissance en appartiendrait ».

Nous trouvons dans les contrats postérieurs à la Très ancienne coutume l'application de la disposition du chap. cccxv. Telle, par exemple, une vente des seigneuries du Bignon et de Vaiges (1) dans le comté de Laval, par René de Rays et sa femme Anne de Champagne, à André de Laval, seigneur de Lohéac, datant du 11 août 1463 (2).

Il y est spécifié que le mari devra récompense à sa femme parce qu'il s'agit d'une dation en paiement de biens de la femme dans l'intérêt du mari. Voici l'extrait de cet acte : « Et oultre pour ce que celles seigneuries vendues, comme dit est, sont le propre héritaige de la dite dame de Rays et que les deniers pour lesqueulx en a été faicte la vendicion ne sont en rien venuz ne tourniez au profit d'icelle dame de Rays ne pour son fait mais singuelièrement pour le fait et besoing du dit seigneur de Rays et pour l'acquiter de la dite debte qui est venue de son fait, où elle ne prant nul proffit et en laquelle celle dame de Rays n'est aucunement subjecte ne contributoire à riens en payer, comme celui seigneur de Rays a cogneu en notre présence et dont en tout il a fait quittance perpétuelle à la dite dame de

(1) Sans doute « Viègle » près du Bignon (Loire-Inférieure).

(2) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 222.

Rays ; et que a celuy moyen, le dit seigneur de Rays est tenu selon raison en récompenser vallablement la dite dame ; celuy seigneur de Rays considérant les dites choses et confessant icelle être vrayes, a promis et promet bailler récompane vallable par héritage à la dite dame de Rays ès héritaiges seigneuries du dit seigneur de Rays de la valleur des dites seigneuries et chastellenies dessus dites vendues comme dit est.

Et toutes foiz qu'il plaira à la dite dame de Rays ».

Naturellement il s'agit dans l'art. 315, qui le dit d'ailleurs implicitement, d'un bien vendu avec le consentement de la femme. Sans le consentement de celle-ci, la vente eût été nulle selon la coutume constante de la Bretagne et la grande majorité des coutumes françaises. Les rares coutumes qui permettent au mari de vendre le propre immobilier de sa femme, comme on le voit aux *Etablissements de Saint-Louis* livre 1^{er}, chapitre CLXXIII, rendent une pareille aliénation illusoire en maintenant le droit de la femme, sa vie durant, sur la terre vendue.

Le cas de récompense dont nous traitons persista, bien entendu, dans l'Ancienne coutume et la Nouvelle coutume. C'est l'article 419 de l'Ancienne coutume ainsi conçu : « Si le mari et la femme vendent l'héritage mouvant à cause d'elle, elle sera récompensée et pourra prendre icelle récompense sur l'héritage du mari ou sur les conquêts faits constant leur mariage. »

L'art. 438 de la Nouvelle coutume rend la disposition plus générale en disant : « Si le mari du consentement de la femme ou le mari et la femme vendent ou autrement aliènent... »

Les coutumes réformées de Paris, art. 232, et Orléans, art. 192, s'expriment d'une façon analogue.

Les deux rédactions ajoutaient : « Et si la dite récompense est (l'Ancienne coutume dit « était ») faite sur l'héritage du mari, il ou ses hoirs jouiront ou auront des dits conquêts à la concurrence de la dite récompense ; et le surplus des dits conquêts sera parti par moitié selon la coutume. »

C'est qu'il s'agit d'une récompense due par la communauté à la femme ainsi que le veut cette maxime coutumière rapportée par Loisel (livre I, t. II, art. 18) : « Dette des propres de la femme aliénés est de communauté ».

Le système des récompenses n'était pas encore assez formé en la Très ancienne coutume, quoiqu'elle fût bien en avance sur les autres coutumes françaises de l'époque, pour qu'elle eût songé à les diviser en récompenses dues par la communauté aux époux, récompenses dues par ceux-ci à la communauté ou récompenses dues à l'un des époux par l'autre.

Lamoignon nous apprend dans ses arrêtés n° 61 que « la convention de prendre par la femme ou ses héritiers le remploi hors part et sans confusion sur la

seule portion du mari est nulle, encore qu'elle soit faite par contrat de mariage ».

On voit poindre après 1580 la théorie du remploi dont la Très ancienne coutume ne disait mot. Ce n'est pas que la Nouvelle coutume en parle expressément, mais la jurisprudence et la doctrine l'admettaient à la suite de coutumes réformées qui s'en expliquaient clairement, telles celle de Reims, art. 30, et celle du Bourbonnais, art. 239.

La Nouvelle coutume enlevait à la femme le choix des héritages sur lesquels elle devait faire porter sa récompense, choix que lui laissaient la Très ancienne coutume et l'Ancienne coutume, pour le rendre au mari ou à ses héritiers.

La récompense serait due de même si l'aliénation au lieu d'être complète n'était que partielle, telle qu'une constitution d'usufruit ou de servitude prédiale sur le fonds de la femme.

N° 6. *Récompense en immeubles.* — Au contraire de ce qui a lieu sous l'empire du Code civil, la jurisprudence bretonne antérieure à la Révolution permettait de payer les récompenses durant le mariage, à condition que les immeubles donnés en récompense fussent bien égaux à ceux aliénés. La coutume, et après elle la doctrine, spécifient que la récompense doit avoir lieu en immeubles et non en argent ou meubles d'autre sorte. Au fond, la doctrine était peu favorable au paiement des récom-

penses à la femme pendant le mariage, suspectant leur assiette de fraude et fort portée à y voir les avantages indirects tant redoutés des auteurs de ce temps. Pour l'estimation de l'immeuble vendu on se plaçait au moment de la vente, comme le voulait l'art. 439 déjà cité de la Nouvelle coutume. Sous l'Ancienne coutume et la Très ancienne coutume, muettes sur ce point, les opinions avaient été très divisées jusqu'en 1580.

D'Argentré blâmait l'Ancienne coutume de permettre à la femme de choisir, pour se payer, le propre du mari au lieu des conquêts ; mais ce reproche n'avait plus raison d'être avec la nouvelle rédaction de 1580 qui donnait le droit d'option au mari ; ainsi il était rendu maître de ne donner son propre en récompense à la femme que s'il y avait un avantage évident.

Nous venons de voir que la récompense devait être faite en immeubles. Cependant un arrêt du parlement de Rennes du 22 novembre 1607 décidait qu'elle pouvait avoir lieu en deniers, si le mari n'avait fait que transiger moyennant finance sur quelques droits réels appartenant à sa femme sur l'immeuble au sujet duquel elle réclamait la récompense.

Les cas de récompense allèrent en se multipliant et avant d'aborder celui qui provient de l'obligation de la femme avec son mari, il nous faut en signaler deux que l'on trouve pour la première fois dans les articles 440 et 442 de la Nouvelle coutume.

N° 7. *Récompense pour le mari qui vend son héritage pendant le mariage.* — Le premier est en faveur du mari seul. Art. 440, Nouvelle coutume : « Si le mari constatant le mariage vend son héritage et durant le même mariage fait acquêts, il sera récompensé de son héritage aliéné sur les dits acquêts paravant que la femme y prenne aucune chose. »

D'Argentré justifie cet article du droit nouveau en évoquant le spectre des avantages indirects prohibés : « alio qui futurum erat ut mariti res suas distraherent fraude hæredem, ut conquæstus facerent in quibus mulier dimidium caperet quæ res recidebat in donationem vetitam inter virum et uxorem ».

Un arrêt du 28 novembre 1609 décida que le mari qui avait vendu des biens à lui, sous une coutume n'admettant pas ce cas de récompense, pouvait cependant l'exiger sur les acquêts faits par lui en Bretagne : « nec refert an ante venditionem facti sunt, an post eam (d'Argentré) ».

Poullain du Parc pensait, mais en divergence avec l'opinion dominante de son temps, avoue-t-il, qu'à défaut de conquêts, le mari pouvait prendre sa récompense sur les meubles. Il justifie son dire en soutenant qu'il y a un *a fortiori* en faveur du mari, la récompense en immeubles étant considérée comme plus avantageuse que la récompense en conquêts. D'ailleurs l'opinion contraire ne laisse-t-elle pas place à ce qu'on veut

justement éviter à tout prix ? « Le mari, voulant donner à la femme la moitié de son bien, n'aurait qu'à le vendre tout. Le prix tomberait dans la communauté et la moitié en appartiendrait à la femme. »

N^o 8. *Récompense parce qu'un propre a été déchargé pendant le mariage.* — Notre deuxième cas de récompense est autant à l'avantage de la femme qu'à celui du mari.

Il est contenu en l'article 442 de la Nouvelle coutume ainsi conçu : « Si les mariés constant leur mariage, déchargent et acquittent l'héritage ou chose immeuble de l'un d'eux de droits naturels, rentes, charges anciennes et devoirs réels dûs sur iceux, autres que ceux qui auraient été créés durant le dit mariage, la moitié des deniers employés aux dits acquêts et décharge sera rendue comme meuble par celui des dits mariés ou ses hoirs duquel héritage a été acquitté et déchargé. »

C'était alors le droit commun coutumier qui est contenu aux articles 232 de la coutume réformée de Paris et 192 de celle d'Orléans, déjà signalés parce qu'ils traitaient dans la même disposition de la récompense pour cause de vente du propre immobilier de la femme.

C'est aussi ce droit général qui est constaté dans une maxime des « *Institutes coutumières* » de Loysel : « Mari ou femme ayant amélioré leur propre ou réuni quelque chose à leur fief et domaine, ou fait quelque ménage

qui regarde le seul profit de l'un d'eux sont tenus d'en rendre le mi-denier (l. III, t. III, art. 14). »

La décharge de propres avait la nature d'acquêt jusqu'à la récompense. D'Argentré dit : « summo jure negari non potest in acquæstus incidere id quod redimitur, nulla præcedente necessitate redimendi ex parte vendentis. Sed hic æquius de pretio refundendo est constitutum ».

Selon Poullain du Parc, le conjoint débiteur de la récompense devait avoir la faculté de s'acquitter en espèces, le paiement en deniers étant décrété en sa faveur.

Ainsi, nous avons vu jusqu'ici que le système des récompenses a été créé par la Très ancienne coutume à peu près exclusivement en faveur de la femme et pour la protéger contre les pouvoirs déjà étendus du mari ; puis ce système s'est beaucoup développé dans les rédactions suivantes et a été considéré, à partir du xvi^e siècle, comme une nouvelle barrière dressée contre les libéralités indirectes si redoutées alors.

N^o 9. *Récompenses pour engagements de la femme avec le mari.* — Pour en finir avec la matière des récompenses, nous devons examiner maintenant celles, tout inspirées par l'esprit de prévoyance envers la femme, caractéristique de la Très ancienne coutume, qui ont pour cause les engagements pris par la femme en concours avec le mari. C'est là, surtout, que la Très an-

cienne coutume de Bretagne a devancé toutes les coutumes de France.

Au Moyen Age, toutes les coutumes françaises, hormis celles de Normandie et des pays du midi, qui suivaient le régime dotal et admettaient le droit romain comme supplément aux lacunes de leurs lois, toutes ces coutumes donc, trouvaient naturel que la femme s'obligeât avec son mari. N'était-elle pas commune en biens, c'est-à-dire associée, et n'est-ce pas le rôle de deux associés de collaborer ensemble sur le fonds commun, tout en recevant du directeur de la société (ici le mari), une impulsion unique ? Naturellement, la Très ancienne coutume consacrait parfaitement cet état de choses, comme le consacre encore notre Code civil, organisant la communauté légale. Mais une question qui n'avait point préoccupé les coutumes avant la refonte de 1580, et à laquelle, au contraire, le Code civil a donné une solution, c'est de savoir quel serait le sort des biens de la femme ainsi engagée : les créanciers pourront-ils la poursuivre sur ces biens-là à l'égal du mari pendant le mariage même ? Il en devait logiquement être ainsi dans la généralité des coutumes qui étaient muettes à ce sujet, au moins en leur première rédaction.

Mais le Code civil, en son article 1431, déclare que « la femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou du mari, n'est

réputée, à l'égard de celui-ci, s'être obligée que comme caution : elle doit être indemnisée de l'obligation qu'elle a contractée ».

La Très ancienne coutume, avant toute autre coutume française, donnait, au problème posé, une solution encore plus favorable à la femme que celle résultant de l'art. 1431 du Code civil. Elle est contenue au chapitre CCCXII : « Quant homme et femme sont obligiez en un meisme contrat et chescun pour le tout, la execucion doit être faicte sur les biens du mari tout premier, tant comme ils pourront fournir avant que ceulx à la femme encourgent, non obstant lians ne obligacions que la femme en ait fait ne donné sur le ne sur ses biens, pour ce que la femme est deresonable et de feible nature, et que le et toutes ses chouses sont au gouvernement de son mari, et que il la pout faire obligier par là où il vould. Et pour ce doit estre faicte la execucion premier sur les biens du mari que sur ceulx à la femme. »

Ainsi, non seulement la femme était considérée alors comme caution dans ses rapports avec son mari, selon la règle de l'art. 1431, mais même elle ne pouvait renoncer au bénéfice de discussion, comme elle le pourrait de nos jours, et les créanciers étaient forcés, avant d'attaquer ses biens, d'épuiser ceux du mari. Leur intérêt était toujours subordonné ici à celui de la femme, ce que le Code civil n'a pas voulu. La disposition du

chap. cccxii a été reproduite, sauf les motifs, dans l'art. 411 de l'Ancienne coutume et l'art. 430 de la Nouvelle coutume, identique au précédent. D'ailleurs, la Nouvelle coutume semble être encore la seule coutume de l'époque de la réformation qui contienne une telle disposition : cependant cette règle avait dû déjà pénétrer en la jurisprudence générale, puisque nous la retrouvons au Code civil.

Le chapitre cccxii de la Très ancienne coutume n'est point seul à contenir des dispositions spéciales et favorables à l'égard de la femme débitrice. Au chapitre cccxiii, nous voyons que si la femme a vendu son immeuble propre pour payer ses dettes, le mari ne peut employer le prix à acquitter les siennes, malgré qu'il soit tombé en communauté en qualité de meuble, avant que la dette de la femme ne soit éteinte au moyen de ce prix, « quar les pronunssementz des coustumes et des droiz sont et doivent estre plus favorables à ceulx qui ne les cognoessent pas que à ceulx qui les doivent cognoestre et les coustumes et les droiz sont devééz es fammes à y aler et les exercer si n'est en aucun cas de nécessité, comme il est dit aillours et pour ce ils ne les povent ne ne les doivent savoir ».

Même langage en 1539 (art. 412, A. C.), et en 1580 (art. 431, N. C.), sauf les motifs qui ne sont pas donnés.

Autre faveur au chapitre cccxiv intitulé « De la prinson à la famme » : « Reison ne donne pas que la famme

soit mise en prison pour la dette ne pour le fait de son mari, tout le requierge elle, ou qu'elle s'i soit obligiée... » et pour les mêmes motifs d'abord que ceux ayant dicté le chap. cccxiii, l'ignorance inévitable des lois, et puis d'autres nouveaux, la crainte de la voir « legier tournée et fort tete à faire folie, fornicacion ou autres cas périlloux » ainsi que son devoir particulier de « garder l'ostel et le fou et les enffanz » (Idem, mais toujours excepté les motifs, art. 422 Ancienne coutume, art. 445 Nouvelle coutume).

Enfin la femme a encore droit à une récompense, à un « desdomage » nous dit le chap. ccxv quand son mari la fait obliger : « quant femme est obligée pour le fait de son mari ou pour les prinses que ils ont fait ou contracté ou mariage ou par avant le mariage, quant la femme ou le mari sont morz ou touz doux le mari et ses hoirs sont tenuz à acquicter et desdopmagier la femme et ses hoirs à l'aferant que ils prendroient es moubles ou es héritages ou cas que les moubles ne pourroient fournir à acquicter les debtes... »

Tout ceci est répété presque dans les mêmes termes aux art. 413 Ancienne coutume et 422 Nouvelle coutume. Nous retrouverons ces articles ainsi que le chapitre ccxv et nous aurons à les considérer sous un autre jour quand nous traiterons de la dissolution et de la liquidation de la communauté.

N° 10. *Le Velléen en Bretagne.* — On voit par tous

les textes que nous avons exposés précédemment que si les coutumes de Bretagne prenaient le plus grand soin des intérêts de la femme et veillaient avec vigilance à ce qu'elle ne fût pas sacrifiée, si elle s'était engagée, du moins elles n'avaient jamais mis d'entraves au droit de l'épouse d'aider son mari en s'obligeant avec lui. L'idée que les apports de la femme étaient un patrimoine d'affectation aux charges du mariage et que la femme ni le mari ne pouvaient détourner de leur objet en les aliénant, n'avait jamais pénétré en Bretagne et cette province résista mieux qu'aucune autre à l'essai d'intrusion du Velléen dans le droit coutumier français.

Avant le ^{xiv}^e siècle, la coutume non écrite permettait certes à la femme de s'engager avec son mari. La Très ancienne coutume a soin de l'autoriser expressément en son chapitre cccxxvii, tout en défendant à la femme des'entremettre pour les tiers : « quar famme ne se pout obligier pour autres si ce n'est pour son père ou pour sa mère, ou pour son seigneur espoux ou pour ses enffanz... ». L'esprit de cette disposition était tout à fait opposé à celui qui avait inspiré le sénatus-consulte Velleien, dirigé surtout contre le mari depuis la réforme introduite en son économie par Justinien dans la novelle CXXXIV, caput VIII, la célèbre authentique : *Si qua mulier*. Voici le texte de cette loi fameuse : « Et illud vero prævidimus pro subjectorum utilitate corrigere ut

si qua mulier crediti instrumento consentiat proprio viro aut scribat et propriam substantiam aut se ipsam obligatam faciat, jubemus nullatenus hujus modi valere aut tenere, sive semel sive multoties hujusmodi aliquid pro eadem re fiat, sive privatum sive publicum sit debitum, sed ita esse ac si neque scriptum esset : nisi manifeste probetur quia pecuniæ in propria ipsius mulieris utilitate expensæ sunt » (Schœll, *Novellæ*, page 683).

Est-il rien de plus contraire à l'idée d'une vraie société, base du régime en communauté adopté par la coutume de Bretagne ?

Aussi un recueil de textes qui passait dès cette époque pour une ordonnance ducale, auquel on attribua toujours cette force et cette origine en Bretagne, mentionnait nettement le sénatus-consulte Velléen en permettant d'y renoncer. C'est le n° 3 de la pseudo-ordonnance de Jean II (1) « obligation que femme fait pour aultre personne n'est tenable si elle ne renuncie aux droits et privilèges de Velleyan et Dividrian (*oratio divi Adriani*) queulxs ont faictz pour les femmes et que de ce elle soit acertainée en sa propre loquance ».

Ainsi les auteurs, qui, sous l'influence de la renaiss-

(1) C'est en réalité une compilation de textes empruntés aux coutumes d'Anjou. Elle existait sûrement au xiv^e siècle et est peut-être antérieure à la Très ancienne coutume (Voir l'édition critique de la Très ancienne coutume par M. Planiol, page 469).

sance des études du droit romain, essayèrent, de ce moment jusqu'au xvi^e siècle, de faire adopter le Velléen, se heurtèrent-ils à la résistance et des textes coutumiers, et d'une pratique notariale plus enracinée encore dans le sens de la renonciation.

De plus, il existe un texte du xve siècle que l'on nomme « Déclaration des renonciations » parce qu'il commence par ces mots : « Ensuit la déclaration des renonciations que les notaires doivent mettre ez contratz et obligacions » et qui, en son n^o 1, s'exprime ainsi qu'il suit : « Quant une femme s'oblige pour ung autre et elle ne renonce au droit de Velléen, l'obligacion est nulle et pourtant en ce cas convient mettre la dite renonciation de Velléen. Quant elle s'oblige pour son mary, néantmoins qu'elle ait renoncé au droit Velléen, l'obligacion ne vaut rien si expressément ne renonce à l'authentique *si qua mulier*. »

Ce texte est en effet suivi dans les contrats notariés du temps, témoin le contrat de mariage de Yves Maydo, seigneur de Treduday, et de demoiselle Dominique de Pouellé, justiciables de la cour de Nantes, du 26 avril 1514 (1) où la demoiselle de Pouellé renonce « par especial... à tous droictz et *authentiques escriptz* faictz et introduictz pour et en faveur des femmes ».

La disposition du chap. CCCXXVII de la Très ancienne

(1) Archives de la Manche, série E, famille de Bourghlanc.

coutume fut reproduite en 1539 par l'Ancienne coutume en son art. 216 : « Femme ne se peut obliger pour autrui si ce n'est pour son père ou pour sa mère ou pour son seigneur époux, ou pour ses enfants. » Enfin tout cela a été reproduit dans l'art. 197 de la Nouvelle coutume qui, pour la première fois, nomme le Velléien, mais en termes un peu différents et même prêtant à l'équivoque, qu'il est nécessaire de citer : « Ceux qui sont en pouvoir d'autrui comme... femmes mariées... ne se peuvent obliger; et sont les obligations du tout nulles et n'en appartient aucune action sinon au cas que la femme s'obligeât pour ses père et mère, ou pour son seigneur époux ou pour ses enfants : en ce cas les obligations des dites femmes seront valables étant autorisées de leurs maris, fors quand l'obligation se ferait pour leurs dits maris sans qu'elles se puissent aidier du droit de Velleian. »

Comme on le voit, le sens de ce dernier membre de phrase est loin d'être clair et si l'on ne connaissait pas les dispositions coutumières antérieures, on pourrait croire que la Nouvelle coutume, revenant à la fin de l'art. 197 sur ce qu'elle a dit *in medio*, déclare nulle l'obligation contractée par la femme pour le mari, en vertu du sénatus-consulte Velléien. Une note de d'Argentré (commentaire de l'art. 197 Nouvelle coutume) ne fait qu'augmenter la confusion. Elle a trait aux mots «... fors quand l'obligacion... » et est conçue en ces

termes : « *Ista exceptio non refertur ad habilitatem contrahendi aut validitatem intercessionis, de qua ante constituit ut scilicet in casu valeat; sed ad authorisationem mariti quam negat valere in sua cause. Duo enim obstabant et Velleianum et in marito defectus auctoritatis sublato Velleiano remanet auctoritatis necessitas. Hanc dicit a marito in sua causa præstari non posse cum scilicet obligatio mariti est et intercedit mulier pro eo.* »

Ainsi d'Argentré décide que l'autorisation du mari est nécessaire, puisqu'elle n'est pas suffisante; qu'est-ce que cela signifie? Hévin pensait que d'Argentré avait voulu dire que la femme pouvait s'obliger pour son mari sans autorisation.

Un commentateur du nom de Sauvageau voulait qu'en outre de l'autorisation du mari on prît celle de la justice.

Poullain du Parc renonce à expliquer un article si mal rédigé et rapporte les principes constants de la jurisprudence de son temps à ce sujet. Selon cette jurisprudence, conforme aux traditions coutumières anciennes, l'autorisation du mari donnée à la femme qui s'obligeait pour lui était nécessaire et suffisante : seulement, par suite de la déformation romaine de l'autorité maritale dont nous avons parlé, la jurisprudence voulait une autorisation expresse. Enfin, en matière criminelle, s'il s'agissait d'une peine afflictive ou infamante

et, en matière civile, pour rendre la liberté au mari, on confirmait les obligations contractées par la femme sans autorisation. Et quant au Velléen, l'article, de l'avis général, dispensait la femme s'obligeant pour son mari d'y renoncer pour que l'obligation fût valable. C'est ce qui ressort d'une autre note de d'Argentré sous les mots «... du droit de Velleian...» de l'art. 197 : « nihil opus est igitur renuntiatio, aut tacita aut expressa quia lex potentiam præstat contrahenti », et des arrêts du Parlement de Rennes, dont un du 17 décembre 1657, réformant la sentence d'un tribunal inférieur qui avait déchargé une femme opposant sa non-renonciation au Velléen pour éviter d'acquitter une obligation contractée solidairement avec son mari mort depuis.

Ainsi, quand Henri IV, en 1606, dispensa les femmes de France de renoncer au Velléen pour s'obliger valablement, la Bretagne n'avait déjà plus besoin de cette ordonnance dans les rapports de la femme avec le mari depuis 1580.

Cependant l'habitude était si bien ancrée qu'on persista jusqu'à la fin du xvii^e siècle à renoncer au Velléen, à l'authentique *si qua mulier*, à l'*oratio divi adriani*, etc. dans les contrats, avec cette profusion de synonymes et ces répétitions minutieuses de verbes employés d'abord au passé, puis au présent, qui caractérisent les formules des actes notariés de l'ancien droit.

On voit de telles renonciations par exemple : Au

contrat de mariage (1) de François de Romilley et de Charlotte de Poilley, justiciables de la « cour royale de Foulgères » du 26 avril 1637 : « Et ont les dits seigneurs et dame de Poilley (père et mère) renoncé aux droictz de *duobus rei stipullandi et promittendi*, bénéfice d'ordre, division et discution et la dite dame seule au Velleyen, autentique *si qua mulier* que leurs avons déclaré suyvant les arrestz de la cour, que femme maryée ne peut s'obliger pour autrui et notamment pour son mary sans avoir renoncé aux susdictz droictz » ;

Au contrat de mariage (2) de Gilles François Le Duc, seigneur de Rouvray, et d'Anne de Tremignon du 4 août 1663 : « Et oultre la dicte dame (la mère) seule a renoncé aux droictz de Velleyen, *si qua mulier*, et à toutes autres droictz faicts en faveur des femmes... »

Mais au XVIII^e siècle les formules changent ; il n'est plus question de Velléien et les époux se contentent de s'engager solidairement. Il en est ainsi, pour ne citer que ceux-ci : Au contrat de mariage (3) de François Bertrand Michel Denoüal, sieur de la Houssaye, et de Marie Anne Joseph Dubois, du 5 juillet 1749 : « ... les dites parties s'obligent respectivement et les sieur et dame Dubois solidairement sur tous leurs biens présents et futurs... » ;

(1) Archives de la Manche, série E, famille de Bourgb blanc.

(2) Archives d'Ille-et-Vilaine. — Rennes.

(3) Archives d'Ille-et-Vilaine.

Au contrat de mariage (1) de Guillaume Charault, seigneur de Merionet, et de Placide Fourcade du 3 juillet 1751 : « Les parties s'obligent et les sieur et dame Fourcade solidairement l'un pour l'autre ou d'eulx seul pour le tout, renoncants au bénéfice de division, ordre de droit et discussion de biens et personnes, etc. »

TROISIÈME RÈGLE : HYPOTHÈQUE LÉGALE DE LA FEMME.

— C'est au sujet d'un cas de récompense que la coutume de Bretagne traite pour la première fois de l'hypothèque légale de la femme mariée, destinée surtout à sauvegarder les reprises de cette dernière et commune aux nobles et aux roturiers.

La Très ancienne coutume ne donne nulle part à la femme une hypothèque pour ses reprises.

La femme n'avait, comme tout autre créancier, que l'hypothèque générale résultant de l'acte notarié qui contenait le contrat de mariage, s'il y en avait eu un de fait, et assurant seulement les dettes que visait ce contrat, non celles d'opérations futures.

L'Ancienne coutume se taisait également. Mais la jurisprudence et la doctrine étaient certes formées au sens de l'hypothèque dès avant 1580, car elles réussirent à la faire pénétrer dans la Nouvelle coutume lors de la réformation. Ce n'est pas que cette coutume s'occupe

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 1331.

longuement de l'hypothèque légale de la femme, mais cependant elle en fait mention en un de ses articles, l'article 439 ainsi conçu : « Et aura la femme la récompense de l'aliénation de son propre, eu égard à l'estimation des choses vendues, du jour du contrat et consentement par elle prêté et courra l'hypothèque sur les biens du mari du dit jour. »

D'ailleurs, même en 1580, la femme n'eut en Bretagne d'hypothèque que du jour de la naissance de la dette que cette sûreté réelle devait garantir.

Poullain du Parc l'établit dans une note sous l'article 439, Nouvelle coutume, en ces termes : « Le Brun, livre II, chapitre III, section 1, n° 22, dit que la femme pour sa libération des obligations qu'elle a contractées avec son mari pendant le mariage a une hypothèque légale qui remonte au jour du contrat de mariage, comme celle du pupille, du jour de la tutelle : et c'est l'opinion commune des auteurs français.

« Nous n'admettons pas ce principe en Bretagne. L'hypothèque de la femme n'est que du jour de l'obligation qu'elle a contractée par la même raison qui ne lui donne d'hypothèque pour ses propres aliénés que du jour du consentement qu'elle a donné à l'aliénation suivant l'art. 439 (acte de not. 43 et 84 Devolant-Perchambault, § 26). »

La jurisprudence admettait que si la femme, qui n'avait pas consenti lors du contrat, ratifiait par la

suite, l'hypothèque devait prendre rang rétroactivement au jour du contrat. Il y avait en ce sens un arrêt du parlement de Rennes du 8 juillet 1673.

Selon les principes exprimés en la note de Poullain du Parc, la doctrine faisait dater l'hypothèque de la femme pour son douaire du moment où le droit à ce douaire était né pour elle, c'est-à-dire dès l'instant où elle avait « mis le pied au lit », ainsi que nous l'avons vu.

Dans les contrats de mariage il n'est point stipulé d'hypothèque particulière pour la future femme sur les biens du futur mari : seulement, bien avant 1580, avant même le début du xvi^e siècle, il est de style que les personnes parties au contrat du mariage, et en première ligne les parents donateurs, s'engagent « par leur serment et sur l'hypothèque et obligation de tous et chacun leurs biens meubles et héritages » (contrat de mariage de René Péro, prévost de Nantes, et de Jeanne Pastorel du 31 octobre 1383 (1), etc.).

On retrouve la même formule simplement, sans plus amples explications, dans les ventes, transactions, etc., après comme avant 1580.

Ainsi le système des reprises, celui des récompenses et l'hypothèque légale quand elle parut, furent communs aux nobles et aux roturiers.

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 680.

QUATRIÈME RÈGLE. PARTAGE DES CONQUÊTS. — Selon le chapitre CCXVII qui ne fait point de distinction, les règles du partage des conquêts étaient identiques pour l'une comme pour l'autre classe. Nous en avons déjà cité le début : « Nul homme ne pout acheter... héritages... le mariage durant de li et sa femme que ils ne soient aussi granz es conquestz les uns comme les autres... » et il continue ainsi : « Et quant le achat est fait en la presmece de l'un ou de l'autre, quant l'un des deux mariez est descendu, ceul qui demeure ou son prochain hoir, pout mettre hors par presmece les hoirs au mort de ce que aura esté conquis en leur presmece, *paiant le me-dernier de la chouse conquise* de ce que elle aura cousté à conquerre... dedanz l'an et le jour de la mort du mort et auxi le vivant les hoirs du mort par manière semblable. »

Ainsi au partage, chaque époux peut avoir l'immeuble acquis par l'autre seul à condition d'en payer la moitié. En rapprochant cela du début du chapitre CCXVII, et surtout de ce passage du chap. XL où il est dit que « la femme a la moitié des conquêts que le mari fait le mariage durant d'entre eulx... », on en conclut aisément que chaque époux, ayant un droit égal sur les conquêts, à la dissolution de la communauté on les partageait par moitié, si l'un ne voulait pas faire un sacrifice pécuniaire pour avoir le tout à lui, ou si l'immeuble était malaisément partageable sans qu'on voulût

recourir à une licitation. Il faut que la décision soit prise dans l'an et jour de la mort, pour ne pas éterniser les partages.

Voici d'ailleurs un acte qui règle par avance la manière dont seront partagés les conquêts de communauté en se conformant à ce que nous venons de voir. C'est le contrat de mariage de Prégent de Coëtivy, *admiral de France*, et de Marie de Raiz, du 21 juillet 1443 : « et toutes les terres qui furent au dit feu messire Gilles, seigneur de Rays (père de Marie) et qui, par le dit seigneur de Coëtivy seront délivrées, rachatées, acquittées et recouvrées en quelque manière que ce soit, seront au dit seigneur de Coëtivy et à la dite dame Marie de Rays sa femme par commun. C'est assavoir au survivant d'eulx deux le tout à vie et la moitié à propriété et l'autre moitié de la propriété sera aux héritiers et successeurs du décédant ; de la quelle moitié la possession avecques la propriété incontinent après le décès du survivant reviendra de plain droit aux héritiers du premier décédé.

« Et en cas que les dits seigneur de Coëtivy et la dame Marie sa femme décédassent sans hoirs procréés d'eulx deux... les héritiers qui devront succéder à la dite dame Marie du costé de Rays pourront s'ilz voyent l'avoir à faire, afin que le tout de la dite baronnie et seigneurie leur demeure, récompenser les héritiers du dit seigneur de Coëtivy... de la moitié de la dite baronnie et seigneurie de Rays. »

§ 3. — *Règles spéciales aux nobles et règles spéciales aux roturiers. Partage des meubles.*

Ce partage par moitié qui devint plus tard la règle pour tous les biens communs, la coutume l'imposait déjà pour les meubles aux nobles et même aux roturiers en certaines circonstances ; mais, pour ces derniers, le cas le plus ordinaire était le partage par tiers, comme nous allons le voir tout à l'heure.

Que les époux nobles eussent des enfants ou non, les meubles de leur communauté, à la dissolution de celle-ci, étaient partagés par moitié ainsi que nous le dit le chap. ccvii de la Très ancienne coutume « ... entre les nobles personnes ils (les meubles) sont départiz moitié à moitié... » Et cependant il y a quelques exceptions à cette règle ; c'est ainsi que « ne chiet point en partage l'escue de joute » ni « la lecte (la liste) des chevaulx o son arey » si c'est par la mort du père que s'est ouverte la dissolution de la communauté : ils appartiennent à l'héritier principal noble. De même la femme noble prélève « ses robes et joeaux » avant tout partage.

Les archives bretonnes si riches en contrats de mariage, constitutions de douaire, dons mutuels, même antérieurs à la Très ancienne coutume, sont pauvres en liquidations de communauté ou actes analogues ; on n'en trouve guère d'exemples avant la fin du xvi^e siècle.

Nous venons de citer un acte qui traite du partage des conquêts immobiliers ; en voici un où, chose plus rare, il est question du partage des meubles, d'ailleurs entre nobles. Encore semble-t-il que la femme qui réclame des meubles de communauté agit plutôt comme légataire de son mari qu'au titre de commune en biens.

C'est la transaction entre Jeanne de Laval et son beau-frère Olivier du Guesclin d'avril 1384. « Et avec ce (son douaire et un don mutuel) disait la dite dame que le dit Messire Bertran lui avait donné par son testament ou dernière volonté le résidu de ses meubles, son exécution accomplie. Et disait que les dits Messires Olivier, Hervé de Mauny et Jehan Le Bouteiller, exécuteurs du dit M. Bertran s'étaient ensaisinez... de plusieurs des dits meubles...

« Et disait la dite dame... que Messire Olivier et les autres lui rendissent le résidu la dite exécution accomplie...

« Et disait Messire Olivier... que la dite dame s'était ensaisiné de plusieurs biens meubles qui leur devaient appartenir.

« C'est assavoir vaisselle d'or et d'argent, couronnes, joyaux, ustensilemens d'ostel, chevaulx et autres choses... lesquels ils requerroient à eulz être... renduz pour convertir et emploier en la dite exécution...

« En la parfin est accordé... en la manière qui suit...

« Y celui Messire Olivier veut et se assent vers la dite

dame qu'elle ait et teigne à touz temps mais touz et chascuns les biens meubles que elle... tenait au temps du décès du dit feu Messire Bertran et que elle a de présent... Et tout le droit qu'il y avait il cesse et transporte pour la cause dessus dite à la dite Madame Jehanne... »

Ceci est beaucoup moins net que le contrat de mariage Prégent de Coëtivy au sujet des conquêts. Sans la Très ancienne coutume qui décrète formellement le partage par moitié des meubles entre nobles, on ne pourrait conclure de cette transaction qu'à un droit très fort de la veuve sur les meubles mais sans en pouvoir déterminer la quotité.

Pour les roturiers, en général bien moins riches au Moyen Age, on ne trouve rien dans les actes. Mais en plusieurs de ses chapitres la Très ancienne coutume traite du partage des meubles de leur communauté.

Le chap. XLII pose le principe, mais les règles sont mieux développées au chap. CCVII. Si les roturiers dont la communauté se dissout ont des enfants nés de leur mariage, leurs biens meubles « doivent être départiz tierz à tierz ». Un tiers est destiné aux obsèques et à l'exécution du testament du mort, un tiers revient au survivant en propriété, un tiers enfin appartient aux enfants qui ont aussi le reliquat du premier tiers après les funérailles faites et le testament exécuté. Les dettes sont « communalement païées », chacun s'acquittant à

proportion de ce qu'il reçoit. Pour les dettes il en serait de même, au cas de communauté entre nobles, si la femme était acceptante, sauf que chacun paierait au prorata de la moitié des meubles au lieu du tiers (1).

Maintenant, s'il n'y pas d'enfants nés du mariage dont la communauté dissoute était l'accessoire, on revient à la grande règle qui devait finalement absorber toutes les dissidences : les meubles sont partagés par moitié entre l'époux survivant et les héritiers du prédécédé, comme chez les nobles et comme le sont en toutes circonstances et pour toutes classes les conquêts.

Toutefois, il se présente une légère exception pour une catégorie de personnes assez nombreuse au Moyen Age où le privilège de « Clergie » était fort recherché à cause qu'il plaçait celui qui en était investi sous la juridiction ecclésiastique. Cette exception a lieu en faveur des « clercs mariez » : il s'agit ici des clercs inférieurs au-dessous de l'ordre de sous-diacre qui conservaient le droit de contracter mariage à condition de continuer à porter l'habit ecclésiastique et vivre « clericaliter », de ne s'être mariés qu'une fois et pas avec une veuve (*cum unica et virgine*) (2).

(1) La Constitution de Jean V, en 1420, art. 25, déclare que : « la femme qui prent certaine porcion et quantité ès meubles de son mary... en rendra et fournira à l'advenant que ele prant.

(2) M. Esmein : *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 287 et : *Le mariage en droit canonique*, tome I, page 297 et suivantes.

Si ces clercs mariés n'ont pas d'enfants en mariage, aux principaux héritiers ou à l'un d'eux doit appartenir « le principal leit lour mère », selon la plupart des manuscrits de la Très ancienne coutume ; « le principal cours de leurs livres », suivant d'autres manuscrits. La réserve des livres semblerait plus logique puisqu'il s'agit de clercs, plus instruits d'ordinaire que la moyenne des gens de leur époque ; d'autant qu'on trouve deux articles rédigés en ce sens dans l'Ancienne coutume (art. 524) et la Nouvelle coutume (art. 586).

Il y a encore une autre exception peu importante. Si c'est le mari qui survit, il garde le lit nuptial jusqu'à son second mariage si ce lit appartenait à la femme.

Naturellement, qu'il s'agît de nobles ou de roturiers, il n'y avait partage réglé comme ci-dessus des meubles et conquêts, que si la communauté était acquise, c'est-à-dire si le mariage avait duré un an et un jour. Hors ce cas, nous l'avons vu, chacun reprend ses apports et les donations qui lui ont été faites pendant le mariage : « et encore, ajoute le chapitre ccvii, de la Très ancienne coutume, devroit-elle (la femme) paier sa part des coustages des noces et de la pourvéance du temps qu'elle auroit été o son mari. »

Les créanciers, en ce cas, pouvaient soit poursuivre le mari ou son héritier pour le tout, sauf le recours de ces derniers contre la femme ou ses héritiers, soit poursuivre la femme au prorata de ce qu'elle devait. Tel

paraît être du moins le sens d'une note de l'Anonyme sous notre article 207.

En plus de sa part des meubles et conquêts immobiliers, la femme noble acceptant la communauté, ou la femme roturière avait, sa vie durant, le tiers des immeubles propres du mari en douaire (la femme noble renonçante avait peut-être un droit de douaire étendu sur les conquêts dans la Très ancienne coutume et même l'Ancienne coutume comme nous le verrons).

Enfin, dans le comté de Nantes, le survivant avait de plein droit l'usufruit de la part de conquêts du décédé ; et par toute la Bretagne, s'il y avait eu don mutuel, le survivant pouvait avoir cet usufruit de la portion de conquêts appartenant au décédé, plus tous les meubles de la communauté en pleine propriété.

De sorte que si c'était la mort du mari qui mettait fin à la communauté et si les époux s'étaient fait le don mutuel le plus étendu qui fût en leur pouvoir, la femme survivante noble acceptante ou roturière sans enfant obtenait : le tiers des immeubles propres du mari en large usufruit (douaire), une moitié des conquêts en usufruit (don mutuel), l'autre moitié des conquêts en propriété (sa part de communauté), tous les meubles en propriété (sa part de communauté et le don mutuel).

Les héritiers du mari ne recevaient que les deux tiers des immeubles propres de ce dernier en pleine

propriété plus la moitié des conquêts en nu-propriété ; leur part se trouvait ainsi singulièrement réduite.

S'il s'agissait d'une roturière ayant des enfants de son mariage avec le décédé, et qu'il y eût don mutuel le plus étendu possible, la veuve se serait trouvée avoir droit en dehors des conquêts et du douaire sur les propres, tels que nous l'avons dit ci-dessus, aux cinq sixièmes des meubles (la moitié des meubles en vertu du don mutuel, plus un tiers des meubles en qualité de commune en biens) ; mais les enfants avaient droit, en dehors des deux tiers des propres du père et de la nu-propriété de moitié des conquêts, à un tiers, soit deux sixièmes, des meubles, comme le dit la Très ancienne coutume au chap. ccvii.

Il était impossible de donner intégralement à chacun ce qui lui revenait des meubles. Comment s'y prenait-on alors ? La Très ancienne coutume, au chap. ccvii, dit que le premier tiers appartient : « au mort pour faire son obsèque et pour accomplir son testament, l'autre tiers à le homme ou la femme qui demoure, et l'autre tierz es enffanz d'iceulx deux ». Il est à croire qu'après avoir remis à la femme le tiers qui lui appartenait comme commune en biens et donné aux enfants le tiers que la coutume leur attribuait, on n'exécutait le don mutuel sur les meubles que dans la mesure du tiers restant après les funérailles payées. En effet, le don mutuel, étant irrévocable, n'avait pu être diminué par les libé-

ralités testamentaires du défunt ; mais, d'autre part, ce dernier n'avait pu enlever à ses enfants ce que la loi leur donnait expressément ; et quant aux obsèques, c'était une charge de la succession. Ainsi la veuve recueillait seulement les deux tiers (soit quatre sixièmes) des meubles communs en propriété. Aux enfants demeurait leur tiers (soit deux sixièmes) des mêmes meubles.

Les dettes étaient payées par chacun au prorata de ce qu'il prenait.

§ 4. — *Absence de bénéfice d'émolument.*

Maintenant la femme roturière ou au moins la femme noble avaient-elles en Bretagne le bénéfice d'émolument ? La femme noble qui avait accepté avait-elle le droit de ne payer les dettes que jusqu'à concurrence de ce qu'elle prenait en fait de meubles ? La Très ancienne coutume n'en dit rien. Faut-il voir une admission de ce bénéfice dans l'art. 25 de l'ordonnance rendue par Jean V à Vannes le 8 octobre 1420, quand ce duc décida «... pour eschiver aux doubtes qui en étaient... que elle (la femme) en rendra et fournira à l'avenant que elle prant es bien meubles... » ? On serait tenté de le croire, bien que cette ordonnance ne parle point d'inventaire à faire par la femme pour se ménager le bénéfice.

Mais l'Ancienne coutume est muette sur ce point comme la Très ancienne coutume, et si l'art. 435 de la Nouvelle coutume semble nous autoriser à croire à l'existence du bénéfice d'émolument en 1580 quand il dit : « Et si la femme prend aux meubles de la communauté, elle contribuera aux dettes, à la raison qu'elle est fondée à prendre ès dits meubles ». Hévin détruit cette croyance dans son commentaire sous le même article 435. Si la femme ne renonce pas, elle est, selon lui, tenue au regard des créanciers, sauf son recours contre les héritiers pour une moitié (il fallait dire « pour les deux tiers » avant 1580 s'il s'agissait d'une femme roturière) car, ajoute-t-il, en Bretagne la femme ne fait point d'inventaire. Donc, en Bretagne, ni la femme noble ni la roturière n'ont jamais joui du bénéfice d'émolument. Ainsi la coutume de Bretagne, généralement si précautionneuse envers la femme, l'a moins été sur ce point que la plupart des coutumes de France à partir du xvi^e siècle, par exemple la coutume de Paris en son article 228 auquel a été emprunté l'art. 1483 du Code civil.

§ 5. — *Dernière différence entre nobles et roturiers.*

Une fois les conquêts partagés par moitié, proportion commune, nous l'avons vu, aux nobles et aux roturiers, il restait bien une différence dans la distribution à

chacun des héritiers du prédécédé du lot qui lui revenait dans cette moitié leur appartenant.

Mais [cette dissimilitude relevait du régime successoral, non du régime matrimonial, et tenait autant à la condition des terres qu'à la qualité des personnes : elle s'étendait d'ailleurs aux propres comme aux conquêts et même aux meubles après le partage avec le survivant.

Le chap. ccx de la Très ancienne coutume s'en explique longuement : « es fiez nobles qui se gouvernent selon l'assise du comte Geffrey (1), ne doit pas estre compté le principal menoir ne les terres dedanz les prochaines doaisons... » Tout cela appartient à l'aîné des héritiers selon le droit d'aînesse et les autres frères et sœurs prennent une moindre portion. Au contraire, quand il s'agit de tenues roturières, censives, etc., et de roturiers, les parts sont égales. Nous verrons que cette différence a subsisté jusque dans la Nouvelle coutume de 1580, comme d'ailleurs dans les autres provinces du royaume.

(1) « L'assise au comte Geffroy », promulguée à Rennes en 1185, est une convention entre le duc et ses barons pour prohiber la division des baronies et des fiefs de chevaliers dans les successions. C'est un des plus antiques documents législatifs de la Bretagne (M. Planiol, page 320).

§ 6. — *Mi-denier.*

Nous avons cité plus haut à propos du partage des conquêts le chap. ccxvii de la Très ancienne coutume ; il y est question *in fine*, ainsi que dans les chap. ccxviii et ccxx, d'une institution connue sous le nom de « mi-denier » que nous retrouverons dans la rédaction de 1580. C'était une sorte de retrait lignager donné aux héritiers du conjoint prédécédé pour conserver, en payant la moitié du prix et des frais d'acquisition, un immeuble tombé en communauté, mais acquis par le défunt, leur auteur.

Nous ne répéterons le chap. ccxvii déjà cité qu'en ce qu'il exige en outre du paiement « du mi-denier de ce que (la chose) aura cousté à conquerre par le marchié » celui de la moitié des « bans, vins, ventes ». Le survivant avait les mêmes droits, sur les conquêts qu'il avait acquis lui-même, contre « les hoirs du mort ». Il fallait que le mi-denier fût offert dans « l'an et jour de la mort du mort » afin de ne pas éterniser les partages. Le chapitre ccxviii nous apprend que ce droit existait pour les héritiers du mort, même si le conquêt désiré par eux faisait partie de la portion tenue en vertu d'un don mutuel par le survivant ; mais alors ce dernier conservait son usufruit dessus, sa vie durant. Ceux à qui on offrait de faire retrait de mi-denier ne pouvaient le refuser. Le chap. ccxx de la Très ancienne coutume dit qu'on

peut les « geter (de l'immeuble) o le mi-denier », expression énergique qui fait bien comprendre la force du droit donné par la coutume à « ceulx qui seraient de ceul ramage aux presmes ». C'est toujours le désir de l'ancien droit de voir conserver les immeubles par la famille de celui qui les avait acquis. Ce désir était si grand que si les héritiers immédiats du mort « ne vou-lissent ou peussent geter (les étrangers hors du bien), les autres hoirs de leur ligne... pourroient payer le mi-denier et auroient ce que ceulx y auroient qui recep-vroient le me-denier », bien qu'ils fussent exclus de la succession par les héritiers, plus proches en degré, im-puissants en la circonstance à payer ce qui était dû pour le retrait. Inutile de dire que celui à qui l'on offrait le retrait ne pouvait refuser d'accepter le paiement du mi-denier. Le contrat de mariage de Prégent de Coëti-vy et de Marie de Rays le stipule expressément : «... Les héritiers qui devront succéder à la dite dame Marie du costé de Rays pourront... afin que le tout de la dite baronnie et seigneurie leur demeure récompenser les héritiers du dit seigneur de Coëti-vy... de la moitié de la dite baronnie seigneurie de Rays, en autres terres et sei-gneuries à la valeur d'icelle moitié ; quelle récompense ilz seront tenuz prendre sans le pouvoir reffuser ».

Le retrait de mi-denier subsista dans l'Ancienne cou-tume, art. 304 à 308 inclusivement. Nous le retrouvons dans la Nouvelle coutume.

§ 7. — *Liquidation modifiée par les deux rédactions
suivant la Très ancienne coutume.*

Nous avons dit que le partage des meubles par moitié en tous cas finit par s'étendre des nobles aux roturiers. Ce mouvement se réalisa législativement dans l'ancienne coutume et la Nouvelle coutume. Il importe maintenant d'étudier la liquidation de communauté en ces deux rédactions dans toutes les modifications qu'elle a subies depuis le tableau que nous en avons fait au XIV^e siècle.

Les règles communes jadis aux nobles et aux roturiers étaient restées telles. Toujours chaque époux reprenait ses propres avant tout partage, toujours aussi les époux acquittaient les récompenses qu'ils se devaient l'un à l'autre. Mais le système des récompenses s'était enrichi de cas nouveaux, tels ceux contenus aux articles 440, 442 Nouvelle coutume.

Les conquêts aussi se partagent toujours de la même façon entre les nobles comme entre les roturiers. L'art. 424 Nouvelle coutume ne fait aucune distinction : le partage a toujours lieu par moitié entre le survivant et les héritiers du prédécédé.

Mais pour les meubles, la grande règle du partage par moitié a envahi, comme nous l'avons dit, tous les cas et s'est introduite chez toutes les classes.

Certes, comme le dit l'art. 567 Nouvelle coutume,

comme le disait déjà l'art. 517 Ancienne coutume, répétant le chap. CCVII de la Très ancienne coutume : « Entre nobles personnes les meubles sont départis par moitié, au cas que la femme veuille accepter et prendre aux meubles et aux dettes ou ses hoirs, si elle est morte la première ». Et à cela il y a toujours les mêmes exceptions pour « les harnais de guerre... l'élite des chevaux qui doivent demeurer à l'hoir principal... » (art. 568 Nouvelle coutume), pour les « robes et joyaux de la femme », art. 569 Nouvelle coutume.

Mais il en est de même, en 1580, pour les « bourgeois et autres du tiers état ». L'article 583 Nouvelle coutume, déclare que leurs biens meubles « seront partagés entre les survivants et les héritiers du décédé par moitié... » D'ailleurs, les dettes continueront à être payées par moitié, ajoute l'article ; mais il impose à l'héritier seul l'acquittement des « frais des obsèques et des legs testamentaires », ce qui, en somme, ne change guère la coutume en ce point, puisque toutes ces charges étaient prises sur un tiers des meubles et que le surplus de ce tiers revenait à l'héritier (1).

Enfin, la réserve des livres hors part pour l'aîné des enfants si les héritiers, dont il est, font « profession de lettres », comme le défunt, est maintenu par l'art. 586

(1) Mais il faut rappeler que, comme nous l'avons vu à propos du douaire, ce dernier ne peut se cumuler sous la Nouvelle coutume avec le don mutuel.

Nouvelle Coutume. Cet article est la répétition de l'article 524 Ancienne coutume, sauf que ce dernier conservait la vieille expression « Clercs mariés », que l'on trouve au chap. ccvii de la Très ancienne coutume. On était d'avis, en général, pour restreindre cela aux livres strictement nécessaires.

Nous verrons bientôt que la faculté de renoncer avait été étendue de la femme noble à la femme roturière dès 1539. Quant au bénéfice d'émolument, nous avons vu qu'il n'exista jamais en Bretagne.

Il ne restait, entre nobles et roturiers, qu'une différence au point de vue de la liquidation de communauté : c'était la dissimilitude venant du système successoral et de la condition des terres, comme de la qualité des personnes. L'art. 541, Nouvelle coutume, maintient et résume en ces termes les dispositions du chap. ccx de la Très ancienne coutume et des nombreux articles de l'Ancienne coutume (1), au sujet du partage des fiefs nobles « qui se gouvernent selon l'assise au comte Geoffroy », entre les héritiers nobles de l'auteur deffunt : « Les maisons, fiefs... et autres terres nobles et les meubles, seront partagés noblement entre les nobles... Et aura l'aîné le château ou principal manoir avec le pourpris... outre les deux tiers ; et l'autre tiers sera baillé aux puînés par héritage... par égales portions ;

(1) Ancienne coutume : art. 520, 531, 543 à 547, 557 et 563.

et le tenir chacun... en parage et ramage du dit aîné ».

Le retrait de mi-denier qui s'étendait déjà aux roturiers comme aux nobles, dans la Très ancienne coutume, fut maintenu avec la même portée et longuement réglé par la Nouvelle coutume. Il est inutile de citer l'art. 319, car il reproduit absolument le chapitre ccxvii de la Très ancienne coutume. L'avis général, au xvii^e et au xviii^e siècles, exprimé par Perchambault (1), voyait, dans le mi-denier, une opération antérieure au partage des conquêts, sauf peut-être pour les parents non héritiers qui n'avaient pas concouru au partage et pouvaient exercer le retrait après. Le délai de forclusion de l'an et jour courait même contre le mineur. Selon d'Argentré, la raison pour laquelle le retrait de mi-denier ne peut s'exercer pendant le mariage, c'est que le remboursement ne peut s'y faire, les deniers étant communs et le mari en étant le maître. Il ne suffisait pas d'agir dans l'an et jour, il fallait rembourser précisément dans ce délai, à moins que le défendeur ne rendît la chose impossible et alors la consignation suffisait. Poullain du Parc pense qu'il fallait rembourser la moitié des améliorations faites au fonds entre le mo-

(1) René Perchambault de la Bigotière, né à Angers en 1640, mort à Rennes en 1727, président de Chambre au Parlement de Bretagne, a écrit entre autres ouvrages : « *la Coutume de Bretagne*, avec observations sommaires pour faire connaître le sens qu'elle avait dans son origine et celui que l'usage lui a donné », ouvrage édité à Rennes en 1694.

ment de l'acquisition et celui du retrait, sauf de celles purement voluptuaires qui n'augmentent point les revenus, parce que l'opinion contraire permettait d'empêcher facilement l'exercice du retrait.

L'article 320 Nouvelle coutume permet, comme le faisait la Très ancienne coutume, à l'héritier du décédé d'exercer le retrait contre le survivant tenant l'immeuble même à titre de don mutuel. Mais tandis que le chap. ccxviii ne faisait point de réserve, l'art. 420 ajoute : « au quel cas sursoira le remboursement jusqu'après le décès du donataire en baillant caution ». C'est trop juste ; sans cela l'héritier était immédiatement privé du revenu de la somme versée sans gagner en échange la jouissance de l'immeuble qui lui était ravie pendant toute la durée de l'existence de l'époux retrayé. C'est ce que constate d'Argentré : « Hoc amplius quam in veteri ex bono et æquo constitutum quia interim donatorius fruitur ». Cet article est étranger aux parents non héritiers que la donation mutuelle ne peut intéresser.

L'art. 321 reproduit le passage du chap. ccxvii relatif au délai de forclusion avec une variation insignifiante.

Le droit des parents éloignés, exclus de l'héritage par de plus proches en degré, d'exercer le retrait à défaut de ceux-ci est consacré par l'art. 323. D'Argentré dit que pour eux le délai de forclusion est « intra annum et eundem annum neque enim hoc tempus subordi-

natur sed currit omnibus simul et semel ». Il n'avait point remarqué, non plus que les réformateurs, que ce n'est point le mi-denier qui est dû alors, mais le prix total, parce que les parents éloignés qui font le retrait n'ont point de droit dans la communauté. Hévin l'a fait observer.

Dans cette revue des dispositions de la Nouvelle coutume à propos du retrait de mi-denier, nous avons omis à dessein l'art. 322 reproduit de l'Ancienne coutume, art. 307 : il contient une innovation sur la Très ancienne coutume et l'exprime en ces termes : « S'il y avait conquêt fait en la premesce et ramage de l'un des mariés, celui ou celle au ramage duquel il aurait été conquis et fait en pourrait jetter hors celui ou ceux qui ne sont du ramage dedans l'an et le jour après que l'eschoite leurs serait venue en payant le mi-denier comme dessus ».

Hévin fait remarquer que le droit existe « non solum constante matrimonio sed et eo dissoluto ».

Enfin il y a sur le mi-denier un article de droit tout nouveau et qui n'existait pas, comme la substance de l'art. 322, dans l'Ancienne coutume ; c'est l'art. 324 Nouvelle coutume où nous lisons : « En vendition de rente avec obligation d'assiette, le temps de la promesse ne commencera à courir que du jour de l'assiette faite, si non... etc. »

Ainsi quand le mari a vendu l'immeuble de la femme

sans son consentement, le délai de retrait ne court que du jour de la ratification faite par la femme.

C'est encore à propos des rentes et en plus des offices que nous rencontrons deux articles de la Nouvelle coutume prévoyant pour le partage de ces biens, à la dissolution de la communauté, des difficultés qui ne semblent pas s'être présentées au Moyen Age et même n'avaient pas été prévues par l'Ancienne coutume davantage que par la Très ancienne coutume.

Voici d'abord l'art. 425 : « Rentes constituées sur le domaine du Roi, maison de ville, même les offices venaux achetés à condition de racquit perpétuel, au-dessous du denier vingt, seront réputés immeubles en deux cas : scavoir, en donation de meubles, et en partage entre le survivant des mariés, leurs enfants ou héritiers ; entre lesquels la rente n'ayant été amortie ni racquittée, ou offices remboursés constant le mariage, seront censés immeubles ».

Si la communauté se dissolvait par la mort de la femme, le mari gardait l'office en en payant la récompense. Si, au contraire, c'était par la mort du mari, l'office était vendu et le prix partagé entre la femme survivante et les héritiers du défunt. Si l'office avait été acquis des deniers dotaux de la femme suivant stipulation faite au contrat de mariage, il était cependant propre au mari, à condition qu'il payât la récompense du prix d'achat, non de la valeur actuelle de l'office.

C'est ce qui dut se produire à la dissolution de la communauté convenue au contrat de mariage, déjà cité, de François Jamont et de Perrine Lachaup. Il est stipulé en ce contrat de mariage fait à Nantes en 1756 que la somme donnée à la future en dot par sa mère sera employée par le futur « en l'acquisition d'une charge de conseiller au siège présidial et senéchaussée de Nantes et dans le traité qui en sera passé il (le mari) sera pareillement tenu de faire déclaration ainsi que dans la quittance finale du dit traité que la dite somme provient des deniers dotaux de la dite future ».

D'après l'art. 325 le don mutuel portant sur des rentes acquises pendant le mariage ne pouvait valoir qu'en usufruit et non en propriété, puisqu'on les considérait comme immeubles.

Bien que les rentes fussent considérées comme immeubles, la femme acceptant la communauté était tenue de payer la moitié de ces rentes si elles avaient été constituées par le mari pendant le mariage au-dessous du denier vingt, nous dit l'article 426.

On voit que la liquidation de communauté s'était un peu compliquée au xvi^e siècle, mais l'esprit de la coutume était resté semblable et même le mouvement tendant à assurer le partage égal des meubles et conquêts entre les époux, de quelques conditions qu'ils fussent, avait abouti.

Section II. — Renonciation.

Le second parti que peut prendre la femme à la dissolution de la communauté appelle maintenant notre attention.

Nous en avons déjà dit quelques mots dans la seconde partie de notre étude (la société de meubles et conquêts) en citant une note d'Hévin sous l'article 443 de la Nouvelle coutume (1).

§ 1. — *Historique.*

Le droit de renoncer à la communauté n'a pas toujours existé. Il parut dans les coutumes au temps des croisades et n'appartint d'abord qu'aux femmes nobles. Les seigneurs partant pour la Terre sainte étaient contraints de s'adresser aux prêteurs et contractaient de nombreuses obligations pour s'équiper ainsi que leurs soldats. Peu d'entre eux conquéraient des fiefs en Palestine comme Villehardouin ou Renauld de Chastillon. Parfois ils étaient capturés par les Infidèles et la communauté déjà obérée de leurs emprunts était grevée en outre de leur rançon. Soit qu'ils revinssent épuisés mourir sur leurs terres, soit qu'on apprît leur mort par

(1) Voir pages 57 et 58.

delà les mers, la communauté, à sa dissolution, n'était plus souvent qu'un passif énorme.

On trouva dur de faire supporter cette ruine aux veuves et l'usage s'introduisit de les laisser renoncer aux meubles communs, chargés, dans la pensée du Moyen Age, de toutes les dettes de communauté, tout en leur conservant leur part aux immeubles conquêts.

Il ne semble pas d'ailleurs que cette pratique, inventée par pitié pour les femmes et qui se perpétua, ait été accueillie favorablement dans les mœurs pendant longtemps, ni qu'on approuvât les femmes d'en user : elle était trop contraire à l'idéal chrétien d'union complète entre le mari et la femme ; puis le cérémonial en usage était pénible. Ainsi, quand, au début du xv^e siècle, la duchesse de Bourgogne, Marguerite de Flandre, jeta, selon l'usage, dit Monstrelet (1), ses clefs et sa bourse sur la fosse où l'on venait de descendre le corps du duc Philippe le Hardi, pour s'en aller ensuite à une autre demeure que celle où son mari et elle avaient vécu, ce fut une cause de grand scandale pour tous les nobles et sujets bourguignons, qui assistaient aux funérailles.

§ 2. — *Renonciation aux meubles et dettes, sous la Très ancienne coutume.*

La Très ancienne coutume de Bretagne, toujours si bienveillante pour la femme, avait admis la renonciation

(1) La chronique de Monstrelet 1430 à 1444.

à communauté. Dans les coutumes françaises, au Moyen Age, on la nommait « renonciation aux meubles et dettes », parce que la femme conservait sa part de conquêts. Mais ce système fut modifié avant le xvi^e siècle en Bretagne comme ailleurs. Cependant la tradition qui conservait sa part d'immeubles à la femme avait été si puissante en Bretagne, que même la Nouvelle coutume de 1580 conserve à l'institution le nom de « renonciation aux meubles et aux dettes », malgré qu'elle déclare qu'on doit renoncer aux conquêts aussi.

Le premier chapitre où la Très ancienne coutume parle de la renonciation est le chap. xxxv : « Et pout femme à noble homme relanquir ès moubles et ès debtes ou les hoirs de le après la mort de le ». Selon l'Anonyme la femme devait « renuncier dedans l'an et le jour après le décès de son mary si plus tôt (n'est) requise ».

La Très ancienne coutume ne fixe pas de délai de forclusion et on ne saurait dire sûrement si ce laps de temps, déjà trop long, d'un an et un jour, était observé dans la pratique. Ce système donnait lieu à une incertitude indéfinie. Les créanciers ne savaient qui était propriétaire de la communauté, qui poursuivre, soit du mari, soit de la femme, soit des héritiers de l'un ou l'autre. L'Ancienne coutume n'apporta aucun remède à ce mal ; ce fut la Nouvelle coutume qui y mit fin, comme nous le verrons.

Si dans son chap. ccvii, la Très ancienne coutume ne fait que répéter l'autorisation donnée au chap. xxxv, elle déclare nettement au chap. cccxv que « non obstant que la femme ou ses hoirs relenquissent es moubles comme il est dit que faire le povent, si prendront ils es conquestz que ils araient faiz durant le mariage d'entr'oulx comme dit est aillours, qui se doivent départir moitié par moitié entr'oulx ».

C'est cette faveur faite à la femme et d'ailleurs très logique au début du xiv^e siècle, alors qu'on voyait dans les dettes mobilières une charge pesant exclusivement sur les meubles, qui parut vite exagérée et intolérable. La position faite au mari, et surtout à ses héritiers, était d'autant plus regrettable et injuste que les conquêts immobiliers avaient été acquis pendant la communauté avec les meubles, l'argent commun, que grèvaient seules les dettes dans l'opinion du Moyen Age.

§ 3. — *Ordonnance de Jean V.*

Ainsi une ordonnance de Jean V, en 1420, mit fin par son art. 24 à cet état de choses si défavorable au mari ou ses héritiers. La décision est précédée d'un exposé des motifs : « Souventes fois est advenu que aucunes femmes, emprès de deceix de leurs maris faisoient renonciation de prendre ès bien meubles de leur communalité et de contribuer es debtes et ce non obstant

vouloint et disoient pouvoir prendre et avoir une moitié des acquestz qui estoient faits durant leur mariage, par quoy les hoirs de leurs maris, pour la grande charge des debtes, estant grandement chargez et endommagés et espoir ceulx acquestz avoient été faictz des meubles dont celles debtes estoient deues, avons ordonné que pour le temps à venir toute femme, laquelle après le deceix de son mary renunciera aux biens meubles et debtes de son dit mary, ne pourra rien avoir ne prendre es acquestz faitz durant leur mariage et en sera privée et ainsi dès à présent le constituons pour ce que les hoirs du mary ont la charge de payer les debtes ».

A partir de ce jour, la femme dut faire le sacrifice complet et équitable qui n'a plus varié depuis et est passé tel quel dans le Code civil.

§ 4. — *Reprises de la femme renonçante.*

Mais après comme avant 1420, la femme renonçante conserva divers droits contre son mari qui gardait tous les meubles et conquêts ou contre les héritiers de celui-ci.

D'abord elle reprenait ses propres immobiliers ; puis un règlement de récompenses avait lieu entre elle et son mari, comme si elle eut accepté la communauté. En outre, on lui devait son douaire, si le mari était mort, sur le tiers des immeubles propres du défunt.

Même il semble avoir été admis, sous l'empire de la Très ancienne coutume et même de l'Ancienne coutume, qu'il fallait, pour calculer ce tiers, ajouter aux propres que le mari possédait avant le mariage, tous les conquêts auxquels la femme avait renoncé. En effet, d'Argentré blâme vivement les réformateurs d'avoir introduit dans la Nouvelle coutume un art. 465 qui prive en tous cas la femme du douaire sur les acquêts de communauté ; car « si his renunciaret mulier, jam non esse conquæstus dicendos quos maritus absolute possideret sed patrimonialium loco haberi, quando in his mulier nullam partem caperet de suo capite ».

Mais il n'en était pas ainsi du don mutuel dont tout l'avantage était irrémédiablement perdu pour elle, puisqu'elle renonçait à la propriété de la moitié des meubles et conquêts à laquelle elle aurait eu droit.

Une autre conséquence de cette renonciation c'est que s'il lui plaisait d'exercer le retrait sur un immeuble acquis par elle pendant le mariage et auquel elle tenait particulièrement, elle devait payer le prix entier du bien avec tous les impôts et frais. En effet, elle ne conservait plus sur la moitié du bien aucun droit l'autorisant à verser seulement le mi-denier au mari ou à ses héritiers. La femme renonçante conservait la sûreté que lui donnait l'hypothèque légale, comme la femme acceptante.

On voit, en résumé, qu'il ne serait demeuré à la femme

renonçante que ses immeubles propres et son douaire calculé avant 1580 peut-être un peu plus largement que si elle eût accepté, et aucun meuble, si le chapitre xxxv *in fine* n'avait restreint le droit du mari sur ce point. Selon la Très ancienne coutume en ce chapitre, et cette solution a toujours été maintenue, si la femme « fait refus elle doit avoir son lit, sa huge, deux paires de robes, deux paires de atourz, lesquels elle voudra choisir, et toutes les chouses qui lui suffisent entour soy et entour son lit selon l'estat de le que de joeaux que d'autres choses... »

Comme cette énumération abondante et généreuse fait bien voir la faveur dont la Très ancienne coutume de Bretagne entoure la femme, lorsqu'on la compare au chapitre xiii de la coutume de Beauvaisis ! Voici l'opinion de Beaumanoir : «... Mes, Dieu merci, ces debas est venus pardevant nous en jugement à Clermont et a esté jugié que quant li sires est mors... (si) la dame... renonce pour ce que les detes soint grans et li mueble petit, ele emporte tant seulement hors sa part sa robe de chascun jour, la derraine qu'ele avait accoustumé à vestir à chascun jour ou tans que ses barons accoucha malades et son lit tel come ele l'avoit accoustumé plus communément pour son gésir, et tuit autre mueble queus qu'il soient doivent... estre délivrés as exécuteur que li mors établi ou as oirs, ce qui demeure après le testament païé ».

Seulement, sa robe de tous les jours et son lit ordinaire ! On est loin des deux robes, des deux paires d'atours, de tous les bijoux et meubles entourant le lit avec ce lit lui-même et son coffre qu'accorde libéralement la Très ancienne coutume de Bretagne !

Les effets de la renonciation ne furent pas modifiés après 1420. Ils demeurèrent tels dans l'Ancienne coutume et la Nouvelle coutume. Mais le cérémonial exigeant le dépôt de la bourse et des clefs sur la tombe du défunt, ce dont il était donné acte par un notaire présent, tomba rapidement en désuétude.

§ 5. — *Délai de forclusion fixé par la Nouvelle coutume.*

De plus, un délai de foreclusion fut fixé par la Nouvelle coutume au delà duquel la femme qui n'avait pas opté fut considérée comme commune en biens et tenue à la moitié des dettes en cette qualité.

Ce délai fatal, la Nouvelle coutume l'indique dès le premier article où elle traite de la renonciation ; c'est l'article 432 *in fine* : « Et si la femme ou ses hoirs renoncent aux meubles de la communauté, le mari ou ses hoirs sont tenus acquitter la femme ou ses hoirs des dettes de la dite communauté : laquelle renonciation ils seront tenus faire dans trente jours, après le dit décès ». Cette rigueur succédant à la trop grande latitude

donnée par la Très ancienne coutume ainsi que par l'Ancienne coutume et même par l'opinion de l'Anonyme était une réaction exagérée. Aussi l'ordonnance du 28 avril 1667 (1) art. 1, t. VIII, donna-t-elle à la femme trois mois pour faire inventaire et quarante jours pour délibérer, ce qui a passé dans le Code civil (art. 1456 et 1457).

Naturellement on ne pouvait convenir d'un délai plus long par contrat de mariage pas plus qu'on ne pouvait, même dans un tel acte, enlever à la femme la faculté de renoncer à la communauté.

§ 6. — *Femme renonçante déchargée des dettes.*

La femme renonçante devenait étrangère à toutes dettes de communauté ; mais si elle s'était engagée solidairement avec son mari, elle continuait à être tenue envers les créanciers, sauf son recours contre les héritiers du dit mari. Evidemment, elle continue aussi à être tenue, sans recours, à l'égard des créanciers avec lesquels elle a contracté avant son mariage.

Si la femme renonçait avant l'expiration du délai que la coutume lui donnait, elle ne pouvait plus accepter, bien qu'elle fût encore dans le temps donné (arrêt du Parlement de Bretagne, en 1652, rendu sur un appel de Nantes).

(1) Nommée « Code civil », cette ordonnance était bien plutôt un code de procédure civile.

La femme ne peut renoncer ni accepter pour partie : c'est une conséquence de l'art. 24 de l'ordonnance de Jean V reproduit, sauf l'exposé des motifs, par l'art. 433 de la Nouvelle coutume. Cependant il y avait quelques exceptions à ce principe ; c'est un arrêt du 29 août 1614 qui accorde à la femme renonçante la moitié des dommages et intérêts dus par l'assassin du mari.

C'est encore un arrêt du 7 novembre 1591 qui inflige à la femme renonçante l'obligation de payer la moitié des dépens d'un procès soutenu à cause de ses propres, lequel a été perdu.

Mais la femme renonçante n'est point tenue des suites d'un procès engagé seulement dans l'intérêt de la communauté quand même elle y eut été nommée.

Il eût été utile d'exiger de la femme même renonçante un inventaire ; des commentateurs de la coutume de Bretagne le désiraient pour empêcher la femme de soustraire des portions d'actif aux héritiers. La Très ancienne coutume, chap. xxxv, donnait le droit aux héritiers du mari, afin d'éviter de tels larcins, d'exiger de la femme ou ses héritiers «..... eux excuser par leurs sermens de l'outre plus des chouses » ; mais c'était un palliatif bien illusoire ; la femme capable de retenir le bien d'autrui ne se laissait pas arrêter par un faux serment. Il est vrai que l'héritier du mari, toujours d'après l'art. 35, « peust en prouver par tesmoignz et ce que il en pourra prouver par avant le serment prinz, il l'au-

roit », mais la plupart du temps il n'aura ni témoins ni autre moyen de preuve quel qu'il soit.

D'ailleurs, ces dispositions ont été reproduites en 1580 par l'art. 437 Nouvelle coutume qui les a aggravées en déclarant la femme, recéleuse de partie de l'actif, déchue du bénéfice de renonciation. Mais aucun inventaire n'étant exigé par cette coutume, on ne pouvait guère contraindre la femme à en faire un. Le Code civil lui-même ne l'a pas exigé et peut être a-t-il eu tort. D'ailleurs ce n'était que le recélé précédant la renonciation qui rendait la femme commune. L'article 127 de l'ordonnance de 1629 (1) était contraire mais l'arrêt de vérification disait que les articles de la coutume seraient observés et plusieurs arrêts se prononçaient en ce sens. L'action pour faire déclarer la veuve commune était fondée sur un divertissement se prescrivant par cinq ans.

Par contre, la femme pouvait être restituée contre son acceptation ou sa renonciation si elle avait été conduite à prendre tel parti par le dol des héritiers. D'Argentré atteste avoir vu prononcer de telles restitutions, bien que la coutume n'en parle pas.

D'Argentré pensait qu'on pouvait renoncer expressément ou tacitement, que l'abstention de s'immiscer dans la communauté valait renonciation.

(1) Œuvre de Michel de Marillac (code Michaud) sous Louis XIII.

Poullain du Parc a justement relevé cette erreur, car en matière de communauté, si on ne renonce pas dans les délais, on la laisse subsister et cela vaut acceptation.

§ 7. — *Forme définitive de la renonciation.*

Maintenant en quelle forme se faisait cette renonciation expresse? La cérémonie du dépôt des clefs avait disparu, nous l'avons dit. On ne trouve guère d'actes de renonciation avant le xviii^e siècle. Certains de ceux qui datent de cette époque sont faits au greffe, comme l'exige maintenant l'article 1457 du Code civil. Tel celui de dame Marie Hyacinthe Louise de K/guelin de K/biguet du 16 juillet 1764, qui « autorisée de messire René Marie Le Rouge, chevalier seigneur de K/lemont (son mari) et par le moyen de... Maître K/vieger (son) procureur, déclare renoncer à la communauté été entre le feu seigneur de K/biguet et la... dame de la Jumelée... duquel renoncy a été rapporté acte au dit K/vieger par moy greffier... » (1).

D'autres semblent avoir été faits à l'audience d'une sénéchaussée ou au moins en présence du sénéchal assisté du greffier; telle la renonciation de Perrine Tirel, veuve de Jean-Pierre Pericard, caissier à la Mon-

(1) L'original existe au registre B, 4491 (fo 10) de la Cour royale de Concarneau, Fouesnant et Rosporden.

Conservé aux archives du département du Finistère.

naye de Rennes, qui a comparu « judiciairement en l'audience des causes sommaires d'office de la sénéchaussée et siège présidial de Rennes... laquelle assistée de maître Roussel, son procureur, a déclaré renoncer à *pur et à plein* à la communauté de son feu dit mary sous réservation expresse de son douaire, remboursement, etc., et autres droits... Fait en l'audience tenue par M. le sénéchal de Rennes, le 25 juin 1747, et sur le registre est écrit insinué... etc. » (1).

Il est question un peu plus loin en cet acte du « lief de troussel ».

Tel encore un autre acte de renonciation fait « devant messire Hervé Gabriel de Silguy, sénéchal et premier magistrat de Cornouailles au siège présidial de Quimper, etc. », en 1736 (2).

Peut-être l'acte de renonciation pouvait-il aussi être dressé par un notaire, comme l'ancien acte de constat du dépôt des clefs sur la tombe du mari. Pour notre part, nous n'avons pu trouver de tels actes.

§ 8. — *Modification des reprises par la Nouvelle coutume.*

Les reprises de la femme, en cas de renonciation, restèrent à peu près les mêmes. Cependant elles su-

(1) Acte déposé aux archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 1106.

(2) Archives du Finistère, série B, liasse 456, fonds présidial de Quimper.

birent peut-être une légère réduction du chef de l'article 436 de la Nouvelle coutume. Le chap. xxxv de la Très ancienne coutume donnait à la femme « toutes les choses qui lui suffisent... que de joeaux que d'autres choses » ; la Nouvelle coutume dit plus modérément «... partie des joyaux et bagues selon l'état et qualité de la maison de son mari. » Et cela reste encore une des plus larges dispositions qu'il y ait à ce sujet en 1580 dans les coutumes de France. A Tours, à Loudun, etc., la femme ne conserve ni ses bagues ni ses joyaux. Mais c'est à Eu, en Normandie, que ces reprises sont le plus étroitement et le plus minutieusement limitées. D'après l'art. 89 de cette coutume la femme, en dehors de ses biens paraphernaux (le régime dotal était celui de la Normandie) emporte seulement « une de ses robes moienne outre la sienne ordinaire, un lit fourni de couvertures, deux paires de draps, deux napes, une demi douzaine de serviettes, un escabeau, un pot de fer, un plat, deux écuelles, une jactelette, une chopine, un demyon, un chandelier s'il s'en trouve... et encore qu'il n'y en ait qu'un de tous les dits meubles et l'aura franchement et sans charge des dettes ».

D'ailleurs il était permis d'augmenter par contrat de mariage ce que promet à la femme l'art. 436, de lui laisser prendre « le carosse et l'équipage », par exemple.

L'usage, au temps de Poullain du Parc, était que le juge réglât la valeur du trousseau au tiers, au quart ou

au cinquième des biens du mari suivant les circonstances. Dans la renonciation ci-dessus citée, faite devant le sénéchal de Cornouailles, le trousseau est fixé au tiers.

Tandis que la coutume de Paris donnait à la femme, même acceptante, ses habits de deuil par préciput, la coutume de Bretagne ne les accorde qu'à la femme renonçante, parce que, dans le cas contraire, elle est censée avoir profité suffisamment de la communauté.

Quelque grand que le trousseau fût stipulé, il ne pouvait absorber tous les meubles et devait être réduit à une portion de ceux-ci. Un arrêt du Parlement de Bretagne du 19 août 1717 fixait cette réduction au quart dans une succession embarrassée de dettes.

Résumé sur la liquidation de communauté

En somme, les dispositions régissant la liquidation de communauté en Bretagne nous montrent que le grand principe du partage par moitié avait fini par triompher complètement si la femme était acceptante et que, renonçante ou acceptante, elle était favorisée plus que dans toutes les autres coutumes de France et à l'égal de la coutume de Paris, modèle des systèmes législatifs coutumiers de la France.

Section III. — Communauté de plus de deux têtes.

Nous avons admis comme un fait indiscutable qu'en Bretagne la mort naturelle de l'un des époux mettait toujours fin à la communauté conjugale pécuniaire. A la vérité, il en était ainsi sous l'empire de la Très ancienne coutume et de l'Ancienne coutume ; mais les réformateurs introduisirent dans la Nouvelle coutume une institution destinée, dans leur idée, à empêcher des fraudes. D'Argentré les félicite beaucoup de cette invention. Mais une pratique de deux siècles a montré que c'était une cause de procès, de chicanes et d'imbroglios qui n'étaient pas compensés par l'utilité qu'elle pouvait présenter. Aussi le Code civil l'a rejetée expressément en son article 1442.

§ 1. — Communauté tripartite.

Nous voulons parler de la communauté dite « tripartite ». L'art. 584 Nouvelle coutume s'exprime ainsi : « Le survivant des mariés, soit noble ou de tiers état, est tenu faire faire inventaire s'il y a des enfants mineurs ; jusqu'à ce qu'il y ait inventaire dûment fait, la première communauté durera, si bon semble aux dits enfants du premier lit : demeurera néanmoins en la faculté des dits enfants et autres qui auraient intérêt d'in-

former de plus si le rapport ne leur semble entier et véritable. »

De cet article il subsiste cependant quelque chose dans l'art. 442 du Code civil, c'est le droit de poursuite « des parties intéressées, relativement à la consistance des biens et effets communs, dont la preuve pourra être faite tant par titres que par la commune renommée ».

La continuation de la communauté, à défaut d'inventaire, a été remplacée par la perte pour le conjoint survivant de l'usufruit légal sur les biens de ses enfants mineurs et la solidarité établie entre lui et son second époux, quant aux condamnations qui pourront être prononcées au profit des mineurs.

Voici en quels termes d'Argentré apprécie la continuation de la communauté : « *Magna ratione inductum est propter fraudes et interversiones quæ a superstitibus fueri solebant pupillis præsertim si secunda matrimonia inibant...* »

D'ailleurs, en prenant l'institution aux autres coutumes, la Bretagne n'y prit pas tous les principes sur lesquels elle reposait. Un inventaire, fait dans les trois mois du décès de l'époux, arrêta la communauté à condition qu'il eût été déposé au greffe. Comme le privilège était entièrement personnel, tels des enfants pouvaient l'exercer ; tels autres, demander le partage pour leur part. Et en cas de deuxième mariage du survivant avec un veuf ayant des enfants mineurs aussi,

comme il se formait une communauté quadripartite, à laquelle les uns pouvaient adhérer, tandis que les autres demandaient le partage pour leur part seulement, on peut s'imaginer les complications inextricables qui en résultaient.

La renonciation à communauté faite par la femme survivante qui négligeait de faire inventaire, n'entraînait point la continuation de la communauté ; du moins un arrêt de règlement du Parlement de Paris, du 4 mars 1727, en décida ainsi : en Bretagne, la question ne vint jamais devant les juges. Le Parlement de Paris avait encore décidé, qu'en Bretagne, le don mutuel n'empêchait pas la continuation de la communauté faute d'inventaire. Mais les auteurs bretons repoussaient cette idée, à moins qu'on ne se trouvât dans le cas où un second mariage fait cesser le don mutuel.

Les enfants seuls avaient le droit de continuer la communauté, non les héritiers collatéraux.

Si les enfants acceptent la continuation de la communauté « ils seront fondés (dit l'article 585) à avoir la moitié tant des meubles qu'acquêts qui se trouveront faits pendant la continuation de communauté jusqu'à l'inventaire ». Mais c'était naturellement à la condition de payer la moitié des dettes et chaque enfant n'avait que sa part et portion en cette moitié, ce qui signifie que si un seul acceptait la continuation il n'avait pas au partage la moitié entière mais seulement sa

part calculée suivant le nombre des communistes.

Les acquêts faits pendant le premier mariage étaient considérés comme propres par rapport à la continuation de communauté dont ils étaient exclus. Un arrêt du Parlement de Bretagne, du 10 octobre 1652, excluait les successions de la communauté continuée.

§ 2. — *Communautés tacites entre non nobles.*

D'après certaines coutumes il se formait tacitement des communautés entre non nobles usant du même « pain et pot », car l'effort individuel était insuffisant au Moyen Age. Il en existait ainsi au ix^e siècle entre hommes libres, après la mort du père, pour défricher les champs communs. Les communautés dites « taisibles », qui s'établirent au xi^e siècle entre serfs pour éviter le droit de main morte, étaient une forme de cette institution. Enfin, au xv^e siècle, lorsque les droits de main morte avaient disparu depuis longtemps, il existait de ces communautés très florissantes entre paysans, pour l'exploitation d'un domaine, en certaines provinces (le Nivernais, la Franche-Comté, etc.). Certains auteurs y ont vu l'origine de la communauté conjugale, parce que les acquêts se partageaient entre les membres et que les actes de disposition exigeaient le concours de tous ; enfin que ces communautés ne s'établissaient d'ordinaire que par l'an et jour, comme la communauté

conjugale en certaines provinces. Mais ce qui permet d'en douter, c'est que dans les provinces, comme le Nivernais, qui admettaient ces sortes de sociétés tacites, la communauté conjugale commençait sitôt le mariage. Et au contraire en Bretagne, pays classique du régime matrimonial de communauté, où celle-ci ne commençait qu'après l'an et jour, ces communautés tacites ont toujours été inconnues : il n'y en a trace ni dans la Très ancienne coutume ni dans les rédactions suivantes, ni dans les documents privés ou législatifs les plus anciens qui aient trait à cette province. Hévin a fait remarquer cette particularité sous l'article 424 Nouvelle coutume (n° 19 du commentaire sur cet article dans l'édition donnée par Poullain du Parc) et Poullain du Parc nous dit que d'Argentré, dans un ouvrage sur le partage des nobles, adopta ces sociétés tacites, mais sans réussir à les faire pénétrer dans la pratique ni dans la coutume.

Section IV. — Séparation de biens.

Nous avons dit qu'il y avait trois causes de dissolution de la communauté en Bretagne. Deux ont toujours existé, la mort naturelle et la mort civile, et les trois rédactions de la coutume se sont longuement étendues surtout sur la première. Quant à la troisième, c'est la séparation de biens judiciaire.

§ 1. — *Historique.*

Selon certains auteurs (1) cette institution aurait existé dès le XII^e siècle en certaines provinces ou du moins une délivrance du douaire et de ses apports, à la femme du vivant du mari à cause de la mauvaise administration de celui-ci. Il en serait question dans les assises de Jérusalem (tome II, page 116, assises de la Cour des Bourgeois). Il existerait une séparation de biens amiable sanctionnée par le Parlement de Paris au XIV^e siècle aux archives nationales (accords X^{te}). Mais il est certain qu'on n'en trouve pas trace en Beaumanoir au XIII^e siècle. Il s'y oppose même complètement au chapitre LVII (n^o 1627 de l'édition Salmon) : « se fame requiert que divisions li soit fete des biens son mari le vivant de son mari l'en ne doit pas obéir à sa requeste... Ne pourquant la justice doit regarder la cause pour quoi ele n'est pas avec son mari... et se li maris ne veut (la reprendre) et la justice voit que ce n'est par es coupes de la fame... prendre doit *des biens au mari* tant qu'ele soit pourveue soufisaument selonc son estat ».

En Bretagne, il n'est sûrement pas question de séparation de biens dans la Très ancienne coutume ni dans l'Ancienne coutume.

(1) Viollet, *Histoire du droit civil français*, page 789 et suivantes.

Nous avons vu au chap. LXXXIII de la Très ancienne coutume ce qui se passe si le mari maluse de ses biens et des biens communs : point de séparation ; seulement il s'ouvre pour lui une sorte de tutelle et la femme, désignée en première ligne comme tutrice, prend l'administration de la communauté.

Dans le texte de la Nouvelle coutume, il n'est point fait non plus la moindre allusion à la séparation de biens. Cependant la jurisprudence et les auteurs bretons l'admettaient en 1580, à l'exemple de diverses coutumes qui la consacraient explicitement. De ce nombre étaient, par exemple, les coutumes de Paris et d'Orléans (art. 198), de Montargis (chap. VIII, art. 6), etc.

§ 2. — *La séparation de biens en Bretagne aux
XVII^e et XVIII^e siècles.*

En Bretagne, nous avons sur cette matière des notes de Poullain du Parc et des arrêts.

La séparation amiable était impossible à cause de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

La séparations de biens était soit principale, soit accessoire à une séparation de corps. La compétence en ces matières avait d'abord appartenu à l'Eglise. L'auteur qui voit déjà des séparations de biens dans les assises de Jérusalem (1) pense que la séparation de

(1) M. Viollet, *Histoire du droit civil français*.

corps prononcée par l'Eglise entraînait accessoirement la séparation de biens : selon lui, c'est l'esprit des « Décrétales de Grégoire IX », de sorte qu'il en eût été ainsi bien avant le ^{xiii}^e siècle, puisque l'ouvrage contient des décrétales des papes, antérieures à Grégoire IX. C'est peut-être une affirmation bien audacieuse. En tous cas, les deux séparations étaient prononcées conjointement ou l'une sans l'autre, au ^{xvi}^e siècle, par les Parlements qui avaient enlevé sa compétence en la matière à la justice ecclésiastique. Nous avons des arrêts, du Parlement de Bretagne entr'autres, sur ce sujet.

Pour que la femme pût obtenir la séparation de biens principale il lui fallait prouver « que les affaires du mari étaient dans un dérangement considérable ou qu'il y avait à craindre ce dérangement », nous dit Poullain du Parc. On ne distinguait point si les affaires étaient devenues mauvaises par le fait ou sans la faute du mari. La disposition de l'art. 1443 Code civil est encore conforme à ces principes.

La démence du mari était une cause de séparation de biens.

Les créanciers ne pouvaient pas demander la séparation de biens et ils n'avaient point le droit, à eux donné par l'article 1446 du Code civil, d'exercer les droits de la femme dans la mesure de leur créance en cas de déconfiture du mari.

L'exécution du jugement de séparation de biens principale entraînait de plein droit renonciation à communauté; mais la séparation de biens accessoire à la séparation de corps laissait à la femme le droit d'accepter la communauté ou d'y renoncer, parce que les motifs pouvaient ne pas être la mauvaise gestion du mari.

Hévin décidait qu'il était inutile de publier la séparation de biens pour d'autres que pour les négociants (Ordonnance du commerce). Mais l'édit de 1703 exigeait l'insinuation à peine d'inefficacité jusqu'à l'accomplissement de cette formalité. Ceci se rapproche un peu, en moins sévère, de la disposition de l'art. 1445 du Code civil.

Lamoignon, en son arrêté n° 82, exige que la séparation de biens soit exécutée par le paiement effectif total ou partiel des reprises de la femme. En général, on pensait que la femme « ne pouvait tirer aucun avantage d'un jugement de séparation laissé sans exécution ». Cela ressemble fort à la nullité prononcée par l'art. 1444 du Code civil.

La femme reprenait le gouvernement de ses biens et pouvait ester en justice, acquérir au comptant (non à crédit) sans l'autorité de son mari, selon Lamoignon, et seulement avec celle de la justice, cela sans aucune distinction, qu'elle fût ou non séparée de corps.

Sous ce régime, comme sous celui de l'art. 1449 sur

la séparation de biens principale, la femme doit demander le consentement de son mari pour hypothéquer et aliéner ses immeubles. Mais ce système était moins libéral que celui inauguré en cas de séparation de corps par la loi du 6 février 1893 modifiant l'article 311 du Code civil.

Le mari était garant du défaut de emploi s'il avait autorisé l'aliénation, comme le dit maintenant l'art. 1450 alinéa 2.

La contribution des époux à l'entretien du ménage était réglée comme aujourd'hui art. 1448 Code civil.

La séparation de biens pouvait cesser par le consentement mutuel du mari et de la femme, car les causes en avaient pu cesser. Le rétablissement de la communauté comprenait tous les conquêts intermédiaires et on ne pouvait les en exclure (analogie avec l'art. 1451 du Code civil *in fine*).

Le consentement était constaté par la seule cohabitation en cas de séparation de corps. En cas de séparation de biens principale il fallait, pour la faire cesser, constater la reprise de la communauté par un « acte formel et authentique », mais cet acte n'était pas affiché comme l'exige maintenant l'article 1451, alinéa 2, du Code civil.

La séparation venant par la faute du mari ne fait pas perdre son douaire à la femme. Lorsque dans son article 429, au sujet de la manière dont la femme acquiert

son douaire, l'Ancienne coutume déclare qu'elle l'obtient «... s'ils ne sont (elle et son mari) départis et séparés par sentence définitive... », il n'y faut point voir d'allusion à la séparation mais à la résolution du mariage pour cause de nullité.

La séparation soit de corps, soit de biens, n'étant point causée par la mort du mari, dissout bien la communauté mais ne donne pas ouverture au douaire, car « jamais mari ne paya douaire », nous a dit Loysel. Il serait remplacé par une pension équivalente jusqu'au jour du décès du mari, s'il meurt avant la femme, de sorte que la différence est plus dans les mots que dans les faits.

Section V. — Clauses conventionnelles.

Tout ce que nous venons de dire de la séparation de biens s'applique à la séparation de biens judiciaire. Mais en 1580, on connaissait aussi la séparation de biens conventionnelle stipulée par contrat de mariage, comme aussi les clauses modificatives de la communauté.

Ces clauses étaient prosrites par la Très ancienne coutume ou plutôt elle les ignorait.

§ 1. — *Clause de réalisation.*

Au Moyen Age, les clauses conventionnelles sont toutes inconnues dans les actes, sauf une exception en Bretagne. Les documents privés, même antérieurs à la Très ancienne coutume, comportent souvent, nous l'avons vu, une clause de réalisation : ils décident que les deniers donnés en dot à la future épouse seront exclus pour partie de la communauté et, le plus souvent, qu'ils seront employés en immeubles. Nous avons cité à ce sujet (1), les contrats de mariage du comte de Saint-Pol avec Marie de Bretagne (1292), fille du duc Jean II; du comte de Perche avec Marie de Bretagne, fille de Jean IV (de Montfort) en 1396, avant la Nouvelle coutume; et après la réformation de 1580, ceux de François de Romilley et de Charlotte de Poilley (1637); de Jacques Le Court et de Françoise Danguy (1697); de François Jamont et Perrine Lachaup (1756).

Mais alors qu'avant 1580, aucun texte ne semble avoir autorisé une telle pratique, la Nouvelle coutume en avait consacré la validité par une de ses dispositions. En effet, l'art. 427 s'exprime ainsi : « Les deniers dotaux baillés avec promesse d'asseoir ou de rendre n'entreront en communauté : et s'il y a promesse d'assiette elle sera faite et préalablement prise sur le tout

(1) Page 43.

des acquêts d'autant qu'ils en pourront porter ; et s'ils ne suffisent, sur les biens du mari. Et où il n'y aurait que promesse de rendre les dits deniers, ils seront levés sur le tout des meubles : et où ils ne suffiraient, sur les propres biens du mari, le tout au choix du débiteur ».

D'Argentré atteste la controverse qui existait sur ce point avant la rédaction de l'art. 427 : « Est autem articulus in totum juris novi de quo pridem valde pugnabatur, eum quidem actionem confundi communione sensebant et in mobile manescere et quia pecunia non conversa in emptionem prædiorum communionem augeret mobilium in qua mulier caperet. Denique placuit dotem non confundi communione et solidi actionem mulieri dandam ».

A la dissolution de la communauté, la femme ou ses héritiers reprenaient avant tout partage, et comme des propres, les deniers dotaux ou les immeubles acquis avec ces deniers.

Il n'est fait mention dans le texte de la Nouvelle coutume d'aucune des autres clauses modificatives ou exclusives de la communauté que nous voyons aujourd'hui au Code civil en la deuxième partie du titre V. Mais elles étaient certainement admises ; cela est attesté par les commentaires et les notes sous les articles de la Nouvelle coutume et aussi par les nombreux contrats de mariage bretons des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles que nous possédons. D'ailleurs la plupart des coutumes, non seu-

lement dans les pays du Nord de la Loire, mais même dans les pays de droit écrit, admettaient, en 1580, de de telles modifications au régime matrimonial qu'elles présentaient comme type. C'était une conséquence de la plus grande facilité des communications et des rapports plus fréquents de province à province.

§ 2. — *Exclusion de communauté.*

Il est question des clauses de non communauté aux mêmes endroits où nous avons vu Hévin et Poullain du Parc traiter de la séparation de biens judiciaire.

Eussent-elles suffi pour faire admettre l'exclusion de communauté des clauses ainsi conçues : la femme apporte en dot telle somme destinée à lui être rendue à la dissolution du mariage et l'époux lui promet telle autre somme en plus pour le cas où elle lui survivrait, sans qu'elle puisse en rien prétendre autre chose dans le reste des biens ? Non, d'après Hévin : les biens mobiliers de l'épouse tomberaient en communauté, car il faudrait une « stipulation expresse et formelle de séparation » pour faire cesser la communauté organisée par la coutume.

D'ailleurs Hévin admettait qu'on pût expressément stipuler l'exclusion de communauté soit pour tous les biens, soit pour partie, ou encore pour une espèce de biens, ce qui équivalait à l'ameublement ou la réalisation suivant que la clause s'appliquait aux immeubles

ou aux meubles. Mais naturellement il fallait stipuler cela en chaque contrat de mariage et Hévin prend la peine de dire qu'une famille ne pourrait établir une fois pour toutes une exclusion de communauté sans l'exprimer dans les contrats de mariage de chacun de ses membres, comme cela avait lieu pour la famille royale de France. S'il y a exclusion de communauté stipulée par contrat de mariage, chaque conjoint garde l'administration et la disposition de ses biens, sauf l'autorisation du mari toujours nécessaire à la femme, et paie ses dettes à part : c'est donc bien plutôt notre séparation de biens conventionnelle que le régime d'exclusion de communauté ou unité d'administration, comme le nomment les Allemands.

Il est peu probable que cette clause d'exclusion complète de communauté ait été fort usitée en Bretagne.

§ 3. — *Régime dotal inconnu.*

Quant au régime dotal, il n'en est pas même question dans les notes de Poullain du Parc et peut-être ne pouvait-on pas le stipuler, tant les traditions coutumières bretonnes lui étaient hostiles.

§ 4. — *Ameublement.*

La clause d'ameublement était possible, comme la réalisation, mais elle est bien loin d'avoir eu le même

succès en Bretagne que cette dernière et elle répugnait certainement à l'esprit de l'ancien droit breton désirant conserver les immeubles propres dans les familles.

§ 5. — *Clause d'apport.*

Les clauses d'apport étaient de même admises, car Poullain du Parc en examine plusieurs variétés en se demandant si la femme devait participer à la communauté, l'apport n'étant pas réalisé.

§ 6. — *Clause de séparation de dettes.*

Une des clauses les plus fréquentes dans les contrats de mariage bretons des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, en dehors de la clause de réalisation qui y est de style, c'est la clause de séparation de dettes. Les deux clauses réunies formaient la communauté réduite aux acquêts. Par la clause de séparation de dettes il est convenu que chaque conjoint paiera seul ses dettes antérieures au mariage. En Bretagne, la maxime constante est qu'il fallait un inventaire pour rendre cette clause valable vis-à-vis des créanciers, mais qu'entre les conjoints, la simple stipulation suffisait. Les dettes ainsi immobilisées n'affectaient que les propres du débiteur. Mais les arrérages et intérêts, échus pendant le mariage, de rentes dues auparavant se prenaient sur la communauté.

Nous trouvons la clause de séparation^s de dettes seule,

par exemple au contrat de mariage de Gilles Le Duc et Anne de Trémigon, du 4 août 1663, à Rennes (1). «... Les dettes passives de l'une et l'autre des parties créées avant le dit futur mariage seront acquittées chacune sur son propre sans que la dite future communauté en demeure chargée ».

Nous avons cité plus d'un contrat où se trouve la clause de réalisation toute seule.

§ 7. — *Communauté réduite aux acquêts.*

Les deux clauses sont associées pour former la communauté réduite aux acquêts : Dans le contrat de mariage (2) de Jean Jamont et de Marie Lemée (Rennes, 1688) « chacun d'eux paiera ses dettes passives sans que les biens de l'un puissent être discutés pour les dettes de l'autre. Jusqu'à l'entière exécution de quoi il n'y aura aucune communauté entre eux... — En laquelle communauté entrera de la part du dit futur époux... sa part et portion lui revenante des biens dépendant de sa communauté avec deffunte demoiselle... vivante son épouse... — Et de la part de la future épouse entrera la somme de 300 livres en celle de quinze cents livres... »

Elles sont associées aussi dans les contrats de mariage de Pierre Curateau (Nantes, 1736), de Charete de Briord (Nantes, 1747), etc.

(1) Archives d'Ille-et-Vilaine.

(2) Page 36.

§ 8. — *Reprise d'apport franc et quitte.*

On trouve encore assez fréquemment dans les contrats la clause de reprise d'apport franc et quitte en cas de renonciation, par exemple au contrat de Jean de Rosnyvinen (Nantes, 1643) (1), en faveur de la future épouse Marguerite Despinoze : « Et en cas de renonce, aura son trousseau à la valleur de six mille livres quite de toutes deptes dont elle sera libérée par les héritiers du futur époux ores qu'elle y feust personnellement obligée ».

§ 9. — *Préciput conventionnel.*

Il y a des exemples de préciput conventionnel, tel celui du contrat de mariage (2) de Janne Gabrielle Lemoullec et de Jean de Bione (8 janvier 1729, Rennes) : « ... Le décès du sieur de Bione arrivant le premier et sans enfants la moitié de l'inventaire à la demoiselle future épouse... lui demeurera propre... sans qu'ils puissent faire partie de la dite communauté... »

§ 10. — *Parts inégales.*

Ceci porte à croire qu'on pouvait aussi stipuler que les époux prendraient des parts inégales à la dissolution de la communauté.

(1) Archives de la Loire-Inférieure.

(2) Archives d'Ille-et-Vilaine.

§ 11. — *Abréviation du délai d'an et jour.*

Enfin nous avons vu déjà qu'on pouvait raccourcir ou même supprimer le délai d'un an et un jour que la coutume de Bretagne laissait écouler avant la formation de la communauté.

§ 12. — *Communauté universelle.*

Quant à la communauté à titre universel, il n'y en a pas d'exemple dans les actes et les parties semblent beaucoup plus préoccupées de restreindre la communauté légale que de l'élargir.

D'ailleurs il y a lieu de croire que toutes clauses modificatives de la communauté, autres même que nous avons indiquées ici, étaient autorisées après 1580. Hévin et Poullain du Parc le laissent entendre.

Section VI. — Prescription entre époux.

Pour terminer notre étude du régime matrimonial qui fut en vigueur dans la province de Bretagne depuis le xiv^e siècle au moins jusqu'à la Révolution, il ne nous reste plus qu'une remarque à faire au sujet de la prescription entre époux.

Le chap. XL de la Très ancienne coutume la suspendait durant le mariage ainsi qu'il suit : « Titre de ban-
nie... après les trois bans faiz... seroit deffendu de touz

pour tant que il n'eust ou marchié barat ne fraude ne en la bannie et est le temps réservé de trouver la fraude jusques à trente ans... Et auxi il est excepté ou cas que homme et femme sont conjoinz ensemble par mariage que le mari ne pout vendre ne aliener le droit à sa femme fors son vivant et encore li fesant pourvéance... »

L'Ancienne coutume avait conservé la même solution dans son art. 445 : « Et... le temps lui est réservé (à la femme) après la mort du mari ou aux hoirs d'elle après sa mort pour recouvrer les choses susdites si le mari les a aliénées sans le consentement d'elle ».

Cet article est reproduit de tout point par la Nouvelle coutume en son article 472.

D'Argentré blâme vivement la teneur de cette disposition : « Hic articulus in veteri quoque consuetudine fuit descriptus de vetutissima : sed magna tamen errore et incogitantia transit in jus patrium, auctoribus his qui primi in scripta consuetudinem retulere ».

C'est que la femme peut agir en justice avec l'autorité de celle-ci, au refus du mari, et elle peut le faire pour ses intérêts et interrompre la prescription toutes les fois qu'aucune action n'en doit résulter contre le mari. Donc en ces cas-là la prescription doit courir contre elle. Par exemple, si quelqu'un a usûrpé son bien, parce que si son mari refuse d'agir, elle peut le faire sans lui.

Cependant la décision de l'article était utile si l'action intentée par la femme donnait lieu à un recours contre le mari ; par exemple, s'il avait aliéné le propre de celle-ci sans son consentement. Le pouvoir du mari s'oppose à une telle action et, de plus, elle eut pu troubler la paix du ménage.

Le Code civil a donc sagement fait de suivre les coutumes en cette voie.

Il en est de même pour la rescision des contrats où la femme a agi avec son mari et pour les mêmes motifs.

Cette règle s'appliquerait si la communauté était modifiée ou même si la non communauté était stipulée.

Poullain du Parc pense pourtant que la prescription courrait en tous cas contre la femme séparée de biens parce que si la femme non commune peut donner comme excuse de son inaction qu'elle craignait de troubler l'union, il n'en est plus ainsi pour la femme séparée. En effet, elle n'a pas craint d'agir contre son mari plus gravement et de le faire dépouiller de tous les droits de communauté et d'administration qu'il tenait de la loi.

CONCLUSION

Notre examen des coutumes matrimoniales de la Bretagne nous a fait voir combien elles étaient analogues à celles du centre de la France, de Paris, Orléans, Beauvaisis, etc., et même plus humaines et plus parfaites que ces dernières en plus d'un point.

Maintenant ce que nous avons vu nous permet-il d'affirmer l'influence de l'Eglise dans l'orientation des usages bretons vers le régime en communauté?

Que nous ont montré, en somme, la Très ancienne coutume et les documents privés contemporains avant que la renaissance du droit romain au xiv^e siècle eût déformé les institutions? Nous y avons vu une autorité donnée au mari plutôt comme un pouvoir directeur dans l'intérêt de deux associés que comme une puissance tutélaire sur un incapable. Cela n'est-il pas conforme à la doctrine de l'Eglise qui releva le rôle de la femme et proclama l'égalité des époux, tout en donnant au mari la suprématie nécessaire à la marche de l'association conjugale? C'est l'application aux intérêts

pécuniaires du ménage des paroles de la Genèse qui désigne la femme comme un aide égal et semblable à l'homme lui-même, *adjutorium simile sibi*, et de celles de saint Paul dans l'épître aux Ephésiens, *vir caput est mulieris*...

C'est cette doctrine que saint Augustin applique à une dame romaine quand il lui reproche d'avoir aliéné ses biens paraphernaux sans en avoir conféré avec son mari : « ... Nihil ergo de tua veste, nihil de tuo auro vel argento vel quacumque pecunia, aut rebus ullis terrenis tuis, sine arbitrio ejus facere debuisti (1). » C'est que dans la société conjugale chrétienne la femme ne peut dire : « facio quod volo de meo : quum et ipsa non sit sua, sed capitis sui, hoc est viri sui (2) ». C'est aussi que les intérêts pécuniaires sont subordonnés à des idées d'association morale et physique parfaite pour le labeur commun et l'assistance mutuelle durant toute la vie, la procréation, l'éducation et l'établissement des enfants communs : « Quid mirum, si pater communem filium nolebat hujus vitæ sustentaculis a matre nudari, ignorans quid sectaturus esset, quum in ætate grandiuscula esse cœpsisset : utrum monachi professionem, an ecclesiasticum ministerium, an conju-

(1) *Augustinus Ediciæ quæ nesciente viro*, etc... » L. CCLXII^e dans la *Patrologie* de Migne. Le passage cité ci-dessus est au n° 4 de la lettre. (M. Lefebvre : « Leçons d'introduction générale à l'histoire du droit matrimonial français »).

(2) Même lettre, n° 7.

galis necessitudinis vinculum (1) ? » Et cependant qu'il marque la suprématie du mari, saint Augustin insiste aussi sur le concours qui doit se retrouver dans tous les actes importants des époux : « Pariter ergo consilium de omnibus haberetis... »

C'est bien là l'inspiration qu'on retrouve aux actes bretons : « ...Ego, Godildis... cum concentu mariti mei... » ; « ... Ego, Guehenocus... et uxor mea Mabilis... dedimus... » ; « ... Nous lesdits vicomte et vicomtesse (de Rohan)... avons donné, » etc., etc...

L'organisation de la société de meubles et conquêts présente le même concours perpétuel entre époux et la coutume de Bretagne proclame à nouveau leur égalité quand elle dit que la femme doit-être « aussi grande que le mari » par rapport aux conquêts. C'est ce concours qu'encourageait déjà saint Augustin dans les passages cités plus haut, qu'il recommande encore à Edicia dans le fragment suivant : « Multo consultius dilectione concordi, multoque ordinatius et honestius ambo faceretis... (2) » Cette collaboration est bien l'accomplissement dans le domaine des droits patrimoniaux de cette union complète que l'Eglise voulait réaliser dans le mariage et dont la Genèse met l'expression dans la bouche d'Adam « ... quamobrem relinquet homo

) Même lettre, n° 8.

2) Même lettre, n° 5.

patrem suum et matrem et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne una ».

C'est le désir de traduire dans les intérêts pécuniaires cette maxime *et erunt duo in carne una*, et l'idée de dévouement du mari envers la femme que nous verrons aussi tout à l'heure encourager le douaire, qui ont inspiré la règle du partage par moitié, toujours admise en Bretagne pour les biens communs des nobles ainsi que les conquêts des roturiers, puis finalement consacrée pour tous les cas par la Nouvelle coutume, malgré la renaissance du droit romain.

Quant au douaire, c'était une institution répondant excellemment à la pitié et la prévoyance chrétienne envers les faibles impuissants à subsister sans difficulté par leurs propres forces. En même temps cela réalisait dans le domaine des droits pécuniaires le devoir de dévouement et de sacrifice qu'impose l'Eglise à l'époux envers la femme : « Viri, diligite uxores vestras, sicut Christus dilexit ecclesiam et se ipsum tradidit pro ea ». Aussi nous voyons l'Eglise exiger la promesse du douaire avant d'autoriser le prêtre à bénir les époux.

Ce sont les mêmes sentiments d'amour réciproque, de charité chrétienne qui transparaissent dans le don mutuel, comme le montrent les invocations toujours placées dans ces sortes de donations, telle celle-ci, figurant dans la donation de Jean IV à Jeanne de Navarre : « Attendentes, ut dicebant, grata devocationis et fide-

litatis obsequia hactenus ab eisdem utrinque mutuo impensa et que, Deo propitio, impendere sperant in futurum ». Il semble que ces dons aient été provoqués par l'idée que c'est un devoir chrétien pour les époux, après s'être entr'aides dans la vie, de laisser un témoignage d'affection au survivant.

Ces pieuses formules se retrouvent dans les dons faits par les époux ou l'un d'eux aux églises ou couvents : « ... me dedisse... pro salute animi Conani Domini mei... » (Don de la duchesse Marguerite aux chanoines de Sainte-Croix de Guingamp). Aussi dans les dons faits par un seul des époux à l'autre : « ... Agnès, fame Colin de Tours, bourgoys de Chasteauceau, le plus espérant la mort que la vie, recognut et confessa en dreit par davent nous que considérant et regardant les bons serviges et la bonne et loial compaignie que ledit Colin li avoit fait et mené ou temps passé et fait encores de jour en jour... li a donné (1)... »

Enfin le souci continuel de veiller à la « pourvéance » de la femme, l'idée première des récompenses inventées de si bonne heure par la coutume de Bretagne, dérivent toujours des sentiments de protection pour la femme, d'union et d'égalité qu'inspirait l'Eglise.

L'exception faite par la Nouvelle coutume, exigeant l'autorisation du mari pour que la femme pût tester « sauf pour aumosnes, amendemens et services à elle

(1) Archives de la Loire-Inférieure, Série E, Liasse 226.

rendus », est une preuve de la persistance de l'inspiration chrétienne en la coutume de Bretagne jusqu'aux derniers siècles de l'ancien droit.

Et le texte même de la Très ancienne coutume ne se borne pas, comme la plupart des textes coutumiers contemporains, comme la coutume de Beauvaisis par exemple, à deux invocations : l'une au début de l'œuvre : « Qui voudroit vivre honestement pour avoir l'amour de Dieu et dou monde doit avoir en soi et en user et non pas du contraire, de vérité, de léauté, de abstinence, de diligence, et de humilité... Et... quiconques... est tenu mauvès... chescun le refuse, et si fait Dex. Et... pour néant a Dieu donné à homme seignourie, se il n'a en lui... movemenz de bien... (1) ». L'autre à la fin : « ... Et pour ce deprion Dieu et la benoiste Vierge Marie qui le porta en ses coustez et conçut, que il nous doint faire sa volenté et venir au réaume de clarté. Amen (2) ». L'inspiration religieuse s'y manifeste à chaque instant : Au chapitre ccxxii : « ... Se ils se mesprennent, dont il conviengne que amende soit levée, les seigneurs n'en doivent riens retenir à eulx... et se il en demourait, le demourant doit estre donné pour Dieu en fesant charité ... » ; aux chapitres ccxlvii, et suivants sur la compétence des juges d'Eglise et les endroits où l'on peut

(1) Très ancienne coutume, chap. ii.

(2) Très ancienne coutume, chap. cccxxv, *in fine*.

remettre les exploits. Au chapitre cccxiv sur la « prison de la femme », dont nous avons déjà cité des fragments ; au chapitre cccxxxiv donnant les motifs du succès des juridictions ecclésiastiques, etc., etc...

Quel autre pouvoir que le pouvoir spirituel de l'Eglise était d'ailleurs assez fort et assez homogène, au Moyen Age, pour unifier, sur un point, le droit matrimonial, les coutumes si diverses sur tous les autres ?

Tout ce que nous avons vu de la coutume de Bretagne ne nous autorise-t-il pas à dire : C'est la doctrine de l'Eglise qui a dirigé la formation du régime de communauté en Bretagne, et c'est grâce à elle que les usages matrimoniaux de cette province furent si parfaits et aussi semblables à ceux du centre de la France ?

PIÈCES JUSTIFICATIVES ANNEXÉES

Vente et donation faite par Godildis et son fils à l'abbaye de Saint-Sauveur de Redon, en l'année 871 : (1).

2 maii, ann. 871, ch. CCCLVIII. — De Maf in plebe Cons.

Cum enim legaliter liceat unicuique nobili tam de suo alode quam de suo hereditate quicquid voluerit facere, idcirco ego, Godildis, et filius meus Guntarius, cum consentu mariti mei Permig, vendidimus quantum ad nos pertinebat de hereditate nostra in loco qui vocatur Maf, quod dedit frater meus Eurac in dono filioli Guntario filio meo nepoti suo, Liosico abbati monasterii rotonensis necnon et monasterii Plebis Lan et monachis Sancti Salvatoris, a quo accepimus pretium in quo nobis bene complacuit, id est, ducentos solidos, et quantum plus valebat illa terra totum perdonavimus in nostra elemosina, pro regno Dei et vita æterna, et est situm in pago redonico, in plebe que vocatur Cons. Factum est hoc super illam terram que vocatur Maf. IIII, feria, VI^a, non. maii, luna VIII, regnante Karolo rege, dominante Salo-

(1) Cartulaire de l'abbaye de Redon en Bretagne, publié par A. de Courson, Paris, 1863.

mone in Britannia, Electramno episcopo in redonica civitate, coram multis nobilibus viris qui hanc venditionem et elemosinam viderunt, quorum ista sunt nomina : signum Godolildis (*sic*) et Guntarii filii mei, qui hanc venditionem et elemosinam vendidimus et dedimus ; X Mineg ; X Permineg filii mei ; X Kenmarhoc ; X Sigibert ; X Ingelram ; X Ristenalt ; X Gosbert ; X Gonhart ; X Bertrath ; Tedebert ; X Halgod ; X Haldebrant, testis ; X Raginfrid ; X Deisdet ; anni Domine. DCCC, LXXI, indictione, III.

Don de Guehenoc, seigneur d'Ancenis et de sa femme Mabile, à Sainte-Marie du Cellier, en 1132. (1)

(Fol. 170, V^o). — Ann. 1132.

Ego, Guehenocus, Anciniensis dominus, et uxor mea Mabilis volentes locum Sancte Marie de Cellario (2), malignitate excommunicatorum diminutum, restaurare, dedimus ei de terra nostra que circa vallem Junet (3) est, libere, sine ullo servicio, sicuti eam a Deo habeamus, quantum uni carruce opus fuerit : similiter et prata et pascua circumadjacencia. Hujus doni testis sum ego Guehenocus ; testis est uxor mea Mabilla ; testis Hamon de

(1) Cartulaire de l'Abbaye de Redon.

(2) « Unitur prioratui Beate Marie nannetensis... (Adnotatio margini, saeculo XVI^o apposita).

(3) Ap. D. Mor. (Preuves, t. I, col. 535) *legitur* « Vinet ».

Panece; testis Angevinus filius Rollandi; testis Brito; testis Matheus filius Barbotini; testis Radulfus, monachus, qui donum recepit. Factum est hoc in saltu, super ipsam terram, anni ab incarnatione Domini. M.C.XXX.II, luna VII, prima die lunis. quadragesime; pax et securitas servantibus illud. Amen. »

Don de la moitié des moulins de Rochefort, aux chanoines de Sainte-Croix de Guingamp, fait par Marguerite, duchesse de Bretagne, en 1151.

An 1151.

Margarita ducissa Britannie, comitissa Richemondie, episcopis, abbatibus et universis sancte Matris ecclesie filiis ad quos littere iste pervenerint, salutem.

Notum sit vobis omnibus me dedisse et concessisse in puram et perpetuam elemosinam, pro salute anime Conani domini mei et pro salute anime mee et antecessorum nostrorum, dimidiam partem molendinorum meorum juxta Ruppem fortem manencium et eorum qui sunt subtus villam Post ecclesie sancte Crucis prope Guingamp et canonicis ibidem Deo deservientibus.

Quare volo et precipio ut canonici predicti habeant, teneant et possideant predictam partem molendinorum bene et in pace, libere et quiete et honorifice, sicut ego nunquam melius, liberius et honorificius habui et possedi.

Teste Willelmo Trecorensis episcopo, Willelmo filio Hamonis, Alano de Rohan, Roberto cancellario, Abraham capellano comitis, Martino capellano, Richardi et Alano Gunello, Heroico filio Hervei, Henrico Bertrand, Gaufrido filio Loës, Gaufrido filio User, Gaufrido filio Gicaël, Lanberto filio Contoor, ts Resen Gestino. Apud Wingamp.

Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 81, cahier n° 3.

Autorisation par le duc Conan.

Conanus dux Britanie et comes Richemondie episcopis, abbatibus, et univervis sancte Matris ecclesie filiis ad quos littere iste pervenerint salutem.

Notum vobis sit omnibus me concessisse et hac mea carta confirmasse donacionem Margarete sponse mee comitis quam dedit ecclesie Sancte Crucis de Wingamp et canonicis ibidem Deo servientibus, dimidiam scilicet partem molendinorum suorum juxta Ruppem fortem existencium et subtus villam Post, in puram et perpetuam elemosinam pro salute anime mee et anime sue et antecessorum nostrorum.

Quare volo et precipio ut predicti canonici habeant et teneant predictam partem molendinorum bene et in pace libere et quiete et honorifice sicut nunquam melius et liberius et honorificius habuit et tenuit predicta comitissa. Teste Willelmo Trecorensis episcopo, Alano de Roan, Ro-

berto cancellario, Abraham capellano, Martino capellano, Henrico Bertrand, Henrico filio Hervei, Richardo et Alano Gyumello, Gaufrido filio Loes, Gaufrido filio Jecaelon, Lanberto filio Contoor. Apud Wingamp.

Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 84, cahier n° 4.

Vu et collationné sur l'original par nous Archiviste paléographe.

Nantes, ce 28 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

Lettres du douaire constitué par le Duc (1) à son épouse Blanche de Navarre, au lieu de la tierce partie du duché de Bretagne, consistant dans tout ce qu'il possède dans les eveschés de Vannes et de Cornouaille, en Guérande, à Pacy, ses droits sur l'échiquier de Rouen et les revenus du sceau de 1/2 marc.

Juillet 1263.

Nous Jahan, duc de Bretange feisonz assavoir à tous ceus qui cetes présentes lettres verront e orront que, come nous eussiens doé nostre chièrre fame Blanche, file de noble prince Thébaut, par la grâce de Deu noble roi de Navarre, de Brie e de Champaingne, conte palatin, de toute la tierce

(1) Jean I, dit le Roux, duc de Bretagne, 1237-1286, fils d'Alix et de Pierre de Dreux, dit Mauclerc.

Marié en 1235 à Blanche, fille de Thibaud, comte de Champagne et de Brie, roi de Navarre.

partie de toute la duchée de Bretange, laquel chose nous poons fere az uz e az costumes de la devant dite duchée ; nous en leu, e en eschange, de la tierce partie dou devant dit duchée de Bretange, de la volenté e à la requete nos fiz Jahan et Perre, li donons et li avons doné, li assignons et li avons assigné tout ce que nous avons en l'évêqué de Cornoaille, en chasteaus et en villes, en terres, e en eves e en fié, e en toutes autres choses, e quanque nous avons en l'évêqué de Vennes, en chasteaus e en villes, en terres e en èves, e en fié e en toutes autres choses, e excepté l'île de Reuiz. Et li donons quanque nous avons e tenons en Guérande, en sort que nous donons a icele Blanche, toute li rente que nous avons en l'eschequier de Roan en Normandie, e toute la rente de notre sael de demi-marc o tout le profit d'icelui sael en queuque leu que il soit, ou en Bretange ou dehors.

Et li donnonz toutez les terres e toutes les rentes que nous avons à Pacy. E toutes ces chosez devant dites ele tendra en peis et porserra par reison de doaiere tant cum ele vivra. E se la devant dite Blanche nostre fâme voloit meios avoir par reison de doaiere toute la tierce partie de la duchée de Bretange, que toutes ces choses devant dites e nommées, en sa volenté est qu'ele avra le quel qu'ele vordra ou toutes ces choses devant dites, ou la tierce partie devant dite de la duchée de Bretange. E toutes ces choses devant dites icele devant dite Blanche tendra et porserra en peis, par reison de doaiere, tant cum ele vivra.

Et en après, nous volons e troions que Jahan e Perre nos fiz ou nostre heir quil quiel soit soient tenus à toutes ces choses tenir et accomplir si cum il est devisé par davant, sens venir encontre, en nule manere.

C'est assavoir que par ces doaieres feisans e otroians de Jahan et Perre, nos fiz, icele devant dite Blanche ne puet ne ne porra riens demander es-conquetes que nous avons fettes jusque jour duy, fors les conquetes qui sont ès-terres e ès-évêqués desus nomées, lesquelles ele tendra en peis, par reison de dohaiere, tant cum ele vivra.

E en après, nous prions e requerrons nos redoutables pères, l'arcevéque de Tours, l'évêque de Cornoaille, e l'évêque de Vennes que ils conferment toutes ces choses devant dites pars lors lettres saelées de lors seaux. E Jahan et Perre noz fiz sont tenuz par lors fois de requerre les devant diz arcevéque et évêque que il conferment ces devant dites choses par lers lettres saelées de lors sceaus, de toutes ces choses devant dites tenir e enterriner e que il en contre ne vendront par eus ne par autres en nule manière.

La dite Blanche, nostre fame et les devant dit Jahan e Perre nos fiz sont tenuz par lors feiz de lors cors donées. E en tesmoigne de ceste chose, nous le dit Jahan, duc de Bretangne, et la dite Blanche nostre fame et les diz Jahan et Perre nos fiz avons saelées ces présentes lettres de noz seaus.

Ce fut fait et donné en l'an de grâce mil e dous cens e sexante e trois au moiz de Juignet.

L'acte est scellé de quatre sceaux.

Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 17.

Vu pour collation par nous, archiviste paléographe, le
25 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

Contre lettre de la duchesse Blanche de Champagne.

1263.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront et orront
Blanche, duchesse de Bretaingne, saluz en nostre seingnor.

Sachez que come nostre cher seingnor Jahan duc de Bre-
taingne, nos aiet assignez douaeres nomez si il avenoet que
il moreust avant, si come, il (*est*) contenuz ès letres que
noz avons saalées sus ce des sceus nostre seingnor devant
dit, e Jahan e Perres nos fuis, e que ils ont aussi saalées
de nos, e il soet contenu en celes maemes letres que si nos
volons e otroions que se il avenoet que nos preissions la
terce partie devant dite e le ser les douaeres nomez que nos
ne puissions riens réclamer ne demander de totes les con-
questes que levant dit duc nostre seingnor fist, jusque à la
date de cestes letres, fors les conquestes qui seront en cele
tierce partie que nos tendrons par reson de douaere tant
come nos vivrons.

E en tesmoingnage de ce, nos saalâmes ces letres de nostre sael.

Ce fu doné la veille de la Madaleine en l'an de grâce mil e dous cenx e sexante e troes.

Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 47.

Vu pour collation par nous, archiviste paléographe.

Nantes, ce 28 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

*Contrat de mariage conclu entre le duc de Bretagne (1)
pour sa fille Marie et Hues de Chdtillon pour son frère
le comte de Saint-Pol.*

*L'acte commence par la formule de ratification du roi
Philippe le Bel. Juillet 1292.*

22 Juillet 1292.

A touz ceus qui ces présentes lettres verront et orront,
Nous Jehan, duc de Bretaingne comte de Richemont et
nous Hues de Chastillon comte de Blois, sires de Avesne,
salut en Notre Seigneur.

(1) Jean II, duc de Bretagne (1286-1305) petit-fils de Pierre de Dreux, dit Mauclerc.

Sa sœur Alix, dont la succession donne lieu à la convention transactionnelle contenue en ce contrat de mariage, avait épousé, en 1254, Jean de Chatillon, comte de Blois, père de Gui, qui épousa Marie de Bretagne et devint connétable de France.

Elle mourut en 1288.

Sachent touz que nous Hues, comte de Blois, avons promis et prometons audit duc de Bretaingne, à faire et à pourchacier vers Gui, nostre cher frère, qu'il se consentira à prendre et prendra par mariage damoiselle Marie, fille du duc de Bretaingne.

Et nous duc de Bretaingne avons promis et prometons à faire er pourchacier vers la dite damoiselle Marie, notre fille, qu'elle se consentira à prendre et prendra le dit Gui par mariage, et pour ce mariage avons fait et faisons, nous duc de Bretaingne, et nous comte de Blois l'un vers l'autre les convenences qui s'ensivent :

C'est assavoir que Nous comte de Blois, la conté de Saint-Pol o toutes les appartenances de ladite conté et des villes qui s'ensuivent.

C'est assavoir Saint-Pol, Lucheu, entre Libourt Feurenych Pernes que nous avons donné audit Gui notre frère, avant les convenances de ce mariage, prometons à faire valoir dis mile livres de terre à tournois par an. Et en ces dis mile livres de terre sera contée la terre que li conte Jehan de Blois, donna audit Gui en Hénaut et ailleurs. Et se défaut y avoit Nous le devons parfaire ou royaume de France et

Elle avait reçu en dot les seigneuries de Pontarcy (Pont-Arsiz et de Brie — comte — Robert qui étaient du patrimoine de Pierre Mauclerc.

Pontarcy est demeuré aux Chatillon et Brie — comte — Robert est revenu au Duc de Bretagne.

(*Histoire de Bretagne*, par DOM MORICE, Paris, MDCCL, p. 490).

s'il estait trouvé que plus i eust le plus demouroit à nous et à noz hoirs.

Item nous comte de Blois prometons à pourchassier vers le devant dit Gui, notre frère, qu'il donnera en doière à la dite damoisele Marie, fille du dit duc de Bretaingne, un manoir quel qu'elle vourra en la terre donée audit Gui, après Saint-Pol et Lucheu et quatre mile livres à tournois de rente par an au royaume de France, au plus près de celi manoir, sauf à la dite damoiselle son droit à avoir doaire en toutes eschéances qui avendroient audit Gui, selon la coustume du païs ou li héritage sera.

D'autre part, Nous duc de Bretaingne prometons à doner à damoisele Marie, notre fille devant dite, en mariage deus mile livres de rentes ; c'est assavoir mile livres au mariage fesant en terre assise au Pont Arsiz, s'il nous revient et il levant et s'il mérant, nous suemes tenu au parfaire et ce plus vaut, il demourra devers nous duc de Bretaingne. Et si Pont Arsiz ne nous revient, nous asserrons les dites mile livres de en terre entre Paris et le Mans ou en Champaigne se faire le poorons avecques toute justice et seigneurie tels come nous i avons ; et doit être retardée l'assise de ces mil livres tant que le descourt de Pont Arsiz soit terminé. Et tantost après que le descort sera terminé, l'assise de la terre sera faite et rendrons Nous, duc de Bretaingne, les arrérages dès le temps de nouces jusques au jour de l'assise de la terre. Et après notre décès mil livres de rente en deniers en Champaigne.

Item, Nous duc de Bretaingne, donnons à notre fille, à mariage, quinze mile livres de tournois desquelz il est ainsi ordrene que nous, duc de Bretaingne, paerons au dit Gui cinc mile livres tournois à cest Noël prochen, et au Noël ensuivant paerons et mettrons au Temple cinc mile libvre ; et au Noël après en suivant paerons et mettrons au Temple cinc mile libre. Et seront ces diz mile libre, qui seront mises au Temple, en la main de Notre-dame la Royne de France et en la main le duc de Bourgoingne, pour emploier par leur main, au plus tôt qu'il l'en pourra en héritage pour la damoisele et pour ses hoirs.

Et se ainsi estoit que la damoiselle moureust sanz hoir de son cors en ce mariage, que ja n'aviengne, le héritage qui des diz mile livres sera achaté, revendra à Nous duc de Bretaingne et à nos hoirs à l'avanant que la moitié des quinze mile libre de tournois ou la moitoi des quinze mile libre. Se les diz mile libre n'estait employés ou à l'avanant de ce qui serait employé ou demourrait à emplir d'argent et de héritage ; et le héritage que li sera donné en mariage tel comme el aura au temps de sa mort et le ramanant de la terre qui achatée seroit, vendra au dit Gui ou à ses hoirs. Et se il mourait sans hoirs, hoirs de son corps, que ja n'aviengne, le d. remanant vendroit à nous... comte de Blois ou à nos hoirs, en la manière qu'il le trouveroit ou temps de sa mort.

Item, comme le seigneur de Chasteillon, soit tenant de Pont-Arsiz, et nous duc de Bretaingne, affermiens que puis-

que la contesse Jehanne de Blois est morte sans hoirs de son cors, Pont-Arsiz doit tourner à nous duc de Bretaingne, il est acordé entre nous duc de Bretaingne et conte de Blois, que autant de rente comme Pont-Arsiz vaut par an, Nous conte de Blois mettrons en la main du roi de France.

C'est assavoir cinc cens livrées de terre au Champront et le remanant au plus près d'ileuc, à tenir en la main du dit notre seigneur le Roy, tant que le descors soit terminé et doit en aler avant sus le descors et terminer en ceste manière.

C'est assavoir que deus chevaliers seront elleuz de nous duc de Bretaingne et conte de Blois, qui tout de plain sanz deloi orront toutes les resons d'une partie et d'autre tout aussi comme si nous conte de Blois estiens tenant de Pont-Arsiz.

Et s'il avenoit que li chevalier devant dit trovassent et deissent par leur dire que Pont-Arsiz deust tourner à Nous duc de Bretaingne, Nous devant dit, conte de Blois, devons pourchacier que Pont-Arsiz sera délivré à Nous duc de Bretaingne quittement et se nous ne le vous povons délivrer, nous déleront et quitterons à vous, duc de Bretaingne, la terre qui en la main le Roy sera mise ou plus ou moins, jusques à la value de Pont-Arsiz. Et doit estre ce dit terminé dedens Noël prochain et se il ne l'avoient terminé, ou ne poient terminer par aucune raison ou par empachement quelque il feut, il doivent à rapporter ou Nous parties le descors et lerrement à la Court le Roy à ce prochain

Parlement dedens les huictenes de Noël. Et iront avant nous parties comme ajournées sanz recour d'autres court, tout de plain, sanz jour de conseil, sanz jour de veue et sanz autre dilacion, et s'il estoit terminé pour vous duc de Bretaingne, Nous conte de Blois serions contrainz par la court notre seigneur le Roy a pourchacier la délivrance de Pont-Arsiz ou a delessier la terre qui en leu de ce sera mise en la main de notre seigneur le Roy, jusques à la value de Pont-Arsiz.

Item seur ce que nous duc de Bretaingne disons que à Nous appartient à avoir la moitié des conquez feiz durant le mariage entre le conte Jehan de Blois et la contesse Alis jadis sa feme notre seur et nos conte de Blois disens le contraire et que se vous duc de Bretaingne en auviez riens pris vous le nous devez rendre.

Il est accordé de nous duc de Bretaingne et conte de Blois que tout de plaint, sans demander jour de Conseil ne de veue sans recour d'autre court, et sans requierre autre dilacion, nous baillerons nos raisons et responderons sans délai d'une partie et d'autre en la court le Roy, à cest prochain Parlement, et nous sera fait droit, tout de plain sanz délai.

Item il est acordé entre nous que toutes les assises des terres et des doaires qui doivent estre faites de çà et de là, quels seront faites par deus chevaliers esleuz de nous, l'un d'une part et l'autre d'autre qui jureront suer seins à loiaument le fere. Et s'il avenoit qu'il ne fussent à acort notre

seigneur le Roy de France ordonneroit du descort. Et se aucun des chevaliers estoit empêchier par quoi il ne vousist ou ne poist i antendre, la partie qui mis l'auroit i mettroit un autre souffisant qui autel serment feroit. Lesquels convenances dessus dites toutes et chascune par soi si come eles sont dessus devisées, Nous duc de Bretaingne et conte de Blois, prometons par nos foiz donées l'un à l'autre, à fermement tenir et loiaument enteriner sans venir ne sanz faire encontre par nous ou par autre en quelque manière que ce soit.

Et en obligons l'un à l'autre nous nos hoirs, noz biens et les biens de noz hoirs. Et supplions notre seigneur le Roy qu'il veille toutes ces choses si come eles sont dessus devisées confermer et approuver et nous contraindre à les garder et entériner fermement et loiaument toutes foiz que nous vendrions encontre, ce que ja n'aveingne, en tout ou en partie par nous ou par autre, en quelque manière que ce soit. En témoignage de ce Nous... duc de Bretaingne et conte de Blois, avons fait mettre noz séels à ces présentes lettres. Ce fut donné l'an de grâce mil deus cenz quatre vins et douze, le jour de mardi en la feste de la Magdelaine.

Suit une ratification des frères de Châtillon.

Archives de la Loire-Inférieure, E. 7.

Vu pour collation par nous, archiviste paléographe, le
25 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

Homologation en Parlement du 12 mai 1384 d'une transaction conclue entre Jeanne de Laval, veuve du connétable du Guesclin, et son beau-frère Olivier du Guesclin, le 27 avril 1384.

27 avril 1384.

1^o Formule d'homologation en latin.

TEXTE DE LA TRANSACTION

2^o Sur certains débatz qui estoient meuz et entenduz à mouvoir en la Court de Parlement et ailleurs, entre noble dame Johanne de Laval, comtesse de Longueville, dame de Tinténiaç vefve de noble et puissant seigneur messire Bertran du Guesclin, naguère connestable de France, que Dieu absoille, demanderesse en l'une partie et défenderesse en l'autre partie d'une part.

Et noble homme messire Olivier du Guesclin, comte de Longueville et sire de la Rochetesson, frère et héritier principal au dit messire Bertran, défendeur en l'une partie et demandeur en l'autre, d'autre part.

Sur ce que la dite dame disoit avoir droit de prendre et avoir par nom et tiltre de douaire, la tierce partie de touz et chascuns les héritages que tenoit le dit messire Bertran au temps de leurs espousailles tant en Bretagne que en Normandie, en France, en Poitou, en Arragon, en Espagne et ailleurs à elle estre assise, celle tierce partie en Bretagne et

ailleurs ou plus près de prouchain en prouchain jusques au parfait accomplissement de la tierce partie, sauf et excepté la conté de Longueville, laquelle elle demandoit avoir à vie, par vertu de certaine donnoison mutue que le dit Bertran lui avoit faite ou traictié de mariage entre eulz ;

Comme toutes ces choses elle disoit apparoir par lettres sur ce faites.

Et avec ce disoit la dite dame que le dit messire Bertran, lui avoit donné par son testament ou derrenière volonté, le résidu de ses meubles, son exécution accomplie.

Et disoit que le dit messire Olivier, messire Hervé de Mauny et Jehan Le Bouteiller exécuteurs du dit messire Bertran, s'estoient ensaesinés souz bénéfice d'inventaire de plusieurs des dits meubles, montans jusques à la somme de 200.000 francs et plus.

Et outre ce disoit la dite dame que de certains procès meuz en la Court de Parlement entre le comte d'Alençon et la comtesse de Bar, demandeurs, et la dite madame Jehanne défenderesse ; le dit messire Olivier devoit et estoit tenuz à garantir et garder de damage des coulz, mises et fraiz, si ele queroit la dite dame que la dite tierce partie de touz les diz héritages, lui feust assise et assignée en Bre-taigne et ailleurs ou plus près de prochain en prochain et la dite conté délivrée et baillée jouxte selon le contenu des dites lettres sur ce faites et que les fruiz et levées qui sont yssuz tant de la dicte tierce partie des dites terres comme de la dite conté depuis le trespasement du dit messire

Bertran, jusques au jour que la tierce partie de la dite conté fut baillée par provision à la dite dame Jehanne, par arrest, par la Court de Parlement, lui feussent renduz et restituez ; et avec ce, que le dit messire Olivier rendist à la dite dame, ce que depuis le dit arrest il a levé des deux pars de la dite conté jusques au jourd'uy ; et de la tierce partie des autres héritages de Bretagne déduit et rabatu ce que la dite dame en a levé, se aucune chose levé en avoit et prensist en soy la garantie des dites plaidoeries et la desdommagast comme dit est.

Et en oultre que le dit messire Olivier et les autres exécuteurs du dit messire Bertrand venssissent afin compte des dits biens meubles dont il se estoient ensaisinez et que il lui en rendeissent le résidu, la dite exécution accomplie, lequel elle disoit qu'il povoit bien monter 30.000 francs et plus.

Le dit messire Olivier disant et affermant que selon la coustume de Normandie, la dite dame ne povoit pas, ne devoit soy joir de la dite donnoison, et que se aucune donnoison lui avait esté faite de la dite conté, que elle devoit estre de nulle valeur.

Et avec ce disoit le dit messire Olivier que jassoit la dite dame demandast douaire ès terres que elle disoit, que le dit messire Bertran tenoit en Espagne et en Arragon au temps de leurs espousailles, le dit messire Bertrand s'en estoit dessaisi et les avoit transportées en autres mains par avant leurs dites espousailles ; et supposé que aucunes en

eust depuis transportées durant le dit mariage, si n'en devoit elle faire contre lui aucune poursuite ne demande, mais contre les détenteurs. Et quand est des autres terres que il tenoit, tant en la conté de Montfort, comme en plusieurs autres terres que il tenoit en France, en Poitou, en Guienne et ailleurs, disoit le dit messire Olivier que le dit messire Bertran ne les tenoit fors à vie, et supposé qu'il en tenist aucunes par héritages néantmoins s'en estoit il dessaisi en son vivant, et pour cela la dite dame n'en devoit faire contre lui aucune poursuite, comme dit est.

Et concluoit le dit messire Olivier par ce et par plusieurs autres raisons que la dite dame ne devoit prendre ne avoir douaire fors seulement sur la conté de Longueville et sur les autres héritages que tenoit le dit messire Bertrand ou duché de Bretagne au temps de son trépassement.

Et avec ce disoit le dit messire Olivier, comme héritier principal et les diz Hervé et Bouteiller exécuteurs du dit testament, que la dite dame après le décès du dit messire Bertran s'estoit ensaisinée de plusieurs biens meubles qui leur devoient appartenir : C'est assavoir vaisselle d'or et d'argent, couronnes, joyaux, ustensilemens d'ostel, chevaux et autres choses valoir jusques à l'estimacion de 16.000 livres et plus, lesquelz il requeroient à eulz estre restituez et renduz pour convertir et emploier en la dite exécution, ou là où bon leur sembleroit, la dite dame disant par plusieurs raisons au contraire.

En la parfin, après plusieurs raisons, débaz et altercacions

dites et alléguées d'une partie et d'autre est pacifié traitté et accordé entre les dites parties, pour le bien de paix, par le conseil de leurs amis, ou cas où il plaira à la Court de Parlement en la manière qui s'ensuit.

C'est assavoir que pour tout le droit de douaire que la dite madame Jehanne prétendoit et demandoit avoir au duché de Bretagne à la cause dessus dite, le dit messire Olivier promet, doit et est tenuz rendre, paier et continuer sur toutes et chascunes ces choses, meubles et héritages, que il a, tient et possède tant ou duchié de Bretagne que ailleurs et sur chascune partie et porcion d'icelles, pour le tout, 300 livres tournois de rente à la vie de la dite madame, tant seulement par chascun an, aux fêtes Saint-Michiel ou mont de Gargane et de la Résurrection de Notre-Seigneur, a chacune d'ycelles festes 150 livres jusques à ce que le dit messire Olivier ait baillé ou fait bailler à la dite madame Jehanne bonne assiete de la dite rente, ou dit duchié ou ailleurs. Et de ce lui donnera bonne obligation de la Cour du duc de Bretagne en oultre ce qui sera passé par arrest de Parlement.

Et pour l'oultre plus du douaire et autres choses que la dite dame demandoit au dit messire Olivier, il lui baille cesse, et transporte la moitié de la conté de Longueville et de toutes ses appartenances et appendences quelconques, tant en revenues, rentes de blez, comme deniers et autres choses avec touz les proufiz, droiz et émolumens, noblèces, juridicion haulte, moienne et basse, patronage, collacions,

présentacions de bénéfices, offices et autres choses quelconques appartenans et appendans à la moitié de la dite conté.

Par ainsi que ycelle conté sera divisée et départée par moitié entre les dites parties, afin que chascune d'ycelle en ait sa partie et porcion des revenues, proufiz et émolumens à part et à costé par sa main ; laquelle division sera faite du consentement des dites parties, par voie commune dedens de le jour de la Nativité Notre Dame prouchain venant.

Et ou cas qu'il y aurait aucun débat ou dilacio sera faite ou parfaite par justice à l'éleccion du non contredisant.

Et sera gouvernée ladite comté par bailli et procureur mis et instituez par Mad., dame et ledit messire Olivier ou leurs députez. Et en auront et recevront les serments de bien et deument garder le droit desdites parties et de leurs pensions seront satisfais de chascune desdites parties par moitié.

Et ladite division faite, pourra chacune desdites parties mettre et instituer en sa porcion d'icelle conté, tel ou telz receveurs ou autres officiers comme bon lui semblera en présence ou absence de l'autre partie et pareillement mettre viconte ou cas que la coustume du pays ne sera au contraire ; auquel cas de contrariété, lesdites parties mettroient viconte et communément le satisfaire.

Et en tant que touche la donnoison à vie de trois offices de sergenteries que a donné ledit messire Olivier aus personnes cy après déclairées.

C'est assavoir Philipot de Houdant de certaine sergenterie de Longueville, Pierre Boissel de Launage Dauffay et à Guillaume Le Nouvel une sergenterie, etc.

Et d'abondant ledit messire Olivier, tant pour lui que pour les exécuteurs du testament ou derrenière volonté dudit feu messire Bertran pour estre et demourer à touz temps mais quittes et déchargés vers ladite madame Jehanne du Lais dessus dit à elle fait par son dit feu seigneur et de son droit de vefve et des fruiz cuillettes et revenus prins, levez et receuz par ledit messire Olivier de la dite conté, le temps précédent que la tierce partie d'ycelle feust adjudée par la court de Parlement, à tenir par provision de ladite madame et d'icelle deux pars depuis jusques au jour d'uy et de tout le douaire que ladite dame avoit droit de demander audit messire Olivier et à cause par raison du résidu de toutes les autres choses que il tenoit, esquelz ladite madame avoit droit de demander douaire tant en Bretagne que ailleurs.

Ycelui messire Olivier veut et se assent vers ladite dame que elle ait et teigne et à elle demeure à touz temps mais touz et chascuns les biens meubles, que elle ou autre, a cause d'elle avoit et tenoit au temps du décès dudit feu messire Bertran, et que elle a de présent ou autres à cause d'elle sens ce que jamais il y puisse riens advouer; et tout le droit qu'il y avoit, il cesse et transporte pour la cause dessus dite à ladite madame Jehanne, et promet les lui garantir.

Et avec tout ce, est accordé entre lesdites parties, que en tant qu'il touche certain plait et procès pendent, entre lesdites parties d'une part, en la court de Parlement, à l'encontre de la contesse de Bar, y ceulz, madame Jehanne et messire Olivier, sont et seront tenuz contribuer, dès le temps que ladite madame Jehanne sera en saisine de ladite moitié de ladite conté, comme dit est, aux fraiz, coulz et missions de la poursuite du plait, jusques à diffinitive chascun pour la moitié; et se le cas avenoit que ladite contesse obtenist par arrest de la court de Parlement, par accort, arbitrage ou autrement à l'encontre desdiz madame Jehanne et messire Olivier chascun dyceulz seroit tenuz contribuer pour la moitié à son douaire, pour le temps à venir et à paier les arrerages et despens qui escheroient depuis le jour que elle sera ensaisine comme.... *parchemin rongé*... jusques au temps de l'arrest qui pour elle seroit donnez.

Et pourra ledit messire Olivier traictier ou faire traictier o ladite madame du Bar toutesfoiz qu'il lui plaira senz y appeler ladite madame Jehanne. Et en tant, qu'il touche les arrérages... *parchemin rongé*... et mission dont ladite contesse pourroit faire poursuite ou demande, à l'encontre de ladite madame Jehanne de tout temps passé jusques au jour d'uy, par quelconque voie que ce fust, ledit messire Olivier promet, doit et est tenuz en acquitter... *parchemin rongé*.... ladite madame Jehanne et l'en garder de touz dommaiges.

Et en oultre, pour tant comme est de certain procès meu

en Parlement, entre lesdits madame Jehanne et messire Olivier consors d'une part, et le conte d'Alençon d'autre part et de toutes autres actions, pétitions ou demande, dont ledit conte d'Alençon ou autres personnes quelconques font ou pourroient faire poursuite ou demande à ladite madame Jehanne ou à autre, de par elle, pour et à cause des choses dessus dites tant à cause des debtes deues du temps dudit feu messire Bertran dudit douaire ensaisinement de biens, meubles que autrement, ledit messire Olivier, dès maintenant, pour lors prent en soy, le fais et la charge et promet prendre, se mestier est, à ses périlz et en délivrer et acquicter ladite madame Jehanne et autres à cause d'elle, et l'en garder de touz dommages, par la manière que dessus est dit.

Et en oultre ce, ladite madame Jehanne cesse et délaisse audit messire Olivier tout ce qui lui est ou puet estre deu, à cause de la provision qui par Parlement lui fut adjudée sur les terres que tenoit ledit messire Bertran, ou duché de Bretagne, depuis le temps de ladite provision jusques au jour duy.

Et par cest accord faisant, comme dit est, seront et demourront les diz madame Jehanne et messire Olivier, quictes l'un vers l'autres de toutes actions réeles et personnelles, petitions, demandes, quereles et autres choses quelconques, que l'une partie peust demander à l'autre, de tout le temps passé jusques au jour duy, par quelconque manière que ce soit, etc.

Ce fut fait et donné à Chasteaugontier, le 27^e jour d'avril, l'an 1384.

Suit une procuration de Jean de Laval à sa fille Jeanne pour transiger (1).

Archives de la Loire-Inférieure, E, 222.

Vu pour collation, par nous, archiviste paléographe, le
20 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

Contrat de mariage du comte du Perche avec Marie de Bretagne.

26 juin 1396.

Pierre, conte d'Alençon, seigneur de Fougères, et viconte de Beaumont et Nous Marie, contesse, dame et vi-

(1) Le connétable du Guesclin mourut devant Châteauneuf-de-Randon (Lozère) qu'il assiégeait, le 13 juillet 1380.

On lit : 1^o En l'histoire de Bretagne « mise en escript par noble homme Bertrand d'Argentré », Paris, chez Nicolas Buon, rue Saint-Jacques MDCXVIII, à la page 448, « on void des lettres où messire Olivier du Guesclin prend qualité d'héritier principal de messire Bertrand et qu'en cette qualité il composa avec Jeanne de Laval vefve du dit Messire Bertrand pour ses droits matrimoniaux duquel Messire Bertrand le dit Olivier frère fut héritier ».

2^o En l'histoire de Bretagne par dom Morice, Paris, Delaguette, rue Saint-Jacques, 1750, t. I, page 374 : « Il (le connétable) ne laissa aucun enfant de ses deux femmes, mais il avait un fils naturel, Michel, qui servait en Normandie en 1379... Olivier du Guesclin, frère du connétable, lui succéda dans le comté de Longueville et dans les

contesse desdits lieux, à laquelle nous avons donné et octroyé, donnons et octroions par ces présentes auctorité, congié et licence de faire accorder et passer les choses qui ensuivent. Et nous ladite contesse l'avons prins et receu agréablement à nous.

Savoir faisons à tous présens et à venir que ou traictié du mariage pourparlé qui, au plaisir de notre seigneur, se fera en face de Sainte-Eglise entre notre très cher et très aimé fils Jehan, conte du Perche, d'une part ;

Et notre très chère et très amée cousine Marie, fille de nos très chers et très amez cousin et cousine, les ducs et duchesse de Bretagne (1) d'autre part.

Ont été acordées, octroiées, promises et convenancées les choses qui ensuivent.

C'est assavoir que noz dit cousin et cousine ont donné et donnent en nom et à cause de mariage leur dite fille avec notre dit filz en femme espouse ; et que pour cause et

seigneuries de Broon et de la Rochetesson. *Il eut quelques différends avec Jeanne de Laval, sa belle-sœur, qui se remaria avec Gui XII, du nom, sire de Laval, son cousin ».*

(1) Le duc de Bretagne était Jean IV, dit le Vaillant, mort en octobre 1399, et la duchesse était sa troisième épouse, Jeanne de Navarre.

Jehan, conte du Perche, devenu duc d'Alençon, fut tué à la bataille d'Azincourt, 25 octobre 1415.

Marie de Bretagne, sa femme, qui lui a survécu vivait en 1427 et traitait alors, avec l'appui du duc de Bretagne, Jean V (son frère), de la rançon de son fils le duc d'Alençon fait prisonnier à la bataille de Verneuil en 1424.

à l'œuvre d'icelui mariage pour sa partie et portion de toute la succession paternel et maternal, fors en cas de décès de ses frères ou des lignes yssus de leurs corps, donnent à leur dite fille par héritage la ville chastel et chastellenie de la Guerche avec ses appartenances à estre tenues de nostre dit cousin et ses hoirs ligement, selon la coustume du païs de Bretagne avecques la rente que mondit cousin prant sur l'asciepte de Bayeux et la terre que Jehan du Fou a et tient en Anjou et ou Maine, qui fut beau-père d'Anthenaise (que Dieu absolle) pour tout héritage dont mondit cousin de Bretagne fera diligence, sanz aucune fiction.

Et au cas où mondit cousin ne pourroit avoir toute ladite terre d'icelui du Fou, ou partie d'icelle, il seroit tenuz en récompenser sadite fille par argent d'autant comme elle pourroit valoir justement et loialement, sanz compter édifices, lequel argent sera converti en héritage pour et ou nom de sadite fille.

Et pour meuble noz ditz cousin et cousine de Bretagne ont donné et donnent à leur dite fille, notre cousine, pour mariage, la somme de 100 000 livres tournoys, franc pour vingt souls, à une foiz paier, dont il sera employé 60 000 en héritage, pour au nom et en la lignie de leur ditte fille, et 40 000 en seront emploiez en la volenté et ordonnance de nostre dit filz sans en faire aucune restitution quoyque aveingne de la dissolution possible dudit mariage. Et sera ladite somme poiée d'iceux cent mille livres aux termes

qui ensuivent ; au jour des nocès 25 000 livres, ou de finement de l'an 25 000 livres et ainsi dans un an jusques à l'accomplissement dudit paiement de ladite somme de 100 000 livres tournoys.

Et seront esleues deux personnes de l'assantement des parties qui recevront la dite somme de 60000 livres par l'avisement desqueulx et des dites parties ou de leurs conseils la dite somme sera employée en héritage comme dit est.

Et ou cas que la dite fille décéderoit sanz hoir de son corps ou les hoirs d'elle les dites terres de la Guierche, de Baieux et de Jan du Fou ou les autres héritages qui en recompensation d'icex seroient baillez et aussi les héritages qui seront aquis des dictes 60 000 livres, ou l'argent, ou cas qu'il n'aurait esté employé en héritage retourneront à mon dit cousin de Bretagne ou à ses hoirs prochains de sa dite fille.

Et quant au douaire, nous conte et contesse auctorisée comme dessus avons donné et donnons à la dicte damoig-selle Marie, fille de noz dits cousin et cousine de Bretagne, ou cas que mondit filz décéderoit, le mariage ou les espousailles faiz, avant la dite fille et le décès de nous ou aucun de nous, la conté de Perche. Et après le trépassement de nous ou de l'un de nous, au cas que la dite conté du Perche ne suffiroit à la dite fille et ses amis, nous consentons et voulons que après le décès de nous ou de l'un de nous, la dicte conté du Perche rapportée à partie, la dite fille ait le

tiers de touz les héritages de nous et de chacun de nous après notre décès, et que loz en soient faiz selon la coutume du païs.

Et aura la dite fille aquis son douaire incontinant après les espousailles et qu'elle ait esté ou lit avec notre dit filz, non obstant qu'ilz n'aient pas aage compétent pour accomplissement et consommation du mariage.

Ouquel cas nous velons, permettons et octroions à la dite fille, la dite conté du Perche et tout le dit douaire, les dits cas de décès avenuz, comme dit est, quelque aage que la dite fille ait ou temps du décès de notre dit filz a tenu la vie de la dite fille durant tant soulement comme douaire, non obstant qu'elle n'aurait pas pour lors aage suffisant à contracter, parfaire et acomplir mariage et non obstant que douaire ne peut estre deu se le mariage n'estoit parfait.

Et seront tenuz nos dits cousin et cousine bailler leur dicte fille en tel estat de joyaux, robes et autres choses comme il appartient à fille de l'estat dont elle est, considéré le lieu où elle vient.

Pour l'accomplissement desquelles choses noz dits cousin et cousine de Bretagne nous ont baillé lettres obligations en laz de soye et cire verte pour lour partie.

Et quant est à nous conte et contesse d'avant diz, nous la dite contesse autorisée, comme dit est, en tant comme nous en appartient, et à ce que promis en avons de notre partie.

C'est assavoir d'accomplir et parfaire le dit mariage et

de tenir la promesse du dit douaire et icelui garentir, nous nous obligons à les tenir, fere et accomplir par la manière que dessus est dit sans les enffroidre ne aler encontre ores ou pour le temps à venir.

Et aussi l'avons promis et promectons en bonne foy et en parolle de vérité. Et à ce avons obligé et obligons touz nos biens mobles et héritages et les liens de nos hoirs présents et à venir, etc.

.

Donné le 26^e jour de juin de l'an de grâce 1396.

Archives de la Loire-Inférieure E, 236 f^{os} 60 et 55. Registre Chartier.

Vu pour collation par Nous, archiviste paléographe, Nantes, ce 21 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

Donation mutuelle de biens meubles entre le duc Jean IV et Jeanne de Navarre, 1398, 2 février (nouv. style).

2 février 1398.

In nomine Domini, Amen.

Universis presentes litteras seu presens publicum instrumentum inspecturis, presentibus pariter et futuris, officialis Venetensis salutem in Domino sempiternam.

Notum facimus quod anno et die infrascriptis, coram nobis in jure et in notarii publici ac testium infrascr-

ptorum presentia, presentes et personaliter constituti, serenissimus princeps Dux Johannes, dux Britanie, illustris et comes Richemondie ex una parte, et nobilis et preclara domina Johanna filia regis Navarre ejus conjux, cui idem dominus Dux in primis et ante omnia auctoritatem et assensum suos quoad infrascripta faciendum, quatenus indigebat, prestitit et prestat, parte ex altera.

Attendentes, ut dicebant, grata devocationis et fidelitatis obsequia hactenus ab eisdem utrinque mutuo impensa et que, Deo propitio impendere sperant in futurum.

Asserentesque se durante matrimonio inter eosdem celebrato nonnulla bona mobilia et alia acquisiisse et habuisse ac habere communia inter eosdem et nonnulla alia in facto hujusmodi laudabiliter considerenda, volentes de predictis impensis et impendendis in posterum obsequiis utrinque pro posse mutuo respondere, ut dicebant;

Confessi fuerunt et recognoverunt coram nobis ex certa scientia et spontanea voluntate, non seducti, non coacti vel quovis modo illecti, se mutuo alteri eorumdem conjugum superviventi post obitum premorientis donasse et titulo donacionis mutue et equalis concessisse et mutuo donaverunt et concesserunt ac ex causa donacionis transulerunt et per presentes donant et titulo donacionis mutue facte inter vivos concedunt et transferunt perpetuo,

videlicet quilibet ipsorum conjugum qui premoriatur alteri eorundem superviventi et heredibus superviventis eorundem ex dicto matrimonio inter eos contracto, procreatis omnia et singula bona mobilia tam in auro, argento, pecunia numerata, nominibus debitorum, saphiris margaritis et aliis lapidibus preciosis, reliquiis, jocalibus, pectoralibus seu atachiis, zonis, coronis, robis, pannis aureis et sericeis, fourraturis, cameris, paramentis, lectis, vasis aureis et argenteis utensilibus mesnagiis et superlectibus, vinis, bladis et sale, armis, equis, falconibus et aliis avibus quam in aliis rebus quibuscumque consistentibus, qualitercumque et quomodocumque nuncupentur, et alia quecumque bona et resque pro mobilibus censentur et censeri consueverunt, de jure vel consuetudine presenciam et futura que ipsi conjuges nunc habent et in posterum habebunt, eciam tempore obitus premorientis eorundem.

Ad tenendum, habendum, possidendum et perpetuo explettandum hujusmodi res et bona sic donata ab altero ipsorum conjugum supervivente post obitum alterius eorundem premorientis et ab ipsius superviventis heredibus ex dicto matrimonio procreatis sine contradictione et impedimento quocumque.

Et quicquid sibi et ejus heredibus predictis placuerit de ipsis bonis, sic ut premittitur, donatis, ut pote de rebus et bonis propriis statim post obitum premorientis eorundem conjugum ad ipsius superviventis et heredum suo-

rum, ut premittitur, omnimodum voluntatem faciendum cum omnibus et singulis juribus, proprietate dominio et sæsina, actionibus et quibusvis aliis juribus que in predictis bonis mobilibus et ipsis donatoribus seu premorienti eorumdem competunt seu competere poterunt.

Quorum si quidem honorum mobilium sic donatorum possessionem corporalem et realem maneiscendi, intrandi, recipiendi et retinendi eciam auctoritate propria licentiam omnimodum et liberalem potestatem tradidit et concessit premoriens ipsorum conjugum alteri eorumdem superviventi et se ex nunc ea constituit nomine superviventis possidere consuetudine qua mortuus saisit vivum et aliis consuetudinibus seu constitutionibus in contrarium editis non obstantibus quibuscumque.

Quibus dicti donatores pro se, et suis heredibus et eorum quolibet expresse renunciaverunt, in quantum melius potuerunt.

Volentes et consencientes equaliter et mutue quod hæc presens donatio valeat et teneat tam de consuetudine quam de jure omni via et modo quibus valere poterit vel substineri in toto vel in parte ;

Salvo tamen et reservato expresse ipsis conjugibus et eorum cuilibet premorienti jure testandi et disponendi secundum jura et consuetudines patrie Britanie in testamento seu ultimis voluntatibus seu codicillo aut codicillis suis factis vel faciendis de et super ipsis bonis mobilibus prout sibi salubriter visum fuerit expedire, videlicet

usque ad mediam partem dictorum bonorum dumtaxat
ujusmodi donacione nonobstante.

Ita quod superstes seu supervivens ipsorum conjugum
debita pro media parte dumtaxat et legata ipsius primi
decedentis de quibus clare constabit, et secundum testa-
mentum seu ultimam voluntatem vel codicillum ipsius
premorientis, super parte seu porcione ipsius premorientis
in dictis bonis videlicet usque ad mediam partem pre-
dictam seu valorem medietatis eorundem bonorum
dumtaxat, tenebitur solvere, et execucionem testamenti
seu ultime voluntatis adimplere et acquitare.

Et si quis ipsorum conjugum videat et senciāt ordina-
cionem, debita et legata premorientis excedere medietate
dictorum bonorum mobilium et semovencium et pro
talibus reputatorum, voluerunt et confessi sunt expresse
quod supervivens ipsorum si voluerit, eligat habere et
habeat ipsorum bonorum medietatem quittam et liberam
in ejus utilitatem convertendam, reliqua media parte
ipsorum bonorum pro execucione testamenti seu ultime
voluntatis testatorum predictorum et solucione debito-
rum suorum dimissa et dumtaxat remanente.

Que premissa voluerunt adimpleri et perfici per heredes
premorientis eorundem de et super bonis et rebus here-
dum hujusmodi, si dicta media pars bonorum predicto-
rum pro execucione hujusmodi deputandorum non sup-
peteret ad premissa; et in casu quo non ordinaret de
dictis bonis usque ad medietatem predictam, quod resi-

duum remaneat superviventi ex causis superius declaratis.

Et in casu quo heredes primi eorum decedentis veniret seu venire presumpserit aut attemptare contra dictam donacionem quoquomodo, voluerunt unanimiter mutuo et equaliter consenserunt quod sui heredes tenerentur ipsi que heredes contravenientes in toto vel in parte specialiter et expresse obligaverunt teneri, reddere et solvere ac ad reddendum et solvendum ipsi superviventi eorumdem summam centum mille librarum monete currentis.

Promittentes prout et mediis juramentis promiserunt dicti donatores et eorum quilibet coram nobis predictam donacionem mutuam pure, simpliciter et irrevocabiliter factam inter vivos et omnia et singula supradicta perpetuo firma, grata habere tenere et inviolabiliter observare ; juribus et consuetudinibus contrariis, si que sunt, non obstantibus quibuscunque et ea in nullo contravenire ; nec ipsam donacionem aut aliqua premissorum causa ingratitudinis vel alias in posterum revocare nisi de communi consensu utriusque eorumdem ; dictoque bona mobilia sic donata garantizare et defendere superviventi eorumdem erga quoscunque licet de jure donator non teneatur rem donatam donatario garantizare. Cui juri dicti conjuges et eorum quilibet renunciaverunt coram nobis.

Renunciantes dicti conjuges et eorum quilibet eciam

quod hec per eorum propria juramenta omni exceptioni doli, mali, fraudis, lesionis, circonventionis, decepcionis; et dicta domina Johanna ducissa beneficia senatus-consulti Velleyani et aliis juribus, beneficiis et auxiliis in favorem mulierum introductis, sibi diligentes in galico expositis, rei non sic geste et non legitime geste, omnique juris auxilio canonici et civilis et omnibus aliis juribus et consuetudinibus factis, excepcionibus que contra premissa vel eorum aliqua dici possent quomodolibet vel opponi juri que dicenti generalem renunciacionem non valere, se et eorum quemlibet et bona sua jurisdictioni nostre, quoad hec, supponentes.

Et nos dictos dominum ducem et dominam ducissam et eorum quemlibet requirentes, volentes et conscientes ad premissa omnia et singula tenenda, servanda, et omnino adimplenda et ad non veniendum contra aliquo jure communi vel speciali: ingenio vel cautela condemnamus in his scriptis.

In cujus rei testimonium sigillum nostrum ad eorum requestam conjugum una cum eorum sigillis seu signetis nec non et sigillis nobilium virorum dominorum Almaurici de Fontenay, Egidii Delebiest, militum et cambellanorum dictorum domini Ducis et domine ducisse ad preces eorundem. Signoque et subscriptione notarii publici infrascripti duximus presentibus litteris apponendum.

Acta fuerunt hec Venetis secunda die Februarii circa horam vesperorum illius diei, anno Domini millesimo

trecentesimo nonagesimo septimo; indictione sexta, pontificatus sanctissimi in Christo patris ac domini nostri domini Benedicti divina providencia pape XIII, anno quarto; presentibus ad hec veneralibus ac nobilibus viris dominis Roberto Brochereul, cancellario Britannie, Gaufrido Cogart, decano Turonensis, consiliario Almarico de Fontenay et Egidio Delebiest, predictis militibus et cambellanis dictorum domini Ducis et domine Ducisse testibus ad premissa vocatis et rogatis (1).

L'acte est rédigé par Gacien de Monceaux, licencié en droit, trésorier de l'église de Rennes, notaire.

1 sceau intact, les autres sont cassés.

Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 17.

(1) Le duc Jean IV (dit le Vaillant), mort en octobre 1399, avait épousé en troisièmes noccs Jeanne de Navarre, fille du roi Charles (dit le Mauvais), en 1386.

Il en eut plusieurs enfants, dont Jean V qui lui succéda et l'illustre connétable de France, Arthur de Richemont, qui fut plus tard duc de Bretagne.

Jeanne de Navarre se remaria, 7 février 1402, au roi d'Angleterre Henri IV de Lancastre.

On lit en l'histoire de Bretagne de d'Argentré, page 785 : « La duchesse avait une donation de meubles au plus vivant (celle dont copie précède) faite en l'an 1397, qui encore est aux chartes, faite à elle par le defunct duc son mary, qu'elle quitta présentement en faveur de ses enfants et y renonça purement. Son douaire avait été assigné en la ville et chasteau de Nantes, ville et chasteau de Guérande, baronnie de Raiz, chastellenie de Touffou, de la Guerche, en 1386 ».

*Traité de mariage d'Alain de Rohan avec Marguerite
de Bretagne (1).*

23 avril 1407.

A touz cieux qui ces présentes lettres verront et orront,
Alain Vicomte de Rohan et Béatrix de Cliczon, sa compaignie, Salut.

Sachent touz comme nous les diz vicomte et vicomtesse désirens avoir amour et alience à notre seigneur le duc de Bretagne plus parfette par affinité en continuant et multipliant les amours et aliences que nous et nos prédécesseurs avons eu avecques notre dit seigneur et les siens par consanguinité et autrement, eussions requis et fait requerre et prier à notre dit seigneur le Duc qu'il nous voulseist ottrier et consentir que madame Margarite de Bretagne sa seur feust conjoainte par mariaige, au plaisir de Dieu et de sainte église o Alain de Rohan notre fils ainzné et hoir principal présumptiff et attendent.

Et au traictié du dit mariage notre dit seigneur le Duc eust donné et ottrié à sa dicte seur en mariaige pour tout

(1) Le mariage eut lieu le 26 juin 1407, en la chapelle du château de Nantes, le jour même où mourait le connétable de Clisson, père de Béatrix de Rohan, aïeul par conséquent d'Alain de Rohan.

Le duc de Bretagne, Jean V, en mariant sa sœur Marguerite à Alain de Rohan, espérait (sans y avoir réussi) mettre fin aux différends entre la famille ducale et la famille de Clisson, alliée à la maison de Penthievre, différends qui pendant de longues années troublèrent la Bretagne.

droit, porcion et avenant de héritaige et de meuble qui lui peust compéter et appartenir de la subcession de feu notre seigneur le Duc son père de Dieux absoulle, et auxi de la subcession de notre très redoutée dame la Royne d'Engleterre, sa mère, quant le cas y escharroit savoir est : la terre de Guillac o ses appartenances et despendances, ainsi dit et conducionné que en cas que la dite dame Margarite, seur de notre dit seigneur, décéderoit senz hoir de son corps, que Dieu ne vuille, la dicte terre de Guillac o ses appartenances retourneroit à notre dit seigneur le Duc et à ses hoirs.

Et aussi que en cas que elle survivroit son dict mari, elle auroit et joiroit de la dite terre pourveu que si nous les diz viconte et vicomtesse monstrions et appareissions avoir droit en la dicte terre de Guillac appartenances et despendances par la subcession de nostre très chier seigneur et père, que Dieux absoulle, monseigneur de Cliczon ou autrement deument, Nous et nos hoirs joirons d'icelle terre et appartenances au dit cas.

Et posé que ne apparaistrions y avoir aucun droit par héritaige, comme dit est, nous pourrions avoir et recouvrer la dicte terre par eschange se avoir le voullions, en baillant à notre dicte seigneur le Duc ou à sa dicte seur ou à leurs hoirs rescompassacion pour autant au grant et vallent en leur aysible en la duché de Bretagne comme de ce plus à plain appert et est fait mencion ès lettres, de notre dit seigneur qu'il nous a données sur ce.

Nous les diz vicomte et vicomtesse o l'autorité de notre dit seigneur avons donnée à notre requeste, quant au contenu en cestes lettres fourme tenir et acomplir : (laquelle autorité nous le dit vicomte avons donné et donnons à notre dite compaignie) suymes confessans et cognessanz avoir promis et promettons et nous obligeons pour nous et noz hoirs faire et procurer que le dit Alain notre filz ainsné et la dite dame Margarite, sa femme, qui sera au plaisir de Dieu et de sainte Eglise et les hoirs qui d'eulx istront, se tendront content de la dite promesse pour toute porcion et avenant et plus ne demanderont.

Et aussi avons promis, ottrié et graié en bonne foy et par ces présentes promettons, octrions et gréons et nous obligeons pour nous et nos hoirs que le dit Alain notre dit filz et hoir principal, présumptif et attendent, comme dit est, prendra par mariaige la dite dame Margarite, seur de notre dit seigneur le Duc, et de fait pour notre dit filz avons promis et ottrié le dit mariaige.

Et par le dit traicté de mariaige et en ce faisant l'avons hérité et héritons et marions comme notre principal hoir présumptiff et attendent en noz terres et seignories et droitz de héritaiges et saisines et possession que tenons à présent et qui nous sont escheuz, prient et doivent eschoir et avenir tant par la subcession de notre dit seigneur et père, que Dieu absoulle, monseigneur de Cliczon que autrement tant en Bretaigne que aillours.

Et avons velu et ottrié, voullons et otrrions qu'il ait pour

provision la tierce partie des diz héritaiges et subcessions, pour laquelle tierce partie nous lui avons baillé, baillons et asseons au mariaige faisant pour sa dicte provision les terres et héritaiges et seignories qui ensuivent :

Savoir est : la seignorie et revenue du chastel et chastellenie de Cliczon, la seignorie et revenue du chastel et chastellenie de la Garnache. Et se il avenoit, que Dieux ne vueille, que notre dit filz décédast avant nous ou avant l'un de nous, et que la dicte dame Margarite survivrait son dit mari, nous avons velu, promis et octrié, voullons, promettons et octrions que la dicte dame Margarite ayt et se joisse pour son droit de douaire et par douaire sa vie durant.

Et lui baillons et asséons, le dit cas escheu, les diz chasteaulx et chastellenies o leurs appartenances et revenues, sauff à nous à les avoir, se avoirle voullons, en lui baillant autant vallant en noz autres terres et héritaiges en Bretagne.

Et cestes choses et chacune nous les diz vicomte et vicomtesse avons promis et nous suimes obligez et par ces présentes obligeons pour nouz et noz hoirs l'un pour l'autre et chacun pour le tout, senz bénéfice de division, par la foy et sermens de noz corps et sur l'obligacion de tous et chascuns noz biens meubles et héritaiges présens et avenir, tenir, fournir et acomplir senz james en coutrevenir.

Et avons renucié et par ces présentes renunciions à toutes excepcions et dilacions avoir, demander ne requerre qui

pourroint retarder ne empêcher la teneur et exécution de ces présentes.

Et mêmes nous la dicte Béatrix, o la dicte autorité, avons renoncé et par ces présentes renunciions au droit Velleyen et espitre de *divi Adriani* sur ce suffisamment acertenée combien chacun des diz droez nous pourroint valloir et aider.

Et en tesmoing de ces choses et chacune en avons donné et baillé à notre dit seigneur le Duc ces présentes lettres sellées du seau, de nous le dit vicomte mis et apposé à ces présentes tant pour nous que pour notre dicte compaignie, à sa prière et requeste avec des seaux de notre très cher et très amé frère Charles de Rohan, et de notre très cher et très bien amé cousin et féal messire Guy de Mollac, y mis et apposez paraillement à la prière de nous et de notre dicte compaignie o notre dicte auctorité à maire fermeté.

Ce fut fait et donné le vingt et troysme jour du mois d'avril l'an mil quatre cens et sept.

Donné par copie par notre court de Nantes le XIII^e jour de novembre l'an mil quatre cens et sept. Jamet Lamoureux.

Archives de la Loire-Inférieure, E, 236, fo 2. Registre in-f° parchemin.

Lettres de la constitution de douaire d'Isabelle de Bretagne consistant en 5 000 livres de rente que le comte de Laval, son époux, lui a assignées sur les seigneuries de Lohéac et la Roche-Bernard.

30 septembre 1430.

Sachent touz que par notre Court de Rennes en droit davant nous s'est aujourd'hui comparu en personne, très noble et très puissant seigneur monseigneur Guy comte de Laval sire de Vitré, de la Roche et du Gaure (1), se submettant et submist de fait en tant que mestier est à la juridiction et destroit de notre dite court, quant à tout ce que ensieult ; Lequel comte de Laval congnot et fut confessant que en parlant et traittant le mariage de lui avecques très noble et très puissante dame, madame Ysabel de Bretagne, ainsnée et seule fille du duc (2), mon souverain seigneur, et afin que le dit mariage fust fait par les convenances et appoinctement d'icellui, le dit conte considérant le grant bien honneur et avancement que mon dit souverain seigneur le duc lui fait par lui baillant ma dite dame Ysabel sa fille à femme ;

(1) Lire : « Gavre ».

(2) Ce duc de Bretagne était Jean V (1399 à 1442).

Sa fille, Ysabel, promise d'abord au roi de Sicile (Maison d'Anjou) épousa Gui XIV du nom, comte de Laval, petit-fils de Jeanne de Laval qui, devenue veuve du connétable du Guesclin, s'était remariée à Gui XII de Laval.

A voulu et esté d'assentement dès à présent que en cas qu'il décéderoit avant ma dite dame Ysabel, que elle ait et se joysse pour son droit de douaire du nombre de 5 000 livres de rentes, valantes et levantes, toutes charges rabatues en payement du nombre de quatre mil livres de rente sur icelles 5 000 livres de rente, le dit conte de Laval, dès le temps de maintenant lui a baillé assis et assigné, baille, assiet et assigne par la teneur de ces présentes, les chastel, villes, terres, baronnies, chastelenies et seigneuries de la Roche-Bernard et de Lohéac comme elles se poursuivent o leurs appartenances et dépendances quelconques. Ainsi dit que s'ilz valent plus des dictes 4 000 livres de rente, il en fera rendre en la partie que ma dite dame Ysabel voudra. Et aussi s'ilz valent moins ou que la dame de Laval mère du dit conte qui tient la dite terre et seigneurie de Lohéac ou partie d'icelle en sa main à cause de douaire, ne se vouldroit assentir à cest présent traictié et appoinctement, par quoy en tant ma dite dame Ysabel ne pourroit joïr du tout de la dite assiette de 4 000 livres de rente ès-dites terres, ce que restera d'icelle assiete lui sera parfourny et baillé ès terres, seigneuries et chastelenies de Montfort et de Plelen, appartenant au dit conte qui les lui a assignées et assigne dès à présent quant à ce ; à commencer l'assiete du dit parfournissement des dits 4 000 livres de rente en un lieu et icelle accomplir de prouchain en prouchain à la choysie et élection de ma dite dame Ysabel, toutes charges sur ce rabatues, comme dit est.

Et au regard de l'assiete des dites 4 000 livres de rente restantes du nombre des dites 5 000 livres de rente elle sera faite à ma dite dame Ysabel et la lui a le dit conte assignée en toutes ses terres après le décès des dames de Laval, de Vitré et de Chasteillon ses mères en cas qu'il décéderoit avant elles. A en commencer l'assiete en un lieu à l'élection de ma dite dame Ysabel et à la continuer de prouchain en prouchain toutes charges rabatues ainsi que dessus est dit.

Et combien que les dites 5 000 livres de rente qui ainsi sont à ma dite dame Ysabel assignées et assises vailent plus que la tierce partie des terres que le dit conte tient pour le présent, quelle tierce partie pour douaire selon la coustume pourroit et devroit appartenir à ma dite dame Ysabel, par pure donnaison ; en faisant ce mariage le dit conte a donné l'oultre plus à ma dite dame Ysabel à en joïr sa vie durant tant seulement et paisiblement. Et sans contradiction les héritiers du dit conte la sueffrent et laissent joïr du douaire et donnaison par lui ainsi que dessus lui donnez et assignez.

Et en cas qu'ilz y mettroient empeschement ou contradiction que paisiblement n'en peust joïr, comme dit est, a donné et donne le dit conte à ma dite dame Ysabel, la tierce partie de touz et chascuns ses héritages présens et futurs à en joïr pour elle et ses hoirs par héritage pour laquelle tierce partie ainsi donnée ou cas dessus dit lui a baillé et assis, baille et assiet les dits chastel, villes, baronnies, terres et chastelenies de la Roche et de Lohéac

comme elles se poursuivent o leurs appartenances, ainsi que s'ils valent plus que la dicte tierce partie, l'oultre plus en sera récindé et s'ilz valent moins il sera parfourny ainsi et en la fourme que dessus a esté dit, tant au regard du recindement que de l'accroissement des dites 5 000 livres de rente.

Et veult et se assent le dit conte que dès le temps de présent ma dite dame Ysabel en entrege ès foi et hommaige de mon dit Seigneur le Duc de qui ces choses sont tenues ; et aussi que elle en preigne la possession et saisine par elle ou ses procureurs, dès le temps de présent, affin que elle en puisse joïr tant par douaire que par donnaions es-cas et chacun dessus ditz. Et dès maintenant ou dit cas, se constitua le dit conte les dites choses possider ou nom de ma dite dame Ysabel à lui valoir possession et afin d'en joïr au dit cas de douaire et de donnaion.

Et en oultre, si selon la valeur des terres que le dit conte a, et aura, et qui lui pouroient advenir et eschoir, tant à cause de ses dites dames et mères que autrement par avant son décès, ma dicte dame Ysabel aimoit mieulx avoir son douaire selon la coustume de chacun des païs où ses terres seront sises, que la somme cy dessus lui ordonnée et à icelle renoncer, le dit conte veult et se assent et lui octroye par la teneur de ceste lettre que elle ait le dit douaire à l'estimacion et valeur qu'il se pourra monter en chacune des dites terres et sans changier l'emplacement cy dessus lui ordonné, si ma dite dame Ysabel le veult avoir

et retenir ou que elle puisse changier le dit emplacement et avoir son douaire en chacune de ses dites terres, à la coustume des païs où elles sont et seront sises, lequel que mieulx plaira à ma dite dame Ysabel.

Et en cas qu'elle voudroit choisir le dit douaire coustumier ou muer les dits emplacements, elle demourra saisie des dits emplacements jusques ad ce qu'elle ait la possession du dit douaire coustumier là où ils lui appartiennent comme dit est.

Et avecques ce, a voulu et accordé le dit conte que les cappitaines qui sont es-dits chasteaulx et villes que ainsi il a baillé et assigné à ma dite dame Ysabel pour les causes et o les condicions dessus dites et les capitaines et gardes qu'il y mettra, s'il change ceulx qui y sont, il les y mettra et instituera de par lui et ma dite dame Ysabel et qu'ils feront le serment à luy en la présence d'elle, de rendre les dites places à ma dite dame et non à autre, ou cas du décès du dit conte avant elle, toutes foiz et quant elle les en requerra. Et que de ce, les dits cappitaines et gardes, chacun en son temps, lui en bailleront lettres et obligations valables.

Et aussi a promis et s'est assenti le dit conte, que, en cas que les dites donnaisons ou chacune d'icelles ne vauldroient en tout que elles vaillent en la maire et plus saine partie que elles pourront valoir, tant de droit que de coustume, et s'ilz ne valent par héritage que elles vaillent à viage et à telle porcion que elles pourront valoir, et y obligea et

oblige lui ses hoirs et touz ses biens meubles et immeubles présens et à venir. Et sur ceste forme a le dit conte renoncé et renonce en cest fait et ès sequeles et déppendances d'icellui à toutes dispenses et relaxacions de sermens, grâces et relievemens, pleigemens et dilacions, et à touz autres empeschemens quelsconques qu'il pourroit impettrer, dire ou alléguer contre l'execucion et effect de ces présentes ; promettant et jurant le dit conte, en bonne foy toutes les dites choses tenir fournir et loyaument acomplir de point en autre, sans fraude ou mal engin et sans jamais aler en contre.

Et de son assentement et par son serment le y avons ainsi condempnez et condempnons.

Donné de ce témoins les scaux establiz aux contraz de notre dite court avecques les signe manuel et seau du dit contequ'il promist ad ce mettre. Et avecques le signe manuel et seau de messire Raoul du Boschet, chevalier, et les signes manuels de maistre Guillaume Portejoye et Jehan Broessin conseillers du dit conte qu'ilz promisdrent à sa requeste ad ce apposer et ad ce apposer et mettre à mayre fermeté des dites choses.

Donné et fait en la ville de Redon en la présence de révérends pères en Dieu, les évesques de Nantes, de Saint-Malou et de Léon, de messires Pierre Eder, Robert d'Espiney et Jehan de Karmelec chevaliers, de l'arcediacre du Désert et de plusieurs autres gens notables, le derroin jour de septembre, l'an de grâce mil quatre cent trente.

Signé Guy de Laval, Coaynon, du Boschet, Broessin et Portejoie.

Archives de la Loire-Inférieure, E, 18.

Vu pour collation par nous, archiviste de la Loire-Inférieure, le 29 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

Lettre du Roi Charles VII instituant M^{re} Prégent de Coë-tivy, curateur de son épouse Marie de Retz.

13 août 1442.

Sachent touz que par notre court de Nantes avons veu leu et diligeamment de mot à mot unes lettres patentes, en fourme autantique non viciée ne cancellées en seel ne escripture, contenant la fourme qui s'ensuit :

Charles par la grâce de Dieu roy de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront salut :

Humble suplication de notre amé et féal cousin et cousine le vidame de Chartres et Katherine de Thouars, sa femme, mère de notre amée cousine Marie de Rays, fille et héritière seule et pour le tout de feu Gilles, en son vivant seigneur de Rays, mareschal de France, premier mari de la dite Katherine de Thouars, avons reçue, contenant que la dite Marie a naguères, par l'avis et délibération des dits suplians et des autres prouchains parens et amis d'icelle Marie, esté conjointe par mariaige avecques notre amé et

féal conseiller et chambellan Prigent, seigneur de Coëtivi, amiral de France.

Laquelle Marie comme héritière de son dit feu père et autrement, a plusieurs notables terres et seigneuries en plusieurs et divers pays de notre royaume tant en Bretagne que ailleurs et à cause desquelles et autrement, elle a et est en voye d'avoir plusieurs plaitz procès, tant en matières petitoires ou propriétaires que autrement, les quelz plaitz et proceis la dite Marie obstant son jeune aige, ouquel elle est encores, ne son dit mari pour elle ne pourroit bonnement conduire selon les usages et coustumes des païs, où ses dictes terres et seigneuries sont assises, en quoy se sur ce ne lui estoit pourveu de remède convenable, son dit mari et elle pourroient estre endommaigés.

Et pour ce, nous ont lesdits suplians fait requérir que à la dite Marie, Nous plaise, à la conservation de ses droitz tiltres, terres et à la poursuite de ses proceis, lui pourveoir de curateur, d'aucune personne ydoine et suffisant, qui puisse et saiche les droiz de ladite Marie, poursuivre, garder et deffendre.

Savoir faisons, que nous, qui sommes tenuz pourveoir aux mineurs, mesmement aux personnes nobles de notre Royaume, et les préserver de dommaiges et inconveniens, appelez et évoquéz par devant Nous, plusieurs des parens et amis de ladite Marie, lesquelz nous ont affermé ledit amiral, mari, de ladite Marie, estre ydoine proufitable et souffisant pour estre curateur d'icelle Marie, par l'avis et

délibération de plusieurs seigneurs de notre sang et des gens de notre grant conseil et aussi desditz parens et amis d'icelle Marie, y celui notre conseiller admiral de France mari de ladite Marie.

Auquel, par raison dudit mariage, les droiz besoingnes et négoces et le gouvernement des biens, terres et seigneuries d'icelle Marie, sa femme, touchent et appartiennent plus que à nul autre.

Avons créé et ordonné, créons et ordonnons par ces dites présentes, curateur à ladite Marie sa femme et à ses biens, et lui avons baillé le gouvernement et administration poursuite et deffence des droiz, biens, proceis, besoignes et négoco de la dite Marie, sa femme.

Lequel nous a promis et juré de bien et léaument exercer le fait de ladite curaterie et trecter, régir et gouverner, garder et défendre les dits biens, droiz et choses de ladite Marie sa femme, et de faire en ce, et toutes autres choses, tout ce qu'il verra estre profitable et utile pour la dite Marie ainsi que bon et léal curateur doit et est tenu de faire.

En tesmoign de ce nous avons fait mettre notre sél à ces présentes. Donné à le 13 d'aoust l'an de grâce 1442 et de notre règne le vintiesme.

Ainsi signé par le Roy en son conseil, etc... Vidimus de la cour de Nantes du 26 juin 1448.

Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 219.

Vu pour collation par Nous, archiviste paléographe, le
17 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

*Contrat de mariage de P. de Coëttivy avec Marie de Retz.
(Articles supplémentaires).*

21 Juillet 1443.

Comme en la prolocucion du mariaige d'entre noble et puissant messire Pregent seigneur de Coittivy et de Taillebourg, admiral de France, et de noble et puissante dame Marie de Rays, fille et héritière de noble et puissant messire Gilles, en son vivant, seigneur de Rays, et maréchal de France, et de noble et puissante dame Catherine de Thouars, lors sa femme, et à présent femme et compaignie et espouze de noble et puissant messire Jehan de Vendosme chevalier, vidame de Chartres et seigneur de Lassay, eust été traicté et parlé entre noble home messire Jehan le Boursier chevalier au nom, et comme procureur du dit Coittivy d'une part, et de messire Jehan de Vendosme et de ladite Catherine de Thouars, sa femme, mère de ladite dame Marie de Rays, fille et héritière du dit feu messire Gilles de Rays et noble et puissant messire René de Rays, chevalier, seigneur de la Suze, d'autre part, que le dit de Coittivy, prandroit le nom armes et tiltre de la baronnie et seigneurie de Rays, et que toutes les terres qui furent au dit feu messire Gilles de Rays et dont il ne mourut vestu et saisy qui seroient racquictées par le dit de Coittivy seroient au survivant d'eux deux et aux hoirs procréés de leur chair.

Et en cas, qu'ilz n'auroient hoirs procrées de leur chair, ou que leurs hoirs, procrées de leur chair, n'auroient hoirs procrées de leur chair, que icelles terres et seigneuries seroient parties et divisées entre les hoirs du dit admiral et de la dite dame Marie de Rays sa femme :

C'est assavoir que la tierce partie seroit et appartiendrait aux héritiers du dit seigneur Coittivy et les deux parts aux hoirs de la dite dame Marie de Rays, et qu'elle ne prendroit rien par héritage aux autres acquestz que feroit le dit seigneur de Coittivy durant le dit mariage.

Et que aussi la dite dame Marie ne prendroit aucun douaire sur les autres terres et seigneuries du dit seigneur de Coittivy, et que le dit procureur promist faire rattifier au dit de Coittivy les dites convenances, ce qu'il a différé de faire pour ce que le dit de Coittivy disoit le dit appoinement estre rigoureux et contre les coustumes des pays.

Et que toutes les terres, tant de Rays que autres qui furent au dit feu messire Gilles de Rays sont vendues engagées, aliénées par divers contractz, et les aucunes mesmement parties de la seigneurie de Raiz, détenues et occupées par monseigneur le Duc, sans ce que la dite dame Marie de Rays, ne autre pour ce en joysse, en aucune manière; et que les dites terres et seigneuries cousteront moult à délivrer, et aussy que c'est grant charge au dit seigneur de Coittivy de porter le nom et armes de Rays et de laisser les siennes propres de la seigneurie de Coittivy.

Pour ce saichent tous que par notre Court de Nantes,

en droit, présens et personnellement establiz devant nous le dit seigneur de Coittivy et de la Suze se soubmectant eulz et tous leurs biens à la juridicion, cohercion et des troit de notre dite Court, quant aux choses et chacune qui ensuivent tenir et acomplir, lesquelz finablement ont esté et sont confessans, avoir d'un commun vouloir et assentement par l'avisement de noble et puissant seigneur le conte de Laval et du seigneur de Lohéac, son frère, maréchal de France ausquelx la dite dame Marie de Rays est prouche parente de nouvel et aujourd'huy traicté et appointé et accordé sur des poins dessus dit et de fait traictent, accordent, apointent en la manière qui s'ensuit :

C'est assavoir que le dit seigneur de Coittivy prendra à présent le nom et tiltre de la baronnie de Rays avecques les armes de la dite baronnie escartellées avec celles de Coittivy, les hoirs descendans de leurs corps, les porteront plaines de la dite baronnie de Rays, sans celles de la seigneurie de Coittivy.

Et toutes les terres qui furent au dit feu messire Gilles, seigneur de Rays, et qui par le dit seigneur de Coittivy seront délivrées, rachatées, acquictées et recouvrées, en quelque manière que ce soit seront au dit seigneur de Coittivy et à la dite dame Marie de Rays, sa femme, par commun.

C'est assavoir au survivant d'eulz deux le tout à vie, et la moitié à propriété, et l'autre moitié de la propriété sera aux héritiers et successeurs derrenier décedant ; de laquelle

moitié la possession avecques la propriété, incontinent après le décès du survivant, reviendra de plain droit aux héritiers du premier decédé.

Et en cas que le dit seigneur de Coittivy et la dite dame Marie sa femme decederoient sans hoirs, procréés d'eulx deux, ou qu'ilz en auroient et ilz deffaillissent en ceulx cas, ou en l'un d'iceulx, les héritiers qui devront succéder à la dite dame Marie du costé de Rays pourront s'ilz voyent l'avoir à faire, afin que le tout de la dite baronnie et seigneurie leur demeure, récompenser les héritiers du dit seigneur de Coittivy son mary, qui lui devront succéder du costé devers Coittivy, de la moitié de la dite baronnie et seigneurie de Rays ; en autres terres et seigneuries à la valeur d'icelle moitié ; quelle récompense ilz seront tenuz prendre, sans le pouvoir reffuser.

Et semblablement tous les acquetz qui seront faiz par le dit seigneur de Coittivy durant le dit mariaige d'entre lui et la dite dame Marie sa femme, seront le tout au survivant à vie, avecque la moitié de la propriété ; et l'autre moitié sera aux héritiers successeurs du premier decédant ausquelx la moitié des dits acquetz, tant en propriété, que en possession revendra incontinent, après le décès du survivant.

Et en oultre, Marie de Rays, en cas que le dit seigneur de Coittivy, iroit de vie à trépasement, par avant elle, aura et prendra douaire sur toutes et chacune les terres seigneuries et héritaiges que le dit seigneur de Coittivy a à présent, et luy pourront advenir, par droit de succession,

ainsi que les usaiges et coustumes des pays le veullent.

Et au parsur des points et articles promis par le dit messire Jehan Le Boursier, procureur du dit seigneur de Coittivy, à la prolocucion du dit mariaige d'entre il et la dite dame Marie de Rays sont et demeurent en leur vertu selon la teneur des lectres sur ce faictes.

Et sur cestes choses et chacune ont promis et juré tenir lesdites parties, etc...

Donné, tesmoing le séel estably à nos contractz le 21^e jour de juillet l'an 1443.

Copie de 1456 non signée

Archives de la Loire-Inférieure, série E, liasse 219.

Vu pour collation par Nous, archiviste paléographe, le
18 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

Vente des seigneuries du Bignon et de Vaiges au comté de Laval, par René de Retz (1) à André de Laval.

11 Août 1453.

Sachent tous que par nostre Court de Nantes, en droit, furent présens et personnellement establiz devant Nous, noble et puissant seigneur messire René de Rays sire de Rays et de la Suze et noble et puissante dame Anne de Champagne, dame desdit lieux, sa compaignie et fame

(1) Frère de Gilles de Retz.

espouze autorisé a sa requeste, bien et suffisamment par devant Nous, etc... lesquels furent cognoessant et confessans avoir vendu et octroyé et de fait par la teneur de ces présentes, vendent et octroient... à noble et puissant seigneur messire André de Laval, chevalier, seigneur de Lohéac, présent, prenant et acceptant...

Savoir est : les chastellenies, terres et seigneuries du Buygnon et Vaiges, o toutes et chacune leurs appendances et dependences comme elles se poursuivent et contiennent tant en domaines que en fiez, maisons, superficies et édifices hommes, hommaiges, court, juridicion, seigneurie et obbéissance, prouffiz et émoluments d'iceulx, mestaeries et les émoluments d'icelles rentes par deniers, par Blez, par chappons, dismes de Blez, moulins à vent et à eau o leurs destroiz, prez, pasturaulx, landes, espancs, galoiz, boais de forest anxienx et garennes, chasses que autres droiz et choses queulxconques des revenus et esmolumens d'icelles chastellenies du Buygnon et de Vaige et de chacune d'icelles sans riens ne aucune chose en exceptez réserver ne retenir à eulx lesdits chastellenies appartenant à ladite dame de Rays, de son droit héritel situées en la conté de Laval et tenue prouchement de très haulte et puissante dame, madame la comtesse de Laval à foy, homaige et à rachat, quant le cas y avient sauf les domaine, terres et féaige de Clavières qui sont des appartenances de ladite chastellenie, seigneurie de Buygnon et tenuz par moyen de ladite dame la comtesse. Cette vendicion faicte à gré des dites parties

pour le prix et somme de 6 000 escuz d'or neufs, du coing du Roy, notre seigneur, du nombre de 8 000 écuz que ledit seigneur fut confessant devoir au dit seigneur de Lohéac affin de demourer quicte de certaine donnaison que feu noble et puissante dame, dame Marie de Rays en son vivant dame de Rays et fame espouse du dit seigneur de Lohéac, fist autrefois au dit seigneur de Lohéac, de ses héritaiges, de ce qu'elle en povait faire et donner selon la coustume du pays où les dits héritaiges estoient situez.

Et aussi pour le racquit et franchissement de 2000 livres de rente que autrefois deffunt messire Gilles de Rays vendit à feu monseigneur de la Trimolle, sur sa seigneurie de Champtocé et lesquelles celuy Seigneur de Lohéac ou nom de luy et de sa dite fame avoit retirées du dit seigneur de la Trimolle dont il avait fait transport au dit seigneur de Rays de présent.

A laquelle cause le dit seigneur de Rays lui estoit tenu en la dite somme de 8 000 escuz ; outre certaines terres que iceluy seigneur de Rays avoit transportées à la dite cause au dit seigneur de Lohéac selon que plus à plain il est descléré par les lettres de l'appointement fait entr-eulx pour cette matière.

Desqueux 6 000 escuz du dit nombre de 8 000 escuz le dit seigneur de Lohéac s'est partant tenu à comptant, du dit seigneur de Rays et l'en a quicté aussi que les dits sire et dame de Rays au moyen de celle vendicion fete pour celle somme de 6 000 escuz.

Pareillement se sont tenuz et tiennent a comptent et bien poyé de la dite somme de 6 000 escuz et en ont quicté le dit seigneur de Lohéac et les siens, celle somme nette et quitte à la main des dites sire et dame de Rays de toutes ventes lodes et honneurs dont le dit seigneur de Lohéac fera l'acquit et gardera sans domaige les dit seigneurs et dame de Rays.

Et le parsus de la dite somme de 8 000 escuz que sont 2 000 escuz, le dit seigneur de Rays en a payé présentement devant nous au dit seigneur de Lohéac la somme de 1 400 escuz et le reste qui est 600 escuz le dit seigneur de Rays les a promis et s'est obligé sur l'obligacion de touz ses biens présens et à venir poier au dit seigneur de Lohéac ; scavoir 300 escuz dedans la feste de l'Epiphanie prouchaine venant, et les autres 300 escuz dedans quasimodo prochain enssuivant.

Et ce faisant le dit seigneur de Lohéac qui s'est soumis en tant par son serment avecques touz ses biens à la juridicion de notre court, quant à tout le contenu en ces présentes tenir aquicté et quicte le dit seigneur de Rays, ses hoirs et cause ayans, et touz autres, de la dite somme de 8 000 escuz qu'il estoit tenu luy poier, à la cause dessudite sans jamais riens, ne aucune chose luy en demander.

Et partant les dits seigneurs et dame de Rays des dites chastellenies et appendences d'icelles, pour eulx et leurs hoirs ce sont dès le jourd'uy dessaisiz et dévestuz et départiz au proffit et intencion du dit seigneur de Lohéac et

ses hoirs. Et en ont cédé et transporté par la tradicion de ces présentes tout leur droit et action et saisine réelle et corporelle et planière pocession, pour en jouir et faire ou temps au venir, comme de son propre héritaige, etc.

Et pour ce que la dite seigneurie du Buygnon o ses appartenances est à présent empeschée par noble dame Marie de Sillé, dame de la Flocelière, qui la tient en sa main par douaire, les dits seigneur et dame de Rays seront tenuz et ont promis mettre le dit empeschement hors et deschargez celle seigneurie du Buygnon o ses appartenances du dit douaire et en faire quitte le dit seigneur de Lohéac envers la dite dame de la Flocelière et touz autres.

Et ou cas qu'iceile dame de la Flocelière ne se voudroit départir du dit douaire durant sa vie par ce le dit seigneur de Lohéac n'eust jouissance de la dit seigneurie du Buygnon, les dits seigneur et dame de Rays seront tenuz et ont promis poier au dit seigneur de Lohéac, pour la valleur d'icelle seigneurie du Buygnon o ses appartenances par chacun an durant la vie de la dite dame de la Flocelière seullement le nombre de 200 livres tournois à deux termes en l'an : savoir : aus termes de Toussains et de Pâsques par moytié ceulx 200 livres tournois, par an, assis et assignez en iceluy cas, sur la terre et seigneurie de la Suze appartenant au dit seigneur de Rays.

Et généralement sur touz et chacun les autres héritaiges des dits seigneur et dame de Rays à en estre fait le paiement par la main du receveur de la dit seigneurie de la

Suze par chacun an ausdits termes par moytié durant la vie de la dite dame de la Flocelière comme dit est et sur les premiers deniers de la dite recepte de la Suze.

Et ont voulu les dites seigneur et dame de Rays que celui seigneur de Lohéac des dits seigneuries par eulx vendues comme dit est o leurs appartenances en puisse entrer es-foiz et hommaiges de Mad. dame la comtesse de Laval et autres, de qui, elles sont tenues ; supplians les y vouloir recevoir soit en présence ou absence des dits seigneurs et dame de Rays ; lesqueulx ont voulu que celui seigneur de Lohéac se approprie des dites seigneuries par eulx à luy vendues, comme dit est, en la meilleure forme qu'il verra estre à faire, selon la coustume du pays où elles sont situées et toutes foiz qu'il luy plaira. Dit et octroyé entre les dites parties par exprès en faisant et passant ce contract, ou cas que le dit contract ne seroit bien fait selon le stille du pays du Maine où les dites seigneuries sont situées. Pour la surté du dit seigneur de Lohéac les dit seigneur et dame de Rays ont promis de le passer par autrefois au dit stille, en la meilleure forme que faire se pourra l'effet du dite contract gardé.

Et oultre, pour ce que celles seigneurie vendues comme dit est, sont le propre héritaige de la dite dame de Rays et que les deniers pour lesqueulx en a esté faicte la vendicion, ne sont en rien venuz ne tourniez au profit d'icelle dame de Rays ne pour son fait mais singuelièrement pour le fait et besoing du dit seigneur de Rays et pour l'acquiter

de la dite debte qui est venue de son fait où elle ne prant nul profit et en laquelle celle dame de Rays n'est aucunement subiecte ne contributoire à riens en payer, comme celui seigneur de Rays a cogneu en notre présence et dont en tant il a fait quittance perpétuelle à la dite dame de Rays, et que a celui moyen, le dit seigneur de Rays est tenu selon raison, en récompenser vallablement la dite dame ; celui seigneur de Rays considérant les dites choses et confessant icelle estre vrayes, a promis et promet bailler récompançe vallable par héritaige à la dite dame de Rays ès-héritages et seigneuries du dit seigneur de Rays de la valeur des dites seigneuries et chastellenies dessus dites vendues comme dit est toutes foiz qu'il plaira à la dite dame de Rays.

Et pour toutes lesquelles choses dessus dites avoir, tenir, garder et accomplir par les dites parties l'un d'eulx à l'autre, sans jamais faire ne venir à l'encontre, et pour amender touz coustz mises et dépans qu'ilz ou aucuns d'eulx pouroint avoir pour défaut des dites choses non tenues, garder ou accomplir, etc.

Et furent ces présentes octroyées et passées au chasteau de Machecoul en Rays ès présences de très hault et très puissant Monseigneur Vicomte de Laval et autres, etc. Le onzième jours d'aoust 1453. — Copie du 30 novembre 1474.

Archives de la Loire-Inférieure, E, 222.

Vu pour collation par Nous, archiviste paléographe, le
22 novembre 1899.

Signé : LÉON MAITRE.

*Contrat de mariage de Yves Maydo, seigneur de Treduday,
et de Dominique de Poilley.*

6 avril 1514.

En trectant et accordant le mariage de nobles gens Yves Maydo, seigneur de Tréduday, conseiller de la duchesse nostre souveraine dame et l'un des auditeurs en la chambre de ses comptes, et damoiselle Dominique de Pouellé, fille de feuz nobles gens Arthur de Pouellé et de Françoise Marcillé, sa femme et compaigne espouze, pour et à ce que le dict mariaige soit faict et accomply que aultrement n'eust esté faict, saichent tous que par nostre court de Nantes sont devant nous comparuz en personnes noble homme Bernabé de Pouellé, escuyer, seigneur du dict lieu, filz aîné et principal héritier et noble des dictz deffunctz seigneur et dame de Pouellé et frère d'icelle damoiselle Dominique, d'une part, et la dicte damoiselle Dominique, d'aulture partie, quelles parties et chacune se sont soumis et par ces présentes se submectent avec touz leurs biens et par leurs sermentz aux povoir, destroit, juridicion, seigneurie et obéissance de nostre dicte court quant à l'entérinement, contenu, teneur et effect de ces dites présentes et que ensuit, et o ce a esté et est le dict Bernabé seigneur de Pouellé cognoissant et confessant et par ces dictes présentes cognoist et confesse avoir en faveur et pour parvenir au dict mariaige faire et

acomplir promis et promis (*sic*) et promet sur touz et chacun ses biens meubles et héritaiges bailler et asseoir et par ces dictes présentes baille, cedde, assiept et transporte à icelle damoiselle sa dite seur présente et acceptante, savoir pour tout le droit, part, portion et advenant compétant et appartenant à la dicte damoiselle des successions de leurs dictz feuz père et mère en meuble et héritaige, le nombre de quarente livres de rente de levée et outre son dict droit et en faveur du dict mariaige le dict Bernabé de Pouellé a donné et par ces présentes donne par pure et simple donnai-son irrévocable à sa dicte seur le nombre et somme de dix livres de rente, à joyr dès à présent des dictes nombres de rente et chacun, valables et de levée par chacun an en fons et héritaige, francs et quictes de toutes charges, debtes et contribucions tant héritières que mobilières, fors les devoirs seigneurieulx, quel seigneur de Pouellé a promis et promet et s'oblige, comme dit est, en faire assiepte à icelle damoiselle sa dicte seur ès successions de leurs dictz feuz père et mère, à commencer au lieu et manoir de la Bigotière o ses appartenances et deppendances situez en la parroisse de Meslé, en la juridicion de Fougères et fournir de prochain en prochain et sans tressault, pour icelle damoiselle en joyr dès à présent pour elle, ses hoirs, successeurs et cause aians à jamais en perpétuel, et en faire et disposer à l'advenir comme de son propre héritaige. Et si le dict lieu de la Bigotière ne peut suffire pour le parfaict et fournissement du dict nombre de cinquante livres de

rente, sera parachevé de prochain à prochain ès aultres terres et héritaiges des dictes successions. Dit et convenu entre les dictes parties que si par hault et puissant messire Philippes de Montauban, chevallier, baron de Grenonville, de Bazoges, de Sens, viconte du Boys de la Roche et chancelier de Bretagne, il estoit veu et trouvé le dict nombre de quarante livres de rente estre moindre ou excessif, ont voullu et accordé que du supplément ou rescision du dit nombre de quarente livres de rente il (s) en passe (nt) au dit, sentence et ordonnance du dict seigneur pour seul décideur sans ressort et sans aultre que luy en puisse dire ne ordonner, et sans avoir esgard aux dictes dix livres de rente données comme dit est. Et partant s'est le dict seigneur de Pouellé des dicts nombre de quarente livres de rente par une part et dix livres par l'aultre par luy comme dessus promis bailler et asseoir à sa dicte seur au dit mariaige faisant, desmie, desvoytu, dessaisi et depparty, et à la dite damoiselle sa dicte seur en baille, délaisse et transporte toute droicture, propriété, possession et saisine, en voullant et veult qu'elle en prenne la possession et saisine réelle et corporelle de soy mesmes et sans aultre moyen ne mystere de justice. Et auparessus a esté convenu entre eulx que ou cas que le dit seigneur de Pouellé serait en reffuz deffault ou delaz de parfournir la dicte assiete juc au dit nombre de cinquante livres de rente dedans le temps d'un an prochain venant, il sera subject dès à présent paier à icelle damoiselle, ses hoirs, successeurs et cause ayant les erreraiges

prorata et pour le temps qu'il auroit esté ou seroit sans faire la dicte assiepte, et partant ce faisant et joyssant et non aultrement, a icelle damoiselle quicté et quicte le dit seigneur de Pouellé son frère generalmente et entièrement de tout sa part, forcion et advenant ès dites successions de ses dicts père et mère, tant de meuble que de héritaige et en tant que mestier est luy a subrogé et subroge pour en faire l'esligement tant en principal que erreraiges et aultres accessoires, non comprins ce que la dicte damoiselle a par cy devant reçu des dicts erreraiges ne les mises que a peu faire le dict seigneur de Pouellé pour elle, et en ce la celle damoiselle constitue procureur comme en sa propre chose, parce que aussi le dict seigneur de Pouellé est et sera tenu et a promis porter et faire l'acquiet de toutes debtes tant héritières que mobilières envers toutes personnes quelzconques à cause des dictes successions, en quoy celle damoiselle pourroit estre subjecte et sur le joyssement des dicts héritaiges et rentes promis bailler à la dite damoiselle, a promis et s'est obligé le dict seigneur de Pouellé faire et porter à icelle damoiselle sa dicte seur bon et suffizant garantaige vers et contre touz en perpétuel par héritaige non obstant droit ou coustume, et que en donnaison n'y eust garantaige. Et ce faict en la présence du dict seigneur chancelier, de madame Anne du Chastellier, sa compaignie, de nobles et puissantz missire René de Montjehan, prothonotaire du Saint siège apostolique, Jacques seigneur de Montjehan, M. René Hamon, abbé de Penpont, et aultres pré-

sentz, o le plaisir et consentement mesmes du dict Bernabé seigneur de Pouellé sur ce présent. Se sont les dicts seigneur de Treduday et damoiselle Dominique seur du dict de Pouellé, présentz, prins et baisey par mariaige et par parolles de présent, quel seigneur de Tréduday, o pareille submission et obligation que devant, a consenty, accepté et en agréable le contenu cy dessus et en tant que mestier est a donné et donne ses auctorité, pover et assentement à celle damoiselle sa compaigne quant à iceluy contenu, effect et substance de ces dictes présentes tenir et acomplir, et ainsi l'ont celles parties et chacune et o la dicte auctorité chacune pour ce que luy touche, voullu, promis, gréé et juré par leurs sermentz et sur lh'ypothèque et obligation de tout le leur, tenir, fournir, entretenir et acomplir de point en point sans jamais y contrevenir par dilacions de jour, juge, advenance, terme de parlier, exoine, dire ne mander à grâce, ne relievement de prince, ne relaxe de leurs sermentz avoir, obtenir ne impetrer et, si aucun en obtenoient ou impétroient, à non jamais s'en pover joyr ne aider, arrester ne faire arrestz, plegementz ne oppositions quelzconques, et généralement à toutes et chacune les choses qui contre l'effect, substance et enterinence de ces présentes pourroient estre dictes, quisses, mises, obicées ou proposées au contraire, tant de faict, de droict, usement que de coustume en nulle ne aucune manière, et par espécial la dicte damoiselle Dominique à touz droictz et autentiques escriptz faictz introduictz pour et en faveur

des femmes, par nous lui declairez ce que vault à dire, à quoy ilz et chacun ont renoncé et renoncent et de leurs plaisirs et assentementz et par leurs dits sermentz sur ce faictz. Les y avons par le jugement de nostre dicte court condempnez et condempnons. Donné tesmoing le scel estably aux contractz de notre dicte court. Ce fut faict et gréé à Nantes en la maison de La Suze, le vingt-sixième jour d'apvril l'an mil cinq cens quatorze.

H. Le Leureux passe. M. Mauhugeon passe.

Archives de la Manche ; Série E, famille du Bourgblanc.

Visé pour collation. L'archiviste du département de la
Manche.

Signé : FR. DOLBET.

Vu par le Président de la Thèse,

CH. LEFEBVRE.

Vu, le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GREARD.

TABLE

BIBLIOGRAPHIE	1
INTRODUCTION	3

CHAPITRE PREMIER

Autorité maritale.

Sa nature dans la tradition bretonne primitive	11
SECTION I. — <i>Biens</i>	12
§ 1. — Service féodal et administration des immeu- bles	13
§ 2. — Pouvoir sur les meubles.	15
SECTION II. — <i>Actes</i>	17
<i>Premièrement</i> . — Actes licites	17
§ 1. — Le concours primitif devient dans la suite une autorisation formaliste destinée à relever la femme d'une incapacité	17
§ 2. — Exception même dans la Nouvelle coutume pour la femme commerçante	22
§ 3. — Droit de la femme d'agir seule en justice dans certains cas, en la Très ancienne coutume.	23
§ 4. — Testament de la femme	24
<i>Secondement</i> . — Délits	25

SECTION III. — <i>Homme et femme mineurs.</i>	27
§ 1. — Epoux mineurs tous deux	28
§ 2. — Femme mineure	28
§ 3. — Mari prodigue	31

CHAPITRE II

Société de meubles et conquêts.

SECTION I. — <i>Préliminaires</i>	33
§ 1. — An et jour.	33
§ 2. — Composition active et passive de la communauté.	36
SECTION II. — <i>Meubles</i>	39
§ 1. — Meubles sont la propriété du mari sauf « pour- véance »	39
§ 2. — Confiscation pour cause de délit	40
§ 3. — Clause de réalisation même dans les contrats de mariage contemporains de la Très an- cienne coutume.	43
§ 4. — Mari tenu des dettes mobilières	48
SECTION III. — <i>Conquêts</i>	50
§ I. — Femme « aussi grande que le mari sur eux ».	50
Conséquences :	52
Le mari ne peut forfaire que sa part	52
Le mari ne peut vendre seul les conquêts.	52
Le mari ne peut doter seul en conquêts	52
§ 2. — Changement de dispositions plus tard	54
Résumé sur la société de meubles et conquêts en Bretagne	58

CHAPITRE IV

Le don mutuel et les libéralités entre époux ou futurs époux. 406

SECTION I. — Dons d'un futur époux à l'autre par contrat de mariage. 407

§ 1. — Un tiers des immeubles et les meubles en
propriété et irrévocable 407

§ 2. — Cas de deuxième nocces 409

§ 3. — Dispositions nouvelles de la Nouvelle coutume 412

SECTION II. — Don mutuel. 417

§ 1. — Historique. 417

§ 2. — La Très ancienne coutume autorise le don
mutuel 421

§ 3. — Nouvelles conditions exigées en plus des an-
ciennes par la Nouvelle coutume 425

§ 4. — Cause de déchéance introduite par la Nou-
velle coutume. 431

SECTION III. — Don non mutuel fait pendant le mariage. Testament 434

§ 1. — Don 434

§ 2. — Testament. 435
Résumé sur les dons entre époux en Bre-
tagne 438

CHAPITRE V

Liquidation de la communauté. 439

Résumé sur les quatre institutions déjà vues. 439

Modes de dissolution de la communauté en Bretagne. 440

Sommaire du chapitre V. 441

SECTION I. — <i>Acceptation et partage</i>	141
§ 1. — Droit à la femme de subsister sur la communauté avant de prendre parti	142
§ 2. — Règles de partage communes aux nobles et aux roturiers	143
<i>Première règle.</i> — Reprise des propres	144
<i>Deuxième règle.</i> — Récompenses	144
N° 1. Les récompenses ont été créées par la Très ancienne coutume pour protéger la femme	144
N° 2. Récompense due pour la dot en conquêts	145
N° 3. Récompense due pour la dot en propres de la femme	146
N° 4. Amélioration de propre	148
N° 5. Vente pendant le mariage de l'immeuble de la femme	153
N° 6. Récompense en immeubles	157
N° 7. Récompense pour le mari qui vend son héritage pendant le mariage	159
N° 8. Récompense parce qu'un propre a été déchargé pendant le mariage	160
N° 9. Récompense pour engagements de la femme avec le mari	161
N° 10. Le Velléen en Bretagne	163
<i>Troisième règle.</i> — Hypothèque légale de la femme	173
<i>Quatrième règle.</i> — Partage des conquêts	176
§ 3. — Règles spéciales aux nobles et aux roturiers. Partage des meubles	178
§ 4. — Absence de bénéfice d'émolument	185
§ 5. — Dernière différence entre nobles et roturiers	186
§ 6. — Mi-Denier	188
§ 7. — Liquidation modifiée par les deux rédactions suivant la Très ancienne coutume	190
SECTION II. — <i>Renonciation</i>	198
§ 1. — Historique	198

§ 2. — Renonciation aux meubles et dettes sous la Très ancienne coutume.	199
§ 3. — Ordonnance de Jean V.	201
§ 4. — Reprises de la femme renonçante.	202
§ 5. — Délai de forclusion fixé par la Nouvelle coutume	205
§ 6. — Femme renonçante déchargée des dettes . .	206
§ 7. — Forme définitive de la renonciation. . . .	209
§ 8. — Modification des reprises par la Nouvelle cou- tume	210
Résumé sur la liquidation de communauté. . .	212
SECTION III. — <i>Communauté de plus de deux têtes.</i> . . .	213
§ 1. — Communauté tripartite.	213
§ 2. — Communautés tacites entre non nobles. . .	216
SECTION IV. — <i>Séparation de biens.</i>	217
§ 1. — Historique.	218
§ 2. — La séparation de biens en Bretagne au xvii ^e et au xviii ^e siècles.	219
SECTION V. — <i>Clauses conventionnelles</i>	223
§ 1. — Clause de réalisation	224
§ 2. — Exclusion de communauté	226
§ 3. — Régime dotal inconnu.	227
§ 4. — Ameublement	227
§ 5. — Clause d'apport	228
§ 6. — Clause de séparation de dettes	228
§ 7. — Communauté réduite aux acquêts	229
§ 8. — Reprise d'apport franc et quitte	230
§ 9. — Préciput conventionnel	230
§ 10. — Parts inégales	230
§ 11. — Abréviation du délai d'an et jour	231
§ 12. — Communauté universelle	231
SECTION VI. — <i>Prescription entre époux</i>	231
CONCLUSION	234
Pièces justificatives annexées	241
1. Vente et donation de Godildis à Saint-Sauveur de Redon (an. 871)	241

2. Don de Guéhenoc et Mabilis à Sainte-Marie-du Cellier (an. 1132)	242
3. Don par Marguerite de Bretagne à Sainte-Croix de Guingamp (an 1151), avec autorisation de ce don par le duc Conan	243
4. Lettres de douaire de Blanche de Navarre, duchesse de Bretagne (an. 1263). avec contre-lettre de la même	245
5. Contrat de mariage de Marie de Bretagne avec le comte de Saint-Pol (an. 1292)	249
6. Transaction de Jeanne de Laval, veuve du connétable Bertrand du Guesclin, avec son beau-frère Olivier (an. 1384)	256
7. Contrat de mariage du comte de Perche avec Marie de Bretagne (an. 1396)	265
8. Don mutuel entre le Duc Jean IV de Bretagne et Jeanne de Navarre son épouse (an. 1398)	270
9. Contrat de mariage d'Alain de Rohan avec Marguerite de Bretagne (an. 1407)	278
10. Lettres de douaire d'Isabelle de Bretagne (an. 1430)	283
11. Lettre du roi de France Charles VII instituant Prégent de Coëtivy curateur de Marie de Raiz sa femme (an. 1442)	289
12. Articles supplémentaires au contrat de mariage de Prégent de Coëtivy et de Marie de Raiz (an. 1443)	292
13. Vente du Bignon par René de Retz à André de Laval (an. 1453)	296
14. Contrat de mariage de Yves Maydo et Dominique de Poilley (an. 1514)	303

FIN DE LA TABLE

